

PUCA

le renouveau urbain  
cultures urbaines et espaces publics



Actes du colloque 21-22 mars 2006 au MAC VAL de Vitry/Seine

Les résultats des travaux de recherche du programme interministériel *Cultures, villes et dynamiques sociales* ont été mis en débat au cours d'un colloque qui s'est tenu les 21 et 22 mars 2006 au MAC/VAL, Musée d'art contemporain du Val-de-Marne.

Ces actes ont été mis en forme par Ghislaine Garin-Ferraz (Cité+) à partir de textes remis par les intervenants au colloque ou du décodage réécrit des enregistrements réalisés au cours de la manifestation.

## Sommaire

<b>Ouverture</b> .....	<b>5</b>
<i>Alexia Fabre</i>	
<b>Introduction</b> .....	<b>9</b>
<i>François Ménard</i>	

<b>PREMIÈRE PARTIE</b>	
<b>JE, TU, NOUS ET LES AUTRES ?</b> .....	<b>15</b>

### DE L'ART ET DE L'URBAIN

<b>Introduction</b> .....	<b>18</b>
<i>Claude Rouot</i>	
<b>La construction de soi et les lieux de paroles</b> .....	<b>20</b>
<i>Jean Hurstel</i>	
<b>Enjeux et paradoxes des actions artistiques à visées sociales</b> .....	<b>22</b>
<i>Stéphanie Pryn</i>	
<b>Itinéraire urbain d'un plasticien</b> .....	<b>26</b>
<i>Philippe Mouillon</i>	
<b>Inter/visibilité en milieu urbain</b> .....	<b>29</b>
<i>Christian Guinchard</i>	
<b>Débat</b> .....	<b>32</b>

### D'ICI ET D'AILLEURS

<b>Introduction</b> .....	<b>38</b>
<i>Patrick Simon</i>	
<b>La ville de l'immigration extérieure</b> .....	<b>41</b>
<i>Ahmed Boubeker</i>	
<b>La fracture coloniale à l'aune des enjeux d'intégration et de citoyenneté</b> .....	<b>48</b>
<i>Nicolas Bancel et Pascal Blanchard</i>	
<b>Émigrer en France à l'âge du collège</b> .....	<b>52</b>
<i>Geneviève Zoïa</i>	
<b>Débat</b> .....	<b>56</b>

### La société civile et les savoirs • Table ronde

<i>André Bruston</i> .....	<i>61</i>
<i>Laurence Mayeur</i> .....	<i>61</i>
<i>Marie Poinot</i> .....	<i>64</i>
<i>Hugues Bazin</i> .....	<i>64</i>
<i>Alain Battégay</i> .....	<i>66</i>

### Libres propos • Diversité culturelle, identité urbaine

<i>Alain Audoubert</i> .....	<i>75</i>
<i>Jean-Claude Richez</i> .....	<i>78</i>
<i>Jean-François Chaintreau</i> .....	<i>80</i>

<b>DEUXIÈME PARTIE</b>	
<b>LIENS ET LIEUX</b>	<b>83</b>

### TRAJECTOIRES EN DEVENIR

<b>Introductions</b>	<b>86</b>
<i>Chantal de Linares et Françoise Navez-Bouchanine</i>	
<b>Liens aux lieux dans l'entre ville</b>	<b>89</b>
<i>Laurent Devisme</i>	
<b>La dissolution de la ville dans l'urbain : échec stratégique et opportunités tactiques</b>	<b>93</b>
<i>Renaud Epstein</i>	
<b>Débat</b>	<b>96</b>
<b>Cultures territoriales des rassemblements de jeunes et action publique</b>	<b>99</b>
<i>Jérôme Boissonade</i>	
<b>Mondes de la musique et nouvelle centralité à Marseille</b>	<b>104</b>
<i>Gilles Suzanne</i>	
<b>Logiques de commémoration et mémoires à l'œuvre</b>	<b>109</b>
<i>Vincent Meyer et Jacques Walter</i>	
<b>Synthèse de la séance</b>	<b>115</b>
<i>Françoise Navez-Bouchanine</i>	

### LA VILLE INVESTIE / RÉINVESTIE

<b>Introduction</b>	<b>118</b>
<i>François Geindre</i>	
<b>La ville "désirée" et l' "offre" en urbanité. Le cas des espaces publics dans le cadre du renouvellement urbain des Minguettes</b>	<b>121</b>
<i>Jean-Yves Toussaint, Marcele Trigueiro et Monique Zimmermann</i>	
<b>Production de l'aspiration à la ville</b>	<b>131</b>
<i>Anne-Marie Giffo-Levasseur et Bernard Vrignon</i>	
<b>Pluralité culturelle et pluralité des territoires urbains : des interactions complexes</b>	<b>136</b>
<i>Fabrice Raffin</i>	
<b>Débat</b>	<b>139</b>
<b>Table ronde • La dimension culturelle de l'action urbaine</b>	<b>141</b>
<i>Chantal Lamarre, Patrice Vergriete, François Geindre</i>	
<b>Débat</b>	<b>146</b>
<b>La recherche et la fabrication de la ville • Propos conclusif</b>	<b>151</b>
<i>André Bruston</i>	

<b>ANNEXE</b>	<b>155</b>
---------------	------------

<b>Liste des participant-e-s au colloque</b>	<b>157</b>
--	------------

## **Ouverture**

### **Alexia Fabre**

*Conservatrice en chef du Musée MACVAL*

Je suis ravie de vous accueillir au MAC/VAL, musée d'art contemporain du Val-de-Marne, pour évoquer ensemble de sujets qui nous tiennent à cœur. J'espère que ces deux journées seront riches, ce sont des sujets qui font débat. Le MAC/VAL a illustré pendant des années tous ces questionnements et son ouverture au public récente cristallise en partie ces réflexions.

Je vais rappeler en quelques mots l'histoire de ce projet qui regroupe ces questions de la culture, de ses relations avec la ville, avec les populations et en particulier des relations avec la culture de ceux qui y auraient moins droit que d'autres.

Cette histoire illustre aussi assez bien les relations entre l'État et les collectivités à l'heure de la décentralisation. C'est en 1982, au moment de la mise en place de la décentralisation, que le conseil général du Val-de-Marne a pris la décision de s'emparer de la compétence culturelle dans une perspective quasi exclusivement tournée vers la création contemporaine. Le conseil général portait de l'idée que les artistes sont nécessaires dans le monde et met donc en place des soutiens à la création dans différents domaines artistiques : littérature, danse contemporaine, cinéma, théâtre et, en matière d'art plastique, il décide de soutenir des artistes en leur achetant des œuvres. Un critique d'art, Raoul-Jean Moulin, a alors été chargé de la mise en œuvre de ce soutien et achète des œuvres avec un budget voté par le conseil général.

Au fil des années, les acquisitions sont devenues des collections et en 1990, le conseil général choisit de créer un outil pour permettre la rencontre de ce qui est devenu une collection et la population dans un nouvel équipement. Il décide alors d'installer cet équipement au cœur d'une ville populaire et de le dédier à une population qui n'est pas le public traditionnel des musées et en particulier des musée d'art contemporain. Pour différentes raisons, la ville de Vitry-sur-Seine est choisie et a mis à disposition des terrains pour y implanter le musée.

En 1991, un concours architectural est lancé et le projet de Jacques Ripault est choisi car il illustre la dimension politique d'accès de cet équipement au plus grand monde avec une grande ouverture sur la ville, des communications et des circulations en prise directe avec la ville et des espaces muséographiques qui se resserrent, mais avec un éclairage zénithal, et donc sans coupure avec l'espace extérieur et les éléments. C'est très important et symbolique qu'un musée d'art contemporain soit en prise avec le monde et en soit en quelques sortes le reflet.

Le projet ne s'est réalisé que tardivement, le temps que la collectivité trouve un soutien scientifique et financier auprès du ministère de la culture. C'est en 1997 que Catherine Trautmann, alors ministre de la culture, arrive à un accord avec Michel Germa, président du conseil général. Entre temps, les choses ont continué à évoluer. La collection s'est enrichie et nous avons travaillé la relation avec les destinataires de ce projet.

Dès 1996, nous lançons des actions hors les murs et avec le service culturel de la Galerie nationale du jeu de Paume, nous avons mis en place une politique de sensibilisation à l'art contemporain autour des œuvres de notre collection, le FDAC (Fonds départemental d'art contemporain). Nous avons initié un programme auprès d'associations, de comités d'entreprises, des lycées et collèges du Val-de-Marne, mais aussi des hôpitaux. Ces programmes s'articulaient autour de notre collection et s'achevaient par des expositions chez les autres montées par ces différents partenaires. J'ai en mémoire le bel exemple d'une exposition d'une partie de la collection installée dans des ateliers de réparation des TGV à Villeneuve-Saint-Georges, en 1999, réalisée avec les cheminots de la SnCF. Cette expérience avait été très réussie, avec un très beau programme d'accompagnement.

Une nouvelle étape commence alors. Le projet culturel et scientifique est validé par le ministère de la culture en 1999, puis le projet est inscrit dans le contrat État région de 2000-2006. En 2001, notre toute petite équipe constituée à l'époque s'installe dans un pavillon XIX<sup>e</sup> à Vitry, qui se trouvait au cœur de ce qui allait être le chantier et c'est là que l'équipe s'est construite, sur notre territoire. Nous avons commencé à créer notre propre service éducatif qui

a pris le relais de l'équipe du Jeu de paume pour initier par nous-mêmes nos relations avec nos partenaires et notre futur public.

En février 2003, nous assistons au lancement du chantier de notre pavillon et nous avons ainsi accompagné ce chantier, en créant une relation avec le territoire, avec les habitants et avec ce qui était en train de se construire.

Nous avons alors travaillé dans deux directions : pour la visibilité du chantier et pour la visibilité de la collection. Pour le chantier, nous avons demandé aux signaléticiens avec lesquels nous travaillons de faire des trouées dans les palissades pour que ce soit un chantier visible pour les passants (même si la configuration des lieux fait que les passants ne sont pas très nombreux). Malgré tout, grâce à l'implantation du musée, ce carrefour a été requalifié et le centre ville se déplace petit à petit du quartier de la gare, près de l'église, vers la nationale qui regroupe la mairie, le théâtre et maintenant le musée. Toujours dans cet esprit de visibilité du projet, des visites de chantier ont été organisées pour des écoles, des comités de quartiers, des associations, etc.

Pour la mise en visibilité des collections, nous avons organisé dès 2003 l'accrochage d'une exposition des acquisitions 2001 du FDAC appelée *Collection étape 01* dans une salle d'exposition que nous avons installée dans un petit Algéco également implanté sur le chantier et d'autres expositions se sont ainsi suivies pendant toute la durée du chantier. Une photographe, Valérie Jouve, a reçu une commande de notre part sur le territoire, et nous avons réalisé une exposition à partir de ses photographies. Son regard nous a montré un territoire relativement clos. Elle s'est appuyée sur les axes de communications, de circulations.

Pendant cette exposition, très vue par la population locale, des gens nous ont dit : « elle parle de nous ». C'est tout le travail que nous essayons de faire, de trouver des points de rencontre entre le regard des artistes et la population.

Le chantier a duré deux ans. En attendant l'ouverture du musée qui a eu lieu en novembre 2005, nous avons continué notre travail de relation avec la population et avons recruté une équipe pour assurer l'accueil au musée. J'avais visité le Pièce One à New York, une annexe du MOMA (Museum of Modern Art) dans la banlieue de Manhattan et avais été frappée par l'accueil dans ce lieu par des jeunes, visiblement du quartier, issus de l'immigration, qui m'avaient accueillie avec fierté et le sourire comme si j'étais reçue chez eux. Cela m'a donné l'idée de recruter des jeunes de Vitry. Ainsi nous avons recruté une quinzaine d'agents d'accueil et de surveillance qui sont des jeunes du Val-de-Marne, de Vitry ou d'Ivry, par le biais de l'ANPE et de la Mission locale. On a eu l'idée de recruter ces jeunes pour que ceux à qui le projet est prioritairement destiné en soient les acteurs premiers, en soient les ambassadeurs à l'extérieur et les ambassadeurs à l'intérieur. Nous leur avons proposé une formation de six mois (avec l'aide du Cnft et de l'équipe du musée) traitant de différents sujets : la communication, l'accueil, la relation aux autres, l'expression, l'histoire de l'art, la sécurité et sûreté des personnes...

Nous avons aussi retravaillé la spécificité du projet car effectivement nous sommes à côté de Paris, mais nous sommes ailleurs. Évidemment, la question de l'ouverture de ce musée après d'autres musées, à côté d'autres musées, en banlieue, est totalement fondamentale. À partir de ce qui était déjà dans la collection, nous avons travaillé dans deux axes majeurs, d'une part pour créer la différence de ce projet, la spécificité de sa collection qui est consacrée à la scène artistique en France des années 1950 à aujourd'hui, à l'histoire artistique de ce territoire à travers la création artistique des artistes français, mais aussi à travers la production des artistes étrangers installés en France dont le passage a été très signifiant sur la scène artistique. Nous avons cherché à nous adresser à un public de proximité, avec une dimension pédagogique. Nous avons cherché à donner la parole aux artistes à travers des films, des photographies, mais aussi lors de rencontres avec des artistes vivants.

J'espère que le musée vous plaira et que vous pourrez trouver dans le musée lui-même et dans notre projet des points de convergence avec les questions traitées dans votre colloque.

**Présentation du MACVAL sur son site Internet <http://www.macval.fr/>**

Symbole d'une politique culturelle du département innovante, le musée sera un espace d'échanges et d'expression pour les artistes et un outil au service de tous les publics.

Le musée, construit par l'architecte Jacques Ripault, est labellisé « Musée de France ».

Une collection d'art contemporain de plus d'un millier d'œuvres reflétant la scène artistique en France depuis les années 1950 jusqu'à la création la plus récente, enrichie par une politique d'acquisitions active, y sera présentée.

Implanté en centre ville de Vitry-sur-Seine, à immédiate proximité de Paris, entouré d'un jardin public de 10 000 m<sup>2</sup>, cet équipement est doté d'une surface de 13 000 m<sup>2</sup> dont 4 000 m<sup>2</sup> sont dédiés aux expositions permanentes et temporaires.

Le musée est aussi un lieu de vie et de rencontres : le cinéma et sa programmation spécifique, le centre de documentation, les deux ateliers-logements d'artistes en résidence, la librairie Bookstorming, le restaurant et le jardin vous attendent !



## Introduction

**François Ménard**

*Délégation interministérielle à la ville (DIV)*

Plutôt que de commenter le futur déroulement du colloque, je vais aller à l'essentiel et évoquer ce qui nous a animés en le préparant et ce que nous en attendons, dans l'espoir que cette attente sera partagée.

Alors, d'où vient ce colloque ?

Comme il est indiqué sur la plaquette d'invitation, ce colloque est construit à partir des recherches du programme interministériel *Cultures, villes dynamiques sociales* et notamment de celles issues de la dernière consultation *Apprentissages, transmission et créativité de la ville et dans la ville*.

Avec l'association de ces trois termes « apprentissages, transmission et créativité », il s'agissait de mettre en tension ce qui s'hérite, ce qui s'apprend et ce qui s'invente dans la ville et par elle, dans le jeu des générations, dans le rapport des liens aux lieux, pour reprendre la formule de Jean-Samuel Bordreuil, en en faisant non seulement des objets de recherche, mais également des modalités ou encore des analyseurs des transformations de l'urbain sous le regard des chercheurs et peut-être avec eux.

Cette démarche s'inscrit dans un champ partagé plus large et plus ancien qui a vu les questionnements des instances de recherche de différentes administrations converger, suivre une pente qui paraît aujourd'hui naturelle mais qui ne l'était pas à l'époque, pour produire un ensemble composé de questions envisageant la culture pour sa contribution à la fabrication du « vivre en ville », à la ville comme production culturelle, aux dynamiques sociales pour ce qu'elles transportent avec elles d'aspirations, de représentations, de rapports conflictuels ou intégrateurs, de références mémorielles ou de démarquage social...

Les recherches du dernier cycle de ce programme, dix-huit au total, ont fait l'objet de rapports qui sont disponibles sur le site Internet *Cultures en ville*<sup>1</sup> et certaines d'entre elles ont déjà fait l'objet de valorisation sous forme d'articles, principalement dans un ouvrage publié en 2005 ; ouvrage intitulé *Des cultures et des villes, mémoires au futur*<sup>2</sup>.

C'est à partir de ces recherches, ou en tout cas d'une large partie d'entre elles, que nous avons construit cette rencontre.

Mais les programmes de recherche publics, et notamment les programmes interministériels, sont des machines un peu lourdes et il s'est écoulé un certain temps entre le lancement des dernières études et le colloque d'aujourd'hui.

D'où une interrogation, un doute : les questions que nous posions lors du lancement de la consultation sont-elles toujours d'actualité aujourd'hui ? Les chercheurs à qui l'on demande d'intervenir à partir de leurs travaux sont-ils encore mobilisés par les problématiques sur lesquelles ils ont travaillé, il y a un an, deux ans, trois ans même pour certains ? Et le public que nous visons, les « acteurs de terrain » comme on les appelle dans les administrations : architectes, urbanistes, élus, intervenants sociaux, artistes, chefs de projets en politique de la ville, dans le champ artistique et culturels, services des collectivités en charge de l'urbain, de la culture, de la jeunesse, de l'intégration ou de la lutte contre les discriminations et qui mènent un travail réflexif sur leurs propres pratiques – c'est à eux que ce colloque s'adresse également – vont-ils partager nos questionnements ? Sommes-nous en avance, en retard, à côté de leurs propres réflexions ?

Ces questions ne sont pas de pure forme : s'il n'est pas destiné à produire des études opérationnelles à usage direct des commanditaires, ce programme de recherche s'inscrit dans une démarche incitative sensée alimenter une réflexion plurielle, nourrir un débat qui ne doit pas rester confiné ni dans le monde de la recherche ou de l'université, ni dans celui des institutions,

---

<sup>1</sup> <http://www4.culture.gouv.fr/actions/recherche/culturesenville/>.

<sup>2</sup> Bruston A. (dir.), *Des cultures et des villes, mémoires au futur*, La Tour d'Aigues, Édition de l'Aube, 2005.

mais qui doit permettre à la recherche de « travailler », travailler la décision publique, travailler l'appréhension courante que nous avons de la réalité, chacun dans nos pratiques, mais une recherche qui, en retour, doit être interpellée, interrogée par le travail de la société sur elle-même et par les déplacements qui s'opèrent à la lisière de l'action publique et des formes moins instituées de la vie sociale, et ici plus particulièrement de sa dimension urbaine.

Or, si l'on s'en tient à la période la plus récente, on relève, ne serait-ce qu'en France, un certain nombre d'événements qui ont percuté directement ou indirectement le champ couvert par les recherches : la politique de rénovation urbaine lancée en 2003 avec la loi Borloo, la loi sur le voile à l'école, le vote puis l'abrogation de l'article 4 de la loi du 23 février 2005 sur « les aspects positifs » de la colonisation, et tout récemment ce qu'on a appelé la crise des banlieues... Cela exige *a minima* qu'on fasse l'effort de réexaminer les problématiques de recherche afin de vérifier si elles ne sont pas rendues obsolètes par la situation nouvelle engendrée par les politiques publiques ou les mouvements sociaux.

On pourrait dire, à l'inverse, que c'est précisément l'intérêt de la recherche et des programmes qui la supportent que de s'inscrire dans une temporalité longue, dans une durée qui est celle du travail méticuleux de mise à l'épreuve des hypothèses et des interrogations destinées à consolider l'analyse, et, en somme, de résister aux examens superficiels, aux modes médiatiques et à l'air du temps. Cette temporalité a quelque chose à voir également avec la « durée publique », celle qui donne aux institutions la pérennité qui les légitime, qui fournit au politique (avec et sans « s ») un cadre, une lisibilité qui participent d'une certaine manière à la démocratie.

Quoi qu'il en soit, ce décalage des temporalités, cette « dyschronie » est une occasion de s'interroger sur ce qui, au cœur de nos questionnements, est toujours d'actualité, ce qui mérite d'être abordé différemment, ce qui constitue désormais un objet épuisé ou ce qui, au contraire, alors qu'il apparaissait comme un objet périphérique ou anecdotique, constitue une émergence, un nouveau champ de pratique ou d'analyse à explorer plus avant.

Cette rencontre n'a toutefois pas pour objet de dresser un bilan, ni de passer en revue toutes les questions qui ont émergé ces dix dernières années. Mais elle revêt un caractère particulier dans la mesure où, nous en avons la conviction, elle correspond à la fin d'un cycle plus important que le simple achèvement d'un exercice de programmation.

Lorsque ce programme a démarré, au milieu des années 1990, la politique de la ville battait son plein, et les questions soulevées par les recherches apparaissaient comme un écho, comme un « retravail » de celles que se posaient bon nombre « d'acteurs de terrain ».

La constitution du groupe interministériel qui allait piloter le programme ne traduisait pas tant une commande instrumentale visant à informer une nouvelle politique publique, que la convergence de questionnements dont la politique de la ville était à la fois le révélateur, l'objet et le prétexte. La référence à « l'État animateur » dans la préface du premier ouvrage issu du programme<sup>3</sup> était bien là, d'ailleurs, pour signifier ce rapport particulier que ses promoteurs entendaient établir entre la recherche et les politiques publiques par lesquelles on en justifiait le financement : ni demande d'expertise, ni simple mécénat... Si les travaux ne portaient pas directement sur les politiques publiques, ils les croisaient en chemin, précisément parce que ce qui constituait l'objet d'attention des chercheurs faisait aussi l'objet de politiques publiques (les émergences culturelles, la mémoire, le lien social, l'ethnicité, les formes sensibles de l'espace urbain...) et parce que les politiques émergeant au registre de la politique de la ville manipulaient des catégories d'analyses empruntées au monde de la recherche en sciences sociales.

Pour le dire de manière courte : la politique de la ville a d'abord été un discours sur la ville. Et, de ce point de vue, toute recherche, même la plus éloignée de l'évaluation des actions mises en œuvre, même lorsqu'elle revendiquait son « inutilité », était « intégrée » dans le dispositif de connaissance des politiques publiques.

Or cette configuration, il faut bien le dire, n'a plus cours.

Parallèlement de nombreux observateurs ont pu noter une raréfaction ou la réorientation des crédits destinés à la recherche dans certaines administrations, pas toutes, certes, mais suffisamment pour laisser penser qu'elle n'est plus aussi essentielle qu'elle ne l'avait été. Les administrations centrales sont d'ailleurs moins légitimes aujourd'hui à dessiner seules des objets

---

<sup>3</sup> Métral J., coord., 1997, *Les aléas du lien social, constructions identitaires et culturelles dans la ville*, ministère de la culture et de la communication / Documentation Française.

publics de recherche et c'est sans doute dans un partenariat avec les collectivités territoriales ou leurs réseaux, à l'échelon européen plus qu'hexagonal, que se situent les perspectives d'avenir. Peut-être est-ce avec d'autres acteurs encore. Mais c'est là un autre débat sur lequel nous aurons sans doute l'occasion de revenir lors de la table ronde avec les collectivités.

Par ailleurs et de manière concomitante, on note un relatif épuisement de la politique de la ville (dans ses formes historiques). Le clivage entre les « social » et « l'urbain » opéré par la création de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) a fait disparaître la question des enjeux culturels de l'agenda de la politique de la ville. Mais ce n'en est pas le seul aspect. De manière plus profonde, un certain nombre d'actions entreprises qui en constituaient la matière vive semblent avoir fait long feu : « L'appui aux cultures émergentes », la « transversalité des approches », « le multiculturel », « la démocratie culturelle », « l'intégration territoriale »... résonnent comme des slogans qui n'ont pas tenu leurs promesses. Nombre de chercheurs, en particulier, dans notre programme, avaient mis en garde contre les non-dits, les ambiguïtés et les faux-semblants qui se cachaient derrière les proclamations et les démarches les plus généreuses. Mais ce travail de déconstruction semble aujourd'hui un peu vain dans un contexte où ces démarches se défont d'elles-mêmes.

On pourra objecter qu'aujourd'hui, la « crise des banlieues » a permis de réactiver un certain nombre de dispositifs, mais pas de manière plus intégrée – ce qui peut être un choix – et, dans le champ de la culture, sans reprendre – pour l'instant en tout cas les acquis de la recherche. J'ai personnellement le sentiment d'un mouvement centrifuge où l'on voit partir d'un côté la lutte contre les discriminations, de l'autre les politiques culturelles des villes tiraillées entre volonté de rayonnement et nécessité d'assurer une forme de cohésion sociale, ailleurs des politiques de la jeunesse écartelées entre instruction publique et prévention précoce des déviances et des politiques urbaines gérant séparément la question de la mixité, celle du paysage, et celle de l'étalement, sur fond de gentrification ou de paupérisation de leurs territoires.

Mais sans doute m'attardé-je trop sur la politique de la ville. Après tout, il existe des formes de recomposition qui s'opèrent ailleurs, dans d'autres politiques, voire hors des politiques publiques. La question mémorielle, après avoir été confinée dans des débats de spécialistes ou réduite à un traitement patrimonial dans des espaces urbains en renouvellement, envahit le domaine public. La question de la diversité culturelle débattue dans les instances internationales a abouti à la déclaration du 20 octobre 2005 qui fournit un cadre permettant de la réinterroger dans un contexte européen, national, ou local. L'accentuation de la métropolisation des agglomérations et la poursuite de l'étalement urbain peuvent être vues comme des problèmes, mais elles sont également une invitation à repenser l'investissement des villes – je laisse à ce terme sa polysémie – la « Zwischenstadt » (« l'interville ») vacante, lotie, habitée ou franchisée, apparaissant comme un défi à relever du point de vue de la culture avant d'être ou afin d'être un espace gérable techniquement.

Les émergences du côté du spectacle vivant - je pense au hip-hop - ou du côté des pratiques artistiques de l'espace - je pense aux friches - sont peut-être arrivées au terme de leur statut d'innovation, mais ne peuvent-elles pas revenir, sous un statut différent, enrichies par le travail réflexif et souterrain de leurs acteurs sur leurs propres pratiques ? L'épuisement des pratiques sociales, des politiques publiques voire des analyses qui en faisaient leur objet conduit aussi à penser la question des temporalités : entre l'équipement et l'événement, n'y a-t-il pas la place désormais pour d'autres manières de figurer le rapport du temps à l'espace urbain ? Je pourrais ainsi continuer longtemps la liste de ces invites et de ces questions...

Mais comment arriver à parler de tout cela ?

Comment arriver à en parler sans tirer un trait sur le passé, sans faire à l'inverse comme s'il s'agissait simplement de continuer à tracer le même sillon, avec les mêmes objets, les mêmes procédures. Comment faire pour éviter l'éclatement dans les problématiques solitaires, intéressantes, certes, mais qui perdraient le bénéfice de leur rapprochement, de leur entrecroisement, de l'hybridation ou de leur métissage ?

Nous n'avons pas la réponse à toutes ces questions, mais il y a un enjeu auquel ce colloque peut répondre, c'est celui de proposer des axes qui puissent structurer les questionnements issus des recherches réalisées afin d'esquisser des pistes de réflexion futures, pistes qui résistent à l'atomisation de la pensée et aux effets centrifuges du design politique actuel.

C'est là que la difficulté commence, et c'est cette difficulté qui nous a conduits à choisir pour ce colloque un intitulé qui a pu dérouter certains « Désirs de ville et construction de soi », mais intitulé qui, au final, traduit bien cette double exigence : donner un cadre qui permette de rendre compte des études réalisées tout en traçant des pistes nouvelles, pistes qui ne sont pas parties de rien puisqu'elles étaient présentes en filigrane dans certaines d'entre elles.

*Le désir de ville*, tout d'abord. En quoi nous intéresse-t-il aujourd'hui ?

Il nous semble l'entrevoir à travers les travaux de recherche. Mais ce désir de ville se manifeste par une curieuse « présence-absence ». À la question « quelle(s) ville(s) désirons-nous ? », un certain nombre de discours ou de travaux semblent répondre « mais avons-nous seulement encore des désirs de ville(s) ? ». La crainte de l'autre, l'évitement social, le désir d'un habitat réduit à un « intérieur », avec un jardin clos privé ou privatif, « résidentiel », la volonté d'homogénéiser des quartiers en y introduisant une mixité réduite à l'habitat plutôt qu'en favorisant la mobilité ou en encourageant la mixité ailleurs (à l'école, dans les espaces de loisir...), en traquant tout attachement à l'espace, tout investissement collectif comme s'ils comportaient en leur sein le risque d'une perturbation majeure de l'ordre urbain... Tout cela semble témoigner d'un déclin du désir de ville au profit d'autres modes d'inscription de la vie sociale, d'autres manières de produire de l'espace. *A contrario*, les déambulations sans cesse réinventées des jeunes périphériques vers des centralités elles-mêmes changeantes, la transformation de la ville éclatée en un gigantesque jeu de piste pour ravers motorisés, la volonté, parfois artificielle il est vrai, d'établir une continuité de la mémoire à travers les modifications matérielles et sociales des quartiers urbains voués à la rénovation, l'investissement de friches industrielles par des créateurs qui entendent lier leurs œuvres à ces lieux et mêler ces lieux à la ville, la rendant soudain attractive au point, parfois, d'en amorcer la gentrification... Tous ces éléments, présents dans les recherches, peuvent être interprétés comme un sourd désir de ville dont l'intelligibilité et le sens restent encore à construire et dont on ne connaît encore ni les antagonismes ni les convergences.

*La construction de soi* constitue le deuxième axe de cette rencontre. Le débat sur l'intégration, les politiques de reconnaissance, la promotion d'une démocratie culturelle par-delà la démocratisation de l'accès aux œuvres nous ont habitués à observer les formes de mobilisations collectives ou institutionnelles dans l'espace urbain à la lumière de la cohésion sociale. Transmissions et apprentissages sont perçus à travers leur propension à contrecarrer ou à renforcer les tendances centrifuges qui traversent notre société et dont les différentes formes de relégation spatiale, d'assignation culturelle et de cantonnement social sont les manifestations les plus évidentes. Or il apparaît, à la lecture des recherches, qu'en fait de cohésion, des formes subtiles de domination viennent se glisser derrière les démarches les plus vertueuses de transmission ou à travers les formes que l'on croyait les plus libérales de leur encadrement. D'injonctions plus ou moins paradoxales en dévolution culpabilisante de responsabilités, de reconnaissances conditionnelles en domestication implicite, les actions à caractère culturel et à vocation sociale, tout comme les actions socio-éducatives qui opèrent dans le registre de la culture ne sont pas exemptes d'ambiguïté. Pour autant, c'est moins à une posture dénonciatrice qu'invitent ces réflexions qu'à un changement de perspective : comment l'ensemble de ces actions et les dispositifs spatiaux sur lesquels parfois elles se fondent contribuent à la construction de soi. L'enjeu serait ici de chercher moins ce qui fait lien social, civil ou communautaire, que d'examiner, les conditions par lesquelles chaque individu peut se constituer, c'est-à-dire endosser les identités qui font de lui un sujet « pluriel », ou encore, dit autrement, reconnaître cette pluralité et cette labilité des modes d'être des individus ; les reconnaître comme constitutives de la condition urbaine contemporaine, certes, mais également créatrices d'appariement temporaires, de solidarités fugaces, d'identifications improbables et, qui sait, de liens plus durables. Ce déplacement de perspective n'est pas purement académique : il interroge les catégories mêmes de l'action collective et, en tout premier chef, de l'action publique.

Ces deux axes nous les déclinons en quatre grandes séquences intitulées comme suit :

- De l'art et de l'urbain
- D'ici et d'ailleurs
- Trajectoires en devenir
- La ville investie réinvestie

Ces quatre séquences ont elles-mêmes été réparties sur deux journées : la première, placée sous le signe du « Je, tu, nous et les autres », la seconde sous le signe « Des lieux et des liens ».

Pour en revenir aux séquences, de quoi y sera-t-il question ?

*De l'art et de l'urbain* évoquera le travail des artistes conviés à reconstruire du social pour aller vers ceux qui s'invitent dans la ville avec leurs graphs. C'est la construction de soi qui y est interrogée : de l'injonction paradoxale à l'autonomie contenue dans le détour par la pratique théâtrale à la construction de soi par l'entremise de pairs ni coopératifs, ni antagoniques chez les grapheurs, en passant par l'examen des trajectoires personnelles (sociales, professionnelles, spatiales..) d'une génération issue du hip-hop et, à travers cet examen, celui d'une théorie de l'urbanité où ce qui circule primerait sur ce qui tient ou fait territoire.

*D'ici et d'ailleurs* reprend en quelque sorte le fil de la construction sociale de l'individu pour poser sur la table la question du refoulé de l'histoire coloniale dans un contexte où l'espace urbain, ethnicisé et structuré par les rapports sociaux post-coloniaux, avive les tensions, leur fait écran, mais constitue également un espace discontinu de désir, d'expérience, de traversées, et à ce titre facteur d'individuation pour peu que ces traversées ne soient pas stoppées et leurs candidats renvoyés aux espaces auxquels on les identifie de gré ou de force.

*Trajectoire en devenir* : là aussi il sera également question de trajectoires, mais c'est dans leur matérialité et à travers les opportunités qu'offrent les mutations territoriales qu'elles seront examinées. Derrière ces mutations, il y a la réincorporation dans la ville de ce qu'on croyait en être l'envers et au final de ceux dont on pensait qu'ils l'évitaient. La musique, les corps et leurs véhicules y tiennent une place essentielle. Ils s'inscrivent dans une temporalité et usent d'instruments différents qui sont aussi ceux de la transformation des villes.

*La ville investie réinvestie*, autrement dit, s'il y a du désir de ville, de qui, pour qui ? Quels investissements sont consentis pour quelles pratiques sociales ? Si les classes moyennes jouent un rôle déterminant dans la construction de ce désir, celui-ci reste à analyser dans ses objets, dans ses modalités de diffusion et dans ses effets sur le partage de la ville. À ce titre, on peut s'interroger sur le travail qu'opère sur la ville elle-même le réinvestissement des friches vacantes par des artistes. Au-delà de la *gentrification* maintes fois annoncée, comment des artistes qui se situent eux aussi dans un parcours social investissent la ville et plus largement le projet urbain ?

Ces séquences sont ponctuées par des temps un peu différents où, sous formes de tables rondes, d'autres regards pourront être portés.

D'abord sur les savoirs qui se constituent aujourd'hui entre société civile et institutions : par quels processus d'accumulation, ruptures, prises de distance, avec quels outils ? Au regard d'une institution qui a vu son champ évoluer, le FASILD, sont confrontés l'expérience de deux chercheurs, l'un engagé dans la formation de plates-formes de recherche-action avec artistes et intervenants sociaux militants, l'autre, universitaire, observateur attentif et minutieux des évolutions de la question immigrée dans la ville.

En fin de première journée, ce sont des représentants des ministères et le maire de la ville qui nous accueille qui seront invités à s'exprimer librement sur la manière dont ils pensent aujourd'hui le défi que pose la ville à la culture... ou la culture à la ville. Nous avons pour cela inversé les qualificatifs, couramment utilisés, de diversité pour les villes et de « culturelle » pour l'identité, afin, non pas de les voir traiter exclusivement de la diversité culturelle au sens de la déclaration de l'UNESCO mais pour qu'ils traitent également du « divers » dans la ville, sa forme, ses fonctions, ses usages et ses acteurs. « L'identité » urbaine est proposée dans le double sens d'*idem* et d'*ipse* : ce qu'elle a de commun et ce qui la caractérise...

Demain, en fin d'après-midi, ce sont des acteurs aux commandes directes de l'action urbaine, si l'on peut employer l'expression, maire, président d'agglomération, directeur d'agence d'urbanisme et la directrice d'une scène nationale qui seront amenés à s'exprimer sur la dimension « culturelle » de l'action urbaine. Cette table ronde, comme la précédente, sera l'occasion de vérifier si les propos des chercheurs et les axes que nous avons proposés trouvent un écho du côté des pouvoirs publics, des décideurs et des opérateurs.

L'ensemble de ces deux journées se terminera sur un propos conclusif d'André Bruston, président du comité de pilotage de ce programme, sur la recherche et la fabrication de la ville aujourd'hui. Car c'est bien ce qui nous anime ici : faire en sorte que la recherche puisse éclairer la fabrication de la ville, une ville à l'abri de laquelle chacun pourrait construire, entre solidarité et singularité, son propre désir de ville.



PREMIÈRE PARTIE

**JE, TU, NOUS ET LES AUTRES ?**



## **DE L'ART ET DE L'URBAIN**

Séance animée par *Claude Rouot*, ministère de la culture et de la communication, DDAI MRT,

## Introduction

### Claude Rouot

En réfléchissant à cette introduction, il m'est venu des ritournelles. L'une était : « Comment cheminent les idées ? ». Nous sommes dans l'administration – en ce qui me concerne, c'est au ministère de la Culture – et on a réussi à initier des recherches pendant plus de dix ans parce que notre regroupement était pertinent. Ce regroupement était constitué d'institutions qui s'occupent des populations : la Jeunesse et les Sports ; le FASILD et la DIV. D'autres s'occupent plutôt des territoires, comme le PUCA. Le ministère de la culture étant cette sorte de dénominateur commun qui est à la fois préoccupé des territoires et des populations et aussi de l'universel.

Pour illustrer cette idée du « comment les idées cheminent », je vais évoquer une histoire récente au ministère de la culture qui a donné lieu à un numéro de la revue *Culture & Recherche*<sup>4</sup>. Nous sommes ici deux administrations – le PUCA et la culture – qui bénéficient de ce qu'on appelle le BCRD, Budget civil de recherche et développement, donc d'argent pour mener des recherches. Les autres administrations du programme ont eu un certain mérite de collaborer à des programmes de recherche, et de contribuer au travail avec des crédits d'études. Ils ont plus de difficultés que nous deux à défendre cette nécessité de la recherche.

Il est vrai que ce n'est pas parce qu'on a un budget que les idées issues de la recherche sont prises en compte dans l'aide à la décision, que les administrations en font état. François Ménard a évoqué ce qu'on appelle « la crise des banlieues », et bien on se demande dans quelle mesure la question est passée dans nos administrations.

Pour mener à bien mon travail qui consiste notamment à restituer les travaux de recherche, j'ai sollicité cinq chercheurs pour participer à l'élaboration du dossier pour la revue que je viens d'évoquer<sup>5</sup>. Pensant que la diversité culturelle est un thème qui intéresse en ce moment, j'ai essayé de mettre en perspective et de valoriser les résultats des recherches concernant cette question. Il ne s'agit pas ici de la diversité culturelle dont s'occupe mon ministère, à savoir par exemple faire en sorte que le cinéma français et un certain nombre de cultures françaises, d'industries françaises, tiennent face à celles des Américains. On s'est demandé à quelques-uns de la DDAI (Délégation au développement et à l'action internationale), ce qu'on mettait, en interne, derrière le terme de diversité culturelle. Cette question est politique et complexe. Finalement on a travaillé, et notre travail est arrivé jusqu'au ministre qui a écrit l'édito en reprenant les idées qui proviennent de ce travail de recherche que nous avons mené depuis quelques années. Voilà comment, quelquefois, les idées cheminent.

Virginie Milliot étant malade, j'ai demandé à Jean Hurstel, qui vient de publier l'ouvrage *Réenchanter la ville*<sup>6</sup>, d'intervenir.

Une autre petite ritournelle m'est venue, c'est ce que Jean Métral disait de l'artiste dans la cité. Il tenait énormément à ce thème. Aujourd'hui, c'est donc un « artiste dans la cité » qui interviendra, il s'agit de Philippe Mouillon qui a bien voulu accepter de remplacer Jean-François Augoyard qui est souffrant.

Stéphanie Pryen aura un rôle un peu plus ingrat, parce qu'elle est critique : elle a examiné ce que les politiques publiques font faire aux artistes.

Enfin, Christian Guinchard abordera la façon dont les gens s'emparent de la ville et se construisent des mondes, des mondes entre eux.

---

<sup>4</sup> *Culture & recherche*, numéro spécial « Démocratisation culturelle, diversité culturelle, cohésion sociale », 106/107, décembre 2005.

<sup>5</sup> Il s'agit de Virginie Milliot, Jean-François Augoyard, Christian Guinchard, Fabrice Raffin et Ahmed Boubeker.

<sup>6</sup> *Réenchanter la ville, Voyage dans dix villes culturelles européennes*, 2006, Paris, L'Harmattan (il s'agit des villes de Vienne, Belgrade, Belfast, Glasgow, Bruxelles, Porto, Setubal, Francfort, Lyon, Turin).

Je donne la parole à Jean Hurstel. Il a dirigé la Laiterie à Strasbourg, une salle de musiques nouvelles. Il est expert auprès du programme Urbact de l'Union européenne et a fondé l'association Banlieues d'Europe.

## **La construction de soi et les lieux de paroles**

**Jean Hurstel**

*Président fondateur de Banlieues d'Europe*

Tout d'abord pour moi, Vitry, c'est trois références : le musée bien sûr, dans lequel nous sommes, le théâtre Jean Vilar, mais surtout *Gare au théâtre*, qui est un lieu de théâtre installé dans une friche près de la gare de Vitry et qui fait partie de ce qu'on appelle « Les Nouveaux territoires de l'art ».

J'ai ici la tâche d'évoquer ce que signifient les termes « Construction de soi » et d'essayer de définir ce qu'est ce « soi » dont on parle ici. J'ai pris mon dictionnaire et j'y ai trouvé trois mots clés.

- L'« individu », on a déjà employé ce matin ce terme. Individu, c'est un terme purement mathématique. C'est l'unité qui n'est pas sécable. Mais cela ne dit rien sur le « soi ». Castoriadis disait d'ailleurs : « Nous sommes dans une société où l'on privatise l'individu », donc l'individu n'est plus qu'un producteur consommateur et ce dans une idéologie libérale où tout lieu collectif, déjà, est suspect.

- La « personne ». *Persona*, c'est le masque. Mais ce n'est pas seulement le masque, c'était le masque de théâtre antique par lequel on pouvait amplifier sa voix, sa présence au théâtre. Et pour les psychanalystes, c'est l'instance du moi, c'est le moi. Mais cela ne dit rien non plus.

- Le « sujet », c'est, d'une certaine façon, ce qui est assujéti. Bienveniste dit : « La définition du sujet, c'est celui qui parle à celui qui parle ». C'est la parole qui fonde le sujet. Lacan est beaucoup plus relatif par rapport à ça, disant : « Au fond, le sujet, c'est ce qui n'est jamais décelable puisque c'est l'inconscient qui parle ».

Si je dis tout ça sur la construction de soi, c'est que j'ai fait un voyage à travers dix expériences dites « projets » dans dix villes européennes – puisque c'est la dimension européenne qui m'intéresse et plus uniquement la dimension française – et je trouve que toutes les expériences que j'ai vues, à un titre ou à un autre, sont d'abord des lieux de parole. La construction de soi commence dans ces lieux de parole. Et il ne faut pas prendre d'ailleurs les mots « sujet » ou « identité » ou « identité culturelle » comme des substances. Ce sont des processus. Ce sont des flux. Ce sont des constructions. Identité est une construction. Le sujet est une construction. C'est toujours un processus en devenir, un processus de subjectivation, au fond, en ce qui concerne le sujet. Donc ce qui est intéressant, c'est que dans toutes ces expériences européennes, c'est bien ce processus de parole, d'échange de parole, et donc ce processus de subjectivation qui est premier.

Par exemple, « Le défilé à Lyon », avec 5 000 personnes, 200 000 personnes dans la rue pour le voir, qui dure deux heures, mais qui est préparé pendant dix-huit mois, avec des groupes, avec 22 chorégraphes, dans 22 quartiers différents. Et pourtant, ce lieu de préparation artistique, de construction d'un objet artistique est aussi et avant tout un lieu de parole, c'est-à-dire un lieu où on peut se repérer par la parole et l'échange de parole, et ce processus de subjectivation.

Mais c'est vrai aussi pour des expériences beaucoup plus modestes comme à Bruxelles, les Ateliers de la banane, où l'on engage des gens à écrire, à lutter contre l'analphabétisme, par des processus artistiques, à regarder la ville, à regarder les icônes de la ville, à photographier les villes, et puis à inscrire petit à petit, à partir de là, sa trace dans la ville.

C'est vrai également à Francfort, où avec les habitants, ils ont construit une statue au milieu d'une place, avec pour titre (je traduis) : « Rien ne sera comme c'est ». Ce processus de la statue consiste à accumuler avec des artistes, à sculpter de plus en plus, jusqu'à ce que la pierre devienne transparente, jusqu'à ce qu'elle disparaisse. Je trouve que c'est une belle métaphore de l'ensemble de ces expériences et de ces travaux qui sont des lieux de parole.

Vous connaissez bien la parole de Rimbaud, son « Je est un autre ». La parole n'est jamais une parole solipsiste. Beaucoup d'artistes veulent nous faire croire que c'est une parole solipsiste. Mais c'est faux. Elle est toujours une parole de quelqu'un d'autre qui est reprise, retravaillée.

C'est tout à fait essentiel parce que dans ces travaux aussi, la réalité sociale est souvent mise d'une certaine façon entre parenthèses, c'est vraiment l'instance du tiers exclu. On exclut en général les cas sociaux, les SDF... Au cours d'une expérience à Vienne en Autriche, un groupe d'artistes a réalisé un projet artistique, pas du tout en tant que projet social. Devant la salle où ils allaient exposer, il y avait des SDF, et les artistes ont alors parlé avec ces SDF et ont décidé que leur geste artistique, ce serait de donner un bus sanitaire aux SDF de la place devant laquelle ils exposaient. C'est dans la perspective des « actionnistes » viennois. Ils ont réussi, par une espèce de ruse complètement incroyable, à faire cette performance, à obtenir réellement qu'il y ait un bus dans la ville alors que la ville disait que c'était impossible.

Je n'aurais pas dû écrire « Réenchanter la ville », parce que Bourdieu a dit : « Ceux qui parlent de l'enchantement de la société sont des aveugles », il l'a dit dans un texte intitulé « Vous avez dit populaire ? »<sup>7</sup> Évidemment, c'est très mal vu par des chercheurs qu'on parle de réenchanter la ville. Mais je crois réellement qu'au fond nous sommes dans une période tout à fait intéressante et nouvelle, avec une régression d'un côté, de l'innovation de l'autre.

Maintenant on a beaucoup d'institutions, mais ce qui est fondamental, c'est qu'on a derrière des forces instituantes – je reprends ce mot de Castoriadis sur les forces instituantes. C'est-à-dire des jeunes artistes, des gens dans les quartiers, partout, des gens qui se bougent et d'autres poussent derrière. Je crois que c'est ça l'avenir, ce sont ces forces instituantes qui émergent maintenant, qui se heurtent à un mur de l'institution et qui vont faire bouger complètement le monde et le réenchanter.

*Claude Rouot*

Jean Hurstel évoque aussi dans son ouvrage des expériences à Belfast ou Belgrade. Imaginez les situations, les banlieues de chacune de ces villes complètement différentes les unes des autres, et sur lesquelles Jean Hurstel se livre à l'exercice très difficile de rendre compte d'expériences artistiques – exercices généralement très ennuyeux à entendre – il dit les choses d'une manière vraiment belle à lire, belle à comprendre. Pourtant, je suis sévère en général pour les comptes-rendus d'artistes parce que je trouve que c'est toujours très stéréotypé. Mais là, il y a des villes, avec chacune son histoire différente, avec chacune son groupe d'artistes, qui sont des artistes hors ville, qui inventent quelque chose. Et c'est vraiment très bien montré dans ce livre.

À Francfort, il y a des jeunes, des sortes de délinquants qu'on a condamnés à faire des travaux : on les condamne à la sculpture pendant un an. Ils sont avec ces groupes d'artistes, et en tapant la pierre et à force de taper la pierre, ils résistent, ils luttent contre quelque chose, et quelque chose en eux se transforme.

---

<sup>7</sup> Pierre Bourdieu, Actes de recherche en sciences sociales, 1983, « Vous avez dit "populaire" », in *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Seuil, 2001.

## **Enjeux et paradoxes des actions artistiques à visées sociales**

**Stéphanie Pryen**

*CLERSE/IFRESI, Université Lille 3,*

Je suis sociologue à l'université de Lille 3 où j'enseigne à de futurs ingénieurs culturels, médiateurs culturels ou encore développeurs de projets culturels. Et, point de départ de ma réflexion, j'ai fait le constat que la culture était fréquemment visée dans les dispositifs de lutte contre l'exclusion sociale, que le social et le culturel étaient étroitement associés, ce qui n'était pas sans poser des questions aux professionnels.

Ce qui m'intéressait, c'étaient les bénéficiaires de ces dispositifs relativement inédits, avec le constat qu'on les entendait relativement peu et qu'on se posait assez peu la question de comment est-ce qu'ils vivaient les projets. J'ai souhaité aller voir de plus près, du côté du mode d'appropriation de ces projets et déconstruire peut-être l'évidence, les effets de la culture et de l'art sur le social. Avec Jacques Rodriguez, nous avons engagé un travail de recherche dans le cadre de la consultation interministérielle, de janvier 2000 à septembre 2002. On a choisi de territorialiser ces questions et pris comme terrain d'étude le territoire de Roubaix, qui a paru à cet égard être un terrain d'observation privilégié. S'expriment sur ce territoire des transformations économiques et sociales qui travaillent la société dans son ensemble et de façon vraiment cruciale et brutale et la ville, spécifiquement, y a tenté d'élaborer des modes de mobilisation très divers de la culture, à des fins d'intégration sociale, de socialisation, de requalification de la ville, à des fins de vivre ensemble, etc.

On a opéré un mouvement du général au particulier, en traitant des politiques culturelles quand elles sont mises au service du social, et des politiques sociales quand elles mobilisent la culture. On a essayé de comprendre les changements à l'échelle de la ville de Roubaix, puis d'aller dans une logique d'entonnoir, au plus près des actions. Nous avons donc mené un travail d'observation et d'entretiens auprès d'acteurs, surtout autour de deux projets : un projet d'atelier d'écriture, avec des chômeurs de longue durée, qui a donné lieu à un ouvrage publié dans une édition prestigieuse et un atelier théâtre, en direction des bénéficiaires du RMI.

Avant cela, j'ai fait un travail avec des guides touristiques de randonnée qui pose la question du tourisme ethnique, de l'identité, de l'authenticité. J'ai étudié une vingtaine de guides, malien, mauritanien, marocain, népalais, algérien. Ces guides, par chance, étaient en formation dans les Pyrénées, j'ai passé dix jours avec eux et ai tenté de comprendre comment la question de l'authenticité se construisait, de leur point de vue, dans la construction et dans la relation aux touristes.

Plus récemment, j'ai entrepris un travail qui consiste à suivre un psychiatre qui met en œuvre un dispositif thérapeutique de réseau innovant, ouvert sur l'intrus. Ce sont des thèmes qui apparemment sont fort éloignés, mais sur la question posée « qu'est-ce qui fait qu'aujourd'hui on pose encore les mêmes questions, même si on n'est plus sur les mêmes terrains », il y a sans doute quelque chose autour de l'authenticité et de l'autonomie qui revient.

J'aborderai deux grands points. le premier est une interrogation sur les effets escomptés de l'art et de la culture auprès des bénéficiaires de ces dispositifs. Je propose d'abord d'examiner ce que cela peut produire en termes de prise en charge, de prise en compte de la souffrance sociale et donc de cette idée de construction de soi, pour ensuite, dans un deuxième temps, m'arrêter sur un certaines interrogations fortes, sur les modèles véhiculés par certaines de ces actions.

### *Les actions culturelles à visée sociale*

C'est un lieu nouveau de prise en charge de la souffrance sociale ou de la construction de soi. J'évoquerai trois points : le fait qu'on peut relever des effets propres à la forme collective des projets. Un deuxième point autour du travail symbolique que semble permettre la création artistique, sans doute par la parole, comme le disait Jean Hurstel, par le langage. Et, troisième point, l'idée de résistance sémantique et de langage politique, qui renvoie aussi au langage mais avec la dimension du passage du privé au public.

*Le premier point* : il se passe certaines choses dans certains des projets, sur les terrains que j'ai examinés, que je ne vise pas à généraliser, mais simplement à permettre de poser des questions qui peuvent s'appliquer ailleurs. Pour certains des participants que j'ai pu rencontrer, cela a été un moyen de sortir de l'isolement, de sortir de situations sociales liées à la maladie, au chômage ou à la séparation conjugale ou au veuvage, et d'investir un lieu où il était possible, comme dans tout autre lieu où il y a un projet collectif, de retisser des liens et de construire un univers de sociabilité.

Cela a pu être aussi – c'était très fort pour le projet théâtre – une voie de sortie des rôles sociaux traditionnels, et la question de l'émancipation féminine se posait fortement dans ces projets, où des femmes pouvaient me dire : « Tu vois, Marinette, ce n'est pas Marinette de la maison ; je peux montrer aussi que je peux faire quelque chose d'autre ». Donc l'objet de l'atelier collectif a du sens ; un atelier couture ou un atelier cuisine ne poserait pas cette question de la sortie des modèles sociaux et des assignations identitaires.

Se pose aussi la question de la renégociation conjugale et familiale, parfois problématique, de ces rôles sociaux traditionnels. De façon générale, on peut dire que le caractère collectif de ces ateliers a pu permettre à certains participants d'adoucir ce que Vincent Caradec nomme un « sentiment d'étrangeté au monde », quand il travaille sur les personnes âgées. Là, il ne s'agit pas de personnes âgées mais de personnes qui n'ont plus le sentiment de vraiment avoir leur place dans ce monde, donc trop vieux, trop malades, trop pauvres ou chômeurs depuis trop longtemps.

*Le deuxième point*, c'est la question de travail symbolique permis, sans doute, par la pratique artistique quand elle conduit à l'essayage de rôles. C'est une idée que développe Bernard Lahire qui parle de faire travailler ces schémas d'expériences et ces identités par l'essayage de rôles dans la lecture, par l'identification aux rôles sociaux qui sont proposés. Le travail de distance est permis, sans risque, puisqu'on peut se projeter dans des expériences de façon symbolique. C'est donc un travail sur les identités. Chacun peut faire ce travail symbolique qu'on fait tous dans nos pratiques artistiques ou de lecture... C'est moins visible sans doute quand l'art ne mobilise pas le langage directement, quand c'est la sculpture ou quand c'est la peinture, en tout cas c'est très clair dans le théâtre et dans l'atelier d'écriture. On peut revenir sur ces chaînes d'expériences, sur des expériences douloureuses, se projeter dans l'avenir, s'essayer à des rôles, voire presque engager un travail quasi thérapeutique. On peut aussi faire ce travail de deuil dont parle un participant à l'atelier d'écriture, d'un « nous » qui est l'identité collective du monde ouvrier, où il dit : « Il y a quand même eu des moments où l'on a pu se libérer, sur le licenciement, sur toutes ces choses-là, par le travail d'écriture ». Il permet donc de jouer sans risque sur le sens des relations de domination et aussi sur les relations homme-femme. Il y a eu des scènes vraiment superbes travaillées par l'atelier de théâtre, de déconstruction des rapports de domination masculine sur la scène théâtrale. Cela ne veut pas dire que quand les actrices rentrent chez elles, l'effet est direct, mais en tous les cas c'est un travail symbolique qui a des effets sans doute d'ordre identitaire assez clairs, avec cette idée que la pratique artistique permet un pas de côté, une translation, de découvrir qu'une alternative existe, etc. Des pas de côté, des gestes d'écart.

*Le troisième point*, c'est l'idée que chacun peut faire ce travail symbolique, mais sans doute y a-t-il pour les personnes à qui s'adressent les dispositifs une dimension plus forte qui est, puisque ce sont des personnes en déficit de scènes de reconnaissance, d'offrir une scène par le passage à l'édition, par le passage à la scène, par le passage à l'exposition d'œuvres d'art. Ce passage du privé au public permet que se joue quelque chose de la revendication à la reconnaissance et au respect.

Ceci étant, mettre en évidence ces aspects de construction de soi, de travail symbolique et de scènes de reconnaissance qui sont offertes, n'empêche pas de poser les questions qui ont émergé de l'observation et des entretiens.

J'en poserai trois. Tout d'abord, les effets de l'action artistique ne peuvent être détachés des formes et des projets dans lesquels ils se jouent et donc on ne peut pas parler en général de l'art et de la culture, mais il faut bien examiner les projets, voir comment et avec quelles institutions ils ont été réalisés, etc. Ensuite, un point moins visible, c'est la question problématique des supports nécessaires à la construction de soi, quand cette construction de soi est liée à la valorisation de l'autonomie et de l'authenticité. Enfin, troisième point, c'est la question de l'assignation identitaire qui est présente dans des projets et qui mobilise les référents culturels au

sens anthropologique. En soi, cela ne produit rien. Ce sont bien des acteurs qui portent les projets, cela s'inscrit bien dans des corps, dans des formes sociales et dans des dispositifs. Les travaux de Pierre-Alain Four montrent que les artistes, justement à Lyon, et les publics, vivent parfois dans des mondes différents. Ils ne se rencontrent pas forcément. Ils ne poursuivent pas forcément les mêmes objectifs. Virginie Milliot montre aussi très bien dans « Les courts-circuits de l'action culturelle » en proposant trois modèles d'artistes, qu'il y a des artistes qui se mobilisent dans ce type de dispositif pour des raisons très diverses et qui produisent des objets qui sont très différents, et pour certains vont même à l'encontre des objectifs sociaux. Ils objectivent ou objectivent les participants au projet. Il y a en tous les cas des conflits d'interprétation, des disputes autour des modèles et des projets, et des objectifs à ces projets.

Ma deuxième interrogation concerne l'idée qu'on prêterait aux supports symboliques peut-être trop de vertu. Le projet du bus sanitaire me semble intéressant à ce sujet : que les artistes aient un acte artistique qui propose un support qui ne soit pas seulement un support symbolique mais qui soit aussi un support économique comme objectif. Dans les projets examinés, notamment dans l'un des deux, l'intention des promoteurs de ces actions – et c'est vraiment une chose que j'ai entendue de façon récurrente par la suite – est d'accompagner dans un processus de réflexivité les participants, les personnes en difficulté sociale, principalement issues de milieux populaires et qui sont là parce qu'elles ont un souci de pauvreté, avant tout. Il s'agit, selon les termes de l'artiste et repris par d'autres, de les aider à dire « je », un « je » qui est pensé comme indépendant de toute influence externe, qui est dégagé de tout poids social, de toute détermination, qui serait authentique, sur le modèle de l'individu libéral. C'est l'idée signalée par Jean Hurstel d'une opposition de deux versions de l'identité : une version « essentialisante », où l'on chercherait à dévoiler une entité qui serait préexistante, on révélerait, alors que sans doute l'identité est plutôt co-construite, dans la multiplicité, qu'en plus c'est le modèle dans la relation aux autres. Il y a une version de cette authenticité qui est prônée par certains artistes, pour un individu autonome, donc pour un individu qui deviendrait acteur de sa vie, qui prendrait en main son destin. L'autonomie, c'est bien la capacité à développer des stratégies individuelles. Castel dit que si l'on parle de support pour construire cet individu ou cette autonomie, on ne peut pas se contenter de supports ou de capitaux symboliques, il faut aussi parler de capitaux relationnels, économiques, objectifs, qui sont les assises sur lesquelles peut s'appuyer la possibilité de développer des stratégies individuelles.

Donc la réflexivité n'est pas maîtrise. La réflexivité n'est pas devenir acteur de sa vie. On peut donc dire : « C'est tout simple, il s'agit juste de travailler les supports matériels », mais il y a un glissement qui est fait et qui est violent. François Ménard parlait d'évolution de la responsabilisation aux individus ; on est vraiment en plein là-dedans dans les projets qui insistent sur : on va aider les gens à devenir acteurs de leur vie et quelque part on renvoie les individus à leur propre échec. Ce discours a un effet en lui-même traumatisant et culpabilisant. Louis Chauvel a des mots assez durs à ce sujet : « Poser l'autonomie comme règle d'existence sans en fournir les moyens peut être assez criminel ». Outre le fait qu'il retire aux plus démunis « tout lieu positif d'appartenance collective », il « retire aux exclus de l'individualisation valorisée la capacité d'exprimer leur expérience collective » et « renvoie les perdants du jeu social à l'intériorisation de leur propre échec ». Il y a un effet de renvoi à l'autre, à sa propre responsabilité. On peut également questionner cette injonction à dire « je » dans la déconstruction qu'elle conduit des modèles collectifs d'appartenance et des possibilités d'action collective, et donc de cette idée de « nous ».

Cette idée de « nous », on la retrouve dans d'autres types de projets, dans les ouvrages publiés dans le cadre de la consultation interministérielle : les travaux de Geneviève Zoïa, ceux de Louis Assier-Andrieu ou de Virginie Milliot sont vraiment stimulants pour penser les actions culturelles qui sont construites sur un autre modèle qui serait celui de la valorisation des identités et de la mobilisation des référents culturels au sens anthropologique du terme. Le festival Racines, par l'association Cavale à Toulouse, valorise les identités dans un quartier pour valoriser les habitants. Il y a tous ces processus de valorisation : les Gitans, par Louis Assier-Andrieu, sur la question de la mobilisation de la musique... Mais cela pose la question de comment l'altérité est construite au risque de l'assignation identitaire, au risque de l'homogénéisation et de la représentation statique de la culture de l'autre. Louis Assier-Andrieu parle de « fragmentation des usages et des mœurs » avec, entre le toléré, le manipulé et le réprouvé. Quand on est Gitan, parler le catalan, c'est réprouvé alors que si on est un citoyen européen, c'est une langue qui permet l'ouverture à l'Europe. Dire aussi que la musique est une

qualité propre aux Gitans revient à ne pas disqualifier le fait qu'on puisse les renvoyer à leur appellation de « voleurs de poules », etc. C'est la même logique, même si c'est plus généreux, de les dire bons musiciens que de les dire voleurs de poules.

Je ne suis plus d'actualité parce qu'il y a peut-être un épuisement de la Politique de la ville et de la question culturelle dans les actions sociales. Mais en tout cas, si la culture et l'art peuvent produire des effets en termes de construction de soi, il véhicule aussi des modèles de l'individu qui ne sont pas neutres, qui s'inscrivent dans des formes qui ne sont pas neutres, et elles méritent, me semble-t-il, d'être interrogées.

## **Itinéraire urbain d'un plasticien**

### **Philippe Mouillon**

*Plasticien*

Je vais d'abord présenter mon itinéraire. Je suis « tombé » dans la ville par hasard, un jour. J'étais étudiant, je suis entré dans un amphithéâtre où je n'avais rien à faire, en me trompant. Il y a avait là quelqu'un qui faisait cours, qui s'appelait Pierre Sansot et qui était fascinant. C'était un « OVNI » : il improvisait son cours et ce qu'il racontait s'appelait de la sociologie urbaine. Je ne suis jamais ressorti de l'amphithéâtre de Pierre Sansot, et j'ai dédié ma vie à l'intervention en milieu urbain.

J'ai créé, il y a une quinzaine d'années, une structure artistique qui s'appelle *Laboratoire sculpture urbaine*, qui est basée à Grenoble et ne travaille, comme son nom l'indique, que dans l'espace urbain, dans la rue, et qui s'adresse à monsieur Toulemonde, à l'homme ou la femme de la rue.

Pendant les premières années, nous avons travaillé exclusivement en France, à l'époque, on parlait de banlieues difficiles, de quartiers sensibles. C'était à la fin des années 1980, les problèmes de banlieue étaient nombreux et l'on assistait à la montée du Front National. On a été appelé dans des villes pour inventer des projets artistiques.

Mais nous nous sentions mal à l'aise et d'ailleurs nous le sommes toujours dans la problématique de la commande. En fait, on a très rarement répondu à des commandes et la plupart du temps on a pris l'initiative de projets. D'abord parce qu'on ne nous demandait que des choses qui ne nous intéressaient pas alors qu'on avait envie de travailler des pistes qui, elles, nous intéressaient et nous semblaient avoir un intérêt social. Je pense que c'est le premier intérêt, peut-être le seul que peut avoir un artiste dans la société, c'est de prendre l'initiative. Mais on le lui demande rarement.

Une des grandes caractéristiques du Laboratoire a été dès l'origine d'associer des chercheurs, comme Pierre Sansot, et des artistes. On a passé du temps à réfléchir collectivement à ce qu'on avait sous les yeux parce que c'est une vraie difficulté de comprendre ce qu'on a sous les yeux. Très vite, on a été intéressé par le fait qu'il y avait une sorte d'installation de quelque chose de nouveau qui était encore difficile à déceler à l'époque, comme si apparaissait la mise en voisinage de deux territoires, de deux échelles territoriales : une échelle territoriale classique, traditionnelle, qui est celle de l'ancrage, de l'identité au sens classique, et une échelle nouvelle qu'à l'époque nous avons qualifiée de « planétaire ». On s'est dit : « Finalement, ce qui frotte, ce qui fait crise dans les quartiers, c'est le voisinage d'univers symboliques qui sont d'origine mondiale, qui voient et se frottent et ont du mal à coexister ». On s'est alors mis à travailler sur ces problématiques à partir de la fin des années 1990.

Le dernier projet que nous avons réalisé en France en milieu urbain date de 1993. On a donc disparu nous aussi. Depuis 1993, on travaille dans les grandes villes du monde qui font appel à nous, généralement des villes qui ont d'abord comme caractéristiques d'être des mégapoles, c'est-à-dire des villes de plus de dix millions d'habitants, d'être des villes multiculturelles ; par exemple des villes où les problèmes d'identité et d'altérité sont devenus redoutablement nouveaux et passionnants. Je pense par exemple à Vancouver, à la Colombie britannique, Santiago du Chili, Mexico, Johannesburg ou Rio de Janeiro. Nous avons pris là aussi un autre type d'initiatives : on s'est intéressé et on a eu envie d'aller voir des territoires urbains qui étaient violemment en crise, et cela sans financements. Nous avons travaillé aussi à Tchernobyl, à Sarajevo, et très récemment à Grozny. Donc dans des processus où l'on prenait l'initiative d'aller voir ce qui s'y passait.

Tout d'abord je tiens à dire, parce que pour moi c'est important, que je ne crois pas à la notion de quartiers. Je m'en même méfie beaucoup. Il y a des villes, il y a des habitants dans les villes et je suis assez prudent avec ce distinguo fait entre les centres et les périphéries. Je pense que c'est une notion dépassée, qui ne correspond plus à la réalité. D'autre part, aujourd'hui, nous sommes dans une situation de très grande souffrance sociale, comme vient de le dire Stéphanie Pryn, et cette souffrance sociale touche toutes les classes sociales. Elle ne touche pas que des gens d'origine immigrée. Je suis fils d'ouvrier français, issu d'un milieu où il n'y avait pas de livres,

pas de disques, on n'allait pas au théâtre ni au cinéma et c'est en réfléchissant aux processus qui m'ont amené à rencontrer une culture que j'ai abordé des processus artistiques. J'ai rencontré la culture par quelqu'un qui s'appelait Federico Fellini. Cela n'a donc rien à voir ni avec la culture populaire, ni avec l'expression de soi, etc. Ce fut un grand choc au milieu de la diarrhée télévisuelle de voir un jour un film qui s'appelait *La strada*, j'avais alors rencontré un véritable objet culturel.

Le dernier projet que nous avons réalisé en France, en 1993, s'appelait « Humeurs du monde ». C'était à Échirolles, deuxième ville du département de l'Isère, avec une municipalité à l'époque communiste, et qui, comme beaucoup d'autres villes de banlieue, faisait preuve de racisme ordinaire, avait un fort taux de chômage et avec une population aux origines mêlées (53 nationalités). Cette ville souhaitait un acte symbolique fort. Mais sans que les choses ne soient plus définies que cela. Un appel d'offres plus ou moins vague a été lancé auquel ont répondu des paysagistes, des urbanistes, etc. Et notre équipe artistique a répondu en proposant un projet volontairement paradoxal, que l'on a nommé « Humeurs du monde ». Le site où était souhaitée cette intervention s'appelait l'avenue des États Généraux, une avenue d'un kilomètre de long avec quatre voies de circulation, 30 000 véhicules y passant par jour, et ce quartier fait peur. Il est emblématique d'une urbanité dominante, construite dans le négligé de l'identité territoriale, avec un côté « circulez, il n'y a rien à voir ». On a qu'une peur quand on passe par là, c'est de tomber en panne et d'avoir à y marcher à pied. Et on a d'autant plus peur que ce site est effectivement envahi de gens qui sont l'ombre de notre société : des pauvres, au chômage, d'origines multiples.

On a essayé de retourner tous ces éléments. Être artiste, c'est un peu comme quand on fait la cuisine, on ouvre le frigo et on dit : « Qu'est-ce qu'il reste et avec quoi je pourrais cuisiner ce soir ? » ; en tout cas, dans les milieux populaires, on fait comme ça. L'artiste fait la même chose. Il dit : « Qu'est-ce qu'il y a dans le frigo ? » Il y a notamment, dans le frigo, avenue des États Généraux, un cheminement confus. Si aujourd'hui on refaisait ce quartier des États Généraux, comment ferait-on ? Forcément, il ne serait plus départemental. On ne réunirait pas les représentants des départements mais les représentants de la planète entière. La population y est d'origine planétaire, et c'est avec elle qu'on a travaillé.

On a tenté d'associer toutes ces populations et de leur redonner une dignité. Pour cela, on a refabriqué des filiations, symboliques, parce que cette errance est souvent une perte de points de repères : on ne sait plus sur qui s'appuyer. Parfois quand on se construit, on s'appuie sur des rencontres. C'est parfois le père, mais aujourd'hui on sait que dans des milieux défavorisés, il y a une violente déstructuration de la famille, de la communauté. Il n'y a plus de discours communautaire, pour personne, pas plus pour les riches que pour les pauvres. Il y a un côté sauve-qui-peut et chacun pour soi, qui est très caractéristique de notre époque.

Il y avait sur cette avenue des États Généraux un panneau d'affichage de quatre mètres par trois, complètement dégingué. Et l'idée est venue de là. Dans les vieilles villes classiques, comme Bordeaux, Paris, etc., il y a des alignements urbains – par exemple une allée de platanes – qui fabriquent un ordre urbain. À l'époque où j'inventais ce projet « Humeurs du monde », dans le Berlin d'avant la réunification, il restait dans le chaos de la ville rasée ces alignements de platanes qui avaient structuré les avenues. Toute la réalité urbaine avait disparu, mais il restait ces alignements.

J'ai proposé à la ville d'Échirolles de fabriquer d'abord un ordre physique, en alignant des panneaux d'affichage. On a demandé à des sociétés d'affichage de nous prêter trente panneaux de quatre mètres par trois. Nous les avons posés en alignement tous les trente mètres, sur un kilomètre de long. Puis je suis entré en contact avec des écrivains compatriotes des populations qui habitaient là. Il ne s'agissait pas d'un sondage, mais d'une approche poétique. Par exemple, il y avait une population turque, nous nous sommes alors adressés à Nedim Gürsel. Il y avait une population africaine, nous avons contacté le Nigérien Sony Laboutansi. Il y avait une population arabe, nous avons demandé à Abdellatif Laâbi de travailler avec nous, etc. Nous avons ainsi réuni quelques grands écrivains d'aujourd'hui qui avaient une parenté avec les populations en présence dans le quartier.

En 1993, il n'y avait pas encore Internet, il y avait à peine le fax. Nous avons donc équipé chaque écrivain, à l'endroit où il vivait sur la planète, d'un fax et nous leur avons dit : « Nous vous demandons, chaque jour, de nous envoyer un fax sur votre humeur ». Ce n'est pas une analyse journalistique objective, ni une analyse géostratégique, la presse fait très bien ça. Mais l'en-soi des

événements, pourtant, ne nous renseigne sur rien. Aujourd'hui nous savons le monde, la presse le décrit, et pourtant nous n'embrayons pas réellement sur la réalité du monde.

À ces écrivains, qui sont souvent de grands poètes, nous avons demandé de nous raconter par fax le monde autour d'eux tel qu'eux le vivent dans leur chair, dans leur corps, dans leur quotidien. On leur a dit : « ces fax nous allons les monumentaliser en panneaux de quatre mètres par trois et les coller au fur et à mesure que nous les recevrons ». Chaque écrivain vivait sur un fuseau horaire différent – il y en avait à Beyrouth, d'autres à Istanbul, d'autres à Sarajevo, d'autres à Alger, etc. Nous avons donc reçu ces fax à des heures différentes, comme dans un centre ville, puisque notre objectif était de fabriquer de la centralité, puisque nous voulions renverser la périphérie en centralité. Ainsi chaque jour ces fax ont été affichés – nous avons embauché un colleur d'affiches. Au fur et à mesure que les fax arrivaient, ils étaient agrandis, encollés sur les trente panneaux recto verso, comme une sorte de gigantesque journal urbain. Nous avons embauché une dizaine de jeunes des quartiers adjacents pour nous aider dans le travail d'accompagnement. Tous les textes étaient signés par les écrivains. Par exemple la monumentalisation d'un artiste turc conduisait la communauté turque à venir voir pourquoi nous avons donné tant de place à un écrivain turc. Un jeu de filiation s'est ainsi constitué.

Cela a d'abord créé une grande pagaille. Les 30 000 voitures n'arrivaient plus à passer, il y avait beaucoup de monde sur le terre-plein central. C'était un monde en chantier. Les gens venaient lire les textes. Parmi ces textes, il y avait par exemple ceux d'un très jeune écrivain libanais, à l'époque inconnu et aujourd'hui célèbre, Wajdi Mouawad, qui envoyait des textes d'une violence inouïe (c'est encore le cas aujourd'hui de son écriture théâtrale, qui est une écriture très virulente, tragique). Les jeunes, au lieu de traîner au centre commercial, traînaient autour de ces panneaux et nous interpellaient. Très souvent on imagine que leur itinéraire est fait d'échecs scolaires, donc de rapports à la lecture et à l'écriture plutôt conflictuels. Or ces jeunes venaient me voir, puisqu'ils m'avaient identifié comme étant à l'origine cette chose incongrue, en disant : « Mais tu as vu, ma mère, parole, ce qu'écrit le mec là-bas ? » Alors on allait voir ensemble les textes de Wajdi Mouawad, et ils me disaient : « Mais comment il ose écrire comme ça ? Tu as vu ce qu'il écrit ? Comment il ose ? » En prenant le temps de parler avec eux, ce qui se passait, c'était une révélation qu'a très bien nommée un jeune qui était d'origine camerounaise avec qui j'avais réussi à échanger, qui m'a dit : « Je viens de comprendre quelque chose dans ton bordel » (pour eux l'objet n'était pas de savoir si c'était une œuvre d'art ou quoi que ce soit d'autre). Quelque chose en lui était mobilisé et il me dit : « Je viens de comprendre quelque chose, c'est que les mots, c'est une arme et qu'on peut s'en servir ». Voilà, très succinctement résumé l'endroit exact où je souhaite situer mes projets. C'est-à-dire que peut-être qu'il n'y a que quelques individus qui ont été modifiés par cette rencontre paradoxale avec des mots monumentalisés en milieu urbain dans un site où la plupart des gens lisent peu ou ne lisent pas du tout.

## **Inter/visibilité en milieu urbain**

**Christian Guinchard**

*Université de Haute Alsace/CREM,*

C'est ma deuxième fois que je travaille pour ce programme de recherche et il me semble que je prends un peu les choses à l'envers, en partant des gens, pas des dispositifs. Je ne parle pas nécessairement des gens qui sont dans les dispositifs d'encadrement, de politique sociale ou de politique culturelle, je parle des pratiques des gens.

Ma deuxième cause d'embarras, c'est comment se prolongent ces expériences ? Je m'inscris dans le prolongement de ce qui s'est fait. Je me suis orienté vers la question de la mémoire des villes et je voudrais faire une comparaison – en tant que chercheur, que sociologue – entre les mémoires de deux villes : Besançon et Mulhouse. Notamment, et cela s'est construit au fil du temps – concernant le rôle de la religion dans la construction de ces villes : on a d'un côté une ville calviniste, de l'autre une ville catholique, et dans la construction de la mémoire sociale, des politiques culturelles, des politiques sociales qui s'y sont créées.

J'ai une autre question sur la mémoire, plus fondamentale et qui nous intéresse davantage, c'est la mémoire elle-même de ce programme de recherche. J'ai envie qu'on se mette à travailler sur la mémoire de ce programme. Il y a eu trois tranches, qu'est-ce qui s'est joué, comment cela s'est fait ? Qu'est-ce que c'est pour les chercheurs ? Qu'est-ce que c'est pour les « commanditaires », comment cela marche ? ».

Il faudrait créer un dispositif... Avec un collègue, on voudrait faire un film pour faire une narration sur ces questions-là. On voudrait répondre à des gens comme Bernard Lahire sur la question : qu'est-ce que la sociologie, qu'est-ce que cela apporte... ?

Pour tenir mon rôle, et comme je suis également musicien de jazz,, je vais essayer d'improviser une narration sur : comment j'ai retiré des choses des deux moments du programme dans lequel j'ai travaillé. Je suis entré dans ce programme par la musique.

Au départ, je suis un spécialiste des questions de pauvreté. Et c'est en partant des questions de pauvreté, en ayant travaillé sur les pauvres eux-mêmes, que j'ai commencé à travailler dans ce programme. J'explique ma position épistémologique. Les gens qui travaillent sur la pauvreté n'arrivent pas à dire ce qu'est la pauvreté. Ils en arrivent à dire, comme Serge Paugam et tous les gens qui travaillent sur ce sujet, que finalement on prend ceux qui sont désignés comme tels parce qu'ils rentrent dans les mécanismes de l'aide sociale et, au moins, on peut se mettre d'accord là-dessus. C'est l'État ou les collectivités qui décident de qui est pauvre et qui ne l'est pas !

J'ai travaillé en me disant : mais non, à côté de cela il y a autre chose. Il y a ce que j'appelle une logique du dénuement. J'ai travaillé sur le temps et les pauvres. Et en travaillant sur le temps et les pauvres, ce que j'ai essayé de montrer, c'est que les pauvres sont des gens qui affrontent dans le dénuement, donc sans couche protectrice, des aléas qui peuvent nous arriver à tous. Cela a un effet sur leur trajectoire, c'est-à-dire que leurs trajectoires sont sans arrêt brisées. Lorsque vous travaillez avec des gens en situation de pauvreté, ils ne peuvent pas vous raconter facilement leur trajectoire, ils vous désignent des cicatrices, sans ordre chronologique, de façon déconstruite. Et quand on travaille auprès d'eux, on parle, on a un outil qui très adapté, c'est le projet. Seulement, pour que le projet prenne, il faut que les gens soient tout à fait stabilisés dans le temps.

Alors je suis entré dans le programme sur une espèce de comparaison, une intuition que j'avais, parce qu'étant musicien amateur, je me disais : « c'est prodigieux, les musiciens amateurs des quartiers, qu'ils fassent du rap, du jazz, du rock, du raï ou du reggae, quand on discute avec eux, ils savent où ils en sont. J'ai donc commencé à me dire : ce serait intéressant de travailler là-dessus et de voir comment cela se construit. Je me suis alors intéressé, lors de la première partie de ma participation, à la notion de carrière des musiciens, puis à cette construction dans le temps. Je me suis rendu compte que cette construction dans le temps était liée à la construction dans l'espace. Pour entrer dans une carrière de musicien amateur, il faut être encadré. Il faut acheter des instruments, il faut répéter, il faut s'entraîner tout seul... Si vous êtes quatre frères

dans une chambre, vous imaginez s'il y en a un qui essaie de jouer de la basse ou de la batterie, pendant qu'un autre lit, ce n'est pas facile. Il faut donc qu'il y ait un soutien. Le soutien est d'abord un micro-soutien qui est lié à des endroits, à des lieux où l'on vous accepte. Il faut qu'il y ait un petit groupe, des copains de lycée, etc. qui vous encouragent.

Une première ceinture se construit. Cette ceinture est spatialisée. Ce sont les copains de classe, les frères, les sœurs, les cousins, etc. C'est vraiment lié à du local, et même à du micro local. Puis un pas est fait, un pas spatial et en même temps un pas dans la carrière : on va répéter dans le local du centre socioculturel. Mais on est toujours dans du local. Puis viennent d'autres personnes qui construisent une espèce de gaine de sécurité autour des musiciens, les encouragent, les accompagnent, et les obligent à venir aux répétitions. Quelque chose commence à se mettre en place : dans cet espace se construit spécifiquement du temps, du temps grâce au soutien des autres et du temps qui permet de réaliser un travail sur soi, donc une construction identitaire.

Là se joue quelque chose de très important qui est toujours un lien spatiotemporel. Peu à peu, pour que les musiciens avancent, car dans une carrière, une trajectoire de musiciens, ils doivent progresser dans la maîtrise de l'instrument, dans la renommée, etc. Comment ? En allant jouer plus loin que le quartier. Il y a donc des seuils spatiaux qui sont liés aussi au contenu de ce que racontent ces musiciens, qui sont liés à la production. En fait les musiciens se regroupent non pas par champ, mais par constellation, avec des groupes phares et des satellites. C'est le fait d'entrer dans l'orbite d'un groupe-phare qui permet à des gens de progresser et de se rapprocher, puis d'être membre d'un groupe phare ou de fonder un groupe phare. Ce ne sont pas tout à fait des logiques de champ, mais on voit que là se construisent des échanges, et c'est toujours spatialisé. Quand cela fonctionne, c'est toujours en marge des institutions ou en piratant les institutions.

Des différences apparaissent : les rappeurs sont beaucoup plus ancrés sur leur quartier, sur ce qui peut se raconter dans ce quartier. Ceux qui font du reggae ont un discours plus universaliste, ils sont dans des dénonciations. On voit bien qu'entre le local et l'universel, il y a tout un jeu. Il faut savoir se débarrasser, à un moment donné, de sa cour, de cette espèce de suite qui entoure le groupe, pour pouvoir aller jouer plus loin, faire des dates ailleurs. C'est toute une logique.

J'ai alors commencé à me dire que des choses se jouent entre espaces et temps qui sont de l'ordre de la façon dont les gens se poussent pour se rendre capables de travailler sur eux-mêmes. Mais cela restait encore informulé, je n'arrivais pas bien à le dire.

Pour la troisième consultation de recherche, cela s'est pas passé plus facilement. Je me suis intéressé aux graphistes urbains et ai essayé de les penser autrement. On a travaillé avec des photos et on s'est trouvé très embarrassé. Notre recherche a porté sur trois terrains, trois villes, avec une possibilité de comparaison internationale. Il s'agissait de Mulhouse, Bâle et Fribourg, donc la France, la Suisse et l'Allemagne, trois grandes villes qui sont très proches. On s'est mis au travail et on s'est aperçu très vite qu'il y avait deux solutions : soit errer dans ces villes pour trouver les graphes, un peu ce que faisaient mes collègues à ce moment, qui racontent ce qu'ils voient, qui écrivent, un peu au hasard, sur ce phénomène ; mais méthodologiquement cela pose problème. Ou bien alors on fait un quadrillage ; mais cela ne marche pas non plus. On s'est donc posté en des lieux et on a essayé de voir comment les choses évoluaient. On s'est aperçu qu'en fait un graphe n'a pas de sens pris tout seul, il a un sens dans une communication entre graphistes, comme une réplique de théâtre. Des choses ont commencé à apparaître. Il y a toujours deux axes, liés au temps et à l'espace, qui permettent de comprendre ce qui se passe. Le premier axe : le grapheur se dit : « il faut que je puisse répondre donc il faut que je travaille pour être capable de répondre aux autres ». Un grapheur passe, dessine un graphe, s'il est bien, c'est une interpellation, au sens où Althusser parlait d'interpellation. Pour l'instant, je n'ai pas trouvé de meilleur terme. Puis, un autre grapheur répond, met un graphe à côté. Et ainsi de suite. Et on s'aperçoit alors qu'il y a une suite diachronique entre les gens.

Et le premier qui a posé un graphe peut revenir, recouvrir son propre graphe, via aussi une diachronie qui le concerne, lui. Pour se mettre dans cette logique, il faut travailler sur soi. Nous on imaginait les graphistes comme des « types » qui se baladaient avec des bombes de peinture dans leur sac, et puis de temps en temps, ils dessinaient un graphe puis partaient. Et bien cela ne marche pas du tout ainsi. On imaginait des déviants, ce sont des personnes très casanières, qui passent un temps fou à travailler. Il y a là une chose qui est toujours liée à la problématique temps-espace. Et ce, peut-être plus encore que pour les musiciens (ou peut-être on le voit mieux

parce qu'on est plus sensibilisé car c'est la deuxième fois qu'on travaille). Il y a un effet d'accumulation, une praxie, une capacité de se mettre au travail sur soi. La praxie, ce n'est pas la peine d'aller chercher chez les Grecs pour comprendre ce que c'est, c'est Montaigne qui a dit : « Quand je danse, je danse ». Praxie, c'est une action sur soi pour faire quelque chose mieux qu'on ne le faisait auparavant. Cela n'a pas nécessairement de fin productive en soi.

Concernant notre méthode de travail, on a pris des photos et on les présente au grapheur, sans trop de commentaires, en disant : « Qu'est-ce que vous voyez là ? » Et là, quelque chose nous épate. Il ne parle pas du lieu, ils nous proposent un commentaire moral sur ce qu'on leur soumet. Ce ne sont pas des critères esthétiques, ce ne sont pas des critères sur le lieu. Ce sont des critères sur : « celui qui a fait ça, c'est quelqu'un qui a bossé, c'est quelqu'un qui a progressé, mais je le connais, c'est quelqu'un avec qui on travaille, mais ça c'est vieux, ça ne vaut plus le coup, ce n'est plus intéressant, il n'en est plus là ». On commence alors à mieux comprendre ce qui se joue.

Il y a des règles et il y a une morale. Et, dans le travail que je fais, j'essaie aussi de mettre en avant cette morale. Et je la mets tellement bien en avant que des collègues me disent : « On a l'impression que ton truc est complètement coupé du monde, que tu ne le recontextualises pas ». En effet, dans un premier temps, il a fallu construire le modèle, pour expliquer comment cela marchait, quelle était la structure. Mais cette structure ne s'applique pas. Elle est toujours boiteuse dans sa réalisation. Il va maintenant falloir montrer comment, justement, il est difficile qu'elle s'applique.

Ce qui est intéressant dans ce programme, c'est notamment qu'il nous permet de penser, d'échanger, notamment lors des séminaires. On a eu des moments où l'on pouvait rediscuter entre nous, chercheurs, de ce qu'on avait fait, de reposer les choses.

Les trois villes sur lesquelles on a travaillé sont sensiblement de même taille, proches, mais quand même avec des barrières, des frontières. Notre volonté de mettre en avant le modèle nous a un peu aveuglés, et il a fallu que Claude Rouot nous bouscule et nous dise : « Mais il faudrait travailler sur la comparaison internationale ».

Finalement, si on regarde bien, il y a quand même une différence. Nous avons un mouvement qui est international, avec ses langages, ses codes, ses rites, avec ses applications locales. Mais dans les applications locales, nous avons une espèce de spécificité française. Pour faire reconnaître leur travail, les grapheurs français constituent des associations. Pour arriver à obtenir des cours, à travailler avec les collectivités, à obtenir des lieux où grapher, etc. En faisant cela, ils transforment la logique qui est la leur, cette logique d'inter-visibilité, cette espèce de « je regarde le graphe de l'autre, je l'évalue, l'autre évalue le mien », etc. Ils transforment cela en relations pédagogiques par exemple, en créant des ateliers, en choisissant des lieux où cela obéit à une autre logique et par conséquent on a des tensions et des décalages. Cela se traduit par le fait que, quand les grapheurs de la région alsacienne veulent vraiment s'exprimer tranquillement, ils vont s'exprimer plutôt à Bâle et à Fribourg, sachant qu'à Bâle, ils risquent gros. S'ils se font prendre à Bâle, ils doivent payer des amendes en francs suisses. Celui qui se fait prendre pour la deuxième fois peut même faire de la prison, surtout s'il est étranger... Nos voisins suisses sont assez sévères à ce sujet et les risques sont donc plus grands. Mais ils choisissent d'y aller parce que c'est plus facile pour eux, c'est plus authentique par rapport au sens de leur pratique, parce que c'est plus fidèle à leur propre logique, plus qu'à la logique qu'ils auraient en France où ils sont obligés de suivre une autre logique sociale qui est toujours un peu en tension avec la logique qui les amène à progresser, qui donne sens à leur pratique.

## Débat

Une intervenante demande à Philippe Mouillon dans quelle langue étaient rédigés les textes, car se pose la question de la langue maternelle.

Philippe Mouillon répond que c'est une question difficile. Tous les écrivains contactés étaient des écrivains francophones. C'est un problème compliqué, parce que, selon lui, on peut démultiplier dans toutes les langues. Mais un des enjeux est quand même de fabriquer du « nous » et du « vivre ensemble », du désir de vivre en communauté. C'est complexe de savoir comment on peut fabriquer de la communauté. En raison des faibles moyens financiers réunis pour ce projet, nous momentanément résolu le problème en n'affichant que des textes en français. La question s'est à nouveau présentée lorsque nous avons été invités pour un projet par la ville de Johannesburg en 2000, et là le problème était encore plus complexe puisqu'il y a onze langues officielles en Afrique du Sud, et il n'y a plus d'espace public où il soit possible de se promener en toute sécurité. On est là-bas en phase terminale d'un processus que l'on voit commencer à se dérouler sous nos yeux, c'est-à-dire une désagrégation de l'espace public dans les villes. Enfin, une autre caractéristique, c'était que comme souvent en Afrique, la grande majorité des gens est illettrée. Cela faisait donc beaucoup de difficultés à résoudre pour inventer un projet d'art public à Johannesburg. On a à nouveau associé des écrivains, cette fois uniquement des écrivains de la négritude, puisque notre propos était de prendre place à Johannesburg, et on a fait traduire les textes dans toutes les langues en usage, donc en onze langues. Cela devient incroyablement complexe parce qu'il faut traduire des auteurs arabes en zoulou, Tahar Ben Jeloun en anglais, Maryse Condé en portugais, etc. Des lecteurs ont été enregistrés dans toutes les langues en usage, puis les textes étaient diffusés oralement dans les rues. Le processus était donc extrêmement lourd.

Toujours sur ce même sujet de la langue, un intervenant demande si Philippe Mouillon n'a pas l'impression justement d'avoir raté le coche, en ne retenant que la langue française pour les billets d'humeur des écrivains à qui il avait demandé des papiers. En les mettant dans la langue d'origine avec une traduction en français, est-ce que cela n'aurait pas été finalement une sorte de reconnaissance de l'altérité de ces habitants présents sur ce quartier, puisqu'il s'agit de « vivre ensemble ».

Philippe Mouillon reconnaît que d'un projet à l'autre on évolue. En tant qu'artiste (mais il pense que c'est à peu près la même chose dans toutes les professions), on évolue dans un processus. On reconnaît ainsi les limites d'un projet ou on le rééclaire autrement au fil du temps, on le reprend différemment. Le projet évoqué a 13 ans. Aujourd'hui, il le mènerait autrement, notamment parce qu'il a travaillé dans beaucoup de villes pluriculturelles et à langages multiples. C'était une étape dans un processus de réflexion.

Claude Rouot dit que Virginie Milliot, commentant le travail de Stéphanie Pryn, aborde un peu cette question. L'artiste travaille avec des personnes qui ont un moi intime, une expérience et, pour certains d'entre eux, et c'est là où elle parle de risque d'universalisme surplombant, il s'agit en fait de permettre aux gens de travailler la forme, le langage, pour sortir des langages et des expressions spécifiques et d'aller vers quelque chose qui est un langage commun. Ce n'est pas une question facile. On ne va pas évacuer non plus le fait qu'il faut quand même travailler à des langages communs. Il faut en même temps que tout le monde se comprenne et que chacun puisse être dans sa particularité.

Philippe Mouillon pense que l'objectif est l'universalité du propos. Ce qu'il trouve extraordinaire dans une œuvre d'art, quand on lit *L'Illiade* – exemple que donne Danièle Sallenave – et qu'il rejoint sur cette revendication de l'universalité. D. Sallenave dit : « Quand je lis *L'Illiade*, je lis une œuvre qui a 2500 ans, c'est la première magie de l'œuvre d'art ; je lis aussi une œuvre qui a été écrite par quelqu'un qui n'est pas mon compatriote ; enfin Homère, en écrivant *L'Illiade*, prend en charge la douleur de ceux qui étaient à l'époque les ennemis de la Grèce, les ennemis d'Athènes ». C'est-à-dire qu'il y a un travail de compassion qui va au-delà des miens, de l'identité. Effectivement tant qu'on travaille sur l'identité, on est dans quelque chose d'archaïque. À Sarajevo, dit-il, les gens avec qui nous avons travaillé avaient constamment ce discours de

l'identité, du moi... et les autres... on peut les épurer. Il faut donc être très prudent avec la notion de revendication identitaire.

Pour *Jean Hurstel*, cette valorisation de l'universalisme paraît très suspecte. Il raconte que quand il travaille dans un quartier et qu'on lui raconte les destins des gens, leur vie, il n'a pas forcément l'universel, il reçoit d'abord le particulier, le singulier. Le travail consiste à ne pas réduire cette parole et sa portée, et à ne pas la raccrocher tout de suite à l'universalisme. *Philippe Mouillon* a dit que c'était un travail symbolique. En fait, c'est surtout un travail imaginaire, pas uniquement symbolique. Il s'agit de lui donner toute sa valeur et sa valeur n'est pas au départ universaliste. C'est une construction, celle de l'objet lui-même qui fait qu'on accède à quelque chose d'autre. Cette phase de construction, d'élaboration, d'écriture ou de vidéo est donc tout à fait essentielle. Il dit militer non pas pour la parole des artistes au départ, mais pour une construction commune de longue durée.

*Philippe Mouillon* insiste sur le fait que ces approches doivent être prudentes. On peut symétriquement voir le défaut inverse, celui d'enfermer les gens dans une identité. Encore une fois, l'objectif ultime, c'est la communauté. *Castoriadis* insiste énormément là-dessus. Le « vivre ensemble, où existe-t-il ? » dit *Castoriadis*. Aujourd'hui encore, une possibilité de vivre ensemble, c'est de partager un destin commun. C'est un des enjeux.

*Un intervenant* dit qu'il lui semble qu'on a parlé du singulier ou du proche et de l'universel. Mais il y a une dimension qui n'a pas été abordée, c'est celle du parcours historique. Ce qui permet de se projeter à la fois dans le proche, de donner un sens au proche et à l'universel, c'est de pouvoir se projeter, de savoir d'où l'on vient et où l'on va. Cela manquait, semble-t-il, dans les exposés.

*Claude Rouot* précise que *Virginie Milliot* devait aborder cette question. *V. Milliot* a interrogé quatre personnes il y a plus de dix ans, des hip hoppers, et elle devait les interroger à nouveau et nous parler de ces questions de trajectoire et de parcours. *Jean-François Augoyard*, absent à ce colloque, a dit : « La question est de savoir ce que l'espace public fait à l'art et l'art à la rue ». Il y a donc cette espèce de jeu qui se ramène à la dimension qui est l'« art urbain ».

*Stéphanie Pryen* réagit à propos l'exposé de *C. Guinchard* en disant que *Passeron* et *Vrignon*, sur le savant et le populaire, disent de veiller à deux écueils : le misérabilisme et le populisme. Quand *Philippe Mouillon* dit « On partage tous la souffrance sociale, qu'on soit riche ou qu'on soit pauvre », elle n'est pas d'accord, il y a quand même des inégalités sociales, il faut le redire pour échapper au risque du populisme. Et pour échapper aussi au risque du misérabilisme, le sociologue n'a pas à dire ce que les acteurs sociaux ont à faire, il est lui-même acteur. Il n'a donc pas à juger des pratiques, mais il peut relater des faits sociaux. Et dans les faits sociaux, il y a la question des inégalités. Pour autant il ne s'agit pas de redonner de la dignité à des individus, parce que cela supposerait qu'ils ne sont pas dignes.

*Christian Guinchard* répond que ce qui lui paraît intéressant dans la pratique des graphistes, c'est que précisément ils se donnent les moyens de construire par le soutien du regard des autres. Le titre de cet exposé était « inter-visibilité », c'est-à-dire que les graphistes s'accordent entre eux un regard qui fonde les relations sociales, qui fonde ce type de travail. Ils construisent des espèces d'îlots qui sont très limités et qui correspondent à une toute petite fraction de la population des jeunes.

*Une intervenante* souligne que les participants à cette table ronde présentent finalement une gamme de positions par rapport à l'objet, aux objets, radicalement diverse. Évidemment *Philippe Mouillon* parle en tant que plasticien et *Stéphanie Pryen* en tant que sociologue, etc. En même temps, on se rend compte que chacun des intervenants renvoie de la matière à penser. Cette matière à penser, il faut maintenant l'organiser un minimum, chacun avec ses catégories et peut-être est-ce pourrait-on préciser davantage les catégories ou les positions d'où l'on parle. On ne peut pas parler du singulier de la même façon quand on est sociologue que quand on est plasticien. En même temps on renvoie bien sûr des choses intéressantes dans les deux cas.

*Antoine Haumont* demande à *Christian Guinchard*, dont il découvre les travaux, si ce qu'il présente à propos des graphistes sur leur modèle de carrière, on ne pourrait pas le trouver dans beaucoup d'autres domaines de la vie professionnelle. On commence dans un petit cercle, entre copains, puis se pose le regard des experts, etc., et progressivement on est validé. C'est ainsi qu'il a interprété une dimension de ce qui vient d'être dit. Il demande donc si ces graphistes ont une activité complètement d'amateurs, cela fait-il partie de leur culture quotidienne et de leur plaisir, ou bien s'orientent-ils vers une vocation professionnelle *in fine* ?

*Christian Guinchard* reconnaît que, comme pour les musiciens, il y a un moment où la plupart d'entre eux arrivent à un certain niveau de maîtrise, et quand ils s'expriment sur un espace assez large, la question se pose de devenir un professionnel. Chez ceux qui s'expriment dans des espaces, par exemple internationaux, la question se pose pour eux d'entrer aux Beaux-Arts, de devenir professionnel. La plupart d'entre eux, à un moment donné, arrivent à gagner un peu d'argent, même parfois de plus en plus (mais il faudrait pouvoir le comptabiliser), en faisant des devantures de magasins, en répondant à des commandes. Tous parlent d'un horizon possible de professionnalisation, et quand ils évoluent, ils finissent par être plus dans une logique d'expositions, de commandes, etc. Au départ, il y a le sentiment, les frissons de faire une chose d'un peu illégal, puis au bout d'un moment ils souhaitent être dans des endroits calmes pour pouvoir développer leur art. Ils cherchent ensuite à exposer et veulent trouver des galeries, des occasions d'exposer.

*Philippe Mouillon* rapporte, en contrepoint de ce que vient de dire C. Guinchard, qu'il a, il y a une vingtaine d'années, passé du temps avec des graphistes à New York, puis plus tard au Brésil, à essayer de comprendre leurs motivations. À New York, le dialogue était un dialogue avec les policiers, disant: « Je tente d'aller grapher le plus loin possible des zones interdites et le plus près possible de zones où il y a des commissariats de police ». Dans ce dialogue, l'autorité jouait un grand rôle. Quant au Brésil, à Rio, c'était un dialogue avec la bande adverse : « je vais grapher sur le territoire de la bande adverse jusqu'à ce que l'on se batte, voire à mort », puisque les batailles sont extrêmement violentes d'une favela à l'autre. « Je tente d'aller taguer, grapher, si possible à la lisière du territoire de l'autre, et plus je vais mordre dans le territoire de l'autre, plus la tension montera »,

*Natalia Incorvaia*, quant à elle, souhaite revenir sur la construction de soi et sur l'aspect un peu subversif, à un moment donné, des prises de conscience que peuvent augurer des rencontres avec des artistes. C'est un peu ce qui a été sous-jacent. On a entendu beaucoup de témoignages d'actions en train de mourir, dit-elle. Elle n'aime pas du tout le terme de « nouveaux territoires de l'art », mais elle aimerait connaître les sentiments des participants au colloque, pas seulement ceux des gens de la tribune, sur la responsabilité de l'État et des autres collectivités dans cette fabrication ou non des altérités et sur la fonction de l'art.

*Bernard Vrignon* dit avoir envie de revenir sur le jeu entre le local et l'universel, sur la discussion qu'il y a eu à un moment entre Jean Hurstel et Philippe Mouillon. Il évoque une définition qu'il croit être d'un écrivain portugais qui dit : « Le local, c'est de l'universel avec des murs ». Cette définition remet à sa place la question d'un va-et-vient, plutôt que de se fixer à chacun des pôles. Il dit connaître assez bien le travail de Jean Hurstel, et l'intérêt qu'il y a à partir des gens. Il pense aussi au travail d'Armand Gatti qui est comédien, et qui consiste à la fois à partir des gens et à susciter une confrontation. Armand Gatti fait appel lui aussi à des personnages ou à des écrivains ou à des œuvres pour susciter cette confrontation-là. C'est pourquoi B. Vrignon parle de va-et-vient. Mais il est évident que si l'artiste se met dans la position de l'universalisme surplombant, l'artiste serait le tenant de l'universalisme face à des gens qui en seraient dépourvus. Et là, il y a un véritable problème. Parce que l'universalisme n'existe pas forcément en soi. C'est ce qui est censé avoir une valeur pour tous, ce qui suppose que des gens lui donnent de la valeur. On ne peut donc pas se passer des autres pour définir y compris les valeurs dites universelles. Et la relation à l'autre apparaît alors d'une certaine manière première dans cette confrontation et dans ce va-et-vient.

*Claude Rouot* évoque le travail des politiques publiques. On a beaucoup parlé de démocratisation culturelle et avec l'idée d'universalisme surplombant, on remet bien les choses à leur place.

*Jean Hurstel* se demande d'ailleurs s'il ne faut pas supprimer le ministère de la culture ou le renommer autrement. Pour lui, le ministère de la culture jusqu'à présent était le ministère des Beaux-Arts, c'est-à-dire le ministère des artistes. Être un ministère des cultures est tout à fait autre chose. Il milite pour une relation étroite avec la parole des habitants – encore que la parole des habitants soit extrêmement diverse, compliquée. Tout cela est complexe, dit-il. Pour lui, un quartier est une niche écologique, une niche écologique humaine où des gens survivent et pas du tout dans la vision qu'on en a. L'attention portée à la définition des cultures, au sens même anthropologique du terme, dans ce qu'on appelle représentations, valeurs et comportements, de personnes dans leur diversité, n'est pas encore réellement l'enjeu. Alors que l'Unesco, effectivement, dans sa déclaration, dit que l'enjeu c'est l'expression des personnes et des groupes dans leur diversité et dans leur complexité.

Pourquoi cette attention portée à l'universalisme artistique ne pourrait-elle pas se renverser ? Pourquoi ne serait-on pas aussi attentif aux diverses formes d'expression culturelles qui sont en œuvre dans nos cités et dans nos villes ?

Il y a de l'inégalité aussi dans l'expression culturelle. Les « nouveaux territoires de l'art » se sont appelés aussi « lieux intermédiaires ». C'est donc déjà biaisé dans tous les sens du terme. Par rapport au reste de l'Europe, on est génial en France ! On a une inventivité dans les institutions culturelles qu'on ne retrouve nulle part ailleurs. Il y a des centres chorégraphiques régionaux, départementaux, des centres dramatiques, ces centres pour l'enfance, pour la jeunesse, maintenant se développent les arts du cirque, les arts de la rue. Parallèlement à cette inventivité, il y a un vrai terrain et ce qui est intéressant, c'est cette relation entre les deux terrains, de la culture entendue comme production artistique. Il se méfie aussi du terme de « création » qui fait tant rire les Allemands, parce que pour eux, Schaffen veut dire « Dieu le père ». Et quand on parle d'« animation », alors là ils rient encore plus parce que « animieren » se dit de l'ambiance dans un bordel. Donc, le débat culturel français est vraiment très biaisé !

Dans nos cités, on est dans une espèce de minimum vital culturel. Les ateliers d'écriture, tous ces ateliers où l'on fait de la chorégraphie ensemble, le hip hop, forme d'expression populaire tout à fait fondamentale... tout cela correspond à un mouvement de fond, européen, qui est tout à fait essentiel pour comprendre comment on vit et comment cela se passe actuellement dans nos villes.

*Jean-Marie Bataille* est chercheur et dirige aussi le service jeunesse de la ville de Bagneux. Dans la ville où il travaille, la question de l'universalisme se pose par exemple actuellement pour le hip hop dans la création d'une Maison de la musique et de la danse, pour savoir si à l'intérieur de cet espace, le hip hop peut ou non avoir sa place. Dans les différentes réunions qui se mettent en place actuellement dans la relation avec le politique et les différents chefs de service, il apparaît de plus en plus que la question fondamentale en arrière-plan est : admet-on que le hip hop soit présent dans ce lieu de légitimation ? Cet universalisme, finalement, n'est peut-être pas en soi, il est peut-être aussi travaillé avec des histoires d'inégalité, de pouvoir, etc.

*Claude Rouot* informe qu'il y a des travaux sur le hip hop dans le programme de recherche et donc propose d'aller consulter le site du programme où l'on trouve beaucoup de choses sur l'histoire du hip hop et justement sur ces questions.

*Philippe Mouillon* souhaite revenir sur la question de l'universalisme et de la singularité de la parole. Il pense que c'est un mouvement, un processus. Il retient des propos de Christian Guinchard qu'en partant d'un lieu singulier qui est celui du groupe de copains dans le quartier, le garçon, en développant son graphe, lentement, se singularise. Il s'individualise, il se détache du groupe, du clan duquel il est issu pour accéder à une parole qui est à la fois plus singulière et à la fois plus universelle. Il a souvent été frappé d'entendre par exemple des danseurs de hip hop revendiquer de pouvoir présenter leur spectacle dans une Maison de la culture et plus généralement de la tendance à vouloir présenter son travail ailleurs que dans son quartier. Il comprend que c'est parce que la parole prend alors une autre surface, une autre assise. On est donc toujours dans ce dialogue entre singulier / universel. C'est au fin fond de sa singularité que l'on trouve une expression universelle. Les deux ne sont absolument pas antagonistes et il ne comprend pas qu'on puisse même le poser en antagonisme.

Enfin par rapport à la dignité et à la remarque faite par Stéphanie Pryen, il lui semble que la question de la dignité, c'est qu'aujourd'hui il y a une part importante de population qui ne s'estime pas. Il parle de la dignité de soi-même, pour soi-même. C'est cette population qui ne va plus voter ou qui vote pour des choses qui sont, y compris pour elle, des choix violents, tragiques, et ils le savent très bien, ils ne sont pas inconscients. C'est un rapport à l'image de soi-même. Il ne s'agit pas de l'image que l'autre peut porter sur soi, mais du regard que l'on porte à soi-même, parce que l'on est dans un système économique qui est effroyablement destructeur de l'individu.

*Christian Guinchard* pense le hip hop est un mouvement international, mais qu'il ne s'agit pas d'universalité.

## **D'ICI ET D'AILLEURS**

Séance animée par *André Bruston*, président du programme de recherche

## **Introduction**

**Patrick Simon**

*Institut national d'études démographiques (INED)*

Le titre « D'ici et d'ailleurs », pour les trois interventions de cet après-midi aurait pu être aussi « L'ailleurs ici », puisqu'en définitive c'est surtout de cela dont il s'agit. Cette question a une longue filiation dans l'histoire des sciences sociales. Ahmed Boubeker s'y réfère lorsqu'il évoque l'école de Chicago et Georg Simmel. Si *ville* et *immigration* ont partie liée, c'est pour plusieurs raisons que je vais essayer de décliner rapidement. Et pour dire que quand le terme immigration est réuni avec celui de ville, cela évoque plusieurs images.

La première, c'est la ville cosmopolite, celle des échanges, mais c'est aussi celle de la ville divisée. Enfin c'est celle de la ville minoritaire. À propos de ces trois images, on va essayer de voir que les traitements et les formes d'observation et d'analyse sont un peu différentes. D'une certaine façon, les trois interventions balaient le champ de ces trois figures dans leurs travaux.

Ville et immigration ont partie liée d'abord parce que la ville est le lieu du mélange et du mouvement. La constitution avec la mobilité des migrants, et cette position de l'entre-deux qui a été évoquée entre un ici et un ailleurs, est consubstantielle à la construction de la ville et à son activité, à son développement. C'est une sorte de truisme, il n'y a pas tellement lieu de s'y arrêter.

La migration est d'autant plus intéressante dans le cas de la ville qu'elle joue un rôle d'accélérateur du changement, c'est-à-dire que la migration est un producteur, en provoquant la reformation des dispositions et des structures. En quelque sorte, la migration est façonnée par la ville et elle façonne la ville dans un double mouvement.

Ensuite les migrations jouent un rôle de révélateur, Ahmed Boubeker parle d'analyste. C'est un révélateur des structures profondes qui organisent l'espace local – ou national parce que ce qui vaut pour la ville vaut aussi à l'échelle d'une société entière. Et donc, à travers la présence et la visibilité des migrants, de leur activité, de leur forme d'organisation et de réorganisation, se lisent aussi les structures pesantes des sociétés dans lesquelles ils arrivent, les blocages, les mises à distance, ou les réunions agrégations et les espaces du possible. À travers cette présence de l'immigration et des débats qu'elle suscite, ou des formes d'organisation qu'elle provoque, on a une lecture en coupe de l'histoire, et du futur aussi d'ailleurs, des sociétés urbaines. La question par exemple de l'héritage colonial et du pli colonial qui va être évoqué est partie prenante de cette visibilité, de cette mise en visibilité des structures profondes sous-jacentes à nos sociétés.

La migration est donc une contribution importante à la construction et à l'évolution de la ville. Il semble que tous les travaux qui ont porté sur la présence d'immigrés en ville ont beaucoup insisté sur la façon d'occuper les interstices – la ville et ses marges – et on sait que si les immigrés sont à la marge, ce sont souvent les marges qui font bouger les centres de gravité. En ce sens-là, l'immigré est une figure pas unique mais exemplaire de cette capacité qu'ont les marges à transformer les sociétés et à rendre aussi plus perceptibles les évolutions en cours. L'image, la figure aussi qui est très attachée aux immigrés dans les villes, c'est celle des minorités intermédiaires qui joue une fonction d'articulation entre un espace informel et un espace formel, dans des activités peu valorisées mais indispensables, et qui sont fournies par ce « petit peuple » souvent invisible tant qu'il rend service, mais trop visible quand il fait dissonance.

Ce sont aussi – et pas seulement sous cet angle un peu misérabiliste que je viens d'évoquer – les avant-gardes : avant-gardes artistiques, avant-gardes politiques parfois aussi. Là aussi, ces marges font évoluer l'ensemble par la liberté qu'elles prennent avec les usages et avec les traditions.

La ville comme espace des possibles trouve avec les immigrés un espace de réalisation et, réciproquement, l'immigration trouve son aboutissement, son épanouissement à travers la forme urbaine. Je voudrais là décliner les connivences entre ville et immigration de façon plus précise. D'abord parce que la ville offre un espace d'opportunité d'expérience et de réalisation pour les immigrés bien supérieur à d'autres formes de sociétés plus corsetées.

Ensuite, c'est un espace d'appropriation. Un espace d'appropriation dans le sens où, contrairement à un modèle national très lourd à faire évoluer, la ville offre des espaces appropriables dans lesquels des groupes, minoritaires, peuvent développer des formes de sociabilité, des formes d'activité qui leur sont propres et se ménager un entre soi. Ahmed Boubeker le dit, la construction d'un entre soi, c'est finalement notre activité sociale ordinaire. C'est une recherche qui ne concerne pas uniquement les immigrés, mais qui caractérise l'ensemble des groupes sociaux dans leur rapport à l'espace urbain, et qui est souvent présenté de manière plus systématique, et souvent critiquée aussi, quand elle est développée par des groupes marqués par leur altérité. Cette construction d'un entre soi, d'un espace de familiarité qui rend possible la construction d'un devenir, dans le cas des immigrés, trouve son débouchement quasi naturel dans des espaces urbains souvent dépréciés et pour cette raison-là, parce que dépréciés, accessibles et modelables.

La grande plasticité de la ville, dans certains espaces – pas tous les espaces évidemment –, trouve une sorte de connivence entre des groupes avec une faible surface sociale et légitimité dans l'espace national et des quartiers ou des espaces urbains qui ont eux-mêmes une faible légitimité. Dans l'histoire, les faubourgs, les bidonvilles, et plus récemment les quartiers dits défavorisés, les habitats sociaux de banlieue sont les endroits où se construisent ces liens entre immigration et ville.

De même, à l'échelle locale, celle de la ville et celle des quartiers, l'accessibilité de l'espace politique est plus grande, elle n'est pas totale, évidemment, et on connaît les tensions qui peuvent se faire dans la gestion politique locale avec l'accès éventuellement de personnes d'origine immigrée dans les fonctions politiques, mais néanmoins les formes d'intervention et les capacités à intervenir dans la participation sociale et politique sont plus élevées au niveau local. C'est là qu'on va voir émerger de nouvelles fabriques, de nouvelles capacités de transformation sociale. Et là c'est, encore une fois, une autre articulation qui lie, à mon sens, très directement, ville et immigration.

J'ai dit « immigration » à plusieurs reprises, mais est-ce bien le bon terme ? S'agit-il uniquement d'immigration ? S'agit-il de liens fondés sur le flux, sur la mobilité et ne faut-il pas penser à l'ancrage dans la durée ? La durée veut dire qu'on n'est plus dans l'immigration, mais qu'on est dans la reproduction, dans le temps, dans les générations, de quelque chose qui n'est plus un apport ponctuel, une sorte d'altérité transitoire appelée à disparaître, mais qui est une composante, à terme, aux sociétés d'immigration devenues post-migratoires et post-coloniales.

Cette dimension d'altérité inscrite dans les structures sociales et dans les structures urbaines est plus compliquée à définir. La tension entre la différence et la ressemblance, entre la recomposition des espaces, la recomposition des identités, la recomposition des représentations qui concernent ces populations, rend compliquée une assignation unique. On dit : « Voilà, on est en lien direct avec une immigration qui s'est tenue sur une, deux ou trois générations », et en même temps il reste une marque, une trace, une réinvention aussi qui caractérise la présence dans la ville des descendants et des petits descendants d'immigrés.

Cette réflexion en cours est compliquée, mais il nous faut aussi l'aborder. D'une certaine façon, l'expression urbaine de ces particularismes est aussi à repérer et à comprendre ; elle sert de support à la construction non pas des divisions mais de la pluralité à terme de ces sociétés multiculturelles dont la France fait partie.

J'insiste un peu – et je terminerai là-dessus – sur le paradoxe qui est que cette visibilité qui se rattache à l'immigration et aux générations successives qui ne sont plus immigrées mais qui ont avec elle un lien historique, cette visibilité d'une expérience sociale et d'une production sociale est souvent caractérisée sous la terminologie de « communautaire ». Or il y a là une certaine ironie à voir que l'activité simple, le simple fait d'exister et d'être visible dans la structure urbaine, renvoie à une sorte de séparatisme ou de clôture, alors même que c'est la banalité de la construction d'une participation sociale avec ses propres capitaux, son bagage, et l'invention de ce qu'est la société de demain.

Cette visibilité se rattache aux immigrants et le regard volontiers négatif que l'on porte dessus, dans la mesure où il met en danger peut-être l'idéal d'homogénéité ou la fiction d'homogénéité d'une société qui est tout sauf homogène aujourd'hui, cette menace qui est représentée par cette existence et par l'activité ou les productions sociales liées à l'immigration, on devrait plutôt essayer de les prendre dans un angle un peu différent.

Je pense que c'est ce qu'ont fait très clairement les trois présentations qui vont suivre, c'est-à-dire essayer de repenser le modèle social et politique français autour de cette histoire dont sont porteurs les immigrés et leurs descendants, à travers leur visibilité ou leur invisibilité, à travers leurs choix de reproduction ou d'émancipation, à travers les clôtures ou les passages qu'ils construisent dans leur vie quotidienne.

## **La ville de l'immigration extérieure**

**Ahmed Boubeker**

*Université de Metz*

Je travaille depuis une vingtaine d'années sur des problématiques de recherche au carrefour de la question urbaine, de la question sociale et de celle d'immigration. L'ambition de ces travaux, s'il en est une, serait de comprendre comment des populations qui sont dites exclues, disqualifiées ou captives des dispositifs d'intervention sociale, prennent malgré tout place dans la société française. Comment elles construisent leur place à travers des processus de redéfinition de liens d'appartenance et de solidarité, à travers des formes de solidarité et d'ancrage qui conjuguent à la fois des dimensions urbaines, culturelles, économiques et sociales. Et bien sûr aussi à travers des formes d'expression et d'agir dans l'espace public.

Le milieu urbain, la ville, apparaît comme un lieu privilégié d'observation dans cette perspective de recherche. Weber disait que « l'air de la ville rend libre » et d'ailleurs tout le mouvement de la modernité s'inscrit dans le décor urbain, la ville comme théâtre de l'actualité, la ville comme spectacle vivant de figures du lien social, figures qui sont propices à toutes les rencontres et toutes les métamorphoses.

Il semble pourtant que l'heure est au déclin de ce schéma de la modernité, ce schéma baudelairien de la ville, car c'est aujourd'hui celui de la hantise de la fragmentation, de la dispersion des espaces publics, de la déchirure du tissu social, de la fracture sociale... C'est cette nouvelle figure de la fragmentation qui marque aujourd'hui les représentations publiques des transformations urbaines.

Il est vrai que si l'urbain rend libre, l'urbain n'efface pas pour autant les frontières. Ces frontières, ce sont bien sûr les frontières sociales qui dessinent les clivages d'une société fragmentée. Ce sont les nouvelles frontières intérieures de la société française derrière lesquelles se trouve en quelque sorte reléguée une diversité de parias de la « gangue urbaine ».

Ces frontières, on les circonscrit sans doute un peu trop rapidement à celles de l'enclave urbaine, à la banlieue, la banlieue du grand malaise de la modernité, la banlieue sur laquelle se focalisent des discours publics, et cela bien sûr en rapport, mais aussi en vertu de l'éternel fantasme de spatialisation d'intérêts politiques. Certes, la ségrégation urbaine, avec des logiques d'assignation à résidence, peut apparaître comme une traduction spatiale de la discrimination et de la différenciation sociale. C'est vrai que les figures de l'enclave et de la relégation pourraient illustrer ainsi une inégalité des conditions et des positions en associant des populations immigrées à des territoires circonscrits.

Cela dit, au-delà des clichés sur les cités ghettos, sur les banlieues, nombre d'études ont permis de distinguer différentes formes d'inscriptions spatiales des immigrés dans les villes françaises. Par ailleurs, il me semble que le thème de la crise urbaine recoupe un site plus large, un site exemplaire d'interrogations sur l'ensemble de la société française, post-industrielle, dans un contexte où la pluralité des normes et des références interroge les notions de bien commun, les notions d'intégration et de changement social.

Bien sûr, il faut comprendre ce que je viens de dire comme des précautions oratoires avant de parler d'autre chose. Parler d'autre chose, finalement, que de la misère du monde et des immigrés. J'ai un ami qui associe les deux termes et qui parle de « misigrés ». Mais parler d'autre chose ne veut pas dire passer le social par pertes et profits, bien au contraire. Il me semble que c'est plutôt le misérabilisme bien intentionné de nos bonnes consciences, ce misérabilisme qui nous met des peaux de saucisse devant les yeux, qui fait de l'immigré l'otage bienvenu, l'otage de nos grands principes et de nos certitudes quelque peu galvaudées sur le modèle social français.

En effet, les immigrés et leurs héritiers sont loin d'être passifs face aux rapports sociaux discriminatoires et ségrégatifs. Ils donnent de nouvelles significations à leur solidarité et, ce faisant, ils ouvrent des champs nouveaux de l'économie, de l'identification territoriale, et de la mémoire urbaine.

Bien sûr, cette perspective ne colle pas vraiment à nos connaissances, qui sont trop partielles, sur les processus de spatialisation des différences sociales. En retour, on pourrait peut-être

interroger un sens caché des représentations publiques de la fragmentation urbaine. Est-ce que ces représentations ne masquent pas des dynamiques concrètes de construction du lieu social ? Est-ce qu'elles n'expriment pas avant tout une nostalgie d'homogénéité du social alors que finalement toute dynamique collective repose d'abord sur la construction d'univers singuliers comme autant de lieux où s'invente l'intercompréhension ?

En tout cas, lorsqu'on prend en considération et qu'on est à l'écoute des récits d'itinéraires de migrants, on finit toujours par sortir de cette espèce de confinement, de nos réserves pour populations dites « en voie d'intégration ».

Non seulement ces gens-là jouent les passe-muraille, mais leur ligne de fuite hors les murs des banlieues participe de nouvelles dynamiques urbaines, de la construction d'espaces intermédiaires, de points d'ancrage ou de seuils de passage entre le local et le global.

C'est pour ça qu'au carrefour de l'immigration et de la ville, pour moi, c'est une actualité de la question de l'ethnicité. La question de l'ethnicité apparaît comme un site exemplaire qui illustre une centralité de la vie urbaine comme lieu de socialisation. Il me semble qu'entre ethnicité et urbanité – mais là je ne fais que redire ce que disait Isaac Joseph – le trait d'union est quasi naturel dans le sens où la ville reste le lieu par excellence de l'exposition des différences, le lieu de toutes les métamorphoses, le lieu aussi de toutes les tensions, en particulier la tension entre localisation et mobilité, entre ancrage et mobilité.

Pour dire quelques mots sur cette ville des autres, cette ville immigrée, qui ne ferait, comme dirait Deleuze, que « dramatiser le devenir minoritaire de tout un chacun », je dirais qu'il faut partir d'une perspective critique de l'école de Chicago, dans le sens où ce n'est pas l'adaptation à une niche de l'écologie urbaine, ce n'est pas cette inscription locale qui détermine la capacité du citadin à trouver place dans la ville. Je n'ai pas le temps d'entrer dans le détail, mais il faut répéter d'une part qu'il existe différentes formes d'inscription spatiale des immigrés dans la ville, et d'autre part il faut souligner que l'ethnicité peut prendre la dimension d'une forme culturelle et sociale de la fluidité de la vie urbaine.

On peut ainsi, dans ce rapport-là, se référer à des études d'anthropologie urbaine qui sont relatives aux mobilités des migrants, des études qui soulignent en effet l'importance des circulations d'un monde à l'autre et l'importance des phénomènes d'individuation du rapport aux origines et aux appartenances. On retrouve ainsi une perspective de richesse de la ville, de richesse et de productivité sociale de sa capacité à agencer des activités et des groupes, à polariser des flux d'hommes, de marchandises et d'informations, à jouer sur des hybridations et des rencontres qui sont au fondement du phénomène urbain comme mode de vie. Au-delà du mythe de l'intégration urbaine, ces mobilités soulignent l'individuation du rapport à la ville, et les ancrages se redéfinissent selon des logiques de recomposition du proche et du lointain.

Ces études proposent ainsi une nouvelle lecture de la ville où le migrant peut enfin se libérer de sa défroque de créature captive de nos lieux communs officiels, pour apparaître enfin dans ses rôles sociaux multiples.

Il semble, par exemple, qu'on peut suivre Alain Tarrius, dans sa perspective du migrant nomade, comme une capacité à perpétuer le mouvement qui est à l'origine de la migration. Un peu comme si l'immigré luttait contre sa peur de ne jamais retourner au pays d'origine et provoquait ainsi de nouveaux départs.

D'une génération à l'autre, le rythme de vie des migrants se tient dans cette ambivalence : la crainte de l'exil d'une part, crainte de l'exil et soif d'aventure également, car rester sur place, c'est un peu s'enterrer, c'est accepter son sort, c'est en quelque sorte être perdu, mais partir est aussi en quelque sorte trahir et être abandonné. C'est pourquoi il me semble que l'immigré est toujours un ennemi de la localité, de l'assignation à nos espaces d'insertion.

Vous allez dire : « C'est bien gentil tout ça, mais tous les immigrés ne sont pas des entrepreneurs de l'ethnique *business* », ce ne sont pas des entrepreneurs qui circuleraient comme ça d'un monde à l'autre, parce que finalement la misère du monde existe, et elle existe aussi en banlieue – d'ailleurs Pierre Bourdieu l'a rencontrée.

Cela dit, je soutiens que même dans les situations de captivité résidentielle, où les freins à la mobilité sont indiscutables, même dans les situations où les formes urbaines sont réputées inappropriables, il semble que les gens des mondes de banlieue parviennent à construire des territoires transitionnels à travers quoi des passages s'effectuent.

Quand bien même cette dérive serait celle d'une protection des frontières de l'entre soi, le fameux repli communautaire dont les médias nous servent des clichés à l'envi, quand bien même ce serait cette perspective, on ne saurait oublier qu'il y a toujours à la source des mondes de banlieue comme un refus, comme un défi aux frontières. En effet, dans les différentes cités de banlieue sur lesquelles j'ai travaillé, il faut se placer dans le quotidien comme dans la mémoire des groupes sociaux pour appréhender la diversité des modes d'habiter et de circuler. On est confronté de fait à différents modes d'habiter, qui sont liés à des clivages générationnels, des clivages sexués, des clivages familiaux et à différents mondes sociaux dont les centralités et les frontières se déplacent avec le temps, se croisent, s'enchevêtrent sans se confondre. De fait, l'aspiration, côté organique, des quartiers, est toujours contestée par ces clivages culturels, sociaux, générationnels, mais aussi par des pratiques socioculturelles qui sont toujours émergentes et qui déplacent les frontières du territoire en opposant une invention sociale permanente à l'héritage local.

Dans cette perspective, loin de se réduire à la fragmentation, le contexte urbain apparaît comme une sorte de superposition de territoires qui servent toujours de supports à de nouvelles identités. Donc, à travers cette construction de leur territoire, entre la ville et les banlieues, les héritiers de l'immigration construisent une trame, celle des multiples manières de vivre la ville. Cette trame est marquée par l'incertitude. Mais je crois précisément que l'incertitude du migrant livre une perspective plus large de la socialité urbaine. Je disais que la ville n'efface pas les frontières sociales, on peut ajouter que la banlieue dramatise les frontières. En tout cas, on ne saurait résumer au malaise urbain, au malaise des banlieues, l'expérience d'une génération. En effet, au-delà des clichés du ghetto, l'accès des héritiers de l'immigration à l'espace public, leur logique de gestion pragmatique de l'incertitude, tout cela se traduit concrètement sur un registre de tension entre assignation à résidence et mobilité.

Précisément sur ce rapport à l'incertitude, l'écrivain Richard Wright définissait l'ethnicité comme « l'incertitude comme mode de vie ». Mais il ne le faisait pas simplement pour déplorer l'insécurité sociale des Noirs américains, notamment, mais aussi pour dire que l'ethnicité pouvait apparaître comme le paradigme d'une modernité, d'une modernité urbaine qui ne saurait se penser sans le pragmatisme.

Le lieu d'une dramatisation d'ethnicité, c'est la ville, la ville comme lieu de toutes les tensions et de toutes les métamorphoses, d'autant qu'on assiste à un devenir urbain du monde et de nos sociétés qui prétendaient jadis à l'intégration.

En tout cas, ce qu'on peut dire, c'est que l'idée de société comme référent des conduites à partir d'un modèle monoculturel de l'État-nation ne tient plus. Du coup, le mode de vie urbain est pris entre un devenir minoritaire des identités et l'expérience sociale de l'insécurité. Il faut bien constater que, plutôt qu'une politique de reconnaissance, nos politiques préfèrent souvent une organisation concertée des petites peurs.

Plus largement, cette nouvelle donne dans nos sociétés impose la construction de nouveaux paradigmes. Il semble que la question des relations interethniques sur laquelle je travaille peut apparaître comme un analyseur, un analyseur des enjeux actuels, des mutations sociales, culturelles et politiques et aussi bien sûr des enjeux de gestion urbaine de la diversité. D'autant que la dimension dynamique et pragmatique du concept d'ethnicité permet de problématiser des processus de différenciation en cours plutôt que des états internes de différences. Dans ce contexte, les figures de l'ethnicité dans l'espace public apparaissent comme des représentations actives qui participent d'une lutte pour la reconnaissance.

Je n'ai pas seulement travaillé sur les figures de l'acteur ethnique, celles d'un héritier de l'immigration qui, au nom de son expérience sociale, revendique la différence individuelle et la possibilité d'accéder aussi à d'autres mondes sociaux hors les murs de la tradition de l'immigration, ou de la culture traditionnelle dans laquelle il est inscrit.

Et dans cette perspective, les territoires de cet acteur traversent la ville hors les murs des banlieues et se profilent à travers des croisements et des échanges, à travers des pratiques de circulation qui permettent d'articuler des besoins pratiques de certains groupes sociaux sur de nouveaux réseaux de production et de distribution de la culture.

J'ai travaillé sur la question de la parabole, les usages de la parabole qui permettent de sortir d'une simple confrontation à l'image publique de l'immigration qui est desservie, bien sûr, par les images du PAF, du Paysage audiovisuel français.

C'est vrai que l'espace peut être vécu comme un lieu d'enfermement, un lieu de repli. Mais il se construit aussi à travers une capacité à renouveler des formes d'ancrage, des parcours qui sont à la fois singuliers et collectifs, des parcours qui utilisent des localités comme des étapes au-delà de ports d'attache.

On sort d'une vision statique de l'origine des appartenances lorsque l'ancrage comme lieu de référence n'est plus en contradiction avec le fait d'être à la fois d'ici et d'ailleurs, lorsque le changement d'espace et la mobilité deviennent la condition de l'investissement local.

Au-delà de la figure de l'étranger, qui est devenue une figure emblématique des espaces publics depuis les travaux de Simmel et de ses héritiers de l'école de Chicago, il me semble qu'une autre posture frontière serait celle de la migration extérieure, figure que j'emprunte à Richard Sennett qu'il développe dans son livre *La ville à vue d'œil*<sup>8</sup>, en se référant à l'expérience de l'écrivain noir américain James Baldwin. C'est une figure qui s'inscrit dans une dynamique de l'écart, en faisant de la précarité une vertu, en cherchant des brèches, des territoires transitionnels, à travers lesquels des passages s'effectuent hors des marqueurs sociaux entre l'ici et l'ailleurs.

Pour s'ouvrir à cette perspective, il faut partir d'une capacité de l'acteur à sortir de ces niches d'adaptation, à toujours parier sur le miracle d'un chemin à perpétuer un nomadisme référé qui en quelque sorte bâtirait des portes et des ponts, entre des univers fragmentés.

Il faut partir de cette expérimentation de l'acteur qui joue sur l'ambiguïté de son identité pour se tourner vers l'extérieur, plutôt que de se replier sur soi, pour chercher une solution, un passage qui à la fois interroge et défie les autres. C'est bien sûr le contraire d'une indifférence mutuelle des passants, car il s'agit là plutôt d'une interpellation qui refuse la séparation et proclame le « vivre ensemble », sans illusions bien entendu sur une quelconque réciprocité de perspectives.

Mais c'est aussi dans ce sens que la part de communauté qui est portée par les groupes sujets de cette dynamique ne va jamais sans un principe essentiel de la modernité qui est la civilité. La civilité, c'est le principe de socialisation qui élargit les liens du voisinage au lien social, qui ouvre les cadres confinés du local à une perspective d'ouverture sur le monde. Cela dit, bien sûr avec l'immigration extérieure, on est loin du ton policé des civilités des lumières, mais il me semble que la provocation, la rage ou la fureur sont d'actualité, car l'hostilité est une dimension essentielle d'un « vivre ensemble » où les différences ne seront jamais abolies.

## **Débat**

Patrick Simon joue le rôle de discutant. Il relève trois points marquants dans la présentation d'A. Boubeker.

D'une part l'idée qu'il y a une tension, dite entre identité et mobilité ou entre ancrage et mobilité, et c'est un des points à travailler. Ce qui fait exister l'immigré, c'est le mouvement. Et en même temps, ce qui le caractérise dans sa situation ultérieure, c'est cette volonté aussi d'ancrage pour reconstruire quelque chose. Ahmed Boubeker a beaucoup développé ensuite cette tension, en la déplaçant sur le futur de l'immigration et des générations successives, en se posant la question de cette fidélité à l'origine, ou au contraire du jeu d'émancipation ou au fait d'échapper à ces inscriptions, à l'essentialisation et à l'enfermement, qu'elles viennent du groupe dans lequel on peut être inscrit ou du regard porté par la société sur ce qu'on est. Il semble que c'est là un des points importants.

Ensuite il y a la discussion sur les formes urbaines inappropriables. Là aussi il faut essayer de discuter sur le passage d'une figure du quartier d'immigration traditionnelle dans les centres villes, dans les faubourgs, auquel on était relativement habitué, et l'émergence – pas si récente que ça maintenant mais qui reste toujours en débat – de cette appropriation ou défaut d'appropriation des lieux sans qualité. Ces lieux sont les grands ensembles, les banlieues d'aujourd'hui, qui sont une autre forme d'existence ou d'appropriation, mais qui sont beaucoup moins valorisées que

---

<sup>8</sup> *La Ville à vue d'œil, urbanisme et société*, Paris, Plon, 1992.

celles qui ont pu rétrospectivement être construites autour des grands quartiers d'immigration de l'entre-deux guerres ou des années 1950, 1960. Il y aurait lieu de s'interroger sur le pourquoi est-ce que c'est si différent que ça, et si c'est différent, en quoi ? Ou est-ce que c'est assez comparable et, à ce moment-là, cela ne serait-il pas la reconduction d'un regard relativement négatif qui s'apaise avec le temps mais qui est ressourcé aujourd'hui.

André Bruston souligne que ce que vient de soulever Patrick Simon était très net dans l'exposé d'Ahmed Boubeker. C'était évidemment un des choix majeurs ; le fait de jouer sur *ancrage / mobilité*, ou sur *espaces inappropriables* renvoie, de façon classique en sociologie urbaine, à un débat ancien partiellement liquidé qui concernait la question de l'appropriation. Or ce qui vient d'être dit, dans ces deux cas, déplace la question de l'appropriation au sens traditionnel du terme. Il ne s'agit évidemment pas d'opposer la propriété d'un côté, l'espace public de l'autre, il s'agit de tout autre chose.

Fabrice Thuriot pose une question concernant deux aspects qui lui semblent liés. D'une part, on a un peu sous-entendu que les processus d'immigration se font prioritairement ou très majoritairement en ville, ce qui n'est pas forcément évident. Par exemple, actuellement en Irlande du Nord notamment, mais aussi un peu dans toute l'Irlande, il y a pas mal d'immigration en provenance des pays de l'Est ou de plus loin et qui s'installe en milieu rural, en milieu rural caché, dans des conditions de travail difficiles. Quand on parle de la ville, cela donne une certaine visibilité à des processus antérieurs qui ont pu être cachés.

D'autre part, A. Boubeker parle de mobilité et de lieu de vie, d'implantation, mais l'immigration ne se fait-elle pas avant tout par rapport aux conditions de vie et aux conditions de travail ? Le lieu étant peut-être secondaire ou aléatoire dans un certain nombre de cas. Est-ce que ces conditions de vie et de travail ne conditionneraient pas en grande partie l'appropriation de l'espace, des lieux, de la ville. Une personne immigrée qui a des conditions de vie et de travail relativement correctes, correspondant à ce qu'elle pouvait espérer, aura une lecture de la ville, de son espace et de son lieu de vie beaucoup plus positive qu'une autre personne qui n'aurait pas ces mêmes conditions.

Ahmed Boubeker tente une réponse d'abord à la seconde question. Il lui semble que sur le travail et l'urbain, c'est tout l'enjeu de dépasser la figure du travailleur émigré précisément dans laquelle on a confiné l'émigration jusque peut-être dans les années 1980. C'est précisément non pas les immigrés, mais les héritiers de l'immigration, les secondes générations qui ont fait un peu exploser cette dimension pour montrer que la société française n'était pas une société fondée justement dans un rapport où le travail serait structurant, sur le modèle social, pour montrer qu'il y a d'autres dimensions qui entrent en ligne de compte, d'autant plus que les héritiers de l'immigration ont quelques soucis avec le domaine de l'emploi !

Donc ce n'est pas forcément cette dimension qui est essentielle. C'est toute l'ambiguïté aussi de ce propos sur l'immigration, relatif à des gens qui ne sont pas des immigrés. Les gens dont on parle (il y a une ambiguïté qui est entretenue) sont des gens nés en France, qui sont Français et qui n'ont rien à voir avec cette figure du travailleur émigré, mais qui de fait continuent à être immigrés parce qu'ils sont perçus comme tels. Ce qui est la grande nouveauté sur la question de l'immigration, maghrébine en particulier, post-coloniale en général, c'est qu'on a à faire à des gens qui ne sont plus en réalité des immigrés. C'est la grande nouveauté des années 1980, sinon les modèles sont les mêmes : le modèle italien, le modèle des anciennes vagues migratoires.... Entre temps, la société a changé. Ce n'est pas simplement l'immigration qui a changé, la société française aussi a changé. Le modèle tel qu'il existait de la société industrielle n'est plus ce qu'il était, et ce sont ces générations qui ont été confrontées à cette question de l'emploi qui n'est plus là. Le travail est venu à manquer et cette génération est apparue dans l'espace public aussi à ce moment-là.

Il y a d'autres formes d'apparitions qui se jouent dans l'espace public et qui sont intéressantes. Tout l'enjeu des études urbaines, c'est de mettre en perspective cette question. Cela dit, cette question est plus large. Même lorsque la sociologie urbaine a été créée, le débat sur la société urbaine et la société industrielle était vaste.

En réponse à la première question relative à la localisation, A. Boubeker reconnaît qu'il est vrai que les immigrations ne sont pas seulement localisées dans les villes. Il y a un rapport à l'immigration aussi dans les zones rurales, d'ailleurs il vient lui-même d'une petite ville autour de

laquelle le rural était très développé. On en reste trop souvent à une image de l'immigration coincée dans les banlieues, alors qu'en fait les formes de présence des immigrés dans les villes et dans l'espace en général sont très larges. Effectivement, il y a un rapport à l'immigration rurale qu'il serait intéressant d'analyser.

*Une participante* pense qu'il faudrait sortir du discours universitaire. Ce discours de la marge, qui construit le centre, le laboratoire de la banlieue, ou des lieux... Dans des grandes villes, à Tours par exemple, le centre ville devient le territoire des immigrés. Pourquoi n'a-t-on pas réussi à tisser quelque chose sur cette richesse culturelle, à partir de tous ces différents modèles qui se côtoient en France ? Comment a-t-on pu arriver à ce résultat le 21 avril ? Comment ce laboratoire n'a pas réussi à tirer des ambitions et pourquoi y a-t-il un tel sentiment de malaise dans l'identité et dans la construction de l'identité de toutes ces immigrations successives, notamment pour la jeunesse ?

*Patrick Simon* répond que le malaise est évident. Est-ce qu'on n'a pas réussi à tisser quelque chose ? Sa vision est peut-être provocatrice, peut-être universitaire ou loin du terrain, mais il pense que les réactions du 21 avril et de tout ce qui s'ensuit, c'est-à-dire le durcissement d'une hostilité, d'une xénophobie, mais aussi d'un discours qu'il a appelé « nativiste », c'est-à-dire la volonté d'avoir une préférence nationale, est directement lié à la réalité justement du fait qu'il y a des liens qui sont tissés. C'est parce que la société s'est transformée qu'il y a cette réaction-là. Ce n'est pas l'inverse. La réaction est aussi une angoisse à l'égard de l'évolution, d'une évolution qui n'est pas souhaitée. Peut-être que c'est une vision un peu paradoxale.

Concernant la construction, pour les jeunes eux-mêmes, la question est : est-ce que de nouvelles identités sont tissées, est-ce qu'on va vers une stabilité ou une forme de réalisation personnelle qui va répondre à ce qui se produit ces dernières années ? Il y a tellement d'ingrédients qu'on ne peut pas faire une réponse aussi univoque, aussi simple. L'enjeu se situe moins sur la capacité à se replacer dans une histoire familiale et collective qui est en cours, avec des enjeux de reconnaissance qui ont été évoqués, que dans la capacité à être admis et à entrer dans la société. C'est plutôt là que cela coince. La tension est à nouer autour de cette dimension-là. Parler de laboratoires locaux n'est pas une expression gratuite et facile pour se faire plaisir. Il y a vraiment des laboratoires locaux où il se passe des choses. La construction de la société à la base n'a pas suffisamment fait sens et n'est pas suffisamment nouée pour qu'on puisse en retirer une vision d'ensemble qui donne un regard sur ce qu'est aujourd'hui la société. Il y a un hiatus de ce côté-là. Il n'y a pas d'unification de ces réalités locales et il y a une distance qui s'est accusée entre la représentation de la société telle qu'elle est construite par les élites – ce n'est pas un discours populiste, quand on parle des élites, c'est nous, l'ensemble de ceux qui produisent l'image de la société et qui la véhiculent - et ce qui se produit réellement. C'est un peu dans cette distance que s'introduisent les conflits et le durcissement d'une perte de repères.

*Alain Feffer* se dit être un praticien de la ville et c'est son expérience qui l'amène à nuancer un peu ce qu'a dit Patrick Simon sur l'immigration façonnée par la ville et l'immigration qui façonne la ville. L'immigration, en l'espace de dix à vingt ans, a considérablement renouvelé la population de certains quartiers. Des quartiers qui comportaient 5 ou 10 % d'immigrés il y a dix ans, en comportent 40, 50, 60, 70 % aujourd'hui. Il n'a pourtant vraiment pas l'impression que cette immigration ait transformé ces quartiers et qu'elle les ait façonnés. Ce qui le frappe, c'est plutôt un remarquable manque de plasticité de la ville face à l'immigration. Qu'est-ce qu'on constate ? C'est que l'espace public n'a pas été transformé. Dans sa réalité physique, il est resté identique. Le mode de gestion urbaine n'a pas changé non plus. L'espace privé n'a pas changé. La typologie de l'offre de logements n'a pas changé. Le fait de voir par exemple des grandes familles, issues de l'immigration maghrébine ou africaine, avec de nombreux enfants, n'a pas agi sur la transformation de l'offre en termes de typologie des logements. On ne fait pas plus de grands logements aujourd'hui alors qu'on en faisait il y a vingt ans. Les pratiques des bailleurs sociaux n'ont pas changé. En quoi donc l'immigration a-t-elle façonné ou modifié les pratiques des bailleurs sociaux aujourd'hui ? L'offre culturelle institutionnelle n'a pas changé. Dans le quartier de la banlieue nord de Paris où il habite, l'offre culturelle est de bon niveau, mais elle est remarquablement décalée par rapport au public de ces quartiers. En quoi l'immigration a-t-elle façonné ou façonne-t-elle la ville ? Ce qui lui paraît remarquable, c'est au contraire la résistance du tissu urbain et des acteurs urbains face à l'immigration.

*Ahmed Boubeker* répond que ce qui a changé, c'est l'apparition des « Kebabs » ! Il navigue en ce moment entre Metz et Lyon et il constate que les centres villes sont transformés par les commerces. Ces commerces, c'est très important, ils changent les villes. *Alain Feffer* répond que c'est anecdotique, que les besoins humains et les besoins sociaux ne se satisfont pas d'un kebab ou des boutiques de téléphone longue distance. *Ahmed Boubeker* pense, lui, que cela change le rapport au centre ville et la physionomie des villes. D'ailleurs les acteurs publics commencent à résister, ils font jouer leur droit de préemption contre cela. À Lyon ou Metz, par exemple, c'est très réel. Ces commerces qui se développent dans la ville ne plaisent pas à tout le monde.

*Patrick Simon* pense que c'est une question culturelle. Il y a une dialectique dans la transformation et la résistance. La résistance c'est la réaction la plus habituelle, c'est celle qu'on a rencontrée historiquement tout le temps. Mais il y a toujours des manières de contourner. C'est vrai que la transcription de l'immigration dans la réalité urbaine et surtout sa gestion ne sont absolument pas immédiates.

*Évelyne Perrin* pose une question à *Ahmed Boubeker* concernant sa description, qu'elle partage, des capacités de mobilité, de rapport au global des héritiers de l'immigration. Ne peut-on pas aussi analyser une partie de cette recherche de mobilité permanente ou d'émigration éventuellement nouvelle, par rapport aux difficultés d'insertion dans la société française, d'insertion sur le marché du travail, qui font qu'un certain nombre d'héritiers de l'immigration se disent que c'est tellement difficile de trouver sa place en France qu'il vaut peut-être mieux essayer de faire des projets dans d'autres pays ? Sa deuxième question est : est-ce qu'il n'y a pas aussi des héritiers de l'immigration qui n'ont pas forcément envie de bouger, de rester dans une forte mobilité et qui veulent tout simplement se fondre dans la société, passer un peu inaperçu, avoir leur place tranquille ?

*Ahmed Boubeker* répond que selon lui c'est même la majorité d'entre eux qui le souhaite. Il faut effectivement souligner que quand on est soumis au délit de sale gueule et qu'une discrimination de fait existe, notamment relative à l'emploi mais aussi au logement, on est forcé, si l'on veut survivre, de trouver des solutions alternatives. Si l'on en reste à ce problème de la victimisation, à une personne qui finalement serait tout le temps dans une espèce de rapport à la plainte, on ne comprend pas ce qui se passe réellement. Il faut passer à un stade supérieur pour comprendre qu'il y a une invention sociale dont on ne parle pas assez. C'est quelque chose qui, dans la société française, existe depuis assez longtemps.

## **La fracture coloniale à l'aune des enjeux d'intégration et de citoyenneté**

**Nicolas Bancel et Pascal Blanchard**

*ACHAC (Association pour la connaissance de l'histoire de l'Afrique contemporaine)*

*Nicolas Bancel*

Pour commencer, je voudrais faire part d'un double décalage, par rapport à ce qu'on a entendu dans la première partie de la séance.

Le premier décalage vient de ce que nous sommes historiens et donc pas sociologues. Nous travaillons sur des processus de longue durée et, quand nous parlons de la fracture coloniale, nous ne sommes pas spécifiquement centrés sur le thème de la ville.

Ce travail sur la fracture coloniale a démarré par une étude qui voulait traiter de la question des mémoires coloniales. On parle beaucoup de mémoire coloniale depuis une dizaine d'années mais, à ma connaissance, il n'y a eu qu'une enquête sociologique d'envergure qui ait traité la mémoire coloniale dans toutes ses dimensions, c'est-à-dire à la fois ce qui peut rester par exemple de l'enseignement scolaire, des différents types d'apprentissage, mais aussi de la mémoire en tant qu'elle peut être transmise à l'intérieur de la famille.

Avec Pascal Blanchard, avec qui je travaille depuis une quinzaine d'années sur l'imaginaire, l'idéologie et les mentalités coloniales, nous voulions savoir s'il y avait aujourd'hui des formes, non pas de continuité, parce que ce serait un bien grand mot, mais des traces de ce qui avait constitué les représentations de la colonisation, représentations qui portent à la fois sur les espaces coloniaux et sur les populations. L'un des enjeux majeurs de cette perspective, c'était d'essayer de comprendre pourquoi, dans cette deuxième grande vague d'immigration post-coloniale, à partir des années 1970, on se heurtait à des problèmes qui n'ont pas été ceux des immigrations antérieures, notamment polonaises, italiennes, portugaises. Notre hypothèse était qu'il y avait des possibilités d'éclairage par la généalogie et la transmission de représentations spécifiques qui s'étaient construites pendant la période coloniale.

On est donc parti sur une étude très concrète, avec un panel de gens qu'on a interrogés, à la fois par des enquêtes par questionnaires et par des entretiens individuels semi-directifs, et on a essayé de creuser ces différentes perspectives.

On s'est d'abord aperçu – on s'en doutait un peu – que l'histoire coloniale en tant que savoir transmissible était pratiquement oubliée, en termes de repères chronologiques, de dates, d'événements, de personnages, etc. Il y a une grande déperdition et une absence presque totale de connaissance. En revanche, il existe très profondément des représentations subjectives de la colonisation. Les résultats à ce sujet sont assez massivement concordants, montrant que d'un côté la faible transmission par l'école de l'histoire coloniale avait débouché sur une espèce de mythification de la colonisation, à double articulation d'ailleurs : une grosse majorité considérant que la colonisation était quelque chose de très mal, de violent, de terrible, et puis une petite minorité étant un peu dans la mythologie inverse.

On a constaté aussi que, dans les formes de représentation des populations coloniales, se trouvaient des similitudes remarquables entre les représentations que nous avons étudiées dans le contexte de l'histoire des mentalités et de la culture coloniale, et la persistance très nette de ces représentations dans le champ social, avec des variations bien sûr, en fonction des générations notamment.

Au départ nous ne pensions pas écrire un livre<sup>9</sup>, nous n'étions pas des spécialistes de ce qu'on appelle l'histoire post-coloniale, mais les perspectives ouvertes par les résultats de cette enquête nous ont amenés à comprendre que probablement il y avait des articulations entre la

---

<sup>9</sup> Nicolas Bancel, Pascal Blanchard, Sandrine Lemaire, 2006, *La fracture coloniale. La société française au prisme de l'héritage*, Paris, La Découverte ; Pascal Blanchard, Sandrine Lemaire, Nicolas Bancel, 2006, *Culture post-coloniale. 1961-2006, traces et mémoires coloniales en France*, Paris, Autrement.

période coloniale et la période post-coloniale qu'on ne doit pas prendre comme des continuités linéaires. Bien sûr, il ne s'agit pas d'un système, mais plutôt d'articulations, au sens de processus historique. Et penser ces articulations entre colonie et post-colonie, pour ce qui est de la France contemporaine, de l'ex-métropole, n'avait pas été encore opéré et qu'il n'y avait pas de champ historiographique dans le monde scientifique qui traitait de ces articulations.

À partir de ce constat, nous avons rencontré des personnes, comme Ahmed Boubeker par exemple, qui ont participé au livre, et d'autres qui s'interrogeaient sur des questions très hétérogènes : les relations intercommunautaires, l'ethnicité, l'histoire de l'immigration, mais aussi d'autres champs comme par exemple l'histoire des relations internationales de la France avec son ex-empire, etc. Certains, comme Ahmed Boubeker ou Didier Lapeyronnie, s'interrogeaient avec les outils de la sociologie, mais pouvaient, d'une certaine manière, éclairer en partie leur analyse par des apports historiques que peut-être nous pouvions leur fournir.

Ce travail est donc l'histoire d'une espèce de croisement (très équivoque et hétérogène) entre des chercheurs qui travaillaient un peu « isolés dans leur coin », mais qui ont vu dans la perspective post-coloniale une perspective potentiellement heuristique. Cet éclatement et cette hétérogénéité sont très significatifs de la difficulté qu'on a à penser précisément ces articulations entre colonie et post-colonie.

C'est très clair par exemple pour ce qui concerne l'histoire. En France, il n'y a pas de laboratoire qui travaille spécifiquement sur la question de la post-colonialité. Or quand on considère le champ scientifique international, on s'aperçoit que des laboratoires anglo-saxons, et en tout cas des travaux de littérature de langue anglaise, ont, depuis une vingtaine d'années, creusé ces questions de l'articulation coloniale et post-coloniale. Il y a un point aveugle, un champ inexploré qui nous renseigne et qui renvoie à la question de l'univocité du modèle national ou que je pourrais appeler l'univocité du récit national. Le discours que l'histoire tient sur le passé, que ce soit l'histoire de professionnels ou l'histoire enseignée à l'école, est une histoire toujours référencée aux vieux dogmes qui ont fondé l'institution universitaire à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, qui fait démarrer la modernité en 1789 et qui voit la construction de la France dans un long processus de progrès qui affirme le « génie » de la France et de la République.

Or cette univocité du récit historique exclut précisément ce dont on est en train de débattre dans le cadre de la ville, mais on pourrait l'étendre sans doute, c'est la question de la pluralité culturelle et de la diversité. C'est la question d'une construction nationale qui se fait autant par des dynamiques endogènes qu'exogènes.

Il y a beaucoup de perspectives à ouvrir à partir de là, je ne vais en évoquer qu'une par manque de temps. Dans cette question, et notamment dans toutes les convulsions qu'on a subies ces derniers mois, à partir de la manière qu'on a de nommer les problèmes : l'immigration, les descendants d'immigrés, les petits-fils d'immigrés, cette espèce de perpétuation d'un statut que là non plus on n'a pas connu avec les autres immigrations intra-européennes. On est au cœur d'un problème qui est celui de l'accession à la réalité d'un certain nombre de descendants d'immigrés « post-coloniaux », faute de pouvoir ancrer leur histoire dans une généalogie. Et je n'entends pas une généalogie mythique, j'entends une généalogie qui intégrerait le récit national.

*Pascal Blanchard*

Je ne vais pas intervenir sur ce qu'a été la fracture coloniale, mais sur la manière dont elle est perçue. À titre d'exemple, ce matin, un courrier électronique arrive sur mon ordinateur, en provenance d'une historienne, spécialisée de l'immigration italienne en France, qui trouvait scandaleux que la mairie de Paris « ose commémorer le 75<sup>e</sup> anniversaire de l'exposition coloniale ». Elle commençait son courrier par ces lignes : « Moi, femme de gauche, historienne, spécialiste de l'immigration, traiter du 75<sup>e</sup> anniversaire de l'exposition coloniale, c'est d'une certaine manière attaquer ce qui fait l'unité de la France ».

L'exposition coloniale est la première exposition faite en France au XX<sup>e</sup> siècle, elle a eu 33 millions de visiteurs. C'est une exposition républicaine qui a marqué la ville de Paris avec le Palais des colonies. En quoi, aujourd'hui, est-ce un acte de désunion de la nation de travailler sur la mémoire de ce lieu et de cette histoire ?

C'est ça qui renvoie à une notion d'imaginaire et de culture que nous avons intégrée – et ce « nous » est très général – sur une histoire coloniale dont on a énormément de mal à la placer

dans notre regard national, dans notre présent, dans notre capacité même à la mettre à sa juste place.

Or, pour éviter la critique inverse, qui nous a été beaucoup faite, nous ne pensons pas que tout est dans l'histoire coloniale, que tout se lit par l'histoire coloniale. Nous avons même écrit le contraire dans l'introduction de notre livre. Nous disons simplement qu'il est difficile de comprendre une société post-coloniale sans intégrer ce qu'elle a de post-colonial. Tout n'est pas dans le post-colonial dans la société française d'aujourd'hui, mais des choses peuvent se comprendre, voire en antinomie, voire en intégrant, ou en liant ou déliant, voire en disant que parfois le terme ou trop de colonial peut nuire à des analyses, mais il faut le traiter comme un facteur de compréhension de notre temps.

Cela revient au débat d'aujourd'hui. Pourquoi avons-nous un débat fondamentalement posé aujourd'hui sur l'immigration en France – je prends ce mot en son sens large – alors qu'en réalité on est systématiquement en train de parler de deux immigrations ? Une immigration qui s'inscrit dans un spectre classique de phénomène migratoire, européen pour la plupart, et une immigration qui vient d'un ancien domaine colonial, et qui aujourd'hui est au cœur des enjeux qui sont abordés quand on parle de « l'immigration » en tant que telle.

La grande difficulté que l'on a en travaillant sur ces questions, c'est d'évoquer maintenant ces problématiques, qu'elles soient urbaines ou qu'elles soient sur les mémoires immigrées, parce que la fracture coloniale a également essayé de traiter à la fois de ces mémoires immigrées et de ces mémoires coloniales, de démontrer que tout ce qui fait justement cette non place dans le champ du national, de l'histoire coloniale, qui est perçue comme en périphérie d'une certaine manière, cela n'aurait pas d'impact sur l'ici et sur le présent. Ceci était un mode de pensée qui a démarré au début des années 1960, au début du post-colonial, au lendemain des indépendances. Et on est à peine en train d'en sortir aujourd'hui.

Que certains soient étonnés qu'une cocotte-minute, quand elle explose, cause des dégâts, c'est normal. On sait que généralement une cocotte-minute n'éclate pas dans un ordre normal des choses, on aurait fait partir normalement la vapeur. L'Angleterre, qui traite ces questions depuis quarante ans, n'a pas connu cette « explosion ». À Bristol, il y a un très bon musée de l'histoire coloniale. Et si on fait vraiment l'histoire post-coloniale, les émeutes ne sont pas liées à la question d'assumer son histoire et son passé colonial. Ce ne sont pas des revendications qui existent, il n'y a pas en Angleterre d'enfants qui dénie les manuels scolaires, car les manuels britanniques sont plutôt bons sur ces questions.

Il y a plus d'une trentaine d'expositions pédagogiques qui tournent dans le monde scolaire britannique. Il y a eu plus de 180 expositions en Angleterre depuis 1962. Il n'y a eu aucune exposition officielle dans un musée national français à part « Kannibals et vahinés »<sup>10</sup>, qui était l'une des dernières grandes expositions dans l'ex-musée des Colonies et des Arts africains de la Porte dorée. Nous n'avons toujours pas un musée de l'histoire coloniale dans ce pays. La Hollande en a un et même les Portugais qui ont décolonisé en 1975 sont en train d'en édifier un.

En France, nous avons un problème avec notre passé colonial. Dans le cadre de notre travail, nous avons rencontré des jeunes et des moins jeunes, voire des personnes du troisième âge, et tous étaient très demandeurs d'histoire coloniale. On réinvente une histoire dans laquelle on se positionne. Et c'est ce qui crée des processus au moment où l'histoire est totalement réinterprétée. Ces personnes sont autant des populations issues de l'immigration coloniale que de l'immigration intra-européenne, ou encore des populations pas du tout issues de l'immigration. L'enquête s'est faite à Toulouse auprès de ces trois cibles.

Il faut arriver à comprendre en quoi cette histoire, ce regard, ce traitement du passé, ces continuums par rapport au passé, pouvaient fonctionner par rapport à des histoires personnelles qui pouvaient être différentes. C'est là qu'on se rend compte de l'existence de véritables schismes. Car quand vous avez une absence de savoir pendant quarante ans, quand vous avez une recomposition d'un savoir où chacun met ce qu'il veut à l'intérieur, quand vous avez en face un regard qui reprend les mécanismes stéréotypes du temps de la colonisation, c'est-à-dire que certains se sentent perçus comme des indigènes et d'autres les regardent comme des indigènes, cela ne veut pas dire qu'ils sont des indigènes et que la société française en fait des indigènes, cela veut dire que le regard construit cela. À un moment donné, le regard peut produire exactement

---

<sup>10</sup> *Kannibals et Vahinés, imageries des mers du Sud*, exposition présentée du 24 octobre 2001 au 18 février 2002 au Musée national des Arts d'Afrique et d'Océanie, à Paris

l'inverse de ce qui est énoncé. Il arrive à construire une sorte de réalité dans laquelle on a l'impression d'exister. Il vous construit socialement.

L'élément le plus intéressant, c'est qu'aujourd'hui les gens se regardent entre eux à l'intérieur de la société française comme une société coloniale. Cela ne veut pas dire qu'ils avaient l'analyse et tous les éléments pour faire ce prolongement. Ils parlaient d'images subliminales. C'est exactement la même chose à laquelle on a assisté l'année dernière quand on a vu le débat sur la colonisation positive et négative. La plupart des acteurs de ce débat ne connaissent rien à l'histoire coloniale. Ils parlent d'images qu'ils ont vues, d'hôpitaux, de ponts et de routes, comme s'il fallait automatiquement pour soigner coloniser. Mais c'est sur ce débat moral, et par rapport à des enjeux nationaux et de la République, que ce débat s'est fondé.

C'est exactement pareil pour l'héritage colonial. Nous avons aujourd'hui à faire à un débat, à travers cette fracture coloniale, c'est ce qu'on a voulu expliquer, qui est en train d'arriver dans la société française aujourd'hui parce que pendant quarante ans nous n'avons pas, d'une certaine manière, voulu le voir, l'assumer, le comprendre, le déconstruire. On entre dans quelque chose qui est extrêmement complexe parce qu'un choc est en train de se produire. C'est la dernière des fractures. La première fracture a eu lieu en 1962 avec les indépendances. La deuxième c'est une fracture des mémoires. On voit bien qu'aujourd'hui entre harkis, pieds-noirs, les enfants de l'immigration, ce ne sont pas les mêmes mémoires partagées, et qu'il y a donc là une véritable problématique.

On est actuellement dans le dernier choc de la fracture coloniale. D'une certaine manière, cette explosion en cours, tout n'est pas dans des origines coloniales, mais beaucoup de choses commencent à prendre sens par rapport à cette difficulté de la République de penser cette histoire, qui est une histoire extrêmement complexe, paradoxale, qui lance un débat qui n'est pas prêt de s'arrêter et qui est aussi une fracture à l'intérieur des immigrations. Aujourd'hui, qu'on soit sociologue, démographe, historien... ce n'est pas très compliqué de voir qu'il y a une grosse différence du passage de « hier indigène à citoyen » à « hier étranger aujourd'hui citoyen ».

Ce n'est pas la même histoire pour l'individu qui l'a vécue ou son père ou son grand-père. Et ce n'est pas la même histoire pour ceux qui regardent les acteurs de cette histoire. Cela interpelle par rapport à notre travail sur la ville, sur l'urbain, sur la présence de l'autre, sur la place de l'autre dans notre identité, par rapport à la différence, par rapport à l'ensemble de ces discours qui sont à peine en train de s' « historiser ».

## **Émigrer en France à l'âge du collège**

**Geneviève Zoïa**

*IUFM de Montpellier*

Je vais parler des émigrés, de ceux qui bougent auxquels on a fait allusion tout à l'heure, qui s'installent, qu'on peut analyser en termes de mobilité, de formes urbaines appropriées, etc. J'ai l'impression qu'on plaque toujours sur les héritiers et les descendants des émigrés des analyses qui relèvent des émigrés à proprement parler.

Mon propos s'intéresse plus particulièrement aux émigrés, aux jeunes émigrés et je souhaite avant tout apporter deux précisions : je parle des jeunes émigrés qui émigrent pour quitter des pays pauvres en direction de pays riches, c'est-à-dire de l'immigration dans ce sens-là. Parce qu'on peut arriver en France pour toutes sortes de raisons. Pour ces jeunes et pour leur famille, la scolarisation est un volet très important, central, du projet d'immigration. Un projet d'immigration qui consiste globalement à quitter un pays dans lequel il n'y a pas d'emploi, où les services publics sont limités, pour accéder à un pays dans lequel on place beaucoup d'espoir. Leurs proches : père, mère, oncle, les font venir en France ou les font partir du Maroc, essentiellement, puisqu'il s'agit ici de jeunes Marocains, pour accéder à un service public de qualité. Ils emploient même souvent l'expression : « On va en sauver quelques-uns ».

Le cadre de ce travail est donc très clair, il s'agit d'une migration de pauvreté. Et pour être encore plus précise, et sans entrer dans une sociologie de ces migrants, j'ai choisi de centrer mon discours sur quelques-uns de ces jeunes gens : des jeunes qui viennent essentiellement du Maroc, qui ont été scolarisés de manière extrêmement chaotique, parfois à 50 dans une classe, et qui sont pour une majorité, à Montpellier et dans d'autres villes que je connais, venus hors regroupement familial. Eux-mêmes se nomment « clandestins »... Or ils ne sont pas des clandestins évidemment, c'est la manière dont ils se nomment.

L'enjeu de ma présentation est de montrer comment ces jeunes immigrés interrogent la capacité de la société française d'être aujourd'hui (et pas il y a 50, 40 ou 60 ans) une société d'immigration, et quelle société d'immigration. Quelle place fait-on aux relations entre les immigrés et la société d'accueil ? Quelle place donne-t-on à l'altérité ? Qu'est-on capable d'inventer avec ces jeunes immigrés ? Je vais considérer cette question sous trois angles.

### *Le droit à la scolarisation*

*Le premier angle est celui du droit.* Il faut savoir qu'indépendamment de leur position vis-à-vis des lois de l'immigration, des conditions d'accès en France, des conditions de résidence, ces jeunes ont un droit, celui d'être scolarisés, indépendamment de leur statut, de la manière dont ils sont arrivés, dans le cadre du regroupement familial, dans des coffres de voitures, avec des faux certificats d'adoption, dans un cadre légal (et surtout bien sûr dans un cadre légal). Le droit d'être scolarisé est un droit et l'école n'a pas à se préoccuper si ces jeunes sont clandestins ou non. C'est une chose très importante, qui nous a paru évidente quand on est entré sur le terrain de l'enquête, tout préoccupés qu'on était par des questions de domination, de relégation, de discrimination à l'école. Ce point nous a paru assez évident, mais dans le fond il ne l'est peut-être pas tellement puisque, ces derniers mois, on a vu la police entrer dans l'espace scolaire pour aller chercher des jeunes dont les parents étaient en situation irrégulière. La police piège les parents avec les enfants, elle entre dans l'école et viole donc ce droit qui est le droit à la scolarisation indépendamment du cadre.

Les jeunes qui arrivent considéraient l'école comme un espace de protection, où l'on peut souffler, regarder autour de soi, se poser, essayer de comprendre ce qui se passe, essayer d'ajuster la construction, les modifications, les changements, etc.

### *La sociologie de l'école et de l'égalité des chances*

Le deuxième angle à travers lequel on peut considérer la question de ces jeunes immigrés et de notre relation et de leur relation avec la société d'accueil, c'est l'angle de la sociologie de l'école et celui de l'égalité des chances. Il est cadré globalement, pour ce qui concerne ces jeunes

immigrés, par les circulaires de 2002 qui indiquent l'objectif de scolariser le plus rapidement possible, dans le circuit ordinaire, ces jeunes immigrés. Bien sûr, c'est moins réjouissant sur ce point. Tous les travaux, moins récents en termes de discrimination sociale, mais plus récents en terme de discrimination ethnique, montrent qu'il y a des effets massifs de discrimination sociale et ethnique à l'école. D'ailleurs peu de travaux concernent les jeunes émigrés qu'on appelle primo arrivants ou ENA (Élèves nouvellement arrivés). Ces travaux sont rares parce que, très rapidement, ces populations sont englobées dans la catégorie plus large qui est celle des publics issus de l'immigration, des héritiers – moi aussi j'aime bien l'expression « héritiers » ou « descendants », comme dit Nassira Guénif.

On a un discours qui est celui de la discrimination, de la ségrégation. Ce que Dubet appelle – j'aime bien l'expression même si elle désigne un processus qui n'est pas très sympathique – une « topographie différentielle de la subjectivation et de la socialisation ».

Nous rencontrons vraiment des situations brutes, lourdes en matière de discrimination et nous avons pu qu'abonder, nous, à Montpellier, dans ce sens. Cette discrimination est évidente, que ce soit à travers l'accueil dans la ville dans ce qu'on appelle du terme peu élégant de « plateforme d'accueil », où les jeunes immigrés sont systématiquement rassemblés, évalués, affectés dans des collèges de la ville, et d'où ils sortent « estampillés ENA ». Que ce soit ensuite au collège où l'offre scolaire est quand même réduite à des matières parfois secondaires comme le sport ou la musique... Que ce soit au cours des années suivantes où ils deviennent ce qu'on appelle des « beurs » ou du terme de EDA, c'est-à-dire Élèves déjà arrivés.

Que ce soit à leur arrivée ou dans les années qui suivent les premières années de scolarisation, on a des signes, des indices, des faits réels qui prouvent l'existence de filières dans lesquelles ces jeunes seraient captifs. C'est une réalité incontestable, avérée, qui n'est pas complètement satisfaisante. Les théories des analyses, réelles, en termes de domination, de ségrégation et de discrimination, s'organisent autour d'idéaux d'égalité. J'ai évoqué un idéal d'égalité important, une espèce d'égalité de surplomb, d'universalisme de surplomb. Or s'organise autour de ces idéaux d'égalité, autour de l'envers de ces idéaux, une part l'ethnisation des rapports sociaux qui équivaut bien sûr à la discrimination, et qui s'organise aussi autour de l'envers de l'idéal d'égalité qui est donc la non-conformité de cet idéal à la réalité, c'est-à-dire à la dénonciation ou l'hypocrisie du système scolaire. On a un corpus important d'études sociologiques sur l'ethnisation des rapports sociaux et les choses sont dites de manière assez claire à ce sujet.

Mais ces constats, réels et intéressants auxquels j'ai abondé, ne rendent pas compte de ce qui se passe réellement. Ils ne rendent pas compte surtout des relations qui sont en train de se construire ou pourraient se construire si on ne les tire pas vite vers les logiques de l'intégration des jeunes issus de l'immigration. Quelles relations pourraient se construire entre immigrés et société d'accueil, notamment en termes de place à l'altérité ? quelle place peut-on accorder à l'altérité, à la négociation possible, peut-être, sur la définition du bien scolaire par exemple ? Qu'est-ce qu'être un bon élève ? Qu'est-ce qu'un CAP de boulanger quand on vient du Maroc ? Etc.

Il y en a qui ont parlé de révélateur, d'autres d'analyseur ou de mise en visibilité des structures profondes. Les jeunes immigrés que j'ai rencontrés au cours de ce travail sont un public qui paraît spécifique mais qui est en fait un exemple extrêmement intéressant au plan général parce qu'ils sont à la limite du modèle de l'égalité. Ils sont à la limite, d'une part en termes de possibilité pour l'école, parce que leur niveau scolaire est vraiment très bas pour la majorité d'entre eux. Or ce niveau très bas n'autorise pas l'école, sauf à les faire basculer dans le registre du handicap. Et du coup ils conduisent à repréciser un certain nombre de définitions implicites, notamment sur ce qu'on entend par égalité en France. Les historiens ont bien replacé les choses, ce n'est pas la peine d'insister sur la question.

À l'IUFM où j'enseigne, pour les enseignants que j'ai en formation, l'égalité est garantie par la neutralité. L'égalité c'est l'envers de la diversité, c'est le contraire de la différence. On travaille donc sur l'équivalence entre égalité et neutralité, comme si d'ailleurs universalité et neutralité d'une culture étaient possibles.

Pour revenir sur la définition de l'égalité, je crois que l'égalité, à l'école, repose sur une position de surplomb qui s'appuie sur une évidence durkheimienne de la corrélation fonctionnelle entre différenciation et intégration. En France, la différence n'est admise ou n'est légitime que quand elle est d'abord résorbée dans l'intégration, dans la socialisation, lorsqu'elle va être

résorbée et qu'elle va émaner à nouveau de l'intégration sous la forme de l'autonomie des sujets, de sa maturité, etc – on parle d'émanation, souvent, et d'émergence. Et donc lorsqu'elle est contrôlée.

La différence qui est admise est extrêmement subordonnée à l'intégration. Un exemple qui me vient à l'esprit, c'est l'offre de reconnaissance culturelle qui est faite à l'école, aux jeunes immigrés, sur la question de la langue et de la culture d'origine. C'est une chose qu'on sait bien faire à l'école, qu'on contrôle bien, c'est-à-dire qu'on va présenter à ces jeunes migrants une image, une version, un récit de leur culture, qui est absolument correct. Donc on va privilégier certains éléments, en neutraliser d'autres, sans prendre en aucune façon l'avis des jeunes immigrés de leur propre sentiment ou « démarche », leur demander pourquoi ils sont partis. L'offre culturelle est donc parfaitement contrôlée, au point qu'on arrive à donner des cours d'arabe dans les collèges à des ENA, donc Élèves nouvellement arrivés, estampillés comme tels, parmi lesquels on a des Tchétchènes, des Russes ou des Turcs. Cette offre culturelle est tellement contrôlée qu'elle se méprend, qu'elle s'aveugle sur elle-même et propose des choses tout à fait folles.

Donc l'égalité en France se construit comme l'envers de l'altérité. Se construisant ainsi, l'altérité devient extrêmement transgressive et ce à bien des égards. J'ai deux exemples qui témoignent de ce malaise. C'est difficile à la fois d'accueillir des jeunes en leur disant : « On a les bras ouverts, on va vous faire une offre culturelle, etc. » et intimement, culturellement, idéologiquement, historiquement, être persuadé qu'ils transgressent en permanence, de par leur être même, de par leur différence culturelle mais aussi sociale, parce qu'ils viennent de pays pauvres.

J'ai un exemple aussi concernant la question du handicap. Étant donné leur niveau scolaire très faible, si on veut les faire coller au modèle égalitariste, il va falloir admettre qu'ils sont handicapés. Et de fait, un certain nombre de jeunes immigrés ont parfois la chance de basculer dans des SEGPA, c'est-à-dire des sections d'enseignement spécialisé qui accueillent des élèves présentant des difficultés scolaires graves et durables. Je dis « ont parfois la chance », parce que si ce n'est pas le cas ou s'ils ne le souhaitent pas, l'école va insister sur cette position de surplomb et les placer dans une sorte de faux cursus ou de sous parcours qu'évidemment on aura beau jeu ensuite de dénoncer en parlant d'ethnisation des rapports sociaux, de discrimination, etc.

La question est bien la difficulté à trouver avec l'autre un cadre de relations différent, à saisir ces opportunités de début de parcours pour le faire, à ne pas les tirer trop vite vers des logiques d'intégration, à admettre qu'il peut y avoir une bonne vie avec un CAP de boulanger, à admettre qu'il y a des trajectoires bizarres, qu'il y a des personnes qui privilégient le choix de l'immigration sur les stabilités familiales - ce qui choque énormément les enseignants. Que ces familles soient brisées, que les mères restent au pays, cela choque énormément. Admettre un certain nombre de choses, qu'on peut avoir un autre usage de la télévision, par exemple, un autre usage du commerce, etc., un autre usage peut-être qui ferait bousculer la définition de ce qu'est le rapport à l'autre.

Un autre thème m'est cher, on en entend beaucoup parler, c'est celui de *l'ethnisation des rapports sociaux*. Il semble aller dans le sens de la défense des jeunes immigrés. Il ne faut pas ethniser les rapports sociaux à l'école, mais en fait on aboutit au résultat inverse. L'ethnisation décrit toujours une logique négative. Soit l'école va dire, par exemple, qu'elle mobilise mal la ressource ethnique et elle va finalement interpréter ce qui est social comme culturel (il faudra d'ailleurs un jour que les anthropologues essaient de trier entre ce qui est culturel et ce qui est social). Soit, au contraire, l'école sera dénoncée, parce qu'elle ne prend pas suffisamment en compte la différence culturelle et en fait, si les jeunes échouent, c'est parce qu'ils sont différents et non pas parce qu'ils n'ont pas un bon niveau. J'ai beaucoup apprécié que dans son dernier livre <sup>11</sup>, Ahmed Boubeker présente une autre façon d'envisager ce qu'est l'ethnicité.

La différence culturelle va euphémiser le niveau scolaire, l'illettrisme, les conditions de vie qui sont souvent très difficiles, les immigrations tortueuses, les diversités culturelles, etc. si bien que cela ressort parfois sous des formes curieuses. Dans le cadre par exemple des événements de décembre dernier, où sont ressorties des histoires sur la polygamie, des histoires dont on s'est servi à l'occasion des émeutes parce que cette différence culturelle sert à euphémiser des réalités sur lesquelles on met un voile pudique.

---

<sup>11</sup> *Les mondes de l'ethnicité. La communauté d'expérience des héritiers de l'immigration maghrébine*, Ed. Balland, 2003.

### *La sociologie de la ville*

Mon troisième angle de lecture est celui de la sociologie de la ville. Je termine donc mon propos avec la ville, ce qui tendrait à montrer qu'il se passe vraiment quelque chose pendant ces trois années de scolarisation. Les jeunes se transforment, changent, apprennent surtout et apprennent beaucoup. Ils essaient, ils font des essayages de rôles dans lesquels ils sont parfois très maladroits. C'est intéressant parce qu'ils nous présentent des potentialités, des possibilités, des réalités qu'on n'aurait pas envisagées. Ils déplacent les cadres. Par exemple, ils offrent des bonbons aux professeurs, font des cadeaux et donc déplacent les relations et en fait proposent plutôt des relations. Quelqu'un a dit ici : « Ils parviennent à construire », et c'est vrai. Ils proposent même un mode de relation différent qui est très intéressant.

Je ne souhaite pas adopter une position relativiste et dire : « Tiens, dans la sociologie de l'école, les jeunes immigrés sont dominés, et dans la sociologie de la ville, ils sont magnifiques et ils changent, transforment, etc. ». Je crois que l'enjeu est d'articuler les deux. Il n'est pas du tout pertinent ni opportun d'opposer ou de juxtaposer des analyses en termes de la culture en train de se faire, ou de justice sociale. Ce qui est intéressant est d'articuler les deux. Cette articulation permet un certain nombre de choses que je résume en trois phrases.

La reconnaissance du projet, du travail d'acculturation des immigrés pauvres vers des pays riches, qu'est-ce que cela peut donner ? comment peut-on en parler ? Il s'agit peut-être là de la question du droit.

La reconnaissance de ce projet doit être perçue différemment, en dehors des logiques de domination stricte.

La reconnaissance d'une logique de l'immigration ne doit pas être celle de l'intégration. L'immigré montre en actes ce que c'est que changer. Il nous prouve en actes que le monde n'est pas stable, que le monde et les valeurs changent. Ce qui est extrêmement inquiétant, je crois que Didier Lapeyronnie a travaillé sur ce sujet. Ahmed l'a dit aussi tout à l'heure, il montre qu'il a trahi, donc il peut trahir à nouveau s'il a trahi une fois. L'adhésion à nos valeurs est fragile. Donc il est la preuve en actes que dans le fond le monde n'est pas stable. L'enjeu fort est surtout de ne pas aller trop vite, de ne pas passer trop rapidement sur ces années, de ne pas confondre émigration et intégration, comme on le fait tous en englobant des problématiques que l'on connaît bien, qui sont les problématiques du haut, où il se passe des choses auxquelles il faut porter attention.

## Débat

Discutant : *Patrick Simon*

L'ensemble des présentations que nous venons d'entendre, au-delà de la ville, remet en question notre modèle national. On a eu à chaque fois un va-et-vient entre nos convictions, nos valeurs et ce qui se produit en réalité. Jusqu'à une discussion un peu paradoxale de cette adéquation entre égalité et uniformité, et la mise en question de l'intégration comme processus ou comme horizon souhaitable pour des jeunes migrants arrivant à l'école.

Mais la même question a surgi, et de façon encore plus critique, évidemment, dans le cas du legs colonial et dans son acclimatation comme grille de lecture sur les enjeux contemporains. Cela met en question une chose simple, c'est que la France a peut-être une particularité en Europe, une singularité, c'est un vieux pays d'immigration, comme chacun sait. L'immigration ne remonte pas à l'après-guerre, elle a une longue histoire. La conséquence de cette longue histoire, c'est sans doute qu'il y a une répétition des mécanismes, qu'il y a la croyance que maintenant c'est admis, l'immigration fait partie du paysage culturel, social et politique (ce qui n'est pourtant pas vraiment encore le cas). De cette façon, on fait l'économie d'une réflexion sur ce qu'ont été les conséquences de cette immigration dans les transformations de la société française, avant-guerre, après-guerre et la plus récente, la post-coloniale, avec les transformations qui sont appliquées.

Une petite précision cependant, une préciosité de démographe, il a été dit que les Portugais étaient venus en France en même temps que les Italiens et les Polonais, or, leur immigration est contemporaine de celle des Marocains, des Tunisiens et des Turcs et postérieure à celle des Algériens. On a tendance à les repousser dans l'histoire parce qu'ils sont beaucoup plus invisibles, quoique pas moins organisés que les autres groupes d'immigrés.

*Une intervenante* dit qu'elle ne pense que ce soit une préciosité de démographe de dire qu'il y a des immigrations différentes. Ne parlons même pas des générations, dit-elle, mais déjà des migrations. Quelquefois, dans les exposés justement, le fait de ne pas regarder les différents courants, les différents flux d'immigration peut embrouiller un peu les perspectives et notamment sur les places dans la ville. Toutes les histoires d'immigration n'ont pas le même rapport aux villes. Donc ces précisions sont importantes.

Comme par hasard, on a pris l'exemple des kebabs, mais on pourrait aussi prendre un exemple qui crée une nouvelle inquiétude pour les villes, c'est l'arrivée de nombreux commerces chinois, ou plus largement asiatiques.

C'était important de traiter de la fracture coloniale parce que justement il y a là quelque chose de spécifique, encore que, y compris dans la colonisation, il y a bien des différences à faire aussi sur les processus, sur le rapport à la métropole. Et quand on dit « la métropole », il faut penser aussi aux Antilles, aux DOM-TOM dans leur ensemble, et au type de rapports que les populations des DOM-TOM entretiennent avec la métropole. Il faudrait aborder toutes ces questions de manière plus précise encore, voir à chaque fois de quel phénomène migratoire on parle. Ahmed Boubeker, par exemple, parle de la figure de l'immigré, c'est-à-dire celui dont on parle, qui fait représentation dans notre société. Mais tout de même après, quand on parle des faits sociaux ou de l'évolution des idées, c'est très important de différencier les différents flux et populations.

*Pascal Blanchard* pense que le rapport aux métropoles peut être très différent, même par rapport à une métropole des populations. On voit bien d'ailleurs la grande difficulté qu'on a de travailler aujourd'hui sur les mémoires coloniales, par exemple des populations du Vietnam, Laos, Cambodge, ex-Indochine. On voit bien que la manière d'intégrer la notion de la mémoire coloniale, la manière de la vivre, quarante ans après les indépendances, voire cinquante ans après, n'est pas du tout la même que chez certaines autres populations, maghrébines, antillaises, et encore même à l'intérieur des populations africaines : ce n'est pas la même chose au Sénégal, au Mali, à Madagascar.

Les notions mêmes de ce rapport hier, comme le rapport aujourd'hui à la mémoire, comme le rapport encore aujourd'hui au pays ou au pays des parents, sont aussi des paramètres

montrant qu'il n'y a pas une sorte de mémoire post-coloniale, mais des mémoires post-coloniales. Ces mémoires se reconfigurent et ont, par rapport à ces liens anciens qui étaient différents, des mémoires aussi et des continuums qui sont différents.

*Aline Guérin* travaille au conseil général du Val-de-Marne sur la démocratie participative et souhaite interroger les intervenant-e-s, surtout par rapport à la question des collégiens, mais aussi plus généralement, sur le fait qu'il y ait ou non une différence entre les hommes et les femmes ? Est-ce que les uns et les autres ont envisagé cet angle de vue ? Ou est-ce que cela n'est pas pertinent ou n'a pas semblé pertinent de faire cette différence ? Est-ce qu'il y avait des collégiennes parmi les collégiens ?

*Geneviève Zoïa* répond que oui. Pour les filles, les différences d'apprentissage sont perceptibles, sensibles entre les jeunes émigrés et émigrées. Mais l'apprentissage n'est pas « médié » de la même manière : les garçons vont avoir des essayages beaucoup plus frénétiques, jouer différents rôles. Ils interprètent le monde en fait. C'est de la véritable construction sociale pure, « c'est du Goffman ». Un jour le jeune émigré arrive, il joue au jeune des banlieues, le lendemain, il joue au bon élève. Ils jouent sur plein de registres qu'ils arrivent à changer.

Les filles vont le faire aussi, mais de manière plus fine, en observant beaucoup plus. Les filles observent, elles observent partout, observent dans le bus, dans la rue... Quand elles vont à la bibliothèque, ce sont les gens qu'elles regardent, ce ne sont pas les livres. Elles observent dans la salle de classe : on peut très bien faire une sociologie de la ville à l'école. Ce serait d'ailleurs intéressant de déplacer le regard de la ville sur l'école. Faire basculer sur une sociologie de l'école. Elles observent partout et on les voit bien... Mais elles changent, elles apprennent de la même manière que les garçons, avec des modalités différentes et sans doute peut-être plus dans la retenue, pour des questions culturelles aussi, peut-être moins facilement. Elles ont tendance à beaucoup plus, par exemple en classe, garder leur manteau. Comme si elles n'étaient pas tout à fait prêtes encore à s'installer. Je suis dans l'ethnographie, là, je ne sais pas si cela répond à la question.

*Un participant* souhaite d'abord remercier *Geneviève Zoïa* d'avoir décrit une réalité qui est assez peu connue et il trouve extrêmement important qu'elle ait posé la question dans ces termes. Il demande si elle peut aussi apporter quelques éléments sur les arrivées des élèves dans les écoles primaires pour compléter le tableau. Il l'interroge également si, à partir du constat qu'elle a fait, elle peut formuler quelques recommandations. On essaie ici de lier recherche et action publique, et donc ce type de constat pourrait déboucher, à plus ou moins long terme, sur la question : qu'est-ce qu'on fait ?

*Geneviève Zoïa* répond que les élèves qui vont être scolarisés en primaire ne sont pas évalués par les espaces d'accueil. C'est à partir du moment où ils vont entrer au collège qu'ils sont évalués pour être affectés à une classe. Les jeunes émigrés ne sont pas soumis à la sectorisation, dans ce cas-là. Ils sont vraiment regroupés sur la plate-forme d'accueil, testés, évalués, informés, sur le plan sanitaire, social, etc. puis ils sont dispatchés dans des établissements en fonction de leur niveau scolaire, de leur âge plutôt, et en fonction d'autres critères comme le fait si, par exemple, l'établissement l'année précédente avait eu plutôt des mauvais ou des bons élèves, etc.. Ce sont des logiques un peu locales de distributions de support du poids de l'immigration.

Qu'est-ce qu'on fait ? C'est une question avec plusieurs niveaux de réponses. On peut partir du plus bas et monter au plus haut. D'abord, sur cette question de la langue arabe, sur le fait d'imposer l'apprentissage de la langue arabe à des élèves qui viennent à peine de quitter leur pays, avec des prétextes pédagogiques, ou psychologiques, qui consistent à dire que leur scolarité sera mieux assumée si on les renvoie à leur origine ; ce ne paraît pas très positif, on pourrait l'éviter. C'est comme si on leur disait : « Est-ce que vous êtes bien sûr que vous avez bien fait de venir ? Il n'était pas si mal ce pays... ». Dans les entretiens, au début, elle cherchait à ce que ces jeunes lui disent ça et eux disaient : « Qu'est-ce que c'est chouette ici, il y a des filles, il y a de l'eau, il y a des trottoirs », et elle essayait au début de démentir ces affirmations. Après elle a compris. On pourrait peut-être négocier la définition de leur culture, et non pas la porter nous, et la contrôler totalement. C'est une première réponse, parce qu'ils se sentent coupables d'avoir trahi, d'être partis.

On pourrait aussi peut-être changer l'apprentissage, et ça c'est très politique. Il y avait un garçon qui voulait être apprenti boulanger, et plutôt que d'insister pour qu'il ait accès, dans le cadre de l'égalité des chances, à un système général, il aurait peut-être plutôt fallu lui faire une offre concrète de CAP de boulangerie. Et en même temps, c'est très sensible, parce que ce qu'on peut dire pour Nadir n'est pas forcément valable pour un autre.

Concernant la plate-forme d'accueil, si la théorie de l'étiquetage a un sens, c'est bien là. En même temps, des informations sont apportées, mais pourquoi regrouper en un même espace des élèves, à moins de jouer vraiment le jeu de l'évaluation scolaire. L'estampillage en ENA évidemment poursuivra ces jeunes, il réfère à une espèce d'imaginaire mi-exotique mi-délinquant. Après on devient ex-ENA... On peut changer ensuite la conception de l'égalité égale neutralité. Mais alors là, c'est encore plus politique.

*Natalia Incorvaia* demande une précision par rapport à l'éclairage intéressant par le colonialisme. On est dans un modèle de pays de droits de l'homme par excellence, qui a vieilli, qui a peut-être bougé. C'est vrai qu'il y a des non-dits dans de nombreux domaines. Le colonialisme n'en est qu'un exemple, mais il y en a d'autres, qui sont mal assumés, et qui font que maintenant il y a des choses à réviser dans nos pratiques. Dans l'invention culturelle et dans cette diversité, selon elle, l'impression qui domine, c'est quand même la peur, la privatisation de l'espace qui croît de plus en plus et l'existence de moins en moins d'endroits où échanger, où rencontrer l'autre.

*François Ménard* pose une question à Pascal Blanchard sur l'histoire coloniale. À l'écouter à plusieurs reprises, il a du mal à se retrouver, à retrouver sa propre expérience dans la description qu'il faisait de l'enseignement de l'histoire. Pour autant, l'enseignement de l'histoire qu'il a reçu ne lui paraissait pas satisfaisant. Il a le souvenir, pendant sa scolarité, d'avoir eu des enseignants qui lui ont parlé de l'histoire coloniale de manière critique, et pas simplement pour ses excès ou pas simplement pour l'histoire de la décolonisation. Il a le souvenir d'avoir eu à travailler sur un discours de Jaurès qui montrait justement qu'il n'était pas déjà dépourvu d'ambiguïté, mais par contre – et il semble que c'est l'expérience partagée des écoliers et collégiens de ce pays – cette histoire de la colonisation comme de la décolonisation s'inscrit dans une histoire nationale. Qu'on soit apolitique, politisé, critique ou non critique, c'est une histoire de la France.

Dans un texte, Nancy Houston dit qu'aujourd'hui il est important de faire circuler non pas une Histoire mais des histoires. Quand elle parle des histoires, c'était de l'Histoire avec un grand H et des histoires, des récits, la littérature, parce que c'est ce qui permet l'identification à l'autre, qui serait pour elle le contraire de l'identité.

F. Ménard en vient à sa question à Pascal Blanchard : « quand tu as travaillé sur la ville de Toulouse, tu as fait circuler des histoires. Est-ce que tu peux en dire un peu plus sur ce que cela a produit puisque tu utilisais différents supports : vidéos, des ouvrages d'historiens, des ouvrages plus illustrés ?

*Pascal Blanchard* répond qu'heureusement il y a de bons enseignants pour nous apprendre l'histoire coloniale, sinon il faudrait changer tous de métier. De plus, il faut être honnête, depuis une vingtaine d'années - et Sandrine Lemaire l'a très bien démontré dans le livre - les manuels scolaires ont beaucoup changé. Aujourd'hui dans les manuels de Première et de Terminale, on arrive à trouver entre 5 et 6 % des pages sur la question coloniale. Ce n'est pas une question de proportion, mais c'est pour juste le signifier. Ce n'est pas non plus un problème de sous-pondération et de place aujourd'hui de la question coloniale. Maintenant, beaucoup d'enseignants viennent à des séminaires comme ceux organisés à Montpellier, Toulouse, ou Bordeaux et s'intéressent à ces questions. Donc cela veut dire qu'ils s'abreuvent même parfois en dehors de cursus de l'Éducation nationale pour construire un savoir et pouvoir le répercuter en classe.

Par contre, ce qui est très dur à faire, c'est de réintroduire dans le récit national, en liaison avec l'histoire des immigrations, cette histoire coloniale comme un tout, ce qu'on pourrait appeler l'impact, la culture coloniale, notamment sur la société française et de pouvoir arriver à livrer cet enseignement à l'élève.

À titre d'exemple : avant de raconter que l'Armée française a été en guerre pendant 117 ans en colonies, il faudra encore attendre très longtemps. C'est pourtant une réalité. De 1856 à

1962, il n'y a pas une journée où l'Armée française arrête d'être en guerre. C'est une autre manière de regarder l'histoire nationale et le récit national.

Lire un texte de Jaurès, sans lire l'ensemble de son œuvre, comme Clemenceau d'ailleurs qui est un très bon exemple, comme les théoriciens qui ont influencé à l'époque, en anthropologie physique, le discours des Républicains sur les colonies, c'est ne pas comprendre ce qui a aussi fondé le républicanisme à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Ne pas comprendre le passage de la gauche vers la droite de l'idée coloniale dans les années 1930, c'est aussi oublier un pan complet de la pensée politique française. De ne pas regarder pourquoi, pour le maréchal Pétain en 1941 : « La seule chose positive que la République nous ait livré, c'est cet empire », c'est ne pas comprendre aussi des continuums qui ne seront pas en rupture pendant la Seconde guerre mondiale, alors que l'ensemble pratiquement de ce qui fait l'échelle de pensée de la société française, est en rupture entre 1938 et 1947. Ce sont ces éléments qui sont à réintroduire, qui sont à la fois de l'ordre du colonialisme, de l'idée coloniale, de la colonisation, mais aussi de la culture coloniale, qui elle a un impact en matière d'enseignement, aussi sur la manière de raconter l'histoire de France.

Et enfin, pour aller jusqu'au bout du raisonnement, sur ce qui a eu lieu à par exemple Toulouse en termes d'impact, il y a deux niveaux de réponse. D'abord le niveau très factuel, c'est que cela a pu générer à Toulouse de nombreux événements dans le prolongement du travail fait par ACHAC. Il y a des événements comme *Origine contrôlée*, le festival *Tactikollectif*<sup>12</sup>, qui maintenant est annuel, qui touche à peu près 120 000 personnes tous les ans et qui traite de ces questions. Il va se déplacer à Montpellier, Perpignan, Bordeaux... *Origine contrôlée* va tourner dans les quatre régions, un nouveau livre va être publié et un programme de diffusion est prévu avec la presse et les médias, qui est une manière concrète de fabriquer du savoir, et après chacun digère cette mémoire à sa manière, car on ne contrôle pas la mémoire et c'est une erreur de le penser. On peut travailler sur les savoirs mais justement pas sur la manière de fabriquer une mémoire.

Dans l'étude, il y avait une dernière partie intitulée « Audit des questions mémorielles », et on avait distribué pendant un mois dans la ville, à un certain nombre de personnes tests, un savoir. Il y avait des expos, des films, des colloques, des livres... Chacun est parti avec une mallette de douze kilos. Chacun partait et consommait ce qu'il voulait, au cours de quatre semaines. On a travaillé ensuite sur ce qu'ils avaient lu. En même temps, ils recevaient toutes les semaines *Télérama* où étaient surlignées en couleur toutes les émissions de télévision et de radio avaient pour thème la colonisation. À la fin, on a demandé aux gens : 1. qu'est-ce que vous avez vu ? 2. qu'est-ce que vous avez lu ? Et dans certains cas, quand ils souhaitaient y répondre : quel est votre jugement sur ce que vous avez vu et sur ce que vous avez lu ? Cela nous a permis à la fois de comparer le taux d'utilisation de chacun des supports qu'on peut appeler de savoir ou de mémoire proposés, de voir comment ils le jugeaient. On a réinterrogé ensuite les gens au bout de ce mois de transmission de savoir pour voir si cela avait pu faire évoluer leurs connaissances sur un certain nombre de thèmes. C'est très compliqué de faire une synthèse de ce travail en quelques secondes (c'est raconté à la fin du livre). On s'est rendu compte que, d'une certaine manière, ce n'est pas l'audiovisuel qui attire le plus, c'est plutôt les objets qui qualitativement valorisent cette histoire. Pas forcément les meilleurs, mais ceux qui valorisent plus facilement cette histoire. C'est-à-dire qu'il y a une attirance à aller vers quelque chose qui nous fait sortir de la manière dont on en parle.

Ce travail a rencontré une importante critique dans toutes les revues spécialisées, une critique sur toutes les choses qu'on pourrait qualifier d'extrêmement sociologiques, d'extrêmement froides, qui étaient perçues ainsi (ce ne sont pas mes mots, c'est ce que nous ont dit les gens). Mais d'une certaine manière, on a été quand même un peu désespérés parce que, pour donner un exemple, le DVD de TFI sur le temps des colonies raconté, qui n'était pas d'une grande qualité scientifique et historique, a fait un best-seller. Certains de nos livres ont été très fortement critiqués, comme étant totalement illisibles, c'est le cas de *Zoos humains*<sup>13</sup>. Donc il faut accepter aussi la critique sur ses propres supports. C'était intéressant de voir – et les gens nous l'ont dit – « On a été vers ce support non pas pour son sujet, mais parce que c'était beau, et que pour une fois ça nous changeait de voir une histoire de l'immigration, une histoire de la

---

<sup>12</sup> *Origines contrôlées* est un festival organisé par l'association Tactikollectif. L'idée du festival est née de l'étude réalisée en 2003 par ACHAC à Toulouse. L'enquête montrait « une forte attente par rapport à la mémoire coloniale et en même temps le faible état des connaissances ». [Voir site : <http://www.origines-controlees.org/>]

<sup>13</sup> Ouvrage collectif sous la direction de Nicolas Bancel, Pascal Blanchard, Gilles Boetsch, Éric Deroo, Sandrine Lemaire, 2002, Paris, La Découverte.

colonisation qui n'était pas perçue à travers un prisme de quelque chose qui n'était pas respectueux de la haute qualité. Après on a travaillé en audit, en entretiens directs avec toutes ces personnes, et quand on posait la question : « Vous trouvez qu'il n'y a pas assez de place dans les manuels scolaires sur l'histoire de la colonisation et de l'immigration ? », les gens commençaient par dire « Oui ». On leur montrait les manuels, et on arrivait au débat de fond : ce n'était pas un problème de place ou de volume, c'était de la manière dont leurs aînés étaient présentés dans l'histoire de France. Ce qui n'est pas du tout la même chose que : « Est-ce qu'on enseigne beaucoup, pas beaucoup l'histoire de la colonisation ? ».

## **Table ronde • La société civile et les savoirs**

Table ronde animée par *André Bruston*, avec *Laurence Mayeur*, FASILD, *Marie Poinot*, Cité nationale de l'histoire de l'immigration, *Hugues Bazin*, chercheur indépendant, *Alain Battegay*, ARIESE, Université Lyon 2

### **André Bruston**

*La société civile et les savoirs* est le sujet de cette table ronde. Je précise immédiatement le sens de l'exercice qui porte sur un sujet qui ne cherchera pas à définir ce qu'on appelle ici « société civile », ce n'est pas l'objet. On va dire simplement qu'on est dans un débat sur la manière dont la recherche traite des questions dont nous avons parlé jusqu'à maintenant et dont nous parlerons encore par la suite.

La recherche, qui s'attaque à des sujets parfois aussi complexes, le fait dans des conditions de liberté, d'initiative ou d'incitation dans des jeux qui mêlent le rôle des institutions, le rôle des chercheurs eux-mêmes, le rôle des institutions de recherche, etc., de manière plus ou moins complexe mais qui toutes, à un moment ou à un autre, sont confrontées au fait que les savoirs ou la production des savoirs n'est évidemment pas le produit des institutions elles-mêmes. Bien évidemment, il existe différentes catégories de connaissances, différentes catégories de savoirs. Il y a les savoirs scientifiques qui sont produits par la recherche, qui croisent d'autres types de savoirs dont certains disaient, à d'autres époques, qu'ils étaient vernaculaires, ou des savoirs implicites et explicites. Cet ensemble qui, à l'échelle sociétale, produit de la connaissance est un véritable enjeu pour à la fois les chercheurs eux-mêmes, pour les institutions qui s'intéressent à sa production, quitte même à provoquer la production en question. D'où la présence d'institutions qui sont ici représentées, ou qui sont suscitées par une dynamique sociale, locale, mais qui peut aussi s'élargir, créer des réseaux et qui tend à proposer, à offrir des champs de production de connaissances et de recherches, ou encore, comme le dira peut-être Alain Battegay, à faire surgir à travers toute une série de processus à caractère mémoriel par exemple des modes de mise en place de la connaissance qui devient efficace socialement parlant.

On a donc bien, non pas une définition de la société civile, mais tout se passe comme s'il y avait un peu une société civile par défaut – on ne la définit pas – qui permet d'en parler.

Je vais donner la parole d'abord à Laurence Mayeur, qui est responsable des études au FASILD <sup>14</sup>, et qui peut nous parler de la manière dont le FASILD envisage l'ensemble de ce débat.

### **Laurence Mayeur**

*Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Mon exposé porte sur qu'est-ce que produit la recherche sur l'immigration en France et que peut-on en dire aujourd'hui en 2006 du point de vue du FASILD, dans la mesure où c'est l'un des anciens organismes à avoir produit une commande publique en la matière.

Cette recherche est extrêmement récente, elle a au plus trente ans. En vérité, elle n'a pas produit grand chose avant les quinze dernières années, parce qu'elle est liée, me semble-t-il, à la définition même de la politique qu'on appelle aujourd'hui d'accueil mais qui est en fait migratoire, telle que la France l'a mise en place et l'a vécue au moins jusqu'à la fin des années 1980.

---

<sup>14</sup> Le Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD) était un établissement public à caractère administratif, qui avait pour mission de favoriser sur l'ensemble du territoire l'intégration des populations immigrées ou supposées telles et de lutter contre les discriminations dont elles peuvent être victimes. La loi du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances a prévu sa transformation en Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (l'Acisé). [Voir site : <http://www.lacse.fr/>.]

De ce fait, c'est maintenant connu, la France ne se vit comme un pays d'émigration qu'à partir des années 1980. La question même de la recherche sur l'émigration, l'existence d'un pôle universitaire de chercheurs sur l'émigration démarre exactement en 1979. Les premières études financées par le FAS et la DPM (direction de la population et des migrations) datent elles-mêmes de 1976-77. On peut donc la dater chronologiquement. Ensuite il faut attendre 1984 et le rapport de Patrick Weil pour qu'on statue sur ce déficit, et ce dans tous les domaines.

Avant ce travail, il n'y avait rien d'autre de significatif que des monographies par nationalité, des statistiques de flux. Ce qui m'intéresse pour la dernière période, c'est de montrer qu'à partir de la fin des années 1980 sont produits un certain nombre de rapports institutionnels (Hesser, Hanoun... Une production importante sur l'immigration paraît et commence à poser des questions nouvelles, au FAS comme ailleurs. Puis vient l'enquête réalisée par Michèle Tribalat de l'INED, *Faire France*<sup>15</sup>, qui reste dans un contexte socio-national important et qui pose pour la première fois la question des deuxièmes générations.

Finalement il faut arriver jusqu'en 1997 pour que l'impact de la politique européenne et des directives contre la discrimination incitent la mise en place d'un mouvement autre du point de vue des politiques qui était déjà amorcé en 1990 avec la politique d'intégration et celle du Comité interministériel à l'Intégration, mais qui va devenir la politique de lutte contre les discriminations. Celle-ci a produit et a approfondi des questions évoquées tout à l'heure, lors de la table ronde précédente.

Le premier rapport des travaux sur la discrimination qui seront engagés et toute la réflexion autour de ce rapport a été de déplacer complètement les catégories dans lesquelles on pensait l'immigration. À la précédente table ronde, cela a été assez sensible. D'un côté on a beaucoup parlé des héritiers de l'immigration, des descendants de la deuxième génération, ce qu'a complètement introduit les travaux sur la discrimination. Et de l'autre, Geneviève Zoïa a parlé de quelque chose de très minoritaire qui est l'accueil des élèves nouvellement arrivés, d'un flux très réduit, à l'intérieur de l'Éducation nationale, mais qui, lui, concernait bien effectivement les enfants étrangers ou immigrés.

Or on se rend compte que, à partir du moment où l'on peut, grâce à la statistique d'origine faire un certain nombre d'analyses sur cette deuxième génération en distinguant des origines nationales, on sort un peu des travaux qui n'avaient que l'étranger ou la figure du travailleur immigré, y compris avec son poids d'illégitimité, toujours comparé au national, toujours comparé en termes de déficit, de handicap, etc.

À partir du moment où l'on travaille sur la deuxième génération, on est obligé de déplacer la comparaison entre des Français, tous nés en France mais d'origine nationale différente. Ce déplacement va contribuer à modifier la manière dont on va aussi déplacer le regard et prendre en considération des travaux menés dans les années 1990 sur les relations inter-ethniques et qui héritent du courant anglo-saxon, mais que nous n'avons jamais légitimé en France de la même manière.

Ces cinq dernières années, si l'on regarde ce qu'a produit le FASILD en termes de commandes d'études, on peut se rendre compte de l'émergence d'axes qui renouvellent la recherche. Par « renouvellent la recherche », entendez simplement « renouvellent la manière de poser les questions », le FASILD étant lui-même une administration toujours un peu illégitime par rapport à des ministères comme celui de la culture ou celui de l'équipement (Plan Urbain).

Parmi les fameux axes de recherche qui font bouger les questions, j'en ai cité un tout à l'heure, c'est la statistique d'origine. Cela déplace les catégories et permet d'obtenir des enseignements selon les origines nationales qui sont extrêmement intéressants. Patrick Simon étant dans la salle, il pourra compléter ce que je vais dire. Une des premières interrogations que le FASILD entend poser, c'est : qu'est-ce que la discrimination ethnique ? La discrimination ethnique par rapport à la discrimination sociale ? Pour cela, il faut isoler le noyau dur de la différence à partir du moment où l'on aurait évacué tous les facteurs d'exclusion sociale.

Le premier appel d'offres de recherche a porté volontairement sur les diplômés de l'enseignement supérieur et sur les classes moyennes dans le parc locatif privé, avec un haut niveau de revenus. Les résultats sur les diplômés, puisque la première entrée dans la discrimination, quelqu'un l'a dit tout à l'heure, ce sont bien les conditions de vie et de travail qui

---

<sup>15</sup> Michèle Tribalat, *Faire France. Une enquête sur les immigrés et leurs enfants*, Paris, La Découverte, 1995.

intéressent la politique publique, ont donné des résultats contrastés. D'abord, parce que l'enquête a été limitée (la première à la région PACA) et que c'était une exploitation secondaire de l'enquête *Génération 98*<sup>16</sup> du CEREQ, on a une visibilité des résultats sur la deuxième génération essentiellement d'origine maghrébine, parce que de fait c'est là qu'elle est.

Pour cette deuxième génération, on retrouve un certain nombre d'informations intéressantes sur les différences de genres. Par exemple, les jeunes filles d'origine maghrébine, toutes choses étant égales par ailleurs, réussissent effectivement mieux que les garçons d'origine maghrébine. C'est vrai au moins jusqu'à la licence. Après elles s'inscrivent dans une discrimination – je ne sais pas si on peut l'appeler comme ça – dans la réussite scolaire des filles en général, c'est-à-dire que les garçons issus de l'immigration l'emportent à nouveau au-dessus de maîtrise, de bac +5, etc. Par contre, elles sont plus exposées à une durée de chômage beaucoup plus longue par rapport au premier emploi. Les plus qualifiées sont très déqualifiées au sens où elles subissent des déclassements, etc.

Autre information : on s'aperçoit que les Français nés en France d'origine française et les Français nés en France d'origine maghrébine ont le même taux de cadres et de professions intermédiaires. Mais à l'intérieur de ce taux se vit un certain nombre de déclassements que l'on pourrait aussi décomposer selon les origines nationales. On se rend compte qu'effectivement, comme l'avait dit M. Tribalat en 1992, et maintenant c'est vérifié, la deuxième génération d'origine algérienne est toujours en tête du sur-chômage, ce qui pose des questions, et le déni d'un certain type d'immigration post-coloniale est là visible par les chiffres.

Pour continuer sur les axes de réflexion, il semble aussi qu'un fait pourrait être mis au profit des études sur la discrimination, c'est d'avoir replacé entièrement les questions sur ce qu'on appelle les discriminations systémiques, ou le fait qu'elles relèvent de la société dans son ensemble. Un certain nombre de travaux qui commencent avec les intermédiaires de l'emploi, mais qui se poursuivent sur la ségrégation scolaire, sur la définition de la discrimination territoriale à la française, qui se poursuivent, comme l'écrit Patrick Simon<sup>17</sup> dans sa note pour le GELD (Groupe d'études et de lutte contre les discriminations) sur les attributions de logements sociaux par les commissions des bailleurs, ou sur l'attribution des droits. Quand on regarde toute la chaîne d'attribution des prestations et qu'on voit que les discriminations se fabriquent dès l'amont par des pratiques discriminatoires non intentionnelles et indirectes, fait qu'on pose la question au niveau global.

Je signale aussi, sur la ségrégation scolaire, une étude qui avait été co-financée avec le PUCA de Georges Felouzis et Joëlle Perroton : *L'apartheid scolaire*<sup>18</sup> qui montre qu'aujourd'hui le problème politique n'est pas un problème de différences d'individu, même s'il faut spécifier avant de parler de vivre ensemble. Il s'agit bien d'un problème de logique ségrégative urbaine, où il y a 10 % des collèves qui récupèrent la masse des enfants nés de l'immigration, de plus en plus ségrégués, en échec scolaire, du fait même de la Politique de la ville, des logiques de concentration urbaine dans certains quartiers, et cela produit des phénomènes d'évitement de la part des classes moyennes qui n'est pas le seul problème de l'immigration ni des enfants d'immigrés.

La discrimination dans ce qu'elle induit de questions nouvelles induit aussi un autre axe qu'on peut traiter doublement, qu'on pourrait appeler « Agir sur les représentations ». À partir du moment où l'on se rend compte de ces inégalités et qu'on peut s'en servir pour dénoncer un certain nombre de choses, ou parler de déni, comment fait-on pour modifier ces représentations, ces stéréotypes, toujours collés y compris aux descendants d'immigrés ou à la deuxième génération française d'origine étrangère. Des études sont en cours sur les représentations de l'immigration dans les médias dont l'une a été confiée à Vincent Meyer sur la réception des images. On est également dans l'attente de résultats d'autres études. On voit d'ailleurs l'effort fait

---

<sup>16</sup> Enquête *Génération 98* est fondée sur une série d'indicateurs permettant d'analyser les trois premières années de vie active des jeunes sortis de l'enseignement supérieur en 1998, selon leur niveau et leur spécialité de formation. Une série d'informations étant plus spécifiquement consacrée aux jeunes sortis de l'université, et une autre à l'insertion des hommes et des femmes à l'issue de sept filières de formation. Outre des données sociodémographiques, ces indicateurs décrivent leur parcours d'insertion - à travers l'évolution de leur taux de chômage, le temps mis pour accéder à l'emploi, leur mobilité -, et présentent leur situation professionnelle - type de contrat, salaire, profession exercée... - trois ans après leur sortie du système éducatif.

<sup>17</sup> *Les discriminations raciales et ethniques dans l'accès au logement social*, Note de synthèse N°3 du GIP GELD, coordonnée par Patrick Simon.

<sup>18</sup> Georges Felouzis, Françoise Liot et Joëlle Perroton, *L'Apartheid scolaire. Enquête sur la ségrégation ethnique dans les collèves*, Seuil, Paris, 2005.

à travers le petit écran pour prendre en compte le peuplement de façon banalisée, dans les images qui sont diffusées.

Le dernier axe que je voulais aborder est : comment travaille-t-on sur les représentations, là aussi extrêmement négatives des musulmans. Deux études ont été achevées à partir des pratiques des lieux de culte et des lieux d'inhumation, donc de questions concrètes. Ahmed Boubeker a mené l'une des deux études, plutôt sur la question de l'Islam générationnel.

Enfin, agir sur les représentations, c'est réconcilier - même si cela peut paraître une formule un peu institutionnelle, un peu facile - les Français avec leur propre histoire et les Français avec leur immigration, en lançant un vaste programme d'histoire des immigrations dans toutes les régions de France et dans quatre départements d'outre-mer. Ce programme, lancé en 2005, a été confié à Gérard Noiriel. Dix équipes universitaires régionales travaillent sur la question et je suis très heureuse de cela parce que cela va favoriser la création de pôles « immigration » dans les universités et la mise en place d'une deuxième génération de chercheurs (mais attention, il n'y a pas pour autant des postes et des pôles « immigration » dans les facultés, on est encore en très grand déficit dans le domaine).

Autre chose qui me paraît intéressante aussi à souligner, c'est que depuis 2003, le FASILD a mis en place, avec ses directions régionales, une manière de travailler et de construire ensemble la commande d'études qui paraît aussi très innovante. Le siège du FASILD coordonne, via les marchés publics, l'ensemble de la commande avec les directions régionales, mais ce sont des crédits régionaux qui sont utilisés. C'est pour cela qu'on tient énormément à nos directions régionales parce que ce sont des lieux intermédiaires où s'élabore une politique régulée, concertée. Cela permet de décentraliser - c'est d'ailleurs une injonction qui nous est faite - les questions, les recherches, mais en montant tous ensemble les processus de qualification respectifs.

À côté des études et de ce programme de recherche qui sera un programme historique des études du FASILD, s'est mise en place une commande de diagnostics territoriaux qui visent à partager avec les acteurs des savoirs pour élaborer une stratégie et lancer des programmes d'évaluation (plusieurs sont en cours).

## **Marie Poinot**

### *Cité nationale de l'histoire de l'immigration (CNHI)*

L'initiative de créer à Paris la Cité nationale de l'histoire de l'immigration a été prise « suite au constat, selon lequel les représentations de l'immigration et des immigrés, trop souvent négatives, sont porteuses d'attitudes discriminatoires, conscientes ou non, qui constituent des freins d'autant plus forts à l'intégration qu'elles peuvent parfois également être intériorisées par les immigrés eux-mêmes et leurs descendants, la modification en profondeur des attitudes individuelles et collectives et des comportements qu'elles génèrent est apparue dès lors comme une nécessité ».

En régions également a émergé une diversité d'espaces d'expression de cette demande, qui est essentiellement une demande de reconnaissance, de sortir de l'oubli cette histoire de l'immigration, de la rendre visible, de l'expliquer. Il y a une forte aspiration à pouvoir disposer d'un discours scientifiquement construit, etc.

Toute cette diversité d'espaces d'expression, de réactions par rapport à la première ébauche du projet, de propositions en termes de partenariats, de collaborations, de thématiques à traiter etc., font qu'on peut dire qu'effectivement on tente d'interpeller la société civile, également l'État, puisque l'histoire de l'immigration, c'est aussi l'histoire des politiques migratoires et d'intégration.

Mais c'est assez complexe dans la mesure où le calendrier est extrêmement court. L'inauguration de la Cité est prévue en avril 2007 (le musée est installé au Palais de la Porte dorée), la création officielle de cette Cité a été faite par le Premier ministre en juillet 2004, l'équipe est à peine constituée. Le défi lancé est immense, il est de collecter, de rassembler, de repérer. Il s'agit d'abord de collecter et de mettre en musique des ressources très diverses qui ont leur propre logique de production, leurs propres modalités de visibilité, leur propre accès à des publics. C'est une nécessité dans la mesure où le musée doit constituer une collection,

installer une médiathèque qui n'est pas qu'un centre de ressources hérité de l'ancienne Agence pour le développement des relations interculturelles (ADRI). Son objet est de s'adresser aux professionnels du secteur social et non pas seulement au secteur pédagogique et culturel, puisque l'originalité de la Cité est d'avoir ces trois tutelles et ces trois dimensions : culturelle, pédagogique et sociale.

Par ailleurs, en réalisant ce travail de mise en chantier à travers l'interpellation, l'interaction avec les différents pôles qui créent des savoirs sur cette histoire des migrations étrangères depuis 1820 jusqu'à nos jours, il s'agit de faire en sorte que, à travers les démarches proposées, on permette à la société civile de s'approprier le projet même. Donc une autre problématique se greffe et qui n'est pas forcément évidente à évaluer et à mettre en route.

La mission est de souligner, de positiver l'apport des migrations dans leur grande diversité à la société française, à tous les points de vue, économique d'abord, social, culturel, intellectuel, dans le rayonnement de la France à l'étranger, etc. La mission est aussi de transformer les représentations actuelles, les modalités de fonctionnement de ces représentations que nous pouvons avoir des populations immigrées en France.

De quels savoirs s'agit-il exactement ? Qu'est-ce qu'on mobilise sur ce projet ? On pense ces savoirs comme complémentaires, et c'est très important dans tout ce débat qui est récurrent, entre histoire et mémoire. Il y a complémentarité et non pas opposition, mais on est conscient que les modes de production de ces savoirs ne sont pas les mêmes, et qu'ils n'ont pas la même légitimité, la même visibilité dans la société civile. Enfin ces savoirs nous obligent à penser des réseaux qui sont très divers, qui pour le moment sont relativement cloisonnés mais dont justement il faut essayer de trouver les moyens de les mettre en relation.

Il y a d'abord les savoirs produits scientifiquement. Je vous renvoie à un article de la revue *Hommes & migrations* 19. Un colloque international a été organisé l'année dernière par la Cité sur l'histoire de l'immigration dans plusieurs pays, et Gérard Noiriel avait écrit un article <sup>20</sup> tout à fait intéressant qui montrait comment, depuis trente ans de recherche historique sur le sujet, a réussi à se constituer un domaine à part entière de l'historiographie française. Mais la Cité ne s'intéresse pas qu'au champ historique, elle est dans une démarche de pluridisciplinarité. Par ailleurs, on sait bien que même s'il y a un relatif consensus sur l'histoire de l'immigration en France, il y a malgré tout des débats, des critiques, des remises en question, etc.

Les deuxièmes types de savoirs sont produits par les projets mémoriels qui sont très divers. On a passé deux ans à repérer des projets en régions. La première étape est franchie, ce n'est pas du tout exhaustif : on est parti des fichiers qu'ont rassemblés les directions régionales du FASILD, les DRAC, les rectorats (quand ils le pouvaient parce qu'on travaille sur des rythmes très rapides) et les préfectures au titre de la Politique de la ville. Ces projets ont des profils très divers, ils sont portés par des structures ou des personnes qui n'ont pas forcément les mêmes intentions et donc on a proposé à une structure, Opale, qui est spécialisée dans l'analyse des projets de proximité, de faire un premier rendu, à la fois cartographique et typologique des projets. Je vous renvoie donc sur le site de la Cité <sup>21</sup>, n'ayant pas le temps d'en parler. Ces savoirs sont essentiels pour apporter une lecture qui n'est pas seulement la production scientifique sur cette histoire de l'immigration.

Je voudrais aussi insister sur deux autres types de savoirs. Ce sont d'une part les formes d'expression artistique et culturelle, les réflexions, et même les savoir-faire des professionnels qui depuis des années sont dans ce champ socioculturel ou culturel et qui s'intéressent à ces problématiques de la constitution des identités, des parcours migratoires, de l'altérité, de la société multiculturelle. Nous avons vraiment l'intention de faire en sorte que ces gens soient écoutés par la Cité et apportent leurs suggestions dans la mise en chantier de la Cité.

D'autre part, c'est le recueil de la mémoire vivante. Nous souhaitons absolument collecter des témoignages individuels de personnes. Il y aura, dès l'inauguration à la Porte dorée, une sorte de studio d'enregistrement. On fait actuellement un repérage de tout ce qui a pu être collecté en matière de témoignages oraux. Les archives orales sont complexes à constituer, mais cela va permettre d'apporter une autre dimension à cette lecture de l'histoire de l'immigration.

---

<sup>19</sup> Revue *Hommes & migrations*, Dossier Vers un lieu de mémoire de l'immigration, n° 1247, janvier-février 2004.

<sup>20</sup> *Hommes & migrations*, n° 1255, mai-juin 2005, Dossier Les chantiers de l'Histoire, « Histoire de l'immigration en France », par Gérard Noiriel.

<sup>21</sup> Adresse du site : <http://www.histoire-immigration.fr/projet/index.php>.

Nous travaillons donc avec des ressources diverses. Pour le musée, une installation permanente est en chantier et, compte tenu du calendrier, nous n'avons pas prétention de couvrir deux siècles de l'immigration d'ici avril 2007. Un scénario a été établi avec le comité scientifique de la Cité, on est actuellement en train de collecter ce contenu qui va apporter la matière, la chair au discours muséal.

Nous sommes également en train de concevoir la scénographie dans une approche qui est d'abord chronologique, par souci de pédagogie, pour que le public puisse comprendre les grandes étapes de l'histoire de l'immigration, au regard de l'histoire de la France et de celui de l'histoire des pays d'origine, donc au regard d'une histoire internationale.

La deuxième approche est thématique. Il n'était pas question de morceler sur l'immigration en autant d'histoires de communautés ou de flux migratoires.

Les trois thématiques sont les trois piliers de l'installation permanente. Le premier pilier est : c'est quoi un parcours migratoire ? Partir, migrer, voyager, devenir étranger. Il s'agit d'essayer de retracer cette trajectoire depuis l'intention de partir jusqu'aux premières journées d'accueil dans la société française. Le deuxième pilier est : quels sont les apports de l'immigration dans la société française, du point de vue du monde du travail, de l'espace politique et de la vie culturelle bien sûr ? Le troisième pilier sera plus en résonance avec les problématiques du moment, c'est-à-dire : la diversité culturelle, c'est quoi aujourd'hui ?

Comme hypothèse, si l'on parle du rôle de l'institution dans la diffusion du savoir ou des savoirs, nous sommes partis du principe que la première diffusion à vraiment essayer d'opérer, c'est bien évidemment dans le secteur éducatif. C'est une priorité absolue de la Cité. Nous n'aurons pas réussi si nous n'arrivons pas à faire en sorte que l'Éducation nationale révise ses programmes scolaires et à outiller les enseignants. De fait, ce n'est pas tant le contenu qui pose problème, c'est la façon d'aborder ces questions par rapport aux élèves.

Il y a en ce moment une série de réflexions sur des formations transdisciplinaires et sur la production d'outils pédagogiques pour amener les professeurs à se mettre dans les meilleures dispositions pour avoir un cheminement et une méthode pour enseigner l'histoire de l'immigration. Les groupes de scolaires seront bien sûr les privilégiés de la Cité et accueillis dans les différentes propositions de la Cité.

Concernant la recherche, il faut souligner que la Cité n'a pas vocation à en produire, mais que son hypothèse est de plutôt de stimuler la recherche dans sa phase émergente et de mener une politique de soutien aux jeunes chercheurs. Il s'agit aussi de privilégier les domaines de recherche peu couverts : valoriser et travailler sur les archives et sur tout ce que la Cité va collecter ou numériser et de repérer les lacunes des programmes de recherche sur l'histoire de l'immigration. Enfin il s'agira peut-être également d'inciter les associations qui financent des recherches à mettre de l'argent sur ces thématiques et à privilégier les thématiques qui permettent de rendre plus lisibles les débats et les enjeux sur notre temps présent, qui font le lien entre histoire et débats d'actualité.

Par rapport à la diffusion de la recherche, nous allons essayer d'éditer, de mettre à disposition d'un public très large les productions scientifiques qui sont peu diffusées, avec une politique assez ambitieuse de mise en ligne systématique des contenus. On diffusera sur le site la programmation de colloques scientifiques, des séminaires de recherche, des cycles de conférences, etc., et fera en sorte que la Cité soit plutôt en position d'animer un réseau de chercheurs, chaque laboratoire de recherche gardant son autonomie, ses modalités de fonctionnement...

*André Bruston* propose, après avoir entendu évoquer l'offre institutionnelle en matière de recherche, que les deux intervenants suivants situent la manière dont ils voient émerger le mode de production de connaissances sur les thèmes évoqués dans ce colloque et qu'ils disent : qu'est-ce qui surgit ? pourquoi ? comment ? par qui est-ce en dehors des institutions ? cela fait vivre quoi ?...

## **Hugues Bazin**

*Chercheur indépendant en sciences sociales*

Je vais parler de la façon dont la société civile peut être conduite à produire de la connaissance et peut-être ainsi répondre aux préoccupations des institutions.

J'ai mené un travail de recherche-action qui s'est décliné en deux temps. Dans un premier temps, il s'agissait d'une réponse à la consultation de recherche du programme *Cultures, villes et dynamiques sociales* en 2001 qui s'est appelée « Émergences culturelles et formes populaires », puis dans un deuxième temps ce travail s'est poursuivi avec le soutien de l'INJEP (Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire) sur la thématique des espaces populaires de création culturelle et qui a donné naissance à un réseau<sup>22</sup>. Un rapport de recherche et un ouvrage relatent ce travail : *Espaces populaires de création culturelle : enjeux d'une recherche-action situationnelle*<sup>23</sup>.

Depuis plus de quatre ans, le réseau « Espaces populaires de création culturelle » constitue dans différentes régions (Nord, Bourgogne, Massif Central, PACA, Belgique...) des espaces de travail auprès d'une nouvelle génération d'acteurs populaires.

Cette démarche de recherche-action dépasse la séparation classique entre le savoir et l'action, la réflexion et l'engagement pour indiquer que la production de connaissance sur cette articulation est agent de changement. C'est donc une manière d'être ensemble, de penser et d'agir autrement. Ces nouveaux espaces de travail permettent de concevoir du temps pour des moments de visibilité, de récupération, d'articulation, de construction. Acteurs associatifs et culturels, artistes, animateurs, etc. s'engagent à produire collectivement de la connaissance issue de leurs expériences, dans une optique de transformation sociale. Émergent des problèmes publics et des enjeux de société sur la place du populaire et le rôle de la création.

### **Les espaces régionaux de recherche-action**

#### *Travail en situation et négociation de frontière*

Comment toucher une nouvelle génération d'acteurs populaires à l'articulation de l'action culturelle et de l'éducation populaire ? C'est un travail en situation qui mise sur la créativité et les modes non académiques de production de connaissance en milieu populaire : expérimentation, autoformation, atelier coopératif et collectif interactif.

Il s'agit également d'un travail sur la frontière afin de libérer et qualifier de nouveaux espaces de travail et négocier les soutiens plus en termes de processus que de projets finis. Ce sont des espaces de redéfinition où les acteurs se réapproprient leurs enjeux à travers un travail de mémoire socio-historique, de problématisation collective et de rencontres publiques.

L'ouverture des espaces peut s'opérer à travers différentes entrées : recherche individuelle ou d'organisation collective alternative, projet professionnel inter-catégoriel, cadre événementiel, création d'un nouveau lieu ou requalification d'un lieu existant, réflexion thématique, etc.

#### *Expérimentation*

Chacun possède une cohérence, un fil conducteur, c'est ce qui permet de transformer la réalité plutôt que de la subir. Les expérimentations essaient de travailler cette articulation entre un mouvement créatif de transformation (processus) et les moyens concrets pour atteindre cette fin (projet). C'est plus que l'addition des deux, c'est un travail dans la durée, un *work in progress* qui s'évalue en fonction de ce qui change chez les individus et dans les situations. Ici se forgent en temps réel des outils, directement appropriables par tous les acteurs.

---

<sup>22</sup> Le site de ce réseau est : [www.recherche-action.fr](http://www.recherche-action.fr). Ce réseau a pour objectif de participer au développement de la recherche-action en sciences humaines et sociales. Il est à la fois un lieu ressource d'approfondissement, un espace interactif d'échanges en réseau et une plate-forme d'expérimentations développées dans différentes régions.

<sup>23</sup> Hugues Bazin, *Espaces populaires de création culturelle : enjeux d'une recherche-action situationnelle*, février 2006, INJEP, Jeunesse/Education/Territoires, Les cahiers de l'action.

### *Auto-Formation*

Une formation par la recherche-action prépare mieux à une nouvelle réalité sociale et professionnelle. Même si « acteur-chercheur » est une démarche, pas une profession, la formation est plus exigeante que pour l'exercice d'un simple métier, car elle peut mener à tous les métiers nécessitant cette prise en compte complexe d'un travail en situation. Les cycles reprennent les outils de production de connaissance en essayant de les systématiser dans une approche globale : expérimentation dans le cadre de projets avec un aller et retour entre implication en situation et analyse de la situation ; établissement de monographie ou d'enquête régionale ; démarche autobiographique, etc.

### *Travail en collectif ou ateliers coopératifs*

Il y a des formes alternatives de création et de structuration qui existent potentiellement dans les pratiques émergentes et qui ne se retrouvent pas dans les manières assez conformistes dont sont formulées les réponses. Cela représente un gâchis en termes d'énergie, de culture, de proposition, de transformation. Il s'agit de soutenir des situations de travail pertinentes pour les acteurs, favoriser les dynamiques de groupe, qualifier sur le territoire de nouveaux espaces, transversaux aux lieux et aux dispositifs sectoriels. Par exemple : constitution d'espaces intermédiaires entre des pratiques non instituées et les aspects d'une professionnalisation où se dessinent des parcours socioprofessionnels alternatifs ; mise en place de projet culturel sur les frontières entre action culturelle et éducation populaire, culture universelle et culture particulière, production artistique et art social.

## ***Pour la mise en place d'un centre interrégional de recherche***

### *Un dispositif régional par la recherche-action*

Il s'agit de constituer des espaces référentiels en région. Cette fonction de pôle de connaissance est d'instruire des procédures nouvelles, une manière de travailler autrement avec les lieux, de dégager systématiquement de la connaissance à partir d'expérimentations, de provoquer des formations, des publications, etc. C'est un espace réflexif interdisciplinaire, intercatégoriel, intergénérationnel, qui renvoie à de nouveaux cadres de production, de diffusion et de réception publique de la connaissance, reposant sur une synergie des compétences et des différentes formes d'intelligence.

La constitution d'une base contractuelle avec les collectifs d'acteurs pourrait être définie en ces termes :

- créer un collectif régional interdisciplinaire, coopératif (charte),
- être dans une logique de processus (rapport praxis – recherche, projet-processus),
- toucher une nouvelle génération d'acteurs populaires,
- articuler problématique – expérimentation,
- produire et publiciser de la connaissance en continu : articulation entre axes, problématiques et outils,
- coordination avec le réseau interrégional.

### *Un pôle de recherche interrégional*

La conclusion logique de ce cycle de travail en réseau se traduit par la proposition de mettre en place un pôle de recherche interrégional qui accompagne le travail des « espaces populaires de création culturelle ». Ce serait une instance interdisciplinaire, indépendante dans la fonction est :

- *d'accompagner* la mise en place des dispositifs régionaux en facilitant l'articulation entre logique d'expérimentation et logique de développement ;
- *d'évaluer* un processus de transformation individuel et social en mettant en visibilité les étapes d'un processus ;
- *de susciter* la production de connaissance en élaborant des outils méthodologiques et des fiches documentaires et en permettant sa publicisation ;

- de *publiciser* des travaux en éditant des documents de référence et en instaurant un débat public ;
- de *créer* un pôle de recherche en problématisant les espaces populaires et en permettant à une nouvelle génération de chercheurs-acteurs d'approfondir leur démarche.

Des axes de travail transversaux se dessinent et définissent les critères d'évaluation d'un développement territorial en repérant les principes d'un processus de transformation sociale :

- le principe d'*espaces intermédiaires* : la place d'une économie alternative ;
- le principe d'*atelier* : valoriser un autre rapport au travail entre création et transmission ;
- le principe d'*autoformation* et d'*expérimentation* : valider des expériences et une connaissance populaire ;
- le principe de *plate-forme* : définir une autre relation *espace/lieu* et le rapport à l'environnement urbain ;
- le principe de *projet culturel* : restaurer l'articulation éducation populaire/action culturelle ;
- le principe d'*espace public* : créer les conditions d'un débat et faire émerger des problèmes publics.

## **Alain Battégay**

*ARIESE, Université Lyon 2*

Je voudrais aborder dans cette table ronde un point de vue de chercheur qui a abondé et accompagné le programme *Cultures, villes et dynamiques sociales* pendant une douzaine d'années, par des travaux qui ont porté sur les liens entre migrations et villes, à partir de différentes entrées concernant :

- les voies associatives des générations issues des migrations maghrébines,
- les processus de médiatisation et de mise en visibilité de l'immigration,
- les affirmations publiques et urbaines des cultures incertaines de ces générations,
- les mémoires et ritualités urbaines des migrations dans le présent des villes.

C'est donc un regard rétrospectif, ou plutôt rétro-prospectif que je propose ici de porter sur ce moment de recherches pour en tirer quelques remarques concernant la société civile et les savoirs en ce domaine, sous un double aspect : comment ces savoirs ont-ils circulé et ont-ils été réinterprétés ? Comment les mouvements de sociétés qui se sont déployés au cours de ces années réinterrogent les savoirs qui prétendent les observer et les décrypter, notamment en ce qui concerne les conceptions de la culture mise au défi, non seulement de la diversité et de la pluralité, mais de la complexité urbaine et culturelle.

Je voudrais souligner ainsi des déplacements qui font apparaître la culture non comme un stock mais comme un processus. Des déplacements de nos catégories et de nos équipements de pensée me semblent requis pour approcher des dimensions spatiales, urbaines, territoriales, mais aussi sociales et sociétales, des processus culturels que nous observons. Je me contenterais de quelques remarques, pour finir par deux observations concernant la durée et la durabilité de l'événement contemporain que nous observons, de renégociation des identités et des altérités, entre ville et culture, et sur ses dimensions internationales et transnationales.

Il faut en effet peut-être relire ces travaux à l'aune de cette hypothèse, de ce point de conviction partagé que *nous vivons, en France mais aussi ailleurs, un moment et un tournant d'histoire du point de vue des renégociations d'altérités et d'identités aux dimensions démographiques, sociales, économiques mais aussi culturelles, urbaines, politiques.*

Ce moment contemporain a été abordé, dans ce programme, en partant notamment des situations de banlieues et d'expériences de générations issues des migrations maghrébines, qui mettent en jeu sur le terrain des coexistences et des interactions urbaines, des co-productions de frontières, à la fois espaces et lignes. C'est un moment qui met en jeu également une réflexivité de la société sur ce tournant que nous sommes en train de vivre et qui n'est pas fini,

qui fait partie de notre passé, présent, avenir, et du devenir de notre société. C'est un moment durable, en train de se jouer sur des scènes de l'urbanité contemporaine en France.

Globalement, ce travail de recherche a été marqué par le déplacement d'une perspective critique et dénonciatrice vers une sociologie plus participative, moins engagée politiquement, plus impliquée civiquement. Elle se conçoit comme une contribution à l'intelligibilité collective qui fait le pari d'une communauté d'explorateurs, sans s'aligner pour autant sur les demandes de connaissances des administrations publiques, mais en les prenant en compte à la fois comme incitation et parfois comme faisant partie de leur objet.

L'engagement civique dans ces recherches a eu quelque chose à voir avec une ambition démocratique, pas seulement dans une perspective de réduction des inégalités et des inégalités d'accès, mais aussi par un travail de reconnaissance scientifique de dynamiques sociales et culturelles d'affirmations de droit de cité (comme droit à être là, et droit à prendre part), aux bords du politique.

Je voudrais d'abord retenir deux éléments de cette expérience, en matière de socialisations des savoirs.

1. Tout d'abord, *la circulation et la rapidité de circulation des catégories* entre recherche, langage des sciences sociales, gestion urbaine, action publique, action sociale et culturelle, énoncés politiques, discours médiatiques.

Le vocabulaire des civilités, de l'intégration, de la réparation, les termes de quartier sensible ou de quartiers en difficulté, les métaphores du déchirement du tissu social et du développement social ont circulé entre ces différents types de langages, en prenant des sens différents. Il en est de même avec le vocabulaire des cultures urbaines, - qui ne se réduisent évidemment pas au hip-hop - et aussi avec les termes de diversité culturelle, d'interculturalité, de multiculturalité.

Ce n'est évidemment pas possible ici de détailler l'ensemble de ces termes, ni les modalités des dispositifs, malentendus, différences d'interprétation auxquels ils ont donné lieu. Mais il convient de prendre acte de leur circulation, une circulation qui implique le travail de recherche dans l'actualité de la société, et qui par un effet en retour interroge les catégories des sciences sociales. Ainsi en est-il du couple communauté/société, hérité de la sociologie de la fin du XIX<sup>e</sup> et aujourd'hui mis à l'épreuve d'une époque qui ne se satisfait pas de le concevoir comme dualité oppositionnelle et succession historique.

Le communautaire comme principe de solidarité fait retour dans l'actualité de cette société et dans ses langages, alors que des recherches nous donnent à comprendre que des dynamiques communautaires travaillent les sociétés, bien au-delà des groupes de migrants, et que des dynamiques sociétales travaillent les communautés, reposant de nouvelle manière les rapports entre espaces publics et espaces communs ou entre espaces publics et temps communs.

2. Le deuxième élément, plus proche de nos pratiques de recherches, concerne *la distinction entre procédures et processus*, entre les procédures de mise en forme, d'intervention, de traitement et les processus à l'œuvre dans les manières de faire société ou de faire ville.

Les professionnalités de ceux qui font la ville et celles des acteurs culturels doivent en effet tenir compte des sens attribués par les citoyens à leurs productions et à leurs œuvres, et des processus d'interprétation, affectant de sens différents, la ville en train de se faire.

L'attention se porte ici sur la manière dont les habitants, les usagers, les citoyens utilisent les lieux, sur les catégories qu'ils mettent en œuvre, sur les ressources qu'ils identifient dans les différents espaces de leur quartier et de la ville à travers leurs répertoires culturels, sur leurs compétences, « habiletés » et savoir-faire de citoyens.

De ce point de vue, l'analyse des procédures, dans leurs ambitions et leurs mises en œuvre, ne suffit pas à approcher la ville « du dedans » : l'action publique est ici à prendre en compte comme faisant partie de nos objets et de nos terrains, ayant certes sa part dans la manière dont la ville comme espace et société se fait et se défait (Donzelot), mais ne suffisant pas à son observation et sa compréhension.

Ce que nous cherchons à décrire, à comprendre et à documenter, c'est à la fois le faire place et le prendre place, la place qui est faite et la place qui est prise. Deux perspectives interconnectées, mais qui ne se déduisent pas l'une de l'autre.

Ainsi, dans le domaine des migrations mais aussi plus largement de la ville, la notion de mémoires à l'œuvre recouvre la réflexion sur des actions ou des initiatives mémorielles soutenues par l'action publique (collecte de récits de vie, valorisation artistique et diffusion de la mémoire recueillie), actions peut-être moins de mobilisation que de sollicitation et de monstration de récits. Mais cette notion de mémoires à l'œuvre recouvre aussi l'appréhension des dimensions mémorielles impliquées dans des manières ordinaires de vivre la ville, dans des rituels et des ritualités ordinaires à dimension collective organisant les manières de vivre les villes.

Dire qu'il n'y a pas de liens mécaniques entre les deux perspectives, entre procédures et processus, ne conduit pas à nier leur interconnexion. Mais cela conduit à plaider en faveur de zones de réflexivité à la fois partagée et décalée, qui se distinguent de l'évaluation même critique, restant proche de l'action et redéployant son mouvement, mais transverse par rapport à ses ambitions affichées.

Enfin, je voudrais être plus précis sur ce que la société, ses mouvements et ses troubles fait à nos conceptions de la culture.

La plupart des recherches de ce programme tentent en effet d'infléchir sa définition comme stock de traits distinctifs et de particularités, vers une définition comme flux et processus pour approcher non seulement la diversité et la pluralité mais la complexité urbaine et culturelle de la société en train de se vivre. Cela ne va pas sans réinterroger la notion de culture proposée par les ethnologues qui la concevaient selon un modèle clos, doté d'une cohérence et d'une cohésion interne, et qui ont plus de facilités avec le modèle d'une société d'interconnaissance et du village urbain qu'avec le contexte des cultures urbaines et des villes devenant aire urbaine.

Nous serions dans un moment d'actualité, dans la société et dans la pensée, où la notion de culture, en tant qu'elle réfère à des populations, des activités et des territoires, s'ouvre à des figures de la pluralité et de la diversité, à des formes de pluralisation des sociétés, des manières de faire société, et à des productions d'altérités de l'intérieur, du dedans.

À l'échelle urbaine, ces modifications des rapports d'altérité peuvent être lues comme un moment de formation ou de reformation de cultures cosmopolites, dans des sociétés marquées par des processus d'individuation, l'individu devenant une norme sociale. Dans cette perspective, c'est la question du lien universalisme / cosmopolitisme plus que celle du lien universalisme / communautarisme (pour reprendre la formulation d'Achille Mbembé dans *La fracture coloniale*<sup>24</sup>) qui est posée par ces travaux, qui infléchissent le modèle de la mosaïque urbaine et culturelle vers des problématiques de complexité culturelles et urbaines. *La pluralité n'est pas seulement entre les cultures mais dans les cultures*, quelle que soit la configuration identifiée : culture des jeunes, culture des migrations, des citadins ou de cultures territoriales, autant de cultures sociales, de cultures en ville, de cultures urbaines qui valent comme lieu de constructions plurielles et interactives.

L'attention au caractère public des expressions culturelles évite ainsi des partis pris essentialistes au profit d'analyses plus situationnelles et d'approches relationnelles de la culture, des cultures, et appelle une pensée de la complexité culturelle (Hannerz) et du multiple. Le multiple doit être distingué du pluriel. Il « n'est pas seulement ce qui a beaucoup de parties mais ce qui peut être plié de beaucoup de façons » (Deleuze).

Il est probable que les *catégories de l'inter* nécessaires soient en partie insuffisantes au regard des modalités d'interprétation en situation, et de processus *transculturels* qui traversent les frontières de ces configurations et les déplacent.

De manière rétro-prospective, cette dimension de complexité nous conduit à revisiter les dimensions spatiales, urbaines, territoriales mais aussi sociales et sociétales des processus culturels que nous observons.

---

<sup>24</sup> Achille Mbembe, « La République et l'impensé de la "race" », in Nicolas Bancel, Pascal Blanchard, Sandrine Lemaire, 2006, *La fracture coloniale. La société française au prisme de l'héritage*, Paris, La Découverte ; Pascal Blanchard, Sandrine Lemaire, Nicolas Bancel, 2006.

L'ambition initiale de ce programme entendait en effet tenir à la fois la culture au sens des institutions culturelles, et la culture au sens anthropologique, parfois comprise comme culture vernaculaire ou culture en acte. Il incitait également à construire des objets par un rapprochement vis-à-vis de sites d'actualité, d'acteurs et de collectifs en mouvement, de territoires ou d'espaces en recomposition, à la fois contextes d'émergence et scènes d'action composant leur propre spatialité

Cette démarche qui a tenu en proximité analyses des expressions culturelles et analyses des dimensions culturelles des manières de vivre les villes et de vivre dans les villes a conduit à dessiner un parcours. L'entrée par des problématiques de voisinage dans les quartiers a butté sur la nécessité de distinguer problématiques de mitoyenneté urbaine et problématiques de citoyenneté sociale, locales et civiques, de les articuler sans les confondre.

Le passage de l'habitant au citoyen, du quartier à la ville fait des banlieues des scènes locales plus que des cadres exclusifs d'action, alors que l'insistance sur les multi-appartenances des citoyens, leurs mobilités, leurs fréquentations et leurs participations aux espaces publics, interroge la continuité de l'espace public urbain et ses marquages par des emprises territoriales contiguës. Ces emprises dessinent les linéaments de la fabrication de villes dans les villes, villes superposées ou plutôt villes intercalées ou imbriquées dans les villes, morceaux de ville plutôt que ghettos ou poches de concentration ou surconcentration pensées comme des marges résiduelles, dissidentes de villes dont l'unité territoriale et culturelle serait acquise.

Ville arabo-marseillaise dont parle Tarrius depuis plusieurs années, qui articule par mobilités et ancrages des lieux urbains difficiles à saisir selon les catégories d'un urbanisme territorial, villes de l'immigration extérieure selon la formule de Boubeker, mais aussi, selon d'autres critères, villes émergentes à la carte qui articulent ancrage et déplacements, mobilité et immobilisation. Ces imbrications sont aussi des fragmentations en ville dans les villes, en mondes dans le monde, qui est peut-être moins une hantise qu'un processus contemporain.

C'est en ce sens qu'aujourd'hui l'attention se porte vers des phénomènes de frontières, socio-urbaines et culturelles, vers des situations et des cultures de carrefours, vers des jeux de visibilité mutuelles et diffractées.

En matière de productions d'altérités, les frontières que nous expérimentons sont à la fois des lignes et des espaces. Des lignes de distinction, de démarcation, de ségrégation urbaine, résidentielle, scolaire, économique qui séparent et qui distinguent des quartiers et des morceaux de ville, qui organisent des hiérarchies d'activités et de populations au point, suggèrent certaines analyses, que se mettraient en place des phénomènes d'ethno-stratification des sociétés urbaines européennes.

Mais si l'ethnicité dessine, à l'échelle des villes et des aires urbaines, des répartitions et des fractures, les populations *vivent non seulement dans ces frontières mais sur ces frontières* et leurs activités dessinent d'autres espaces articulés qui confirment que le devenir frontière de l'ethnicité, comme co-production française, s'accompagne aussi de la formation de compétences de traduction, de déplacement et de regroupement, de cultures, de carrefour qui reproblématisent les voisinages.

Les cultures territoriales auxquelles ce mouvement donne lieu ne sont pas seulement d'appropriation, et le territoire tel qu'il est compris ici n'est pas seulement la figure de l'appropriation de l'espace par des groupes constitués, le lieu du soi et de l'entre-soi. Il est aussi en tant qu'il est public, lieu de l'autre et à ce titre marqué par des qualités d'hospitalité autant que par des dispositifs de sécurité et des épreuves d'accès, par des porosités et des rigidités, par des seuils et des renégociations d'altérités.

Je voudrais finir par deux remarques qui portent sur la nature même de nos savoirs.

#### *La durabilité des processus culturels et urbains*

La première remarque porte sur la durabilité des processus culturels et urbains que nous observons, la renégociation des altérités et les manières de les catégoriser et de les approcher. La Marche des Beurs date de 1983, et c'est depuis un quart de siècle que, publiquement, les

questions des banlieues et de l'immigration sont posées en France, comme des questions d'actualité urbaine.

De nombreuses analyses et observations nous ont convaincus que ces questions sont celles d'un *moment post*. Un moment post-industriel, particulièrement sensible dans la vie sociale de ses banlieues ; un moment aussi post-colonial, séquence d'un processus historique sensible dans l'actualité de sociétés impliquées dans et par l'aventure coloniale qui fait ressac dans le présent des villes et des mémoires. D'autres analyses et observations insistent au contraire sur le *caractère très actuel de ce moment*, de mondialisation, sur le plan financier et aussi technologique d'accélération et d'intensification des circulations et des échanges culturels, des visibilitées mutuelles.

Mais c'est la conscience de la durabilité de ce moment qui conduit les socio-anthropologues qui travaillent non pas dans, mais avec ce contexte à passer de *l'actualité au contemporain*, et à passer de l'approche des cultures émergentes à l'émergence culturelle comme processus durable se déployant à l'échelle des villes en train de se recomposer.

Des lunettes qui retrouvent l'importance des temporalités, dans l'approche des espaces-temps de la ville en train de se vivre, et qui réintègrent le temps et les temporalités dans les approches culturelles des phénomènes urbains, pas seulement selon des perspectives d'histoires longues mais en tenant compte des rythmes et des temporalités urbaines d'aujourd'hui.

#### *La dimension internationale*

La seconde remarque porte sur la dimension internationale, impliquée dans les rapports entre ville et culture, dans les processus culturels et urbains multi scènes, multi situés. que nous observons, dans les incitations internationales au respect de la diversité culturelle, et dans les implications culturelles de cet événement contemporain de renégociation des identités et des altérités et de ses formes actuelles.

En France, ce rappel et cette incitation vaut peut-être, du point de vue des savoirs et des catégories mobilisées, peut-être d'abord comme une opération de rattrapage qui fait apparaître le provincialisme français de nos savoirs, remarqué par les historiens des *post-colonial studies*, à l'égard de l'histoire sociale française qui a privilégié sensiblement ces dernières années, de manière un peu étroite et réductrice, la figure du creuset républicain.

L'ouverture à l'international, de ce point de vue, nous conduit à envisager la comparaison internationale comme une méthode d'intelligibilité du local. Elle nous conduit aussi à faire de l'international une des échelles de lecture des rapports *Cultures, villes et dynamiques sociales*, tenant compte des mobilités et des circulations humaines et des distributions culturelles transnationales, des transformations de la vie urbaine qui reposent à nouveaux frais et dans des échelles interconnectées, la question du faire société, entre villes et cultures, au pluriel.



## **Libres propos • Diversité culturelle, identité urbaine**

avec **Alain Audoubert**, maire de Vitry-sur-Seine, **Jean-François Chaintreau**, ministère de la culture et de la communication, DDAI, **Jean-Claude Richez**, INJEP, ministère de la jeunesse, des sports et de la vie associative,

Animation, **Michèle Tilmont**, secrétaire permanente du PUCA.

### **Alain Audoubert**

*Maire de Vitry-sur-Seine*

J'ai quelques complexes après les doctes interventions que j'ai entendues et donc je vous demanderai de prendre mes propos comme des libres propos.

D'abord je crois fortement que tout homme est porteur de cultures en lien avec sa propre histoire bien évidemment. On peut parler de cultures au pluriel et on peut parler de l'identitaire, en ce sens et en ce sens seulement, mais non au sens communautariste que parfois l'on donne à ce terme. Cette culture dont chacun est porteur, comme l'histoire du sujet, se construit au présent. Certes non sans rapport au passé, et parfois au passé multimillénaire, mais en confrontation quotidienne à la culture de l'autre et donc en permanence issue de cette histoire parfois très ancienne et en même temps toujours profondément contemporaine.

Je pense que l'homme cultivé n'est toujours que l'homme se cultivant dans la confrontation réelle, dans la confrontation à l'autre, la confrontation à l'imaginaire de l'autre. Disant cela – vous pourriez m'en faire la critique – j'évoque un champ de la culture qui est différent, plus large que le champ de la culture artistique, un champ visant à englober l'ensemble des domaines de la connaissance et des pratiques sociales humaines. Mais je crois que ce n'est pas sans interaction avec le champ de la culture au sens que l'on donne bien plus souvent à ce terme.

De ce point de vue, il est intéressant de réfléchir sur la ville dans ce mouvement de l'homme se cultivant. Je crois profondément que le fait urbain est toujours un fait d'échange, de partage, de dialogue. Les villes se constituent à partir du besoin d'échange de marchandises, d'échange de savoir-faire, d'échange de savoirs, de dialogues culturels. C'est tout le long de la marche des caravanes. Ce besoin d'échange, de partage, de dialogue est constitutif de la ville elle-même.

L'une des critiques majeures que je fais à l'urbanisme, tel qu'il s'est développé dans les années 1950-60, qui a profondément marqué nos villes et que l'on percevait déjà dans l'urbanisme haussmannien, c'est le zonage et la taylorisation de la production architecturale et urbaine, de l'urbain lui-même, séparé par fonction. Cet énorme travail de zonage qui s'est produit très fortement à partir des années 1950-60, avec les fonctions de la ville éclatée géographiquement, le dortoir, la zone d'activité, le campus, les zones de loisir, les zones ludiques, les zones dédiées au savoir, à la culture... Cet éclatement des fonctions de la ville a été tout à fait dramatique. Ce faisant, les villes produisent en même temps une ségrégation humaine qu'il faut aujourd'hui recoudre d'une manière ou d'une autre.

Dans l'enjeu de la culture dans la ville, il y a cet enjeu de retrouver la globalité des fonctions de la ville, ces fonctions notamment de savoir, de partage, d'échange, de rencontre de l'autre. Cela conduit à une conception où le travail à effectuer n'est pas seulement un travail pédagogique, c'est vraiment un travail d'échange, un travail de mise en rapport.

Dans ce contexte, la manière dont on pose les questions d'intégration est complètement à côté de la réalité. Ce n'est pas une intégration à une culture ou à la culture de l'autre qui est nécessaire, c'est tout simplement l'intégration de chaque individu tel qu'il est à la ville, à ce domaine large d'échange, de construction commune, de partage.

Poser les choses en ces termes donne une autre dimension à ce qu'est la politique culturelle des villes, la politique culturelle municipale. Non pas comme la juxtaposition de cultures ethniques ou ethnologiques (je ne sais pas comment il faut dire), mais bien le travail d'élaboration d'une culture qui soit elle-même issue de la ville. Il y a des phénomènes culturels qui sont

typiquement urbains, et pour ma part, je ne crois pas à de cultures autres qu'urbaines dans le monde d'aujourd'hui. Quand on parle de culture urbaine, ou quand on parle de culture « jeunes », je n'ai pas envie de la limiter aux tags, au rap ou autres phénomènes, qu'il faut prendre en compte, qui existent, qui font partie de l'échange dans ce territoire profondément urbain, mais il ne faut pas la limiter à cela.

La question majeure pour nous élus, c'est de recoudre le tissu social, de lui redonner sa plénitude. Et alors, me direz-vous, quel est le rôle de la culture artistique ? Je ne vais pas faire un long débat sur la fonction de l'art dans la société. Ce sont des théories sur lesquelles je ne me hasarderai pas. Mais je suis convaincu que si l'on pense le phénomène et les pratiques culturelles, chaque époque produit ses signes culturels, ses signes artistiques, ce dont elle a besoin, et cela ne peut se faire que dans la confrontation entre l'artiste qui a son rôle particulier (tout le monde n'est pas artiste, même si tout le monde peut avoir des pratiques culturelles) et le public, la société elle-même.

Dans ce mouvement pour faire jouer à la ville pleinement son rôle, il faut absolument que se créent en même temps l'art, la création artistique et le public qui va avec – si on peut parler en terme public et artistes et cela est vrai dans tous les domaines de la création artistique. Et nous nous efforçons d'ailleurs de travailler en ce sens.

Bien sûr c'est plus facile lorsqu'il s'agit du spectacle par exemple, et du spectacle vivant notamment et même du théâtre parce que le public est là, il réagit... Il ne vient pas toujours en grande masse, mais il est là. L'artiste est en permanence confronté au public. C'est un peu plus complexe lorsqu'il s'agit des arts plastiques où l'artiste est plus rarement confronté au public.

C'est dans cette démarche que dès le milieu des années 1960, notre ville s'est efforcée de mettre en rapport la population directement dans tous les domaines, et le plus possible, avec la création contemporaine, avec les artistes de leur temps, et cela fonctionnant dans les deux sens. Il y a eu la mise en place du studio-théâtre de Vitry qui était à l'époque dirigé par Jacques Lasalle. Je dirais même que Jacques Lasalle est né du studio-théâtre de Vitry, comme grand metteur en scène, et il ne le cache pas d'ailleurs. Il ne cache pas que ses expériences de rapport au public dans les quartiers de Vitry a complètement marqué son expérience artistique. D'autres lui ont succédé, avec cette même recherche du rapport au public.

C'est dans cette même période que nous avons mis en place des conseillers culturels dans tous les domaines, avec des succès divers. Et c'est dans cette période aussi, puisqu'on est au MAC/VAL, que nous avons eu l'idée de la nécessité d'une présence massive des arts contemporains, des arts plastiques, dans la ville. Parallèlement, la ville se construit et se construit vite, avec les défauts de l'urbanisme de l'époque, mais en même temps, dès avant que quelques lois existent dans ce domaine, nous avons dit à Vitry : « il faut 1 % de la construction pour une commande d'œuvre passée à un artiste contemporain ». Ce qui nous conduit aujourd'hui à avoir 100 ou 120 œuvres d'art contemporain dans la ville, dans le tissu urbain. On en trouve partout dans la ville, et même à quelques dizaines de mètres d'ici.

À chaque fois nous avons essayé – ce n'est pas toujours simple – de provoquer la rencontre, soit à l'occasion de l'inauguration, soit quand l'artiste présentait ses maquettes, etc., entre l'artiste lui-même et les amicales de locataires, les gens de la cité et de créer l'événement dans ce domaine. Ce n'est pas seulement dans un esprit pédagogique, mais vraiment dans la recherche de cet échange, de la confrontation du public le plus large aux œuvres, et en même temps dans la confrontation du créateur au public et aux réactions qu'il a face aux œuvres.

Cela n'a pas toujours été facile, mais je crois que c'est tout à fait payant, cela nous a conduits ensuite à pouvoir développer différentes actions. Puisqu'on est dans les arts plastiques, je rappelle que nous disposons depuis longtemps d'une Galerie municipale qui propose régulièrement des expositions d'art contemporain, nous avons créé le Prix de peinture de Vitry qui a vu d'ailleurs ensuite émerger un certain nombre de gens qui comptent dans la création contemporaine. Nous avons créé dans ce même esprit des Écoles municipales artistiques, une École municipale de danse, indépendante du Conservatoire, etc.

A-t-on réussi à recoudre tous les morceaux de la ville éclatée ? Certainement pas, bien évidemment. C'est un travail de plus longue haleine, mais je constate avec grande satisfaction que pour n'en rester qu'au domaine des arts plastiques, c'est que lors des deux premières journées d'ouverture au public du MAC/VAL dans notre ville – et cela m'a beaucoup ému - il y a eu une heure, une heure et quart de queue... Les gens faisaient la queue, attendaient patiemment. J'étais

là les deux après-midi, le samedi et le dimanche, et au moins une personne sur deux qui entrait venait dire bonjour à monsieur le Maire, ce qui est un signe que les visiteurs étaient des Vitriots. C'étaient les gens de nos cités, des gens de nos familles populaires, les gosses qui les avaient emmenés parce qu'autour de ce long travail, autour de l'art contemporain, au fil des ans, s'est créée une sensibilité, en tout cas des phénomènes de non rejet.

Je ne dis pas qu'il n'y a pas eu des débats. Lorsqu'on a implanté la chaudière avec cheminée... cela a fait « causer » dans la ville, et tant mieux d'ailleurs, cela veut dire que ce n'est pas de l'art mort. On est dans le vivant. Mais je peux vous dire que, maintenant, c'est un signal de la ville, c'est complètement approprié. Cela fait maintenant partie de l'identité des habitants. Je ne dis pas que tous apprécient ou que tous deviendront des amateurs d'art éclairés (mais que signifie être un « amateur d'art éclairé » ?). Je pourrais vous raconter beaucoup d'anecdotes comme celles-ci,

Ce que je sais, c'est que nous avons tenté de les mettre en rapport avec les formes de la recherche artistique contemporaine, que ce n'est pas sans effet et que pour eux, cela reste quelque part dans leur identité. Et quand ils disent leur patriotisme vitriot - au bons sens du terme : on dit : « Le nationalisme c'est la haine de l'autre, le patriotisme, c'est l'amour des autres » et leur fierté d'être vitriot, ces œuvres d'art font partie de l'originalité qu'ils ressentent de leur ville, de leur identité. De ce point de vue, c'est un beau combat qu'il faut peut-être continuer à mener.

J'ai beaucoup parlé des arts plastiques, on pourrait parler de ce que nous faisons actuellement avec le théâtre, avec des troupes en résidence qui travaillent dans les quartiers, qui échangent, qui créent, de leur travail dans les quartiers. Là aussi des échanges très forts se créent.

Bien sûr, je n'ai aucune illusion, cela ne résout pas les problèmes de la crise sociale et économique, les questions du chômage, ce n'est pas un pansement, un cautère. La culture n'est pas un moyen de faire oublier qu'on est en difficulté, mais en tout cas cela crée de l'identité, de l'échange et des solidarités. C'est toujours à poursuivre parce que la ville a ceci de particulier : c'est que sa population se renouvelle, et que ce travail sera toujours à faire.

*Michèle Tilmont* demande comment un maire peut mesurer l'adéquation entre les attentes des habitants de sa ville et l'offre qu'il leur apporte ? Quels sont les instruments d'évaluation ?

*Alain Audoubert* répond qu'il ne croit pas à l'audimat. Les aspirations dans ce domaine ne signifient rien, seule la confrontation est porteuse de sens ou non. Dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, on est toujours dans l'expérimentation, la confrontation, et après on fait, ou on ne fait pas, on continue, ou non. L'artiste, lorsqu'il crée, ne se pose pas la question - et heureusement - de comment il va être reçu. Quand il crée un signe fort, ce n'est pas d'abord pour plaire ou pour être reçu. Je ne crois pas que la commande sociale se traduise en choses forcément élaborées, exprimées. Le rapport est assez complexe. C'est pourquoi, en permanence, la question du rapport du créateur au public, et l'interaction qu'il y a entre la démarche du créateur et le public avec lequel il est en rapport est une question tout à fait importante. Bien évidemment, tout le monde n'applaudit pas à toute œuvre d'art implantée, et tout le monde n'applaudit pas à tout spectacle présenté au théâtre Jean Vilar et lui non plus d'ailleurs. Récemment une exposition de peinture à la Galerie municipale ne l'a pas du tout touché, pas parlé, l'émotion n'était pas là. Mais c'est un courant de la création contemporaine et donc c'est bien que nous y soyons confrontés, les uns et les autres. Après, chacun en pense ce qu'il veut.

Il y a là un terrain qui est effectivement complexe, cela ne peut pas être ni le fait du prince de décider de ce qui va plaire ou ne pas plaire, ou convenir ou être en rapport avec les aspirations, ni une démarche de l'artiste complaisant, vis-à-vis du public, mais c'est bien un échange, et un échange qui est insuffisant dans un certain nombre de domaines de l'art.

Les plasticiens rencontrent quand même plus les galeristes que l'ensemble de la population à laquelle ils vont offrir leurs œuvres. Quelque chose est faussé dans l'échange. Parmi les galeristes, il y a des gens de grand talent, et heureusement que des galeristes ou des critiques d'art nous disent : « Voilà il y a tel courant qui n'est pas présent à Vitry dans les œuvres, il y aura besoin de faire une commande, peut-être vous pourriez demander à tel ou tel »... Sans remettre en cause leurs compétences, ils pèsent sur les capacités de la création. C'est visible dans les arts plastiques, c'est peut-être aussi visible dans le domaine du théâtre. On fait des choses très intéressantes, surtout dans la mise en scène, mais très peu dans l'écriture pour le théâtre. Il y a un nombre restreint d'auteurs dramatiques et on peut se demander pourquoi. On a beaucoup joué, rejoué,

remis en scène, revisité des œuvres. Quand on regarde les grands festivals qui existent en France, on voit peu d'écritures de pièces réellement contemporaine. Mais là aussi il faut se nourrir peut-être un peu plus de la société telle qu'elle est.

## **Jean-Claude Richez**

*Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP)*

Je vais aussi livrer des libres propos autour de la question « Diversité culturelle, identité urbaine ». Je voudrais déjà prendre une première liberté, c'est par rapport à l'intitulé même proposé, malgré les précisions données par François Ménard. Évidemment, cela dépend du point de vue où l'on se place, mais si on se place du point de vue de ce qui est institué et qui est très fortement dominant, je pense qu'il est difficile de parler aujourd'hui d'identité urbaine. On est plutôt sous un régime général de diversité urbaine, et c'est ce qui caractérise la situation à laquelle on se trouve confronté. Par ailleurs, si l'on se place sous l'angle des productions culturelles, la production culturelle instituée, on est sous un régime unique de la grande culture, de la culture d'excellence, qui est la marque qui imprime très fortement les pratiques culturelles dans les villes. D'autant plus que par rapport à l'identité, par rapport à l'énorme difficulté de prendre en compte dans la ville la diversité culturelle, il y a une légère confusion : est-ce que la ville et l'urbain, c'est la même chose ? Je ne le pense pas.

En ce qui concerne l'identité, pour commencer par l'identité urbaine, je pense que ce qui domine c'est l'extrême difficulté aujourd'hui dans laquelle on se trouve à faire entendre ce désir de ville, de donner une figure, de donner une forme à ce désir de ville. De ce point de vue, un certain nombre d'entre vous a sûrement participé au colloque qui avait été organisé il y a quelques années par la Fondation 93, et à l'extraordinaire synthèse qu'en avait fait François Bon, qui montre bien, à partir du département de la Seine-Saint-Denis, à partir de l'urbain, cette extrême difficulté à produire de l'identité de ville ou de l'identité urbaine. Toute la difficulté, c'est de penser cette nouvelle figure. Et quelqu'un l'a évoqué tout à l'heure : est-ce qu'il est nécessaire de penser en terme d'identité ?

Ceci dit, on ne peut pas nier qu'aujourd'hui dans l'espace urbain reste un très fort désir de ville. Il y a une très belle enquête, que certains d'entre vous connaissent peut-être, c'est celle de Françoise Lorcerie sur les lycéens marseillais<sup>25</sup>, qui fait apparaître l'item identité de la ville, l'appartenance à la ville de Marseille comme le premier élément mis en avant par les jeunes lycéens, quelle que soit la catégorie de lycées, quel que soit le groupe social auquel appartiennent ces jeunes. Pour toutes les catégories sociales, c'est le premier facteur d'identification. Je connais bien une autre ville, celle de Strasbourg, où la possibilité d'identification à la ville est extrêmement problématique. Dans cette grande ville du nord-est de la France, au moins un tiers de la population de l'agglomération est d'origine méditerranéenne, et je sous-estime vraisemblablement le chiffre entre les populations immigrées et ceux qui viennent du sud de la France, sur une ville de 220 000 habitants ; donc près de 100 000 habitants sont d'origine méditerranéenne, ce qui permettrait d'ailleurs de plaider sur le fait que Strasbourg est aussi une grande ville méditerranéenne. Or cette chose n'est pas du tout prise en compte dans l'identité de la ville et elle est encore plus difficile à prendre en compte dans la mesure où l'identité historique de cette ville est problématique entre la France et l'Allemagne, et en raison de sa difficulté à assurer ces héritages.

La diversité culturelle est donc difficile à prendre en compte. Tout le monde connaît cette expérience qui renvoie au poids du régime de la culture unique et des modèles dominants. Toutes les pratiques culturelles qui sont en dehors des pratiques légitimes instituées dans les grandes institutions culturelles ont beaucoup de difficultés à être reconnues comme légitimes. Elles sont toujours suspectées d'illégitimité. Jean Hurstel a eu quelques mésaventures récemment de ce point de vue-là.

Il y a une très forte revendication qu'on a beaucoup de mal à prendre en compte, c'est quand des jeunes qui ont des pratiques artistiques, quelle que soit d'ailleurs la nature de ces pratiques artistiques : hip hop, ou des pratiques identifiées comme de culture *jeunes* traditionnellement, ou

---

<sup>25</sup> Françoise Lorcerie, chercheuse au CNRS (IREMAM), « Enquête sur les identités sociales des lycéens marseillais », 2005.

encore des pratiques beaucoup plus « sophistiquées » autour de musiques savantes, etc., en général, on renvoie ces jeunes au service Jeunesse ou au service Politique de la ville. Ils n'ont pas de reconnaissance et de légitimité auprès des services Culture qui restent très largement, sauf exceptions, des services qui gèrent la culture légitime et qui ont du mal à faire place à la diversité culturelle. Lorsqu'ils font place à la diversité culturelle, c'est de façon marginale et souvent légèrement suspecte. Même si la France s'est battue – et je pense de façon tout à fait juste – pour la reconnaissance de la diversité culturelle à l'UNESCO, il y a encore un long chemin à parcourir entre ce que nous revendiquons à l'échelle internationale et la prise en compte au niveau national de cette diversité culturelle.

La France est une société qui, jusqu'à une date récente, s'est pensée de culture unique, en plus de culture universelle, avec une légitimité internationale très forte, et qui s'est construite entièrement contre le multiculturalisme, contre la diversité culturelle et qui a donc de grandes difficultés à penser cette diversité culturelle. C'est un frein extrêmement important et qui ne se pose pas seulement pour la question de l'immigration en général ou de l'immigration héritée du colonialisme.

Le travail que nous essayons de mener à l'INJEP tourne justement autour de cette question, celle de remettre en cause la partition entre culture légitime et culture mineure, culture du pauvre, culture du quotidien, cela dépend des allégeances théoriques que l'on aura. Avec Deleuze, on parlera de culture mineure, du côté de Hoggart, on parlera de culture du pauvre, du côté de de Certeau<sup>26</sup>, c'est la culture du quotidien. En fait, il s'agit de toutes ces cultures qui sont considérées comme illégitimes.

J'ai très vite esquissé la responsabilité de l'institution culturelle. On pourrait dire la même chose de l'institution d'éducation populaire. L'éducation populaire, pendant très longtemps, s'est également pensée comme ayant pour objet de favoriser l'accès à la culture pour tous, mais à la grande culture et sur la base de la négation même des pratiques culturelles mineures considérées aussi très souvent par l'éducation populaire comme illégitimes.

On peut donc dire que les institutions, notamment les institutions de proximité de l'éducation populaire, ont été peut-être obligées d'être plus réactives, dans la mesure où elles avaient justement cet élément de proximité, sans qu'on ait repensé le référentiel de l'éducation populaire. Il est donc nécessaire de repenser le référentiel de la culture et de l'action culturelle, mais de la même manière également le référentiel de l'éducation populaire pour penser autrement la culture et notamment en terme de diversité.

C'est un peu ce qu'on essaie, modestement, de développer à l'INJEP. Cela s'est traduit par la mise en place d'un pôle Culture qui se décline aujourd'hui par l'accompagnement du travail engagé pendant les trois ans par Hugues Bazin autour des espaces populaires de création. C'est une opération qui a mobilisé des dizaines d'associations un peu partout en France, et d'associations qui n'ont absolument aucune légitimité y compris sur leur territoire, qui regroupent ces fameux « jeunes en difficulté » dont on parle beaucoup et qu'on pense non mobilisables. Ce sont eux qui portent cette recherche-action. Ce sont des centaines de personnes à travers les initiatives qu'ils ont menées qui ont été plus ou moins associées dans cette recherche.

Une autre action que je souhaite évoquer, ce sont des éléments de réflexion, notamment au travers de ce qu'on appelle les « Rencontres de l'hiver à l'été », au cours desquelles on travaille sur les cultures territorialisées. C'est un travail mené avec le conseil général du Val-de-Marne, autour de la qualification des animateurs *jeunes* et des animateurs de centres de loisir et de centres d'hébergement autour des pratiques artistiques. En général, lorsqu'il pleut, on emmène les jeunes au musée ou bien de temps en temps au théâtre. À cette occasion, l'idée est de travailler et de réfléchir avec eux : on peut aller au musée, on peut aller au théâtre, mais comment prendre en compte l'identité culturelle de ces jeunes, leurs pratiques culturelles et leur héritage culturel pour que ce soit une relation vivante. Nous avons mené une expérimentation extrêmement intéressante avec Beaubourg et Créteil autour de l'accès au musée ; un autre travail avec Pantin et Robin Renucci autour des pratiques théâtrales. Il y a trois ans, nous avons

---

<sup>26</sup> Gilles Deleuze (avec Félix Guattari), *Kafka. Pour une littérature mineure*, Les éditions de Minuit (coll. « Critique »), Paris, 1975 ; Richard Hoggart, *La culture du pauvre*, Paris, Éditions de Minuit, 1970 ; Michel de Certeau, *L'invention du quotidien*, I. Arts de faire et 2. Habiter, cuisiner, Ed. établie et présentée par Luce Giard, Gallimard, 1990.

aussi engagé – j’espère qu’on pourra le poursuivre – un travail avec Monum (Centre des monuments nationaux) autour de l’accès aux monuments historiques.

*Michèle Tilmont* demande à Jean-Claude Richez de quand date le terme d’éducation populaire ?

*Jean-Claude Richez* répond que l’éducation populaire date d’à peu près un siècle. Le mot est apparu dans le prolongement ou dans la mouvance des universités populaires. L’heure glorieuse de l’éducation populaire, c’est au moment de la libération, c’est un mouvement extrêmement important qui va ensuite être pris dans les feux de la guerre froide (ce qui va en grande partie l’hypothéquer) et ensuite de la partition entre culture et éducation populaire à travers la mise en place du ministère de la Culture. On ne peut pas considérer que cette partition soit uniquement négative, mais elle va peser certainement sur les dynamiques culturelles et sur la façon de poser les questions de culture en France.

### **Jean-François Chaintreau**

*Délégation au développement et affaires internationales, ministère de la culture et de la communication*

Je remercie les organisateurs d’avoir situé un certain nombre d’interventions qui me paraissent tout à fait dans le fil des interrogations actuelles du ministère de la culture, et je pense que l’ensemble des questions a été exposé de façon très roborative et sans langue de bois. Cela pose de façon décisive des questions sur lesquelles nous allons devoir très probablement assez vite prendre des décisions.

Il faut en effet qu’on replace la thématique de ce colloque aussi sous l’angle du travail très important que nous souhaitons conserver entre le monde de la recherche et celui de l’action publique. C’est un point qui a toujours été vécu avec beaucoup d’intensité au ministère de la culture et en partenariat interministériel avec le FASILD, le ministère de la jeunesse et des sports, le PUCA et la DIV.

Le premier thème que je souhaite évoquer ici, c’est la signature de la Convention sur la diversité culturelle. Cette Convention pour la protection et la promotion de la diversité et des expressions culturelles a été signée au mois d’octobre dans le cadre de l’Unesco, par la quasi-totalité des États du monde à l’exception des États-Unis et d’Israël. Elle est en cours de ratification. Comme trente États ont ratifié cette Convention, elle aura une force juridique contraignante pour la quasi-totalité des États du monde. Cette Convention a été vécue au départ comme venant de l’international, d’un dossier qui a maintenant presque quinze ans, qui était celui de l’exception culturelle française et qui mettait en cause le fait que les États pouvaient continuer à subventionner les produits de leurs industries culturelles par rapport à un marché mondialisé qui essayait de réguler en quelque sorte les produits culturels comme les autres produits.

Cela s’est focalisé beaucoup sur le cinéma et sur la production audiovisuelle. En fait ce qui est derrière, c’est la légitimité de conduire des politiques publiques d’intervention dans le domaine de la culture, et j’ajouterai de l’éducation. Cette Convention ainsi signée constitue un garde-fou extrêmement précieux sur l’ensemble de l’évolution internationale, par rapport aux règles de l’OMC en particulier, sur lequel je pense qu’il y aura d’ailleurs des débats très nombreux puisque c’est du droit international, et dans le droit international, l’exercice du droit se monte au fur et à mesure que les jurisprudences se constituent. Un certain nombre d’éléments ne vont pas se mettre en place du jour au lendemain, ils vont au contraire se mettre en place dans une logique de droit anglo-saxon plus que de droit à la française, dans ce domaine.

Cet état de fait a un peu occulté aux yeux des Français, mais aussi des autres opinions mondiales, le fait qu’à partir du moment où il y a 150 États qui ont signé cette Convention, et quand on en prend connaissance, on s’aperçoit qu’il y a des conséquences extrêmement importantes sur l’organisation interne juridique. Or le droit international, une fois ratifié, a une valeur supra-constitutionnelle, sauf recours dans les conditions prévues.

Cette Convention va donc interpeller encore plus directement le ministère de la culture par rapport au débat dont Jean-Claude Richez s’est fait l’écho, qui sont les débats entre culture

savante et culture populaire. Les positions conceptuelles de chacun des deux ministères vont certainement évoluer dans ce sens.

Nous allons le faire ensemble dans un premier colloque avec l'INJEP au mois de juin, ce sera le premier acte au cours duquel on va s'interroger sur les conséquences internes de cette Convention. C'est un débat qui se déroule entre le ministère de la culture et celui de la jeunesse et des sports, mais c'est aussi un débat interne au ministère de la culture, qui est celui de la reconnaissance des formes de culture populaire et de toute la logique qui a été mise en place, d'accompagnement, et en particulier par la recherche, qui vous a été présentée dans la lettre *Étude et Recherche*<sup>27</sup> distribuée dans le dossier du colloque.

Ce point concerne également nos amis de l'Éducation nationale. J'ai été très heureux d'entendre l'intervention de Geneviève Zoia sur la question des primo-arrivants dans l'académie de Montpellier. Il n'y a pas que l'académie de Montpellier qui est concernée. Les études de Michel Vieworka ont montré l'importance, surtout pour le bassin méditerranéen, de ce phénomène de primo-arrivants, catégorie d'immigrés totalement différente des précédentes. L'analyse faite était très fine ; il s'agit d'une sorte d'immigration d'enfants ou de mineurs, dont le rattachement avec la famille d'origine n'est pas si clair que cela et qui pose la question de savoir s'ils ont émigré dans un but de rester ou simplement dans un but de passer une étape qui les conduirait éventuellement à aller plus loin, vers l'Angleterre ou vers le Nouveau Monde. Certaines études ont montré qu'il y avait des phénomènes de ce type. Cette question interpelle très profondément nos amis de l'Éducation nationale.

Plus profondément encore, il s'agit au fond du grand dossier de la prise en compte de la diversité culturelle dans l'éducation. Ce point a été rappelé par Marie Poinot de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration. C'est un point tout à fait capital qui s'annonce plutôt difficile, dans la mesure où on considère que l'Éducation nationale est la grande machine à intégrer et la grande gardienne de l'unité de la nation française au sens le plus historique et le plus traditionnel du terme.

Un débat ne va pas manquer de s'ouvrir qui aura des répercussions extrêmement importantes sur l'organisation sociale et sur l'organisation politique. On ne peut plus penser la notion française exactement de la même façon qu'avant la signature de cette Convention. Ce dossier ne va pas se traiter du jour au lendemain, il exige au moins l'ouverture d'un débat public. À l'intérieur du ministère de la culture, on a mis en place des groupes de réflexion sur cette thématique et qui sont amenés à s'ouvrir, sans doute assez rapidement, à d'autres ministères, étant donné les débats qui peuvent survenir. Nous sommes donc à une étape cruciale et les conséquences ne vont pas manquer de se faire sentir.

Il y a un deuxième élément de mise en contexte qui, je crois, n'a pas été tellement abordé dans ce colloque, mais auquel il faut cependant faire allusion. Je reprend là d'ailleurs les termes d'une analyse que j'ai entendue d'André Bruston qui me paraissait tout à fait saisissante. Je veux parler de la mécanique extrêmement sophistiquée qui se met en place au niveau mondial qui vise, par la dérégulation, à rendre les territoires, et donc les villes, les pôles urbains, totalement concurrentiels entre eux sur le plan mondial.

Le gouvernement s'est lancé dans une réflexion approfondie sur l'attractivité du territoire. Évidemment nous sommes concernés par l'attractivité culturelle, mais cette notion d'attractivité déborde très largement l'attractivité culturelle. Elle concerne bien sûr l'Éducation nationale et elle concerne au premier chef tous les éléments qui peuvent permettre l'arrivée de travailleurs étrangers, qualifiés ou non, et tous les éléments fiscaux et réglementaires qui conduisent à l'attractivité des capitaux.

On a connu une période dans l'après-guerre qui était relativement claire entre la planification d'un côté et l'aménagement du territoire de l'autre. Il y avait une sorte de légitimation de l'un par l'autre et un modèle d'organisation du territoire national qui était fondé sur un principe d'égalité des zones du territoire. Égalité voulant dire éventuellement aller jusqu'à gommer une certaine diversité. En tout cas, ce modèle était un modèle collectif clair et très communément partagé par toutes les forces politiques de l'époque.

---

<sup>27</sup> *Culture & recherche*, numéro spécial « Démocratisation culturelle, diversité culturelle, cohésion sociale », 106/107, décembre 2005.

À cette phase a succédé une phase d'organisation du territoire, sans abandonner le rôle central de l'État, et il y eu dans les années 1980, avec la décentralisation, la mise en place d'un modèle où la logique de légitimation était plutôt celle de la contractualisation avec les collectivités locales, avec un nouveau modèle un peu plus complexe jusqu'à nos jours. Nous sommes actuellement dans une perspective qui prend en compte désormais totalement cette notion d'attractivité, c'est-à-dire qui met en avant la capacité, la possibilité pour chaque territoire de se positionner dans le champ d'attractivité en comptant sur ses propres ressources et en mettant en place un certain nombre de facteurs d'attractivité, y compris d'ailleurs sur le plan culturel.

Le changement de dénomination de la DATAR est parlant – la DATAR, c'était la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale –, devenue la DIACT, c'est-à-dire la délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires. Qui dit compétitivité dit également un rôle nouveau de l'État qui est un rôle régulateur, rôle qui doit bien évidemment consister à faire en sorte que la facilité que constituent l'attractivité et la mise en compétition, sans doute nécessaire dans le cadre d'ouverture et de dérégulation, ne doit pas cesser de nous faire prendre en compte le sens collectif de la totalité du territoire national. Nous aurons également à ouvrir très rapidement ce dossier.

À partir du moment où la culture est un facteur d'attractivité, il y aura là un élément positif et novateur tout à fait important. Je rappelle que la menace principale contre la diversité est le risque d'uniformisation ; ce n'est pas un risque d'uniformisation par le haut, c'est un risque d'uniformisation par une banalisation des références culturelles poussée par des industries de consommation marchande désormais mondialisées, et seule la Convention sur la diversité culturelle permet de légitimer la défense de cette diversité culturelle devenue un facteur d'attractivité en soi.

Je terminerai en rappelant que nous avons cherché dans la phase actuelle de recherche sur ce thème, à mettre en place un programme de recherche territorialisée en Île-de-France, en Rhône-Alpes et dans deux autres régions. Ce programme est porté par l'ensemble des ministères, celui de l'Équipement avec le PUCA, le ministère de la culture et de la communication, et qui concerne évidemment les autres partenaires de ce programme, à savoir le FASILD, Jeunesse et Sports et la Délégation interministérielle à la ville.

Nous serons amenés à travailler la question de la diversité sous cet angle-là. Et à partir du moment où le programme de recherche est territorialisé, le questionnement antérieur sur l'attractivité du territoire va se reposer, parce que l'attractivité du territoire vue sur le territoire de l'Île-de-France ne sera pas vécue de la même façon par les autres régions, et en particulier par les régions qui entourent l'Île-de-France. C'est un thème que connaît bien la DRAC Île-de-France : n'y a-t-il pas des correspondances entre l'ensemble des régions qui entourent l'Île-de-France par rapport au pôle d'attraction que constitue ce grand pôle international ? Il y a là une réflexion tout à fait nouvelle, qui interpelle très fortement le ministère de la culture.

Le deuxième volet donné sur cette logique de recherche concernera notre collaboration avec la Cité nationale de l'histoire de l'immigration sur le programme des histoires, et sur le programme territorialisé aussi en ce qui concerne les mémoires. La distinction a été faite tout à l'heure, il y a là un point tout à fait fondamental entre ces deux concepts qui ne s'opposent pas mais qui se complètent.

Dans cette logique *Histoire, mémoire*, et également prise en compte des *territoires*, on a à reconstruire une nouvelle logique nationale dont j'espère que la définition pourra quand même rester celle que proposait Renan, c'est-à-dire « un passé commun, et surtout un projet d'avenir ».

DEUXIÈME PARTIE  
**LIENS ET LIEUX**



# **TRAJECTOIRES EN DEVENIR**

Séance animée par *Chantal de Linares*, INJEP

## **Introductions**

### **Chantal de Linares**

Quand je suis « tombée » dans le programme interministériel, j'étais alors au ministère de la Jeunesse et des Sports, maintenant je suis à l'INJEP qui a un autre rapport à la recherche. Mais au ministère de la Jeunesse et des Sports, le rapport à la recherche est un peu difficile. Nous avons malgré tout réussi à travailler sur ce programme et nous avons bénéficié de l'apport des chercheurs. Cet apport a été riche, mais il est venu percuter, au sens un peu violent du terme, les référentiels d'actions publiques de notre ministère. Le ministère de la Jeunesse essaie de considérer que les jeunes sont des ressources, mais travaille aussi avec d'autres ministères pour lesquels la jeunesse est plutôt synonyme de danger, de mise en danger pour les autres et de mise en danger pour soi-même. On a donc tendance à beaucoup parler de prévention.

Le travail qu'ont réalisé les chercheurs pour ce programme a été très important parce qu'il a au moins obligé les uns et les autres, décideurs, cadres de l'administration... à réfléchir à leur représentation et à repenser peut-être le socle de leur intervention.

### **Françoise Navez-Bouchanine**

*Sociologue, LOUEST, Laboratoire CRH/CRESSAC*

Je suis professeur à l'École d'architecture de Paris Marne-la-Vallée et à l'Institut national d'aménagement et d'urbanisme de Rabat au Maroc. Je suis chercheuse à LOUEST, au laboratoire CRH/CRESSAC et membre associée à un laboratoire auquel j'ai participé pendant des années, qui est URBAMA à Tours, et suis aussi conseillère en introduction des politiques sociales dans les politiques urbaines au Maroc dans le cadre de travaux sur les bidonvilles.

C'est un challenge de présenter les travaux des chercheurs qui vont intervenir parce que d'une part je ne veux pas prendre du temps de parole sur la leur. D'autre part cela risque de déflorer le contenu et de couper leur effet de surprise et leur effet d'apport. Les thèmes de cette séquence et de celle qui va suivre sont très liés. Il va donc falloir prendre garde à ne pas empiéter sur la suite.

Parlant de lieux et de liens, et parlant de trajectoires en devenir, j'ai essayé de tirer quelques fils transversaux qui, sans trahir les présentations qui vont suivre, paraissent renvoyer à des questions fondamentales. Il y a essentiellement deux choses qui sont soit déjà constituées, soit en constitution et en train d'aller vers des questionnements.

Concernant la question des *trajectoires en devenir*, je me suis limitée à quatre points. La première me paraît traverser l'ensemble de ces communications, ce sont les trajectoires des lieux et des liens. Avec un déplacement de la question qui a été posée au départ de notre colloque et qui était le « désir de ville », avec un déplacement total opéré pour essayer de comprendre les phénomènes dont on va parler que je qualifierai plutôt provisoirement de « désir d'urbanité ».

Le phénomène auquel nous devons nous intéresser ici, c'est moins la ville que l'urbanisation. L'urbanisation comme processus qui transforme à la fois les campagnes, les petits villages, le périurbain, le diffus, les centres villes, les anciennes banlieues et les anciennes premières couronnes de la ville. Il y a un préalable absolu, il faut sortir de la définition de l'urbanisation comme le taux de population urbaine par rapport au taux de population non urbaine, mais il faut aussi sortir d'une autre représentation de l'urbanisation, qui est fréquente dans nos travaux, qui est l'urbanisation comme processus de transformation volontariste.

Je propose de considérer l'urbanisation comme un phénomène de transformation fondamentale des sociétés qui, notamment, se caractérise fortement par une certaine disjonction ou une certaine autonomie, une autonomie relative, entre les formes spatiales et les formes sociales. Si on n'accepte pas ce préalable, beaucoup des phénomènes sur lesquels vont s'exprimer

les chercheurs ne seront pas audibles et apparaîtront comme des anomies, comme des choses bizarroïdes, etc.

Je renvoie aux travaux fondateurs de Jean Rémy sur la question. L'intérêt d'un colloque comme celui-ci, c'est d'avoir une fois de plus une preuve que l'urbanisation est une espèce de matrice de transformation générale, qui prend des formes et prend corps dans des sites particuliers et des lieux particuliers, dans des histoires et des circonstances particulières, et avec des temporalités, des télescopages dans certaines régions et avec un temps très long dans d'autres, qui font qu'on n'a pas nécessairement les mêmes formes socio-spatiales. Si l'on ne comprend pas cela, on reste dans le registre de la déploration, de l'opposition entre ville compacte et ville diffuse, etc.

Le désir d'urbanité dans cette matrice d'urbanisation renvoie donc, puisque nous sommes à renvoyer des questions aux politiques, à la fabrication de la ville. Qu'est-ce que la fabrication de la ville aujourd'hui ?

La deuxième *trajectoire en devenir* qu'il va nous falloir examiner, ce sont les individus. Il y a des processus d'individuation qu'il faut bien entendu analyser avec beaucoup de nuances, avec beaucoup de prudence parce que, théoriquement, on sait des choses, mais la façon dont cela se concrétise dans des situations, dans des contextes particuliers, n'est pas la même. Dans les pays arabes, il y a un processus d'individuation très fort. Quand je le dis dans des milieux français, en général je me fais regarder de travers. Évidemment, ils prennent des formes différentes.

Ce qui est intéressant, ce sont évidemment les trajectoires de ces individus dans une perspective d'individuation. On voit bien que ce qu'on est en train d'étudier par les manifestations de culture un peu différentes de ce qu'on entend d'habitude par culture, que ce soit des formes plus traditionnelles qui nous renvoient à des choses connues ou qu'on fasse allusion aux rassemblements de jeunes comme le fera Jérôme Boissonade, ce qui est intéressant et montré ici, ce sont les entrecroisements et les imbrications fortes entre ces trajectoires de jeunes, de cultures, et les trajectoires de la société.

Si certains mouvements de jeunes, si certains arts portés par des jeunes ont parfois des formes paroxystiques ou apparaissent comme des pointes avancées, ils n'en renvoient pas moins de manière absolument formelle à des transformations de la société. Et à ce titre se pose la question pour ce que nous pensons de la société et de la manière dont elle se transforme et de la manière dont on peut connaître et réfléchir, encore une fois en renvoyant les questions aux acteurs publics.

L'autre partie de la trajectoire sur les individus, c'est celle des individus en devenir, les trajectoires en devenir par rapport à la question de la mobilité. Bien entendu, en vous invitant à sortir complètement d'une notion de mobilité qui serait seulement physique, qui serait surtout traduite par les transports, les déplacements de personnes, etc. et par les mobilités intériorisées.

Dans leurs travaux, Vincent Kaufmann et Bertrand Montulet disent qu'on n'a pas besoin de se déplacer pour être mobile, il suffit qu'on soit en position d'être mobile, et cela change tout dans les représentations que nous avons, à la fois des territoires mais aussi des relations avec les autres, avec n'importe quels autres, des individus ou des groupes.

La mobilité comme valeur et comme mode de vie renvoie de manière fondamentale à la fameuse disjonction entre formes spatiales et formes sociales que j'évoquais en début d'introduction. Quand on parle de disjonction, cela ne veut pas dire que la proximité, le local et l'ancrage dans un territoire n'ont plus de sens. C'est tout simplement la possible pluri-référentialité à différents espaces, avec des compositions complètement nouvelles. Sociétalement, nous sommes dans la « pluri instantialité », c'est-à-dire que nous avons la possibilité d'appartenir à différentes choses en même temps, qui nous qualifient et nous permettent d'utiliser des compétences et des ressources qui ne sont pas nécessairement les mêmes. La « pluri instantialité » peut être aussi l'autoréférencement auquel l'individuation peut conduire dans certains cas.

Quand j'utilise le terme de « pluri-instantialité », mes étudiants ne me comprennent pas et disent : « Qu'est-ce que c'est encore que ce terme de sociologue ? ». Je leur dis : « Regardez, vous pouvez très bien aujourd'hui avoir une position extrêmement marginalisée dans le monde du travail, avoir une occupation très peu valorisée, voire même au RMI et être par exemple vice-président de la Société des joyeux cors de chasse, et en même temps faire réseau sur Internet

avec un groupe de discussion où vous prenez tout d'un coup une importance particulière parce que vous avez une compétence particulière ! ». Nous sommes toujours accusés, nous, sociologues, d'inventer des mots nouveaux, comme si les autres sciences n'avaient pas leur propre vocabulaire et qu'on était les seuls à le faire.

La troisième trajectoire, c'est la trajectoire de ce que j'appellerai les objets patrimoniaux, matériels et immatériels, et ce qu'on va chercher dans le passé pour construire de nouvelles identités, mais également de nouveaux territoires. Le cas choisi par messieurs Walter et Meyer est assez particulier, mais il n'est pas unique. C'est un cas limite, mais encore une fois le cas limite renvoie la lumière sur des cas qui le seraient moins. C'est un cas limite parce qu'ils vont montrer que c'est dans un contexte où il y a une double culture, même s'il y a eu des conflits.

Enfin, la quatrième trajectoire, c'est une des questions fondamentales qui sont posées dans ce colloque, ce sont les trajectoires politiques. Et là évidemment nos intervenants ne sont plus dans le questionnement et dans les questions critiques. Ce sera au débat peut-être d'aller plus loin et notamment avec ceux qui assument des charges de politiques publiques et qui sont dans la salle. Dans la lignée de ce qui a été dit auparavant, et notamment par rapport à ce que disait Geneviève Zoïa, la question des lectures et des visions des acteurs publics sur un certain nombre de phénomènes fait quelque peu blocage à la compréhension de phénomènes émergents pour lesquels nous n'avons pas les mots pour le dire, les éléments pour l'analyse. Ainsi nous avons tendance souvent à nous rabattre sur des grilles d'analyse anciennes pour étudier des phénomènes nouveaux qui en fait nous échappent totalement.

On risque donc de rester dans le registre de la déploration – et c'est le cas particulièrement de la ville - et je ne résiste quand même pas au plaisir de rappeler que dans un contexte où des déficiences sociales sont constatées à un moment donné dans une société, la tendance a été, et continue à être, à rabattre la question du lien social sur les problèmes de la ville, et du coup à essayer de réparer le lien social à partir d'actions territorialisées dont on peut faire le bilan, avec des bons et des mauvais points.

Pour terminer et pour illustrer ce dernier point, je rappelle que lors d'un des tout premiers entretiens sur la ville, à La Villette, il y avait un parterre d'experts en train de dire : « Il n'y a pas de formes de recomposition sociale dans les banlieues, il n'y a pas ceci, il n'y a pas cela ». Et dans le parterre des tout-venants, il y avait des banlieusards dont un professeur de collègue qui avait moins peur de manier le verbe que les autres contre le savoir très expert qui s'exprimait à la tribune, qui s'est levé, très en colère, et a dit : « Mais si, il y a des formes de recomposition, mais ce ne sont pas celles que vous attendez, non seulement elles ne vous intéressent pas, mais vous n'y accordez aucun type d'intérêt ». On a sans doute fait du chemin depuis, c'était il y a une dizaine d'années, mais j'ai trouvé cette remarque intéressante et elle illustre bien les questions que les chercheurs vont exprimer ici.

## Liens aux lieux dans l'entre ville

**Laurent Devisme**

Enseignant-chercheur à l'École d'architecture de Nantes, LAUA

Merci à Françoise Navez-Bouchanine de cette introduction où l'on peut reconnaître des éléments de l'introduction du livre qu'elle a coordonné<sup>28</sup>, *Intervenir sur les territoires à urbanisation diffuse*. Si je le mentionne c'est qu'on va se situer en partie, en termes de terrain, sur des thématiques assez proches de celles évoquées dans cet ouvrage collectif. On se situe bien dans l'idée d'interroger des désirs de ville. Et à relire tout récemment l'argument qui était lié à ce colloque, c'est entre le déclin et un bruissement sourd qui était évoqué dans l'argument, que j'aimerais me situer.

Je suis membre du LAUA, laboratoire qui vient d'être réhabilité par le ministère de la culture, qui change d'intitulé. LAUA signifiait : Laboratoire architecture, usages, altérité et désormais cela signifie Langages, actions urbaines, altérité. J'estime être professionnellement (et en dehors) une sorte de militant des sciences de l'espace et des sociétés, ce qui me situe au-delà des limites disciplinaires dans lesquelles on est toujours un peu mal à l'aise.

Je voudrais évoquer deux points de vue qui semblent s'imposer aujourd'hui concernant les terrains périurbains. Le premier consiste à voir la périurbanisation comme l'une des trois vitesses problématiques de la ville contemporaine. Si je mentionne ces trois vitesses, c'est celles par exemple pointées par Jacques Donzelot, quand il identifie la relégation, la gentrification et la périurbanisation comme ses trois vitesses principales.

Le deuxième point de vue, *a contrario*, c'est le pendant de cette dramatisation que j'évoquais à l'instant, le fait que plusieurs recherches ne cessent de nous montrer la nécessité d'analyser en termes de complexité, d'hétérogénéité la croissance de la ville diffuse, quitte à ce que, dans les manières possibles d'habiter le périurbain, se développe une pensée de la ville mobile, devenant ville au choix parfois, ou ville à la carte. Et avec ces habitants d'abord caractérisés par des liens distendus avec la proximité et des figures, quitte à ce qu'aussi on aille vers les figures du nomadisme urbain qui avaient été bien critiquées par Isaac Joseph il y a peu de temps.

Ces deux points de vue ont probablement des limites et le penser de l'habiter, au sens large qu'il recouvre, renvoie soit à un appauvrissement tendanciel des espaces du proche, de plus en plus contrôlés, et à la diversification en chute libre, soit à une complexification croissante. Si l'on part de l'individu pluriel, on arrive à l'habiter pluriel, mais que peut-on faire un peu au-delà une fois qu'on a proféré cette affirmation ?

Je voudrais pointer rapidement l'intérêt de voir l'habiter dans l'entre-ville plutôt comme un agencement de liens aux lieux, plutôt comme une combinaison de cultures territoriales qu'on a probablement tort de concevoir trop souvent, de manière figée, renvoyées à des identités spatiales stabilisées. Un des éléments de conclusion est que si les mobilités qui caractériseraient l'entre-ville ont un potentiel d'altération de ces identités, ce peut être plutôt une bonne nouvelle.

On a au départ un périurbain qui est souvent vu comme une figure spatiale de l'entre-soi et de l'inverse du désir de ville, tel qu'on l'entendrait classiquement. J'ai fait référence à un texte récent de Jacques Donzelot à cet égard : on observe dans cette conception l'importance de certains terrains en France qui contribuent à cette représentation, de terrains de la métropole francilienne et de la métropole toulousaine, notamment.

Ainsi sont mis en avant plutôt un entre-soi protecteur et une hyper mobilité contrainte qui donnent lieu à une conjonction de deux critiques : une critique environnementale, on la connaît, sur le coût de la périurbanisation, etc. et également, et souvent peu dissociée objectivement, une critique sociopolitique de classes moyennes fragilisées, mais recroquevillées, enclines à des choix politiques parfois peu vertueux – je fais écho par exemple aux avant-derniers scrutins politiques en France.

J. Donzelot écrit à la fin d'un texte : « Vivre dans le périurbain, c'est s'installer non seulement à la campagne, mais dans le mouvement ». Il pointe donc ici une tension entre des aspirations et

---

<sup>28</sup> Françoise Navez-Bouchanine (dir.), *Intervenir dans les territoires à urbanisation diffuse*, éditions de l'Aube, 2005.

un vécu. On peut dès lors essayer de caractériser ce qui serait la spécificité du mode d'habiter périurbain.

Je voudrais juste mentionner, dans cette caractérisation, un travail assez important d'un jeune géographe, Laurent Cailly qui, dans sa thèse<sup>29</sup>, a essayé de montrer qu'il y avait un « pack » périurbain qui est assez structurant, avec plusieurs caractéristiques : celles d'une ville mobile, d'une ville automobile, d'une ville en boucle programmée, d'une ville réseau, d'une ville polycentrique mais hiérarchisée, d'une ville sectorisée et d'une ville multi scalaire. Et certaines combinaisons de ces caractéristiques de ce « pack » aboutissent finalement à un vécu, à une idéologie antiurbaine, qui sont fortement instrumentalisés et instrumentés par des constructeurs de maisons individuelles et par certaines municipalités jouant la petite musique de territoires singuliers.

Il est probablement problématique de ne pas intégrer plus que cela les effets de cette hyper mobilité dont nous parlent Donzelot et d'autres chercheurs. Essayer de davantage mesurer ces effets serait déjà considérer qu'un certain nombre des caractéristiques de ce « pack » valent pour une bonne partie de la société, ce qui voudrait dire que la société urbaine dans son ensemble se « périurbanise », ce qui renverrait à une moindre pertinence les différentes caractéristiques que j'évoquais.

Cela dit, il semble, d'après des travaux menés, que les pratiques qu'on peut observer dans des territoires périurbains restent fortement différenciées. On peut citer trois éléments. En raison de trajectoires sociales et spatiales qui se compliquent et qui produisent des parcours de vie différents et autant de modes d'habiter. En raison aussi de différenciations issues de ce qu'on peut appeler un potentiel de mobilité très lié au capital culturel qui amène toujours le géographe à distinguer des types de manière assez crue, puisqu'on renvoie à une catégorisation qui nous fait rencontrer des reclus, des villageois et des métropolitains. Enfin en raison d'un troisième type de différenciations : ce sont les dispositions citadines variées qui font par exemple que des classes moyennes supérieures qui ont fait le choix du périurbain vont plutôt mettre en avant une appétence citadine, minimiser la pratique de centres commerciaux périphériques et extrapoler souvent des qualités supposées, portées par la ville historique, souvent extrapolées par un vécu étudiant à un moment donné de leur vie, par exemple. On pourrait trouver d'autres exemples, mais c'est cette idée de dispositions citadines variées qui peuvent y compris intégrer un sens esthétique de la ville ou de ce qui serait « la bonne ville ». Cette catégorie de périurbains est sûrement insuffisamment discriminante pour pouvoir être retenue et s'imposer durablement.

« L'entre-ville », mentionné dans le titre de mon exposé, était évidemment une allusion au texte de Thomas Sieverts<sup>30</sup>, mais cela renvoie à un certain nombre d'enjeux d'une périurbanisation qui, gagnant des noyaux villageois ou de petites villes déjà constituées, produit parfois un « choc » et en plusieurs lieux une exacerbation de ce que Samuel Bordreuil avait identifié comme étant le socle spatial des identités.

Par exemple, tout récemment, une pièce de théâtre amateur, à Ancenis en Loire-Atlantique, entre Nantes et Angers, a mis en scène les habitants des lotissements face aux anciens d'une commune, à la fois dans l'idée de dépasser ce qui serait cette opposition entre deux populations, et par humour d'évoquer certains conflits caractéristiques de « ceux des lotissements » et « les autres ». En même temps, c'est révélateur et représentatif d'un mouvement d'amplification de liens aux lieux, amplification qu'on retrouve dans l'histoire aussi des moments rapides d'urbanisation où, tout à coup, on essaie d'exhumer à nouveau des liens forts. Je repense par exemple à la manière dont certains imaginaient régler la « crises des centres » dans les années 1960.

Cette notion de liens aux lieux, assez présente dans le programme de recherche, était au moins une autre manière de parler du versant spatial de l'identité. Mais aussi, on le voit bien, c'était une manière de dérouter plusieurs pensées de l'identité, dont on pourrait penser que c'est une notion molaire, pour reprendre les propos de Gilles Deleuze, des notions qui en imposent aux masses contrairement aux outils moléculaires d'analyse.

---

<sup>29</sup> *Pratiques spatiales, identités sociales et processus d'individualisation. Étude sur la constitution des identités spatiales individuelles au sein des classes moyennes salariées du secteur public hospitalier dans une ville intermédiaire : l'exemple de Tours*, thèse sous la direction de Michel Lussault, université de Tours.

<sup>30</sup> *Entre-ville : une lecture de la Zwischenstadt*, Thomas Sieverts, Jean-Marc Deluze (Joël Vincent, traducteur), Marseille, Éd. Parenthèses, Coll. Eupalinos, 2004.

Dans le *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*<sup>31</sup>, il est dit à propos de l'identité spatiale qu'elle correspond à l'identification d'un opérateur à un espace et qu'elle exprime ce qui, dans la relation d'un individu à l'espace, contribue à définir la phase d'acteur social de cet individu. C'est une définition intéressante dans la mesure où elle est relationnelle, où aussi on peut la travailler concrètement en voyant à chaque fois ce qui vient dérouter, déplacer, perturber une identité spatiale qui serait déjà établie. L'un de nos terrains de recherche a permis, dans un territoire fortement codé par le politique, par des géographes spécialistes de la région, par des écrivains, par divers médias... donc par ce territoire un peu figé, de renseigner et de repérer des troubles qu'on pourrait qualifier de troubles de tonalité, certes imputables à des paysages en mouvement liés à cette périurbanisation dans son mouvement de modification des formes. Cette modification des formes est liée à l'implantation de néo résidents, tantôt cultivant une image du village un peu nostalgique, tantôt développant des pratiques urbaines assez étrangères à cet univers. Mais surtout, ces troubles sont issus probablement de liens aux lieux. Ils peuvent relever d'altérités menaçantes ou supposées telles, troubles sur une incertitude du format de la situation dans laquelle on se trouve embarqué, ou bien encore des troubles liés à des juxtapositions de publics un peu incongrues et plus fortement dissemblables que certains rassemblements de publics qu'on pourrait observer dans les villes centres, constituées, qui seraient un référentiel.

Nous avons passé du temps sur la documentation d'une opposition entre des socles entretenus, notamment par toute une série d'instances locales qui n'agitent parfois que des formes sans force. Et ces formes sans force relèvent parfois de logiques de patrimonialisation ou d'emblématisation. Et donc de trouver une opposition assez forte entre ces logiques et d'autres accroches qui sont assez étrangères à ces mouvements et qui sont plutôt symétriques, sans forme *a priori*, qui pourraient aussi bien s'apparenter à des flâneries assez peu cadrées dans des territoires constitués, mais qui peuvent aller même jusqu'à des formes de dérives.

Sensibles à ces différences, et notamment en travaillant par le biais d'espaces spécifiques ou d'événements (journal local, conseil municipal, festival...), nous avons pu repérer des situations dans lesquelles différentes figures qui seraient établies une fois pour toutes (les reclus, les villageois, les métropolitains...) jouent de cette condition, la font évoluer. Ce qui donne l'occasion d'éprouver les limites de telle organisation de services, de tel dispositif. Les dissonances que l'on peut repérer sont autant d'accroches intéressantes pour envisager d'autres manières de regarder ces territoires.

Nous avons ainsi essayé de caractériser un certain nombre de liens aux lieux. Des liens forts, ce peut être le lien domestique, le lien inspiré, le lien dramatisé, etc. Des liens faibles, ce peut être le lien d'agrément, le lien de commodité, qui sont finalement beaucoup plus présents qu'on ne le pense, dans les territoires de cet ordre.

Un des éléments de conclusion, c'est plutôt de penser que chaque individu a des ressorts, et peut plus ou moins activer ces différents liens. Ce qu'on a observé en tout cas, c'est qu'il y a plus une composition entre eux de ces différents liens que l'expression unilatérale de l'un d'entre eux.

Certes, on avait à faire à des individus qui ont des cultures embarquées : culture générationnelle, culture du travail, culture locale, mais vulnérabilisées par un certain nombre de rencontres, de situations problématiques. Cette vulnérabilité était parfois l'occasion d'apprentissages, de voies de dépassement d'un capital spatial qui autrement est tout le temps considéré sous la grille de la sédimentation, de la propriété, du territoire borné. Et donc les différents mouvements – et on a pu assister à une grande typologie de ces mouvements – peuvent générer une culture du côtoiement qui n'a rien à voir avec cette culture, ce paradigme territorial que j'évoquais tout à l'heure.

Je vais tenter de tirer quelques implications possibles qui renverraient à des préoccupations d'action publique. D'abord – et d'après les autres terrains de la recherche dont les observations étaient consignées dans notre rapport collectif – il nous apparaissait que les territoires sont plutôt issus de négociations qu'issus d'identités, qu'on a toujours plutôt à faire à des territoires circulatoires, relevant du mouvement plutôt que de l'enclave. Donc considérer les territoires sous cet angle, c'est d'une part revoir un certain nombre d'éléments de la sociologie urbaine récente, c'est aussi sûrement envisager des actions publiques moins spatialistes ou moins spatialisantes, non pas qu'elles n'aient plus à s'intéresser à ce que fait la distance ou l'espace

---

<sup>31</sup> *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Jacques Lévy et Michel Lussault (dir.), Paris, Belin, 2003.

dans les sociétés, mais de ne pas postuler depuis des figures des effets mécaniques de l'ordre de l'assignation à comportement.

Tout porte donc à penser que les acteurs politiques gagneraient à passer plus franchement d'un régime identitaire territorial, duquel partent de nombreuses actions de codification, à un autre régime qui tendrait plutôt à soutenir, à entretenir, à valoriser des troubles et autres mésententes. Il semble que ceci est aussi valable pour des actions périurbaines qui renverraient à cet univers plus contrasté qu'on ne le pense. Mais c'est aussi vrai dans ce cadre-là que probablement dans le cadre d'une politique de la ville qui, dans ses derniers tournants, renverrait à nouveau à une idéologie territorialisante forte, qu'on la repère dans cette invocation d'une nouvelle échelle humaine, de nouveaux nids, etc. ou bien dans un référentiel dominé par le « à chacun sa place selon ses mérites ».

## **La dissolution de la ville dans l'urbain : échec stratégique et opportunités tactiques**

**Renaud Epstein**

*Consultant au Centre d'analyse des politiques territoriales et doctorant au GAPP, Groupe d'analyse des politiques publiques (maintenant Institut des sciences sociales du politique)*

Mes travaux portent essentiellement aujourd'hui sur les reconfigurations territoriales de l'État, sur ce que j'appelle le gouvernement à distance des territoires, questions assez éloignées du sujet que je vais aborder aujourd'hui.

La recherche sur les *raves*, sur les *free parties* que j'ai conduite avec Astrid Fontaine dans le cadre de ce programme de recherche est assez ancienne. Elle remonte à 2001. Le phénomène sur lequel elle a porté a disparu. Tous ces éléments combinés font que j'ai un peu le sentiment que cette présentation relève plutôt de l'exercice formel. C'est en découvrant il y a quelques mois les travaux de Michel de Certeau que j'ai eu une petite révélation et que j'ai changé le titre de mon intervention. Ce que j'ai lu m'a amené à revisiter la recherche qu'on avait menée.

Dans le thème I de *L'invention du quotidien*<sup>32</sup> : *Arts de faire*, de Certeau opère une distinction entre stratégie et tactique. La stratégie fait partie des attributs de la puissance, correspond au calcul d'un rapport de forces qui suppose la circonscription d'un territoire comme lieu propre. À l'inverse, la tactique correspond à un calcul des faibles, c'est-à-dire de ceux qui ne peuvent pas compter sur un lieu propre. C'est à partir de cette distinction que je vais organiser mon propos. Si je repars de notre projet de recherche initial, on l'a habillé « culture », mais de fait il portait de questions urbaines, d'interrogations sur les mutations de la ville. Il nous semblait que, en considérant les modalités territoriales des fêtes techno, on pouvait rapporter des matériaux qui renseigneraient sur les mutations de la ville.

Ces mutations de la ville sont complexes. Il y a de multiples analyses qui coexistent pour les donner à voir, en donner à voir les ressorts. D'ailleurs les analyses sont bien moins connues que les figures de la ville qu'elles proposent : la ville globale, la ville duale, la ville émergente, la ville éclatée, la ville à trois vitesses, la ville archipel... On connaît bien ces formules dont chacune d'elles renvoie à un corpus d'analyse assez particulier et pas toujours convergent. On connaît les figures, on ne connaît pas forcément les analyses. On débat des formules, on ne débat plus des analyses.

Je trouve que la formule de Françoise Choay qui parle du passage de la ville à l'urbain généralisé est particulièrement éclairante. Elle souligne la rupture historique qui s'est opérée, rupture dont les ressorts principaux sont comme toujours, dans l'histoire urbaine, à trouver dans les évolutions techniques et dans leur appropriation sociale. Ce que montre F. Choay, c'est que le passage de la ville historique européenne à cet urbain généralisé, diffus, éclaté, est directement lié à une mutation. Cette mutation dans le domaine des mobilités, et des mobilités de toutes sortes, mobilités corporelles – je parle de la division de Ury, pas de celle de Kaufmann – est une mobilité incorporelle liée aux télécommunications et tout ce qu'elles induisent sur les transformations sociales.

Ce passage de la ville historique européenne à l'urbain généralisé peut être lu sous l'angle de l'échec stratégique de l'État face aux forces du marché. Quand je dis « face aux forces du marché », ce n'est pas face au capital, c'est face aux individus. Plus exactement, il me semble qu'on voit combien le passage de la ville à l'urbain généralisé limite drastiquement l'efficacité des instruments d'intervention dont dispose l'État pour organiser ou pour maîtriser l'évolution du territoire. L'urbain généralisé, notre urbain d'aujourd'hui, semble résister à l'emprise de l'État. Que ce soit par le biais d'une gestion centralisée – ce modèle de gestion territoriale qui a prévalu jusqu'à la fin des années 1970 qui déjà ne fonctionnait plus – que ce soit par le biais d'un gouvernement négocié – ce mode de gestion des territoires qu'on a vu, à la limite, d'une

---

<sup>32</sup> Michel de Certeau, *L'invention du quotidien*, 1. Arts de faire et 2. Habiter, cuisiner, Ed. établie et présentée par Luce Giard, Gallimard, 1990.

décentralisation à l'autre et dont on a vu aussi qu'il n'était pas à la hauteur, qu'il ne permettait pas à l'État de maîtriser le territoire.

Or, si je reviens à de Certeau, la maîtrise d'un territoire conditionne la possibilité d'une action stratégique. Dès lors, si l'État perd la maîtrise de son territoire, c'est sa capacité stratégique qui disparaît. C'est en cela que je lis le passage de la ville à l'urbain, sous l'angle de la mise en échec des capacités stratégiques de l'État. Le terme État étant à entendre au sens large, bien évidemment.

L'urbain généralisé ne saurait pourtant être considéré comme un échec d'une politique sectorielle, en l'occurrence l'échec de la politique urbaine et donc du ministère de l'Équipement. C'est l'action publique, donc c'est l'État dans son ensemble, qui apparaît déstabilisé par cette mutation spatiale. Les politiques culturelles n'échappent pas à la remise en cause, au contraire, au sens où ce sont ces politiques-là qui sont peut-être plus que toutes autres – au moins autant et sans doute plus que bien d'autres – indexées sur la ville historique et sur la centralité urbaine.

L'association entre culture et centralité se retrouve partout et de tous temps. Elle est constante, que ce soit dans les politiques d'aménagement culturel... et de ce point de vue, de la création des villes nouvelles dans les années 1960 au schéma de services collectifs Culture de 1999, on est sur la même ligne. On la retrouve du côté des créateurs, il n'y a qu'à voir les dénonciations récurrentes, les mouvements, les mises à l'écart des centres urbains qu'ils subissent sous l'effet du renchérissement du foncier.

Cela peut sembler un peu éloigné de l'objet dont j'étais supposé parler, à savoir des raves. En fait, cela ne l'est pas. Je voudrais prolonger sur la distinction de de Certeau qui est éclairante pour comprendre l'émergence mais aussi l'éradication des raves ; pour comprendre l'émergence, la multiplication des raves dans les années 1990 et comprendre la répression qu'elles ont subie à partir de l'été 2001, jusqu'à la disparition de ce phénomène.

Si je reprends les termes exacts de de Certeau – c'est une pensée qui n'est pas évidente à résumer, car elle est dans la formule – : *« La tactique n'a pour lieu que celui de l'autre, elle s'y insinue, fragmentairement, sans le saisir en son entier, sans pouvoir le tenir à distance. Elle ne dispose pas de bases où capitaliser ses avantages, préparer ses expansions et assurer une indépendance par rapport aux circonstances. Du fait de son non-lieu, la tactique dépend du temps, vigilante à y saisir au vol des possibilités de profit. Ce qu'elle gagne, elle ne le garde pas. Il lui faut constamment jouer avec les événements pour en faire des occasions. Sans cesse, le faible doit tirer parti de forces qui lui sont étrangères. Il effectue en des moments opportuns où il combine des éléments hétérogènes. Leur synthèse intellectuelle a pour forme non un discours mais la décision même, acte et manière de saisir l'occasion : bons tours, arts de faire des coups, astuces de chasseurs, mobilités manœuvrières, situations polymorphes, trouvailles jubilatoires, poétiques autant que guerrières ».*

Je ne vous cacherai pas que quand je suis tombé sur ces lignes, j'ai trouvé cela extrêmement troublant. Il y a cinq ans, j'avais fait une recherche sur les raves, et je n'avais pas lu de Certeau ; or, dans cette définition de la tactique, tout faisait écho à ce que j'avais pu observer au cours de cette recherche. Depuis son origine, la rave présente la particularité d'être sans base fixe. Ses organisateurs revendiquent, à la suite des *travellers* anglais qui ont inventé la rave, le nomadisme. La diffusion européenne et la diffusion mondiale des raves a d'ailleurs suivi des pérégrinations de ces groupes de néo-hippies qui sont partis sillonner le monde dans leurs camions. Les camions étaient transformés en lieux de vie chargés de tout le matériel nécessaire pour transformer n'importe quel lieu en espaces de *free-parties*, c'est-à-dire en l'espace d'une fête à la fois libre et gratuite.

La rave n'a pas de lieu propre. Je reste dans la terminologie de de Certeau. Au contraire, elle fuit les lieux dévolus à la fête, ce qui se traduit, sur le plan géographique, par une fuite hors de la centralité urbaine. Bien sûr, il y a des fêtes techno dans la centralité, via l'offre des établissements de nuit, l'offre des clubs. Mais si je considère les seules raves ou *free-parties*, il y a une rupture entre clubs d'un côté et raves et *free-parties* de l'autre. Entre raves et *free-parties*, par contre, il y a un continuum. Si je considère donc cette forme de fête, il est clair que les raves n'ont pas leur place dans les espaces centraux ni même péri-centraux. Au contraire, elles prennent corps en lointaine périphérie, à l'écart de la ville. La singularité territoriale des raves n'est pas que géographique, elle tient aussi aux lieux dans lesquels ces fêtes prennent corps. Les raves fuient les équipements qui sont conçus spécifiquement pour la fête, pour privilégier et se dérouler dans des friches diverses : des friches industrielles, des friches militaires, des friches commerciales, des gares ou des champignonnières désaffectées, etc. L'espace d'une nuit, les raves détournent ces

lieux de leur fonction, leur rendent même une fonction qu'ils avaient perdue ; ils semblaient avoir perdu toute utilité et fonction dans le jeu urbain.

Le choix et l'investissement de ces lieux relèvent bien de la tactique. Leur statut incertain les rend aisément appropriables, sur le mode du squat temporaire. Leur faible visibilité réduit les risques d'intervention rapide des forces de l'ordre. Leur esthétique peu banale, en tout cas en regard de l'expérience des participants, permet de compenser la faiblesse des ressources : ressources temporelles, financières, techniques, dont disposent les participants pour décorer les lieux. Les préparatifs sur le site sont limités. Quand un groupe d'organisateur d'une rave arrive, la priorité est de « poser le son », c'est l'expression. Il faut mettre en place dans l'urgence l'ensemble du dispositif technique nécessaire pour faire la fête, il faut faire rapidement converger une foule, pour empêcher, limiter les risques d'intervention policière.

C'est donc un rapport assez inédit au territoire qui se dessine avec ces fêtes et qui est directement lié aux avancées techniques récentes et à leurs usages : *sound system*, supports de la mobilité (automobiles ou outils de communication numérique)... Le *sound system*, c'est d'abord un dispositif technique, d'appareillages techniques qui a permis de s'émanciper des lourds dispositifs immobilisés dans les clubs et les salles de concert. Il suffit désormais d'une camionnette pour transporter le matériel de sonorisation et d'éclairage nécessaire pour faire danser des milliers de personnes. Le réseau Internet et les téléphones portables ont aussi été fortement mobilisés par le mouvement techno. Je me suis amusé à établir la corrélation et le nombre de raves, le public des raves, et le taux de pénétration d'Internet et le taux de pénétration des téléphones portables en France, le résultat est une corrélation extrêmement sensible. Ce n'est pas une coïncidence : Internet, les téléphones portables sont des instruments qui ont rendu possible l'attraction d'un large public dans des événements clandestins, en assurant une diffusion instantanée, à faible coût, de l'information relative à la localisation des fêtes.

Enfin, il est difficile de traiter des raves sans parler des véhicules automobiles, d'abord parce qu'ils permettent de s'autonomiser de toute offre de transport collectif pour organiser un événement collectif. Il suffit de diffuser les indications routières sur une messagerie téléphonique pour faire converger en quelques heures des centaines, voire des milliers de voitures dans un lieu perdu. Mais les véhicules sont aussi présents dans l'espace de la fête, ils servent à délimiter les différents sous-espaces, ils offrent aux participants un espace de repli, d'autonomie, tout au long d'un temps festif qui est extrêmement allongé, dilaté.

Si la dimension artistique de la techno et plus encore de la fête techno n'a pas paru évidente pour les responsables des politiques culturelles – j'en veux pour preuve l'absence ou la faiblesse des expressions de ce monde à l'occasion de la répression dont elles ont été victimes - je crois qu'il est difficile de ne pas voir, dans ces raves, ce que de Certeau appelle « un art de faire des coups ».

Les pratiques des organisateurs des raves mais aussi des participants relèvent bien d'astuces de chasseurs, de mobilités manœuvrières, de trouvailles jubilatoires poétiques autant que guerrières. Et finalement, ce que nous apprend la rave et l'éclairage de de Certeau, c'est que si le passage de la ville à l'urbain est un échec stratégique de l'État, c'est aussi une source d'opportunités tactiques nouvelles pour les individus. On peut même penser que dans une civilisation de l'urbain généralisé, cet art de faire des coups devient une dimension centrale de la culture de la ville et de la culture dans la ville, pour reprendre les intitulés initiaux de l'appel d'offres de recherche du programme.

J'en arrive à la conclusion à laquelle je voulais aller, puisqu'il s'agissait de mettre en relation mes travaux d'hier et mes travaux d'aujourd'hui. C'est intéressant qu'on revoie les débats français sur la ville aujourd'hui, surtout par comparaison à ceux qu'on peut observer ailleurs dans le monde, même tout près de nous, en Europe, alors même que les phénomènes sont à bien des égards similaires. C'est que les débats français sur la ville sont marqués par une grande peur, par une énorme angoisse qui s'incarne dans la formule de Donzelot, celle d'une ville qui ne fait plus société. Ce qui est intéressant, c'est peut-être moins la formule et ce qu'elle nous dit sur la ville et sur la société, que son succès qui lui nous dit beaucoup sur la société française. Dans notre tradition politique, c'est l'État qui institue la société. Et derrière l'angoisse d'une ville qui ne fait plus société, je crois que ce qui transparait sans mal, c'est la peur de voir l'État perdre la maîtrise de son territoire. Cette dernière crainte peut expliquer à la fois la politique de répression des raves en 2002 et la gestion publique des quartiers émeutiers de novembre dernier, les quartiers populaires et immigrés.

Il semble qu'on puisse mettre en relation, d'un double point de vue, la répression des raves comme le remplacement d'une Politique de la ville par une politique de rénovation urbaine. Tout d'abord on assiste dans les deux cas à une volonté publique d'éradication de toute forme d'appropriation d'un territoire par une jeunesse perçue comme déviante. Les raves en fournissent une illustration paroxystique. La deuxième forme de mise en relation, c'est qu'il semble que dans le cas des raves comme dans celui de la rénovation urbaine, les modes d'intervention étatique privilégient la visibilité de l'action publique, souvent au détriment des objectifs mis en avant pour justifier la politique menée. Comme s'il s'agissait aujourd'hui avant tout de rassurer l'ensemble de la société quant à la capacité de l'État à maîtriser son territoire.

Pour moi qui étudie aujourd'hui la rénovation urbaine, on peut être rassuré, l'État n'a pas perdu la maîtrise de son territoire, il est dans une phase de mutation, de transformation de son outil et de ses instruments. Il invente de nouveaux modes de gouvernement à distance du territoire. Il n'a plus besoin d'être dans le territoire pour le maîtriser. Il peut, il doit même, s'il souhaite maîtriser le territoire, se retirer du territoire, pour pouvoir s'engager dans ce que Foucault a appelé une conduite des conduites. Je n'ai pas le temps de développer, mais ceux que cela intéresse, je les renvoie à l'article paru dans la revue *Esprit* de novembre 2005<sup>33</sup>.

## Débat

*Jean-Marie Bataille* émet deux remarques, disant que les propos de Renaud Epstein sont « très inspirants », qu'ils font beaucoup réfléchir à des choses que l'on peut observer au quotidien, notamment à la manière dont est travaillé le mobilier urbain, avec l'idée que les gens n'ont pas à s'arrêter dans l'urbain, que ce n'est pas du tout prévu, qu'on doit rester dans la mobilité. Il s'interroge sur la manière de concevoir en France le déplacement et la mobilité. Aujourd'hui, on pense les centres urbains comme étant des espaces où l'on ne doit pas s'arrêter. Si l'on s'arrête, c'est qu'il y a un problème, et la police vient et dit : « Vous devez vous remettre en mouvement... ».

Il pense aussi qu'il y a une grille d'analyse qui s'ajoute à celle énoncée qui est la question des générations. Enfin, sa troisième remarque a trait à des questions de terrain. J. M. Bataille travaille dans la ville de Bagneux, proche de Paris, qui donne une image positive de ce qu'elle est comme ville, en disant : « Nous sommes à 3,5 kilomètres de Paris, et nous avons un espace urbain peu dense, dans lequel il faut bon vivre ». Au quotidien, dans son travail de directeur du service Jeunesse, il se dit : « Il y a une dissonance entre ce discours affiché, qui au fond peut être intéressant pour les habitants, et ce que la population jeune a comme désirs de ville ? ». Il a plutôt l'impression que ces jeunes seraient assez contents que la ville se densifie, soit plus en mouvement, et qu'ils prennent place à l'intérieur d'elle.

Il demande donc si les chercheurs qui viennent de parler voient des ponts possibles entre de l'espace urbain proche de Paris et ces espaces périurbains et divers ?

*Renaud Epstein* répond qu'il y a plusieurs manières d'entendre le terme « générations ». La jeunesse n'est pas une catégorie en soi, c'est une catégorie de l'action publique, mais elle est d'une telle hétérogénéité qu'elle ne représente rien. Donc parler de génération est plus intéressant car c'est donner à voir la manière dont les gens se construisent et se socialisent dans des contextes historiques et urbains dissemblables. Les jeunes générations sont des générations qui ont grandi dans cet urbain, dans cet espace où les outils de communication sont partout, où le rapport à l'espace et au territoire n'a pas disparu (on n'est pas dans la déterritorialisation), mais il est multiple. Il y a des rapports à des territoires vécus, des projections dans le territoire physique par le biais des instruments de communication. Et, à l'évidence, l'expérience territoriale et la perception du territoire de ces générations n'auront pas grand-chose à voir avec les nôtres quelles qu'elles soient, même s'il y a différentes générations dans cette salle. C'est en cela que la question des générations est importante.

*Laurent Devisme* répond également sur la question des dissonances en disant que la force de l'idéologie territoriale est, à Nantes, assez proche de celle exprimée pour Bagneux et fait qu'elle

---

<sup>33</sup> Des sociétés ingouvernables ?, *Esprit*, novembre 2005, « Introduction : Relire Michel Foucault pour comprendre les changements de gouvernementalité ».

se décline parfois dans des politiques et dans des objets. Il y aurait une opposition entre ce qui serait l'espace vécu et l'espace conçu et on pourrait dire que c'est normal car ce sont d'autres logiques. Sauf qu'on s'aperçoit d'une dissonance telle qu'elle pose problème dans des possibilités de liens aux lieux et fait dire : « Vraiment, ce que nous propose le politique en tel ou tel lieu ou entité n'a absolument rien à voir avec ce que l'on pourrait désirer »... Ce qui est frappant, c'est de voir répandue, y compris dans la ville de Bagneux, l'idée de renvoyer ou de travailler sur la faible densité, la ville où il fait bon vivre, où la tranquillité domine, est tout de même complètement sidérante.

*Françoise Navez-Bouchanine*, toujours sur la dissonance, constate qu'en fait la dissonance, les tensions entre les discours et les actes, mais aussi les tensions entre l'urbanisation volontariste et ce qui se fait, à son avis, n'est pas assez travaillé. On parlait de l'entre-deux comme un tiraillement entre deux choses, alors qu'en tant que sociologue, un entre-deux a une épaisseur sociologique extraordinaire, parce qu'il faut ensuite examiner les effets sociaux qu'ont ces tensions. Il se passe plein de choses, y compris des négociations qui prennent corps dans la dissonance, dans l'entre-deux, et qui inventent des choses qui après sont reçues ou pas reçues. Quand on parle d'entre-deux, on a vraiment l'impression qu'on oppose deux pôles et qu'il y a du vide au milieu. Sociologiquement, c'est totalement faux.

*Laurence Mayeur* souhaite revenir sur la question posée par Renaud Epstein sur la mise en échec des capacités stratégiques de l'État. Elle pense qu'il faudrait creuser cette question parce qu'elle est aujourd'hui essentielle et d'actualité et qu'il faut se demander quel est aujourd'hui le véritable territoire de l'action politique ou de l'action publique. Est-ce la ville, au sens de la commune ? Est-ce l'intercommunal, le département, la région, des administrations centrales, etc. ?

Si l'on cherche la gouvernance et pourquoi une certaine partie de la Politique de la ville est remise en cause aujourd'hui, c'est à cause de cela et des effets pervers de la décentralisation. C'est la raison pour laquelle le FASILD est aussi attaché à sa déconcentration, parce qu'on a, à l'échelle régionale, le lien intermédiaire qui permet d'avoir un lieu d'échange sur des dispositifs et des crédits. Le problème n'est pas de critiquer ce qui a été fait dans les quartiers, ni le fait d'être contraint aujourd'hui - puisque l'État est nu, et sur le *welfare* et sur la politique sociale - d'injecter des crédits sur le communal, l'intercommunal et de monter des projets partenariaux avec les acteurs.

Le problème est de savoir à quel moment on réduit l'incertitude sur des catalogues de dispositifs : on échange, on gouverne, *a minima*. C'est-à-dire, pour citer *Le déclin des institutions* de Dubet<sup>34</sup>, quel est le lieu de régulation au milieu qui se joue ? Les effets pervers de la décentralisation pour l'ensemble des politiques publiques provient de ce que ce lieu intermédiaire n'existe pas, ou en tout cas il n'existe pas en termes d'échange. Aujourd'hui le délégué régional du FASILD est à égalité avec le préfet de région.

*Renaud Epstein* réplique que cette question institutionnelle est centrale pour les acteurs publics aujourd'hui. D'abord parce qu'il n'y a pas d'effet pervers de la décentralisation. Il y a très clairement une grande réussite actuelle d'un mouvement non pas de décentralisation, mais de concentration. On n'a plus seulement décentralisation plus déconcentration, mais décentralisation plus concentration. C'est un mouvement, il y a une disjonction entre ces deux phénomènes qui est cohérente, qui correspond à la maîtrise par le pouvoir central et non plus l'administration d'État, une maîtrise des rares zones d'incertitude que le pouvoir central peut encore maîtriser. On essaie de concentrer parce que la maîtrise des zones d'incertitude, c'est le pouvoir. Quand on lit des ouvrages britanniques, on voit que la réflexion en sciences politiques ou en sociologie urbaine en Angleterre, aux Pays-Bas, au Danemark, que des gens comme Brenner ou Jessop, quand ils parlent de *Rescaling of the state space*<sup>35</sup>, nous donnent une perspective. Ce qui est en jeu, ce n'est pas l'évolution de la distribution des compétences entre des institutions et des pouvoirs. La question du rapport entre le délégué régional du FASILD et le préfet est importante.

---

<sup>34</sup> François Dubet, *Le déclin de l'institution*, Paris, Éd. du Seuil, coll. L'épreuve des faits, 2002.

<sup>35</sup> Neil Brenner, Bob Jessop, Martin Jones and Gordon MacLeod, *State/Space: A Reader*, Blackwell Publishers, 2002 ; Neil Brenner, *New State Spaces. Urban Governance and the Rescaling of Statehood*, Oxford and New York: Oxford University Press, 2004.

Ce qui est en jeu, c'est une transformation bien plus radicale de la forme de l'État telle qu'on l'a pensée en France. Et s'il y a un problème avec l'acte II de la décentralisation, ce n'est pas dans des petits jeux. Il est combiné, confiné avec une série d'autres choses, il redessine radicalement les institutions sans que ce soit dit et sans que personne ne le comprenne.

*François Ménard*, en prolongement de ce qui vient d'être dit, se déclare pas complètement satisfait par la conclusion ou la pseudo conclusion donnée par Renaud Epstein, disant qu'il y aurait une reprise stratégique de l'État par le gouvernement à distance, et finalement une nouvelle capacité à maîtriser le territoire. Il pense que c'est la limite de l'analyse faite à partir de Michel de Certeau sur la distinction entre tactique et stratégie, parce qu'aujourd'hui l'État est dans une posture qui est ni tactique ni stratégique, mais peut-être entre les deux ou peut-être ailleurs. L'État a la capacité particulière, non pas de s'appuyer sur un territoire, mais justement de le dessiner. Aujourd'hui, là où l'État a une stratégie, là est son territoire. Il ne maîtrise pas le territoire matériel, physique, hérité, il a le territoire que sa stratégie dessine. Est-ce que c'est une stratégie ou est-ce que c'est une tactique ? C'est ce qui pose problème dans l'analyse de Renaud Epstein. Les territoires dessinés par la politique de l'ANRU par exemple, ce n'est pas tout le territoire national, ce n'est pas tout le territoire urbain, et ce n'est pas toute sa maîtrise. On pourrait dire la même chose pour les autres formes de gouvernement.

*Christian Guinchard* fait une remarque un peu moqueuse, disant que quand Mersén a découvert Descartes, il a eu des palpitations ! Il ajoute plus sérieusement que lui aussi a été très marqué par la lecture de de Certeau, mais il lui semble qu'il serait plus intéressant, plutôt que d'opposer de façon statique les tactiques et les stratégies, de les mettre en marche, de voir quelles sont les continuités que peuvent accumuler les tacticiens. Quand on écoute le discours sur les ravers, on voit bien qu'il y a des éléments de stabilité sur lesquels ils peuvent s'appuyer. On peut retourner la question également et dire que peut-être le stratège par moments est obligé d'avoir des tactiques, sinon il prend un char d'assaut pour écraser une mouche. Dans le cadre des politiques décentralisées, c'est un peu ce qui se passe. Par rapport à la discussion, le moyen de sortir de de Certeau serait peut-être d'aller chercher des outils qui permettent de mieux comprendre, et ce à travers une notion qui est celle de projet. C'est-à-dire reprendre tactiques, stratégies, en voyant comment les gens accumulent des duretés, construisent des choses car de Certeau tout seul – c'est une question épistémologique – c'est un peu binaire.

## **Cultures territoriales des rassemblements de jeunes et action publique**

**Jérôme Boissonade**

*Université du Littoral Côte d'Opale*

Le type de recherche menée avec Laurent Devisme et Nicolas Auray n'était pas évidente à faire financer parce que nous avons trois terrains très différents : l'un urbain, le deuxième étranger et le troisième mélangeant des hackers à Berlin, des néo-villageois dans la banlieue de Nantes et des jeunes de banlieue parisienne. Il fallait donc trouver une structure qui permette d'avancer dans la compréhension du mouvement. En fait c'était un peu l'objet de notre recherche de savoir dans quelle mesure le mouvement arrive à faire société.

Je vais partir de ma contribution à cette recherche pour essayer d'articuler avec l'action publique, ce que nous avons à peine esquissé dans la recherche.

Je partirai d'une phrase lue récemment dans un ouvrage sur les banlieues paru en 2004 et je vais essayer d'infirmer un peu cette citation dont je ne nommerai pas l'auteur : « *La complexité sociale des banlieues transforme tout projet de règles collectives en un véritable casse-tête* ». L'auteur évoque le caractère « *mosaïque voire capricieux des populations de banlieue* ». « *Ce défi, dit-il, tient de la quadrature du cercle car plus on cherche à se faire comprendre et plus on s'approche de la diversité, de la dispersion, et plus on s'éloigne alors des principes d'égalité devant la loi, d'unité de la loi et de transparence de celle-ci.* » Cela rejoint donc un peu le débat qu'on a eu sur tactique et stratégie et action publique.

Peut-être qu'une première réponse à cette citation, c'est que la diversité culturelle s'est imposée dans la politique de la ville essentiellement à travers les acteurs sociaux. On est passé d'un acteur surplombant à des acteurs locaux beaucoup plus présents, et cet interculturalisme est devenu un référentiel destiné à éviter la dérive communautariste et qui est revenu sur le devant de la scène assez récemment.

Ce que j'aimerais, c'est qu'en étudiant les regroupements de jeunes, on essaie d'aller un peu plus loin que ces approches en termes de complexité ou de diversité, pour plutôt parler en terme de pluralité. Il semble que dans la thématique de ce matin : « Trajectoires en devenir », le terme de « trajectoires » est un bon moyen pour dépasser les approches en termes de diversité et de complexité. Cela implique d'envisager une vision pluraliste des regroupements de jeunes. Vision pluraliste à laquelle ont fait référence à la fois Alain Battégay et Françoise Navez-Bouchanine. Ensuite il faut en tirer les conséquences pour les modes d'action publique. Il semble qu'on n'ait pas encore assez avancé sur les conséquences que peut avoir une telle approche en terme d'action publique.

Comme le disait Alain Battégay, une conception pluraliste implique de considérer un pluralisme non pas seulement entre les cultures ou entre les individus, mais aussi au sein des groupes, au sein des individus, au sein des sociétés, et au sein des cultures. C'est l'idée que les individus, les sociétés sont composés d'une pluralité de forces, de logiques qui sont potentiellement contradictoires.

Considérer des individus ou des sociétés composés de forces contradictoires a plusieurs conséquences. La première, c'est que toute homogénéité, que toute stabilité résulte d'une association temporaire, réversible, de ces forces hétérogènes. La deuxième, c'est que d'une situation à l'autre, les logiques peuvent différer. On peut s'inscrire dans une logique ou dans une situation et s'inscrire dans une autre logique, dans une situation ultérieure. Les régimes d'action, c'est-à-dire les cadres dans lesquels on se moule pour réagir dans ces situations peuvent être différents. On peut passer d'un registre de calcul stratégique par rapport à nos propres intérêts, ensuite avoir un sens fort de la justice, ou encore on peut donner sans compter dans une autre situation.

Suivant les situations auxquelles on est confronté, on peut adopter des logiques d'action différentes. Cette question faisait partie de l'appel d'offres qui nous avait été soumis ; on peut à

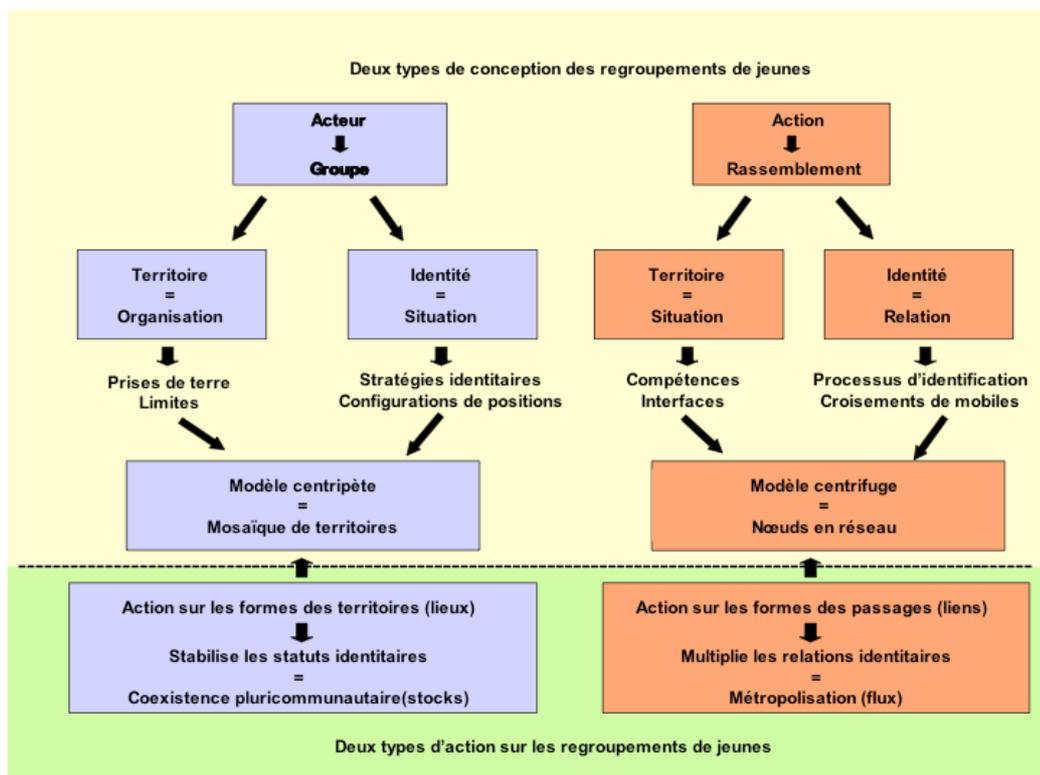
ce moment-là parler de culture composite, reconfigurée lors des situations auxquelles sont confrontés les individus et les groupes.

La quatrième conséquence, qu'on a plus particulièrement travaillée dans notre recherche, c'est que ce sont les mises en mouvement des individus et des groupes qui conduisent aux différentes situations et qui permettent de reconfigurer les cultures.

Une cinquième conséquence, c'est que si ces mises en mouvement permettent de créer ou d'approcher de nouvelles situations – Laurent Devisme parlait de vulnérabilité –, c'est l'idée que dans chaque situation, il y a une épreuve potentielle, que chaque nouvelle situation rencontrée peut être une épreuve ordinaire.

Enfin sixième conséquence, c'était un peu la logique qu'on avait prise dans notre réponse à l'appel d'offres, c'était l'idée que relever ces épreuves participent à une mobilisation, à un engagement, mais à une mobilisation de forme particulière d'apprentissage et de créativité. C'est dans ce sens que s'inscrivait notre travail, l'idée que surmonter ces épreuves, c'est mobiliser des formes d'apprentissage.

Évidemment, l'action publique, dans ce cadre, devrait *a priori* à la fois favoriser ces formes d'apprentissage et de créativité, à travers donc des mises à l'épreuve, sans risquer la désaffiliation des publics puisque qui dit épreuve dit risque de gain d'apprentissage mais aussi risque de perte.



Dans le schéma ci-dessus, j'ai essayé d'articuler les types de conception des regroupements de jeunes et les types d'action publique que cela peut entraîner. On a à gauche un type de conception plutôt classique, c'est-à-dire qu'on imagine un groupe de jeunes formé d'acteurs. Ces acteurs sont vus soit comme délinquants soit sous l'aspect de la richesse, de la culture urbaine, etc. et les analyses basculent alors assez rapidement d'un type d'acteurs à l'autre. À droite, si on considère plutôt l'action (ce que j'ai fait dans la recherche qu'on a menée), l'idée qu'on s'intéresse plutôt au rassemblement, c'est-à-dire à l'acte de se rassembler ou de se séparer. On considère alors le rassemblement de jeunes comme n'importe quel autre rassemblement urbain, au sens large, c'est-à-dire l'idée qu'on va travailler le mouvement qui va faire se rassembler, qui va faire se séparer, se déplacer, etc., plutôt que des acteurs constituant des groupes.

C'est ce qu'on commence à voir dans les cases en dessous. À gauche, dans les cases des acteurs constituant des groupes, on en arrive à la constitution de territoires en tant qu'organisation, et à la constitution d'identités statutaires. C'est l'idée que les jeunes défendraient un territoire privatisé et qu'ils auraient une identité spécifique, très forte, qui garantirait leur privatisation territoriale et qui en serait le support. Dans la deuxième conception, donc une conception pluraliste, c'est l'idée que le territoire dépend essentiellement de la situation rencontrée, et que donc le territoire qui va être convoqué lors d'une situation va être différent de celui qui va être convoqué dans une autre situation et que le même groupe de jeunes par exemple va revendiquer des territoires de manières différentes et des formes de territoires différentes suivant les situations. On a le même principe pour les identités. Les identités se forment essentiellement dans les relations lors de ces situations, et donc cette identité va évoluer au cours des situations.

Si on considère, donc à gauche du tableau, des territoires en tant qu'organisations, on va aborder ce territoire en tant que prise de terre, avec des limites. C'est le squat des halls d'immeubles etc., des limites à ne pas dépasser et des stratégies identitaires de la part de ces jeunes qui vont affirmer une position forte au sein d'un ensemble d'habitations par exemple, et affirmer une configuration de position, c'est-à-dire toujours la même place, toujours le même lieu etc. Ce sont les conceptions habituelles qu'on a de la chose. Dans une conception pluraliste, si l'on considère que les territoires dépendent des situations, le maintien de ces territoires dépend essentiellement des compétences qui sont développées lors de ces situations et ce qui compte plus que les limites, ce sont plutôt les interfaces, c'est-à-dire l'espace de l'entre-deux évoqué tout à l'heure.

Il en est de même pour les identités. Si l'identité se forme dans la relation, ce qui compte est alors le processus d'identification, et l'on considère non plus l'identité résultant d'une configuration de position en s'inscrivant dans une configuration de position, la position d'untel ou untel, le leader, le bouc émissaire, etc., mais plutôt comme un croisement de mobiles (là encore, on fait référence à de Certeau) comme on parle de mobiles pour les crimes. C'est l'idée que les identités se forment lors des situations dans le croisement des différents mobiles des différents participants.

On en arrive alors, dans la partie de gauche, dans la conception que j'appelle « classique » peut-être de manière un peu trop générique. On a une conception du groupe de jeunes dans un modèle centripète, c'est-à-dire une espèce de trou noir qui rassemble, qui attire les jeunes et qui les attire dans le désœuvrement et dans la fixation.

On a alors la conception d'une mosaïque de territoires où l'on aurait le territoire des jeunes, le territoire du gardien d'immeuble, le territoire de l'habitant, celui du passant, du policier, etc., avec des recouvrements ou des tangences parfois conflictuels qui seraient dus justement à cette conception en termes de territoire, avec des limites et des prises de terre.

Dans la conception pluraliste, on est plutôt dans un modèle centrifuge, c'est-à-dire qu'en fait, le rassemblement est une sorte de hub ou d'embrayeur de mobilité dans lequel le rassemblement de jeunes sert plutôt à nous conduire ailleurs. C'est l'idée qu'on sort de chez soi, on va sur le rassemblement pour aller ailleurs, au centre commercial, à Paris, dans l'appartement d'untel, etc. Finalement le rassemblement est plus vu comme un nœud.

Laurence Mayeur a posé la question : « quel territoire pour l'action publique ? ». On disait que le territoire de l'action publique, c'était là où l'État avait une stratégie. Dans la colonne de gauche de mon tableau, on voit bien que l'action sur les formes des territoires, l'action publique qui peut avoir lieu, porte justement sur les lieux. Et donc la Politique de la ville par exemple doit stabiliser les statuts identitaires par une politique de résidentialisation, avec un espace privé et un espace public bien délimités. Elle vise donc une coexistence pluricommunautaire qui gère des d'habitants, des stocks de jeunes, etc. Alors que dans la conception pluraliste, on agit plutôt sur les formes des passages, des liens relationnels qu'il peut y avoir entre les situations : comment gérer le passage d'une situation à l'autre. On ne travaille plus sur une dimension métropolitaine qui s'intéresse plus aux flux qu'aux stocks.

On a travaillé dans la recherche le terme de *culture territoriale*. Ce terme provient en fait d'une difficulté rencontrée par rapport à la notion de culture : culture urbaine, culture beur, culture jeune, etc. et à la notion de territoire, en termes d'appropriation, de privatisation, de domination, etc. Puisque les cultures, non seulement celles que je trouvais sur mon terrain mais aussi celles qu'on trouvait sur les deux autres terrains, étaient souvent mêlées, les territoires étaient

traversés par des prises d'espaces multiples et donc on voulait plutôt travailler sur ces processus, ces flux, etc. Pour cette raison, on a étudié les dimensions territoriales des cultures et les dimensions culturelles des territoires, et de travailler l'intersection entre cultures et territoires pour trouver quelque chose qui nous permette d'étudier plutôt des flux, des rapports de l'un à l'autre.

On reviendra sur cette idée d'épreuve parce qu'elle nous a permis d'étudier le rapport entre cultures et territoires en se disant que les cultures territoriales, cette intersection entre cultures et territoires, étaient les ressources mises en œuvre pour dépasser les épreuves auxquelles étaient confrontés les jeunes, en tout cas sur mon terrain.

Bien connaître son terrain peut aider à sortir d'une épreuve. Bien connaître ce qui se joue dans la cité, les ragots, les rumeurs, etc., peut permettre aussi de surmonter des situations parfois conflictuelles. Les tensions critiques étaient considérées comme des moments privilégiés qui permettaient à la fois la socialisation, l'identification des acteurs, en population, en habitants, en usagers, etc., et aussi d'articuler des positions individuelles et des constructions collectives.

Ce qui m'a semblé important, c'est que ces rassemblements, à force de surmonter ou d'avoir à surmonter des épreuves quotidiennes, pouvaient peut-être donner lieu à certains apprentissages démocratiques, sur comment gérer la relation avec le voisin qui va pouvoir parler à ses parents, comment gérer la situation, y compris avec la police, etc. Le rassemblement était une ressource pour gérer ces épreuves et pouvait donner lieu à des apprentissages démocratiques, avec une visée d'espace public, ce qui en général leur est dénié. Ce modèle d'un espace public de confrontation, ce modèle d'un espace public pratique, pour ne pas dire pragmatique, est une conception qui s'éloigne de la conception des deux modèles qui sont l'espace public habermassien, qui est un espace public raisonné, de discussions... et l'espace public de pied d'immeubles, qui est un espace du côtoiement mais aussi de la fuite, du côtoiement des anonymes.

Pour faire fructifier le caractère public de ces rassemblements de jeunes et pour aborder la notion d'action publique, j'ai développé le terme de « pause publique ». Ce terme a en fait été proposé lors d'un concours d'urbanisme, mais n'a pas été retenu. Donc il est resté à l'état de proposition. L'idée était de proposer une réponse à ces rassemblements de jeunes qui est une demande, la plupart du temps, qui signifie : « On veut un espace dans lequel on peut se retrouver »...

Concernant les terrains de notre travail, nous avons choisi trois villes : Bobigny, Créteil et Nanterre et un travail en plusieurs étapes. J'ai constaté dans ces trois villes que les espaces *Jeunes* posaient des questions et beaucoup de problèmes que je n'ai pas le temps d'évoquer ici. Il m'a semblé intéressant de proposer autre chose. Plutôt que de spatialiser l'action publique en terme d'espaces *Jeunes*, de leur proposer un local, l'idée est que ce qui était important quand on parle des liens, c'était les liens entre les différents publics qu'on trouvait dans ces espaces. Que ces espaces, que ces liens étaient beaucoup moins cadrés que dans les liens qu'on a aujourd'hui où il y a une tribune, un micro, etc. et que donc l'action publique pouvait participer à cadrer ces liens en proposant une action. Cette action aurait pour aboutissement la création de ce que j'ai appelé une « ossature minimale de services ».

Prenons la caricature que serait une cabine téléphonique par exemple. On peut imaginer qu'à partir du moment où il y a une cabine téléphonique, il y a des gens qui vont utiliser le téléphone ; une boîte aux lettres, il y a des gens qui vont venir poster une enveloppe, et que si on met une boîte aux lettres et une cabine téléphonique, on peut commencer à cadrer certains types de situations quotidiennes. L'idée était donc de proposer à ces populations d'installer sur le lieu même du rassemblement quelque chose, à définir par les différents publics, qui aurait à voir avec les services et que devraient négocier les différents publics. Chaque public, individuels, collectifs, habitants, jeunes, bailleurs, etc., devaient proposer ce qu'ils souhaitaient dans cette *ossature miniature de service*, et cette ossature serait un prétexte à la formalisation et au cadrage d'une mise en scène des liens de rapprochement qui pourraient s'établir entre ces publics.

Il s'agit donc de travailler le rapport tactique et stratégique dont on a parlé tout à l'heure. On a fait référence à Latour, je fais quant à moi référence à Michel Callon, son *alter ego*, en reprenant l'une de ses formules. Callon parle de « point de passage obligé » voulant dire que certains objets, certains supports, ce qu'il appelle des actant non humains, peuvent permettre de faire se retrouver différents professionnels, différents individus, différents publics. Là, en l'occurrence, ce serait cette *ossature minimale de service*, ce point de passage qui serait obligé pour tout le monde,

puisque les acteurs y seraient convoqués, tant riverain qui ne voudrait pas voir cette ossature sous sa fenêtre, que le jeune qui voudrait telle ou telle chose. On a là l'idée de traduction. Cette idée de point de passage obligé est intéressante parce que non seulement ce projet convoque les différents acteurs parce qu'ils se sentent concernés, parce qu'ils vont être embêtés à un degré ou à un autre ou bien au contraire en tirer profit d'une façon ou d'une autre. Mais c'est surtout parce que chacun devra traduire dans le langage des autres sa demande. Le riverain devra traduire dans un langage public, avec des intérêts publics, sa demande privée. Le jeune devra traduire lui aussi sa demande par rapport au bailleur ou à la collectivité en exprimant ses problèmes, ses identités, ses intérêts, avec son langage.

Cette proposition de « pause publique » est beaucoup plus intéressante en raison du processus qui la met en œuvre que par l'objet final. Cela implique évidemment une démocratie participative beaucoup plus large, c'est un dispositif parmi d'autres. On peut quand même imaginer que cette situation entre le tactique et le stratégique peut se développer, être un processus plus générique qui se traduise de façon différente suivant les publics, les lieux, et les moments.

## **Mondes de la musique et nouvelle centralité à Marseille**

**Gilles Suzanne**

*TransversCité et Université Lyon 2, GRS*

« Marseille et ses moments musicaux » était le titre de la recherche que nous avons menée dans le cadre du programme interministériel de recherche *Cultures, villes et dynamiques sociales*. Outre moi-même, ont participé à ce travail Claire Duport, Jean-Samuel Bordreuil et Raphaël Sage, au sein d'une association qui s'appelle TransversCité, qu'on a fondée en 1999 et qui est domiciliée à la Friche Belle de Mai de Marseille.

La synthèse présentée aujourd'hui est une poursuite de la recherche qu'on a menée. Le premier temps de notre exploration a commencé il y a quelques années, autour du thème de la créativité et de la ville. Ce premier temps a résonné pour nous comme une interpellation directe, puisque c'était « créativité de » et « où » dans la ville<sup>36</sup>. La question posée ainsi était lourde d'implications que nous n'aurions peut-être pas osé poser nous-mêmes de cette manière, en tout cas pas aussi directement.

Comment en effet trancher entre les deux ? Quels liens existent-ils entre la ville et la vitalité créative qui s'y exprime ? Y a-t-il seulement des liens probants entre les deux ? Et si oui, quelle est la nature de ces liens ? Le rapport que la ville et la créativité entretiennent est-il de détermination directe ou d'une autre nature ?

Pour rendre la question traitable – parce que c'est bien par là qu'il fallait commencer - nous avons ouvert des terrains de recherche relevant plus directement de la sociologie que ceux de la création individuelle et des œuvres singulières. Nous avons porté notre attention sur l'émergence de genres musicaux, c'est-à-dire sur des phénomènes plus directement collectifs. En d'autres termes, sur les engagements collectifs que ces essors impliquent et à propos desquels il est plus aisé de convoquer la ville comme cadre d'opérations urbain et comme sujet de cette créativité culturelle, quitte, bien sûr, à revenir, chemin faisant, sur les œuvres – des œuvres du singulier – et leurs créateurs.

Notre travail a consisté alors à documenter l'émergence de genres : techno, rap, ragga, dans l'agglomération marseillaise à partir des années 1980. Trois genres musicaux qui se sont élaborés dans la ville et peut-être à Marseille plus singulièrement qu'ailleurs, au moins pour le rap et le raga : on parle en effet de rap et de ragga de Marseille. Ces trois genres ont acquis dans la ville une véritable dimension coopérative qui fait que l'on peut les évoquer en termes de mondes sociaux, et finalement ce sont trois genres musicaux dont la réputation a largement dépassé les limites de la ville pour alimenter en *performers* la scène nationale et internationale et en œuvres l'histoire de ces styles musicaux.

Ce que nous découvrons d'abord, c'est que si ces flux musicaux globalisés – puisqu'on a bien à faire à des musiques élaborées loin de Marseille, puisqu'elles s'élaborent entre la Jamaïque, New York, Londres, etc. – sont entendus par Marseille dès le début des années 1980, c'est que localement des acteurs s'activent pour faire entendre ces sonorités englobantes. En ce sens, le lieu – la ville et ses pionniers du rap et du ragga – est déjà une part active dans cette réalité globale. Restait à savoir de quelle manière elle l'était.

Premièrement, la ville constitue pour ces acteurs un ensemble d'académies informelles, c'est de cette manière qu'on l'a nommée. C'est, par exemple, via des magasins de disques africains ou caraïbéens, que les sonorités jamaïcaines arrivent à Marseille, et dans ces magasins aussi, que les premiers usagers se rencontrent et se sensibilisent à ces sonorités.

La ville intervient deuxièmement comme bassin de compétences. Ce sont les diasporas antillaises et africaines installées dans Marseille qui fournissent aux premiers repreneurs locaux de ces conventions musicales lointaines des personnels aptes à les interpréter.

---

<sup>36</sup> Le titre de la dernière consultation de recherche du programme était en effet : « Apprentissages, transmissions et créativité de la ville et dans la ville ».

C'est, troisièmement, dans sa dimension hétérotopique que la ville intervient dans ce processus d'essor culturel. Les radios associatives qui se développent au même moment servent à ces acteurs de véritables laboratoires d'expérimentation musicale. C'est là qu'ils apprennent le propre de ces musiques qui est de faire rimer des textes sur des disques que l'on mixe, qui est aussi, à quelque chose près, l'essentiel de la pratique radiophonique : parler, mixer des disques. Ces radios associatives leur servent aussi de transmetteur de ces singularités sonores en train d'être fabriquées en public. Ils riment, ces gens-là, dans les radios, en occitan et plus en anglais. Ils mixent du raï, du folk – du folk occitan en l'occurrence – et du reggae et plus seulement de la soul ou du jazz comme c'est le cas à la Jamaïque. Ces radios – et c'est là toute la dimension hétérotopique de ces lieux urbains – couvrent la ville en diffusant en tous ses lieux ces sonorités singulières et la convoquent en invitant chaque auditeur à participer à cette bande-son de la ville.

Par conséquent, ce qui est déjà là dans la ville compte localement pour ses histoires culturelles, mais ce « déjà là » montre à chaque fois l'espace comme un retrait de ces processus créatifs, comme une simple donnée de contexte.

La moitié du chemin était accomplie. Nous avons cerné les processus esthétiques sur lesquels la ville est censée agir et la manière dont ces déploiements culturels s'emparent de l'espace. Il nous restait encore à comprendre comment l'espace prend effet sur ces processus. Y a-t-il rapport de détermination directe entre dynamisme culturel et dynamiques urbaines ou avons-nous à faire à d'autres formes de relations entre les deux ?

La seconde découverte que nous avons faite est qu'il existe à Marseille un espace qui accueille 70 % des concerts donnés dans la ville, ce qui représente plus de 10 000 concerts en quinze ans. Cet espace concentre des cafés-concerts – j'en ai dénombré 150 qui se sont succédés dans cet espace en quinze ans – et s'étale sur quatre quartiers de Marseille. Ce n'est donc pas une salle de concert, mais un dispositif de cafés-concerts qui s'étend sur quatre quartiers centraux : La Plaine, le cours Julien, Notre-Dame du Mont et Noailles. Ces lieux décrivent un territoire doublement central : par la place qu'il occupe dans la géographie de la diffusion musicale dans la ville et du fait qu'il constitue un rouage urbain essentiel dans l'économie des performances musicales.

Comment cette double percée urbaine du secteur s'est-elle opérée ? Dans la seconde moitié des années 1980, ce secteur constituait une véritable opportunité spatiale. C'est une sorte de ventre mou de la ville, une zone en transition. Le grand marché qui s'y trouvait n'est plus, aucun scénario de devenir ne se profile à l'horizon et les impulsions urbanistiques tardent à provoquer une réaffectation des fonds des commerces et de nouveaux usages sociaux pour cet espace. Cette inconsistance de l'espace urbain sonne réellement comme une opportunité d'emprise sur la ville pour les *performers* du fait même qu'elle correspond à ce moment de redéfinition des mondes de la musique que nous venons d'évoquer, à une émergence de ces nouveaux genres.

Ce sont deux traits caractéristiques : l'un propre à cet espace et l'autre au monde qui s'y met en scène. Ils ne sont pas sans conséquence sur le déploiement concomitant d'une part de nouveaux genres musicaux qui trouvent dans cet espace de quoi s'inventer, essentiellement des locaux libres d'affectation et au plus bas de leur cote foncière, et d'autre part de ce secteur de la ville qui soutire sa tonalité culturelle à cet investissement imprévu des mondes de la musique.

Les *performers* et les amateurs qui font carrière dans la fréquentation de ces lieux sont les premiers bénéficiaires de cette percée urbaine du quartier en tant que haut lieu de la musique. Devenu la scène sur laquelle leur passion musicale s'exacerbe, cet espace se transforme pour eux en un véritable pôle d'attraction.

Le quartier visibilise les performances qui s'y déroulent et fait que pour les *performers*, c'est à condition de s'y produire qu'ils gagnent eux aussi en visibilité. Pour les amateurs, c'est à condition d'y écumer les cafés-concerts qu'ils se sentiront d'autant plus pris par les musiques qui s'y jouent. En ce sens, cet espace acquiert pour eux une valeur territorialisante car, d'une part ces acteurs mobilisent ce territoire des cafés-concerts comme un espace où leur musique et leur identité se mettent en scène mieux qu'ailleurs – comme on pourrait parler d'identité rock, rap ou ragga – et d'autre part leur investissement spatial est d'autant plus intense qu'il continue à trouver dans ce secteur les moyens de leur dramatisation. Ainsi, tenir à ce qu'ils sont, à leur devenir créateur, et tenir à cet espace – ils participent pleinement à ce devenir – signifient la même chose pour eux.

Par conséquent, le devenir créatif de la ville est intrinsèquement lié au devenir créateur des acteurs des mondes de la musique qui l'investissent. Le suivi de leur trajectoire citadine montre bien que la créativité ne peut pas être attribuée exclusivement au social – le « dans la ville » que

soulignait l'appel d'offres – ni directement à la ville – le « de la ville ». Leur trajectoire montre au contraire le type de liens circulaires qui existent entre créativité et ville. Pour reprendre une expression plutôt heureuse de Jean-Samuel Bordreuil « *La créativité* », là en l'occurrence l'émergence de genres musicaux, « est l'effet qui détermine la manière dont la cause, ici l'espace, va prendre effet. » Une manière de dire cette circularité.

Avant d'aborder le deuxième temps de notre exploration de ce thème du lien entre ville et créativité, arrêtons-nous quelques instants sur les enseignements de cette recherche, du point de vue du renouvellement des objets scientifiques et de leur déplacement. Avec le recul, nous en percevons au moins deux

Le premier concerne plutôt la sociologie urbaine. Nous savons à présent que si l'espace compte dans le déroulement des processus sociaux, ce rôle crucial n'est compréhensible qu'en regard des processus sur lesquels il est censé agir, et qui sont eux-mêmes intrinsèquement liés à la manière dont les acteurs s'emparent de l'espace pour y mettre en scène leurs activités et leurs identités.

Le second enseignement s'adresse plutôt à la sociologie de l'art, puisqu'il signale la dimension spatiale comme un facteur insuffisamment pris en compte dans les analyses centrées sur la créativité artistique. Pourtant, la dimension urbaine des mondes de l'art, c'est-à-dire leur consistance spatiale, tout autant que la diversité des rôles et la densité des réseaux sociaux qu'ils impliquent, joue un rôle majeur dans le déploiement des expressions plastiques et sonores contemporaines.

Venons-en maintenant aux pistes que nous suivons à propos des effets urbains de cette causalité circulaire entre ville et créativité. Comment cette intrication entre monde de l'art et ville se manifeste-t-elle concrètement dans Marseille ? *A posteriori*, il semble totalement évident que l'espace dans lequel ces activités musicales se déploient associe une fonction culturelle – créative et récréative – à d'autres fonctions urbaines plus classiques – commerciales et résidentielles. Mais dès que l'on cherche à rendre compte de cette synthèse urbaine, on s'aperçoit qu'elle s'est opérée progressivement et qu'elle recouvre des phénomènes hétérogènes.

Premièrement : elle s'est opérée à travers une reconfiguration du tissu économique de ce secteur urbain selon trois logiques. En vingt ans, ces activités n'ont jamais cessé de s'intensifier. De 1989 à 2006, environ 150 cafés-concerts se sont succédés dans cet espace. Ensuite, ces activités initialement musicales se sont renouvelées pour devenir plus largement culturelles. Nombre d'associations culturelles, de magasins de disques ou de lutherie, de théâtre, etc., se sont greffés sur des flux publics déjà existants dans le secteur et ont renforcé l'ambiance récréative de cet espace. Pour finir, ces activités musicales et culturelles en ont encouragé d'autres. On y trouve maintenant boulangerie de nuit, snack, librairie, salon de thé, la liste est longue. Et, de ce fait, elles ont diversifié le tissu économique de ce secteur. Par conséquent, l'émergence de ce secteur culturel, vécu et stigmatisé comme une cause majeure de délinquance et de déviances de toutes sortes, n'est pas qu'un symptôme de la crise du centre ville marseillais. Il a également évité à ce secteur de la ville de s'enfoncer dans un marasme économique durable.

Deuxièmement, cette synthèse urbaine s'est faite à la faveur d'une intensification des flux de mobilité urbaine. En devenant une niche de bohème, le territoire des cafés-concerts a construit dans ce processus même la bohème locale. Cela signifie que la valeur centrale de cet espace acquis dans un premier temps pour les acteurs des mondes de la musique incite par la suite d'autres franges de la bohème locale à venir y chercher les ressources nécessaires à l'expression de leur identité. En d'autres termes, l'accession de cet espace à une place centrale dans les mondes de la musique a accéléré la vie urbaine qui s'y est condensée et qui, en retour, a renforcé la centralité de cet espace en le rendant plus accessible et plus visible en tant que tel.

Troisièmement, cette synthèse urbaine est le produit d'un desserrement des liens entre l'habiter et l'habitat. L'implantation dans ce secteur d'une bohème locale, d'un réseau d'associations et d'acteurs culturels devient progressivement le creuset d'un combat pour l'identité culturelle de cet espace, qui est en même temps un combat pour leur identité.

En revendiquant pour cet espace une image de pôle culturel marseillais ou de foyer de la vie urbaine marseillaise, ces acteurs ont inventé des formes inédites de participation citadine : des associations, des collectifs qui font de cet espace une cause publique, et promu de nouveaux ordres symboliques pour ce territoire. En d'autres termes, ils ont renforcé sa valeur centrale

contre d'autres scénarios – ceux-là moins culturels – élaborés par les élus locaux et les comités d'intérêt de quartiers.

Ces trois phénomènes soulignent la manière dont la production de centralité urbaine engage dramatiquement les acteurs. Autrement dit, les forces sociales qui sont à l'œuvre expriment cet espace, le performant. C'est-à-dire que leur investissement spatial dit publiquement leur identification à ce lieu et fait office d'actes de participation à la vie urbaine de la cité. En ce sens, un effet majeur du développement spatial des activités culturelles est de fabriquer pour ainsi dire la ville par le bas, et de le faire à travers les reconfigurations du tissu économique qu'il opère, les mobilités urbaines qu'il suscite et les formes de prospérité du social qu'il assure. Ces classes créatives, souvent perçues comme des marginalités sociales et urbaines comptent donc tout autant que d'autres acteurs de la ville dans la vitalité de la vie urbaine.

Voyons à présent ce que l'avènement de cet espace change à la ville dans laquelle il se produit.

Premièrement, il propose d'autres modes d'intégration urbaine. À travers leur investissement spatial, les acteurs répondent à leur désir de participer à la modernité urbaine : faire de Marseille une ville qui bouge. Ils élaborent des formes d'activité à travers lesquelles ils participent pleinement à la vie économique de la cité. Ils diversifient les usages de l'espace et accélèrent les mobilités urbaines grâce auxquelles ils accèdent aux espaces urbains et aussi les uns aux autres. Ils développent des dispositifs de mobilisation collective à travers lesquels ils se forgent des compétences critiques et deviennent sujets d'une histoire collective.

Deuxièmement, il a servi de cadre spatial à un processus de *gentrification* qui a échoué ailleurs dans le centre ville. Dans les années 1990, la vocation créative et festive du secteur redouble et avec elle grandit une représentation de cet espace – quartier de jeunes, de nuisances sonores, de débauche et de délinquance – qui sert de repoussoir aux catégories sociales les plus élevées et aussi les plus populaires, et maintient au plus bas les valeurs immobilières et locatives. C'est ce qui permet à une population plus jeune et étudiante et à une frange de la classe moyenne marseillaise qui s'accommodent assez bien de la petite différence que l'essor culturel du quartier marseillais à l'espace urbain, d'accéder au logement dans ce secteur, faute de pouvoir y accéder ailleurs dans la ville.

Troisièmement, il participe à une synthèse centrale. L'essor et l'existence du secteur de La Plaine / cours Julien, sur le mode du quartier latin, c'est-à-dire l'homogénéisation des ambiances et des activités dans ce secteur, lui fait prendre place dans la segmentation commerciale ou fonctionnelle du centre ville en même temps qu'il la renforce. À la rue Saint-Ferréol et ses commerces franchisés, à Noailles et son commerce d'épiciers, à Belsunce et sa confection, au carré Thiers et ses touristes, s'ajoute à présent le secteur de La Plaine / cours Julien et ses bohèmes.

Notre hypothèse à ce sujet est que l'émergence de l'homogénéisation de ce secteur fait passer le centre ville d'une acception historique, monumentale et mémorielle au classique, c'est-à-dire monofonctionnelle du centre, à une conception contemporaine de celui-ci, au sens où sa forme urbaine est celle d'une synthèse centrale. Une synthèse qui produit du centre pratique et symbolique, une forme urbaine qui n'a d'existence que dans ses contenus sociaux qui rassemblent, rendent simultanée et font se rencontrer la diversité urbaine.

En d'autres termes, plutôt que de fragmenter la ville, le développement de secteurs, en accentuant la segmentation fonctionnelle du centre ville marseillais, construit de la centralité urbaine. Cette centralité est certes plus abstraite et plus complexe, mais elle est aussi de plus en plus structurante dans l'espace urbain. Concrètement, cela signifie qu'à la faveur de cette synthèse centrale, le centre ville s'approprie de plus en plus l'espace urbain. En même temps que dans les représentations collectives, le centre ville ne cesse de s'élargir.

Nous pensons donc que la transformation de la ville ne correspond pas seulement aux à-coups de la mutation globale de la société – par exemple le passage de la ville industrielle à la ville post-industrielle – ou aux soubresauts de grandes politiques urbaines. Elle est aussi le résultat émergent de petites modifications qui ne cessent de se produire entre individus et groupes sociaux.

En édifiant la ville rap, la ville culturelle, la ville comme scène musicale ou encore comme place forte ou haut lieu de la culture, les acteurs culturels fabriquent une autre objectalité de la ville. Une ville non plus seulement technopole et à fortes valeurs d'échange, mais également festive et à fortes valeurs d'usage.

De ce point de vue, la question de la crise de la ville, avec ce qu'elle véhicule comme obsessions, ne doit pas seulement appeler à la programmation ou à la planification de la ville par le haut, de ses fonctions économiques, résidentielles, etc., mais également à la compréhension et éventuellement à l'accompagnement de la vie urbaine et à sa reconnaissance en tant que force objective de transformation de la ville.

La ville n'est en effet en rien la formulation d'un désir mais la réponse à celui-ci. Une manière pour les politiques urbaines de prévenir le refoulement des désirs de ville serait d'explorer ces besoins nouveaux que la ville exprime à travers l'émergence de districts culturels ou de foyers de l'« économie de bazar » (lire les travaux de Michel Peraldi sur la question <sup>37</sup>). Plutôt que d'ausculter en vain ces phénomènes d'organisation sociale et spatiale dans le but d'y découvrir les symptômes d'une crise de notre libido urbaine.

Cela signifie que lorsque les pouvoirs publics veulent rendre les villes attractives pour les classes moyennes – au moins pour elles – ou y élaborer une dimension participative, ils doivent compter sur l'urbain plutôt que de le considérer comme un obstacle à franchir.

En d'autres termes, ni l'intégration urbaine des classes moyennes, ni la participation citoyenne des citoyens ne se décrète ou ne peut se décréter par le haut.

---

<sup>37</sup> Peraldi Michel, « Marseille : réseaux migrants transfrontaliers, place marchande et économie de bazar », in *Cultures et conflits*, n°33-34, 1999 ; « La rente et le bazar », in *Méditerranéens*, n° 13, 2002.

## **Logiques de commémoration et mémoires à l'œuvre**

**Vincent Meyer et Jacques Walter**

*Sociologues, Centre de recherche sur les médiations, Université Paul Verlaine, Metz*

### **Jacques Walter**

Le Centre de recherche sur les médiations a trois types de préoccupations : l'analyse des pratiques d'information et de communication, une réflexion sur les usages des nouvelles technologies et un travail autour de l'hybridation des arts. Ce que nous présentons maintenant a trait plutôt au premier aspect de notre activité, c'est-à-dire aux pratiques d'information et de communication, ici autour de quelque chose qui touche à l'urbain et en même temps aux questions mémorielles qui constituent l'un des points forts de notre travail. Concernant la question des trajectoires, qui est à la fois l'intitulé de la matinée et en même temps l'un des points nodaux de la réflexion introductive faite, je voudrais dire d'emblée à quel point nous nous retrouvons dans ce cadre. Une trajectoire des lieux et des liens correspond exactement à ce que nous faisons, qui est une recherche dans une petite ville, à la frontière franco-allemande, qui s'appelle Spicheren.

Spicheren est un lieu chargé d'histoire, parce qu'en 1870 il y a eu une défaite française et, en contrebas de ce lieu, il y avait un important camp de la Gestapo qui est peu connu. Il y a donc une trajectoire des lieux, au sens où nous allons aller de l'un à l'autre dans notre recherche, nous avons commencé par le premier : les lieux de la bataille de 1870 et nous arrivons maintenant dans le camp. La question des liens se pose évidemment de façon cruciale puisque, étant en zone transfrontalière, ces mémoires sont mises en partage, elles sont fondées sur quelque chose qui est conflictuel, et elles se déroulent aujourd'hui dans leur mise en partage qui serait davantage de l'ordre de la paix. Avec ce désir d'urbanité tel que nous l'avons évoqué, mais avec des lieux en même temps très contrastés.

La trajectoire des individus est au cœur de notre recherche. La mémoire de ces lieux, en effet, est à la fois profondément collective par le biais d'associations et par celui de l'engagement des collectivités territoriales. Mais l'étude que nous menons montre que le rôle d'un certain nombre d'individus est tout à fait cardinal dans l'émergence et la continuité de cette mémoire, et ce, en particulier, pour celle du camp, beaucoup plus fortement, vraisemblablement que pour la mémoire de la guerre de 1870.

Le troisième aspect, qui était mentionné d'emblée, est celui de l'objet patrimonial et de la trajectoire qui l'accompagne. C'est là encore une chose que nous rencontrons de façon permanente, car nous assistons à une double patrimonialisation : celle d'un lieu qui a commencé à se patrimonialiser dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, et celle d'un lieu qui a été détruit – le camp – en 1944 et que l'on essaie de préserver sous forme de traces. En effet, il s'agit pratiquement de reconstruire ce patrimoine puisque c'est sur sa base qu'a été installé un hôtel, et plus précisément à l'emplacement de l'ancien camp des femmes. Nous rencontrons donc en permanence la question de la construction du patrimoine, voire de son invention.

La quatrième trajectoire est une trajectoire politique. Toute l'histoire de l'aménagement des lieux, que ce soit ceux liés à la guerre de 1870 ou les lieux liés au camp, est traversée par une dimension politique forte en terme de rapport au nationalisme, de pouvoir affirmé par des États en concurrence, et aujourd'hui par la volonté de trouver un terrain d'entente.

Nous allons d'une part expliquer comment nous avons participé à cette étude et comment nous en avons restitué les résultats, ce qui veut dire que nous nous inscrivons dans ce mouvement de construction de soi qui constitue l'un des mots-clés du colloque. Nous l'avons fait en réalisant un film <sup>38</sup>, qui s'appelle *Spicheren 1870-2005, des mémoires aux frontières*, et que nous avons projeté aux habitants et qui a, lui aussi, une double orientation. Une première je viens de mentionner, c'est-à-dire de restituer un travail d'enquête auprès des personnes et contribuer à la

---

<sup>38</sup> Ce court-métrage de 26 mn, disponible en DVD, a été projeté et commenté au cours du colloque.

construction de leur identité, mais aussi de rendre compte des méthodes de recherche que nous avons employées et ceci à destination d'un public d'étudiants ou de jeunes chercheurs.

C'est de cela qu'on va rendre compte et on expliquera comment cette recherche en a enclenché une autre sur le fameux camp évoqué, qui touche là beaucoup plus difficilement à un désir de ville. Quel est le rapport au désir dans la mémoire d'un camp, d'un espace aussi restreint ? On est obligé de penser la question de la pulsion du désir par rapport à cette reviviscence mémorielle, par rapport à un fait qui est de l'ordre du refoulement. Donc penser la question du désir, c'est aussi penser son inverse.

Notre souci était d'inscrire la dynamique de l'acte mémorial comme résultats dans une approche communicationnelle : nous rendons compte, nous publicisons les résultats en direction des informateurs, mais aussi pour nos étudiants, sur la manière dont nous menons les recherches de terrain. C'est donc aussi un outil très pédagogique.

### **Vincent Meyer**

Le titre de notre étude était : « Sites historiques et dispositifs de commémoration : des équipements d'apprentissage et de transmission d'une mémoire locale ». Nous l'avons réalisée de 2001 à 2003. Plusieurs événements historiques, des combats des guerres franco-prussiennes à ceux de la deuxième guerre mondiale, contribuent à un aménagement matériel des sites et des dispositifs de commémoration.

C'est cet aménagement matériel des dispositifs de commémoration que je vous propose de découvrir au travers de quelques images. Lorsque nous allons sur le terrain, nous emmenons des caméras et une équipe de tournage et nous filmons les lieux et notre manière de travailler dans ces logiques de restitution. À la base, nous pensons à la manière dont ce travail de chercheur va pouvoir produire dans les différents lieux dans lesquels il va évoluer et les liens qu'il va pouvoir construire par la suite.

Deux phases ont rythmé la recherche. Un travail *in situ* avec les porteurs de mémoire reconnus pour mettre au jour les modalités d'une transmission horizontale et intergénérationnelle. Dans le film, il y a beaucoup de témoignages, des personnes sont venues spontanément vers nous, et un important travail a été fait avec eux. Au terme de l'étude, nous avons contribué à la réflexion sur les moyens de promouvoir pour l'évolution des sites et des dispositifs de commémoration. Nous avons surtout cherché à faire comprendre comment les commémorations et la mémoire du lieu se structurent essentiellement autour de trois axes.



Un premier axe est d'ordre strictement institutionnel et politique, et c'est pour cette raison qu'il y a une insistance dans le choix des images sur la grande croix qui est, bien entendu, un symbole religieux correspondant à la culture locale, mais qui est avant tout un monument érigé par le souvenir français. C'est une association d'anciens combattants qui a fait ériger cette croix en 1932 sur la hauteur, sur le lieu d'une défaite française pour, dans l'esprit des promoteurs de l'époque, signifier à l'Allemagne qui est en contrebas qu'il n'est pas question de laisser passer des mouvements extrémistes. Elle s'est donc affirmée comme étant un moyen de résistance à ce qui se mettait en place à l'époque, évidemment en 1933 pas en 1932, à savoir le nazisme.

Toutes les commémorations sur ce lieu vont s'organiser autour de cette grande croix qui fonctionne comme signe de résistance. Et du côté français, toutes les commémorations, jusqu'à nos jours, se passent là.

En contrepoint, il y a un autre spectacle avec toute une série de croix qui apparaissent en fond d'écran. Nous ne sommes plus en France, mais en Allemagne. Et là, la commémoration se fait dans un cadre institutionnel mais de nature tout à fait différente. C'est un jour de célébration de l'ensemble des morts des guerres. Cela a lieu à

Sarrebruck, et au lieu d'avoir une parade militaire comme en France, on a un spectacle profondément ancré dans la société civile qui passe par une esthétisation du souvenir. Le souvenir de ce qui s'est passé sur les lieux en tant que tel est complètement dilué à l'intérieur d'une commémoration pour les victimes de toutes les guerres, y compris des catastrophes naturelles comme le tsunami. Donc se rencontrent des mémoires extrêmement différentes avec, non pas des batailles de mémoires, mais au contraire une manière de fondre l'une dans l'autre pour que ce soit profondément pacifié.

Le troisième axe constitutif des mémoires en ce lieu passe par des collections d'objets rassemblés par les habitants. On trouve des choses extrêmement hétéroclites, c'est parfois pas grand-chose, mais qui chez certains mènent à la construction de véritables écomusées. Les personnes réaménagent leur propre maison ou des soupentes dans leur maison pour installer des musées à leur propre usage.

On a là une articulation de trois manières de faire qui participent, chacune à leur façon, à la construction d'une identité, à la construction de soi. Ce sont là des mémoires plurielles qui s'articulent les unes aux autres et il est très difficile d'en broser un tableau d'ensemble unifié.

La poursuite de la recherche s'est faite autour d'un camp de la Gestapo qui est en contrebas. Nous connaissions son existence, mais nous n'avons jamais voulu l'injecter de force dans les enquêtes que nous menions pour provoquer un discours à son sujet. On a attendu. Et il a fallu que l'un de nos informateurs, sur un parking, nous dise que lorsqu'il était enfant, des hauteurs de Spicheren, il regardait dans une lunette ce qui se passait en contrebas, comme beaucoup d'autres enfants du village – à l'époque, il n'y avait pas les forêts, c'était un terrain militaire. Les enfants observaient avec une lorgnette le camp de la Gestapo, donc les choses étaient vues, mais elles ont été tues.

L'essentiel de notre étude à ce moment-là a consisté à comprendre la logique d'une sortie d'oubli de ce camp. Sur la photographie, on voit les baraquements du camp, sur 800 mètres carrés, pas plus. Les habitants de Sarrebruck allaient paisiblement y pique-niquer. On ne voit pas bien sur la photo les gens car, comme ils sont encore vivants, il y a un droit à l'image qu'on est obligé de respecter.

Notre étude s'est donc déroulée essentiellement autour de trois axes.

Un premier touche directement les questions d'urbanisme, qui va de l'ouverture du camp à l'inauguration du mémorial, qui s'inscrit dans une action politique et militaire du gouvernement français de la Sarre entre 1945 et 1947 pour imposer de façon symbolique une mémoire du camp sous la forme d'une baïonnette qui a été pensée par l'architecte André Sive et qui est le contrepoint de la grande croix que l'on voit sur la hauteur. Les prisonniers du camp – on travaille actuellement sur leurs souvenirs – regardaient la croix qui était en haut et c'est la baïonnette qu'on va répliquer en 1947 en bas. C'est un monument au milieu d'une route qui symboliquement ne prendra pas, et ne correspond absolument pas au souvenir que la Sarre veut garder de ce phénomène.

On va donc entrer, à partir des années 1950, pour toutes sortes de raisons qu'on pourrait expliquer, dans une stratégie d'évitement de ce symbole, dans un oubli de l'existence du camp, quand bien même certains survivants agissent-ils. Il faut attendre les années 1970 pour qu'on se soucie à nouveau de cet espace qu'est le camp, duquel il ne reste pratiquement plus grand-chose. L'élément déclenchant est la construction du premier Novotel allemand en 1975 qui est érigé à l'emplacement du camp des femmes. Il ne restera donc plus que le camp des hommes.

C'est à ce moment qu'un certain nombre d'individus jouent un rôle important pour la préservation du site, notamment quelqu'un qui s'appelle Horst Bernard ; des associations se mettent en place et l'espace est alors réinvesti sur un mode tout à fait différent de celui qu'on connaissait dans la première période, entre 1940 et 1947. Un mur sera édifié le long du camp qui sera un mur porteur de mémoire, au sens où toute son histoire y sera retracée. C'est extrêmement intéressant parce que nous sommes dans une démarche totalement différente de celle du cas précédent où les habitants étaient les acteurs majeurs. La réalisation de ce mur est en très grande partie le résultat du travail des historiens. On va passer ainsi d'une mémoire construite par des acteurs « ordinaires » à des professionnels du rapport à l'histoire qui, avec l'armature de la discipline, vont reconstruire autre chose que l'image dominante portée par des témoins qui pourtant, eux, ont contribué à faire en sorte que le lieu soit préservé.

On voit donc à ce moment-là que dans la construction de soi, il se passe une chose extrêmement importante du côté allemand, avec un très fort soutien politique, un engagement associatif et un rôle clé des historiens de métier, alors que du côté français, ce camp qui a été longtemps connu mais dont on ne voulait pas parler, commence à être redécouvert, investi par des témoins qui en parlent et qui sont actifs dans la région.

Nous menons cette étude sur le côté français et nous participons par notre propre action de chercheur à la réactivation de la mémoire et de l'histoire du lieu. Nous ne travaillons pas sur le même objet que nos collègues allemands qui eux sont très centrés sur l'histoire entre 1943 et 1944 – moment d'existence de ce camp. Nos travaux portent plutôt sur la question : comment la mémoire de ces lieux est en réalité une mémoire des mémoires ? Ce qui n'est absolument pas la même chose. Nous travaillons donc sur une mémoire « au carré » et c'est ni plus ni moins que ce qui reste du camp, un carré, avec un mur autour, des arbres, deux ou trois monuments commémoratifs et plus rien. On ne voit pratiquement rien alors qu'il s'est passé beaucoup de choses sur ce lieu.

## **Débat**

*Michelle Sustrac* s'adresse à l'ensemble des intervenants au sujet de la thématique « Trajectoires en devenir ». On est parti, dit-elle, d'une élaboration de ce que pouvaient être des mobilités ou des trajectoires dans la ville, et en même temps on est arrivé peu à peu à montrer que cela s'ancrait dans des espaces et que ces espaces étaient potentiellement à la fois des lieux de mobilité, des lieux centrifuges, et pas seulement centripètes. Il serait intéressant de revenir sur cette accroche entre spatialité et trajectoires. Elle demande également aux derniers intervenants qui ont montré une mémoire à l'œuvre mais qui ne nous disent pas en quoi cela s'inscrit dans un territoire transfrontalier. Est-ce que cela dépasse simplement cette célébration de la mémoire ? Est-ce que cela constitue désormais un lieu de projet possible, transfrontalier ? de même que le quartier de Marseille devient un lieu de projet.

*Claire Guignard-Hamon* a été très touchée par la dernière présentation qui l'a fait réfléchir à des choses qu'elle avait vues dans le sud de la France, du côté des Pyrénées orientales, autour du site d'Argeles, où il ne reste que très peu de choses d'un camp et où les gens n'ont pas très envie de parler quand on leur pose des questions, y compris le service des archives. On repère des stèles, etc. et quand on remonte un peu dans l'histoire, on retrouve toute la guerre d'Espagne et bien sûr la seconde guerre mondiale, et après, sur les mêmes lieux, les harkis, y compris maintenant, ce sont dans ces mêmes endroits que l'on parque les immigrés que l'on expulse. Elle pense qu'on aurait intérêt à plus travailler ces lieux de mémoire, y compris avec les populations d'origine étrangère,

*Jacques Walter*, en réponse aux deux observations faites concernant directement leur intervention, dit que la première remarque sur le rapport au projet est un peu compliquée au sens où, il y a quelques années, il y avait effectivement un projet transfrontalier autour de la construction de la mémoire commune, y compris avec un aménagement des lieux, la construction d'un circuit, d'un parcours... On imaginait même transformer ces espaces en un lieu de tourisme mémoriel. Cela a fait long feu. Il ne faut pas considérer cet échec comme quelque chose de foncièrement négatif, peut-être que c'était un préalable symbolique, entre les différents partenaires locaux et collectivités territoriales pour réussir à construire quelque chose. Et qu'est-ce qui se construit aujourd'hui sur ces mêmes lieux ? Une euro-zone. On est donc dans une dimension fortement marchande qui est investie de façon transfrontalière.

On voit qu'on ne peut pas non plus déconnecter la préoccupation mémorielle de la préoccupation économique et financière. Même dans la construction de la mémoire en tant que telle, la dimension financière joue un rôle très important du côté des indemnités que certains réclament aujourd'hui, et on peut le dire très tranquillement, c'est quelque chose de fort. Cela nous invite à creuser le rapport aussi à l'argent y compris dans sa dimension parfois symbolique.

La deuxième observation concerne les Pyrénées, Argeles et la mutation des lieux ou comment un lieu fait penser à un autre. C'est extrêmement important, que dans le rapport au passé, les images, les lieux en appellent d'autres. On voit bien qu'un usage politique du passé se développe, dont on est obligé de tenir compte. Et si l'on a beaucoup réfléchi sur l'usage politique

du passé, on a peut-être moins réfléchi sur les usages politiques des lieux en tant que tels. Comment réinvestit-on symboliquement autre chose que des lieux de mémoire « à la Nora » ? On a peut-être à retravailler cette notion pour voir comment certains lieux jouent un rôle quasiment matriciel dans des élaborations politiques, sociales ou culturelles. C'est pour cela qu'on peut établir une continuité entre les types de lieux d'enfermement mentionnés, sans pour autant les mettre en équivalence, ce qui serait aller trop loin. On ouvre là un chantier important dans la construction des identités.

*Nathalia Incorvaia* se plaint de la quantité d'informations à ingurgiter dans ce colloque et du peu de place impartie aux débats. Elle souhaite revenir sur la première intervention concernant les raves parties et l'inventivité de comment on arrive à faire lien dans des lieux. Elle affirme croire profondément à la puissance d'Internet aujourd'hui dans la créativité de choses. Elle rapproche ce qui a été dit sur les raves et l'originalité d'avoir un esprit guerrier et de chercher à faire sens avec des outils de créativité. En ce moment, dit-elle, il y a un débat crucial sur le verrouillage ou non d'Internet. Or les outils de créativité passent beaucoup par Internet, cela permet la création de réseaux, cela permet que des choses intéressantes se fabriquent un peu en dehors de la contrainte publique. Ce peut être une invitation à d'autres recherches.

*Bernard Vrignon* ajoute sur la problématique des liens au lieu, qu'il y a ce qui vient d'être dit par rapport aux harkis, mais il y a aussi, ce qui surprend énormément, ce qui concerne par exemple le peuplement des cités HLM où l'on retrouve, à travers le problème des grands logements, une population précarisée, génération après génération. Les familles sous-prolétaires françaises sont remplacées depuis maintenant depuis plus d'une génération par des familles immigrées. D'une certaine manière, on peut considérer que les familles d'origine immigrée sont les nouvelles familles populaires françaises. Il serait intéressant de voir comment ces lieux continuent d'une certaine façon – c'est l'aspect lié à la mémoire – à être parqués. Il pense au travail de Jérôme Boissonade sur le regroupement des jeunes. Il a l'impression que les deux conceptions, classique et pluraliste, habitent les jeunes... Du point de vue de l'action publique, il est évident que la collectivité locale, les élus, ont tendance à raisonner essentiellement sur une conception classique consistant à dire comment donner une place aux jeunes, s'ils seront capables de la gérer, etc. Il y a un thème qui n'est jamais interrogé par ces élus, et d'une certaine manière qui n'apparaît pas non plus dans le travail de recherche, c'est en quoi ces jeunes sont reliés à des univers familiaux. Ils n'existent pas, suspendus en l'air, par eux-mêmes. En quoi sont-ils en partie refoulés de l'organisation du logement familial ? Les parents eux-mêmes revendiquent que les jeunes aient une place, et une fois qu'ils l'ont, ce lieu devient le plus souvent stigmatisé par les mêmes familles qui ont réclamé qu'il y ait un lieu pour elles. Cela renvoie à l'organisation aussi de la place des jeunes dans les logements familiaux, et donc à l'organisation générale de la société, avec ces familles.

*Jérôme Boissonade*, en réponse à la remarque de *Nathalia Incorvaia*, dit que c'est difficile d'être pédagogique dans les présentations, parce qu'on veut dire beaucoup de choses en peu de temps. Il avait centré son intervention sur l'action publique, sur comment son travail pouvait déboucher sur un certain type d'action publique. C'est pour cela qu'il a fait l'impasse sur tout ce que l'équipe a écrit sur le mouvement, et notamment sur ce qu'il avait appelé, concernant les rassemblements de jeunes, le cabotage urbain. Ce qu'il a présenté comme un rassemblement centrifuge (non seulement donc les jeunes sortent de chez eux, se rassemblent pour aller ailleurs), mais de plus ce rassemblement se déplace au cours de la journée, au cours de l'année. Il n'a pas évoqué cette question parce qu'elle n'était pas capitale ici par rapport à l'action publique.

Ensuite, sur la conception classique par les jeunes, il dit qu'il aurait pu développer les motifs exprimés par les acteurs. Parmi les motifs exprimés par les jeunes, il y a la situation dans laquelle ils sont, dans laquelle ils se représentent leur place, la place qu'ils se donnent eux-mêmes. Cet acte n'est pas un acte de sujet libre, etc. La télévision leur renvoie tous les jours l'image qu'ils ont à avoir d'eux-mêmes. La façon dont se représentent les jeunes, c'est-à-dire une conception qui serait plus pluraliste ou plus classique dépend moins de leur position réelle que de la manière dont ils arrivent à s'affranchir de l'image qu'on leur impose d'eux-mêmes.

Toute la difficulté et tout l'intérêt que peut présenter cette espèce de forme qu'est la pause publique, c'est justement de ne pas assigner une place aux jeunes et de voir ensuite s'ils sont capables de la gérer, parce que c'est exactement ce que fait l'action publique aujourd'hui. Or on s'aperçoit que c'est une injonction impossible à tenir sauf par ceux qui ont des intérêts propres, qui arrivent à dépasser certaines situations, etc. Or l'idée justement, c'est de ne pas mettre tout le poids sur leurs épaules. C'est une des limites des politiques publiques aujourd'hui, on met le poids sur les épaules des acteurs en leur disant : « Faites des projets, sortez-vous en ». Il faut abandonner cette injonction pour aller vers une injonction faible qui mobilise un maximum de gens autour d'éléments qui peuvent les fédérer et leur donner un cadre, sans que cela soit trop lourd à porter.

## **Synthèse de la séance**

### **Françoise Navez-Bouchanine**

Synthétiser en trois minutes les propos de cette séquence va être difficile. Je ferai d'abord une impasse totale sur les contenus et sur les acquis déployés dans les communications pour me centrer sur ce qui permettrait, sur le plan mental, sur le plan méthodologique, - ou sur le plan idéologique, d'avancer sur les questions que nous avons évoquées.

Une des choses qui ressort de tout ce qui a été dit ce matin, mais cela avait déjà été dit hier, c'est la nécessité de déplacer les objets et les questions qu'on se pose. Ceux qui sont intervenus ce matin n'ont pas arrêté de faire du déplacement. Cela fait un certain temps qu'on sait que pour avancer, il faut faire du déplacement. Mais après, comment fait-on du déplacement et est-ce possible d'en faire ? On a beaucoup critiqué l'État et les acteurs publics, mais je trouve qu'en tant que chercheurs, on devrait commencer pas faire le ménage au sein de notre communauté. Pour faire du déplacement chez les acteurs publics, il faudrait aussi qu'il y ait un effort de déplacement chez les chercheurs.

Or je ne vais pas faire un scoop en disant que les bouquins d'entrepreneurs de morale dans notre secteur sont extrêmement fréquents, que ce soit pour distribuer des bons points ou pour mettre des bonnets d'âne. Et donc retisser le lien social, stigmatiser ceux qui font sécession, etc., cela vient aussi des chercheurs et c'est un discours extrêmement fusionnel entre des chercheurs et des acteurs publics. Donc faisons d'abord le ménage chez nous et disons de quel point de vue nous parlons. Si nous voulons être entrepreneurs de morale, il n'y a pas de problème, mais alors ne nous arc-boutons pas sur la science. Soyons des êtres humains entrepreneurs de morale et arrêtons de nous gargariser des résultats scientifiques qui pourraient prouver notre entreprise de morale.

Qu'est-ce qu'on peut faire aussi pour déplacer ? On peut traquer les paradoxes. Il y en a un qui est revenu sans arrêt depuis hier que je trouve merveilleux, c'est ce paradoxe qui d'un côté nous fait célébrer la diversité culturelle et de l'autre temps déplorer l'entre-soi. Il y a là un vrai problème : cela veut dire que soit on est prêt à la diversité culturelle mais on est persuadé qu'elle a des conséquences néfastes contre lesquelles il faut lutter, soit c'est qu'on a rien compris à l'entre-soi.

Quand j'ai travaillé sur la fragmentation, je suis allée regarder de plus près les endroits qui étaient désignés comme de l'entre-soi. En effet, il y a des éléments qui font de l'entre-soi mais il y a tellement d'éléments qui jettent les gens en dehors de ce fameux entre-soi qu'il faut quand même regarder de manière un peu plus nuancée.

Je citerai quelques déplacements parce que c'est important de parler d'identité circulatoire. Cela fait un certain temps qu'on en parle mais cela n'entre pas bien dans les façons d'appréhender les choses. Passer de l'acteur à l'action, de la ville à l'urbain, on connaît, mais c'est toujours bien de le rappeler parce qu'il y a beaucoup de gens qui continuent à se fixer sur l'objet ville, etc.

Alain Battégay a parlé hier de durabilité. C'est assez curieux que pour beaucoup de gens, la durabilité en terme social s'affiche en terme de cohésion, alors que pour les gens qui ont vraiment travaillé sur ce qu'est que la durabilité sociale, c'est l'appropriation, ce n'est pas la cohésion. En cela, il semble qu'on a eu des moyens de faire du déplacement ce matin qui était fort intéressant et notamment à l'idée qu'on peut avoir des territorialisations de centralité et non pas, chaque fois qu'on nous renvoie à la fragmentation, à la fin du lieu à des territorialités strictement résidentielles comme si les gens étaient assignés à résidence.

Toujours sur le sujet de « comment peut-on arriver à déplacer ? », on peut soulever la question des savoirs émergents de la société civile. Est-ce que, au fond, en entrant par l'art, la musique, etc., on n'a pas à faire là à une transgression qui reste admise parce que c'est la culture, parce que c'est la musique, parce que... ? C'est un peu ce qu'a dit Geneviève Zoïa sur le problème du renvoi d'une image culturellement correcte. C'est très difficile d'aller contre une image, qu'elle soit disqualifiante, qu'elle soit seulement sourde à ce que vous êtes, ou qu'elle soit « correcte », de neutralité intégrée, qu'on oppose à des gens qui sont dans l'altérité. Si on a des choses si fortes qui s'expriment par la musique..., n'est-ce pas justement parce que c'est un lieu

où cette transgression permet de montrer un savoir, une compétence, alors que dans d'autres domaines, ce n'est pas le cas. Pour cela, on a besoin de traductions et de passeurs.

Un autre point me tient beaucoup à cœur, c'est la question de la fabrication de la ville, et comment passer d'une ville volontariste à une ville aléatoire, où la fabrication de la ville échappe, relève de tellement d'initiatives tantôt juxtaposées tantôt convergentes, tantôt se croisant çà et là. Jacky Vieux avait, en conclusion d'un colloque qui s'était tenu à Givors, mis en évidence que Givors était une ville qui était déduite de l'industrie. Au XIX<sup>e</sup> siècle, la ville, c'était ça. Ce n'est pas parce que pendant trente ou quarante ans on a connu une ville qui s'est faite très volontariste et qui correspondait à un certain développement économique, à la reconstruction, etc. qu'avant la ville s'était nécessairement faite comme ça. Bien sûr, on nous sort toujours Haussmann. Je rappelle cela parce qu'il me semble qu'il faut aujourd'hui reconnaître la force objective de la fabrication de la ville dans des conditions qui ne sont pas celles qu'on nous donne. Il y aurait beaucoup de déclinaisons à ce sujet, parce que dans les territoires à urbanisation diffuse sur lesquels nous nous sommes quelque peu cassé les dents quand j'étais enseignante à Clermont-Ferrand, il y a beaucoup de choses qui reviennent, qui sont tout à fait de cet ordre. Cela pose aussi évidemment la question de la tactique, de la stratégie, de la négociation, de l'offre et des marges de manœuvre. Quand Geneviève Zoïa nous dit : « Les enfants qui arrivent de l'immigration, ils font des offres de négociation », quelle est la marge de manœuvre ?

Je pense que la fabrication de la ville revue sous ces conditions, c'est aussi de voir quelle est la marge de manœuvre qu'on va offrir aux alternatives. En ce qui me concerne, je suis belge et j'ai travaillé trente ans au Maroc et je suis en France depuis une dizaine d'années. Ce qui me frappe en France, par rapport à ce que je peux voir sur mes terrains marocains et dans mon vécu de Belge, c'est la rigidité, l'absence de marges de manœuvre que peuvent rencontrer des initiatives en France. J'espère que je ne choque pas vos sentiments nationaux en faisant cette remarque.

Je termine en disant : comment fait-on pour travailler avec ces émergences ? Ce que j'ai beaucoup vu – et je ferai un parallèle entre les actions culturelles, les musiciens, les raves, le hip hop (qui est un très bel exemple) – et les projets urbains. Je fais le parallèle parce que je pense profondément - ce n'est pas du tout un artifice, c'est vraiment quelque chose que je vis au jour le jour – qu'une des façons que les pouvoirs publics ont de regarder les émergences, c'est de faire un tri. On filtre et on fait émerger une petite partie de l'iceberg, celle qui est acceptable, qui est composable, et cela crée une ligne de fracture. Le cas du hip hop est très intéressant pour cette raison. On érige quelques-uns en vedette et le reste du mouvement reste là où il est. Je parle sous le contrôle des gens qui ont travaillé là-dessus.

Comment fait-on pour passer à une grande échelle de reconnaissance ? Comment fait-on pour sortir du tri sélectif de la cooptation ? de l'adoubement, par la société dans sa grande générosité de ces choses qui sont un peu perturbantes ? Dans les projets urbains c'est la même chose. On a plein de petits projets merveilleux, qu'on peut documenter – et vous trouvez toujours les mêmes d'ailleurs dans la littérature – qui ont bien marché parce qu'« on a tenu compte des habitants », « on a consulté en amont », « on a fait des exercices », etc. Or dans la routine des projets quotidiens, dans les décisions ordinaires, on n'arrive pas à passer de ce génie acceptateur, tant qu'il reste pilote expérimental, à une acceptation à grande échelle. Il faut vraiment réfléchir pour comprendre ces mouvements émergents et les regarder différemment. Cela demande un changement de mentalité et de point de vue de départ et pas seulement du travail.

Les deux derniers points sur lesquels je vais aller très vite, c'est qu'il y a un maillon manquant entre les chercheurs et les décideurs. Il y a des passeurs, des gens qui, ne trouvant pas de passeurs, font le passage eux-mêmes. J'ai essayé et d'autres ici dans la salle ont essayé. Ce n'est pas non plus une position confortable. Les passeurs sont insuffisants pour faire passer les travaux de chercheurs dans la décision de manière plus forte. Je reviens à cette question de restitution concernée qui reste extrêmement difficile à mettre en œuvre. Ce qui me frappe c'est qu'autant les commandes peuvent être ouvertes au départ, autant plus on avance vers le processus de décision et plus cela se referme. C'est très compliqué d'aller confronter des résultats auxquels on est arrivé, même dans une bonne coalition entre le chercheur et le décideur, et d'aller les restituer aux acteurs concernés. Ce dernier point nous renvoie à ces nouvelles façons de travailler qui marchent bien dans certains endroits : coalition d'acteurs, participation, arènes, débats publics, etc., qui sont à observer, au-delà du caractère de célébration démocratique qu'on peut y trouver, et à analyser en terme de production de savoirs.

## **LA VILLE INVESTIE / RÉINVESTIE**

Séance animée par *Michelle Sustrac*, PUCA.

## **Introduction**

**François Geindre**

*École d'architecture de Paris Val de Seine*

Je dois sans doute à l'amitié et au compagnonnage avec André Bruston d'être à cette tribune, extrêmement intimidé par un milieu intellectuel qu'il m'arrive de temps en temps avoir du mal à comprendre lorsque j'essaie de lire ses productions. Mais comme j'ai été toujours soucieux de ce qui existe en terme de transfert entre la recherche et les gens comme moi qui sont sur le terrain pour essayer de faire un certain nombre de choses, j'ai bien volontiers accepté de venir à cette table, non pour essayer de tirer des conclusions, des synthèses ou des leçons de vos travaux, mais pour porter la parole de l'élu d'une ville (Hérouville Saint-Clair dans la Calvados) où l'on a essayé de faire un certain nombre de choses. Je ne suis plus élu depuis 2001 parce que j'ai décidé qu'au bout de trente ans, il était temps d'arrêter. J'ai été ensuite délégué régional à l'action culturelle en Bourgogne, ce qui a aussi été une expérience intéressante de se trouver du côté de l'État, après avoir été longtemps du côté des habitants, du politique, de l'administration territoriale. Je suis actuellement directeur d'une École d'architecture, avec 300 enseignants qui tous pensent qu'eux seuls savent ce qu'il faut faire et donc avec qui il est difficile d'avoir une idée d'ensemble et collective, d'autant que cette école a été constituée de quatre écoles dont l'histoire avait été de s'injurier - pédagogiquement parlant bien sûr - sur l'incapacité des autres à mener une pédagogie de formation des étudiants.

Par rapport aux travaux que vous avez menés, ce qui se passe sur le territoire d'une ville, dans sa structuration, dans la place que les habitants prennent sur ce territoire, et des actions, qu'elles soient de l'ordre de l'urbanisme, de l'habitat, de la culture, avec les différents intervenants professionnels, pour moi cela n'a de sens que si cela s'inscrit dans un projet politique. Aujourd'hui, un des grands problèmes de notre société est l'absence de projets politiques. D'un point de vue national ou en tant que citoyen, on a du mal à reconnaître un vrai projet politique, c'est-à-dire une capacité des politiques à parler de la façon de vivre ensemble sur un territoire, qu'il soit européen, national ou local.

Pour moi, faire de la politique, cela a toujours été porter un projet politique qui met l'élu en dialogue avec des citoyens. Ce n'est pas comme on a trop tendance à faire, y compris dans la démocratie locale, être celui qui se met à l'écoute du besoin du citoyen pour essayer d'y répondre le mieux possible, parce que là on n'est plus un porteur du projet. Les citoyens, les habitants et les acteurs professionnels ne trouvent un sens et ne prennent sens dans leur action et dans leur existence qu'en référence à un vrai projet politique. À Hérouville, on s'était doté de ce qui nous semblait être un vrai projet politique qui, d'une certaine manière, n'était pas négociable. Ou bien une grande majorité des habitants s'y reconnaissait et on le mettait en œuvre et dans sa mise en œuvre, bien sûr le dialogue, la discussion, le débat permanent existaient, mais pas pour la modification de ses fondements, de ses valeurs, de ses grands objectifs.

Je suis convaincu que les habitants, aussi participatifs soient-ils, nous sont profondément reconnaissants, car s'il n'y a pas de différence entre le fait d'être un citoyen comme je le suis aujourd'hui et celui d'être quelqu'un qui porte une responsabilité politique avec un engagement, on ne sait plus qui est responsable.

Le projet politique de ville, à Hérouville, c'était tout d'abord un projet de « vivre ensemble ». Le « vivre ensemble » s'adressait à un spectre relativement large de populations, allant de cadres supérieurs jusqu'à ceux qui sont dans les difficultés les plus grandes : chômeurs de longue durée, etc. Il fallait trouver la capacité, la volonté de ce « vivre ensemble », ce qui n'est pas simple. Cela veut dire configurer un certain nombre d'espaces dans le domaine éducatif, dans le domaine du loisir, dans le domaine du travail, dans le domaine de l'échange, du commerce, de la fête, de la culture, de l'habitat, où l'on se reconnaisse collectivement cette capacité réciproque d'être à la fois chez soi et d'être en rapport avec l'autre, même s'il est porteur de différences plus ou moins grandes.

On a mené un certain nombre de politiques consistant à faire en sorte que la couche moyenne de la population ait des raisons de rester dans ce territoire partagé et des politiques

d'accueil et d'insertion des gens les plus en difficulté pour qu'ils trouvent effectivement ces moyens de vivre ensemble.

L'école est un des moyens importants, mais à condition qu'on ne structure pas les systèmes d'habitat de telle façon que dans une école il y ait 45 % des gamins dont les parents sont au chômage. Ce qui me fait dire qu'un des enjeux aujourd'hui de nos quartiers en difficulté, ce n'est pas tellement le nombre d'élèves par classe. Toutes les études du Centre national de la recherche pédagogique ont toujours déclaré qu'il y ait 20, 25 ou 26 élèves par classe ne change pas grand-chose. Par contre, la taille de l'école compte. Si l'on gère une école avec six classes maternelles et une dizaine de classes primaires, c'est totalement différent du fait de gérer une école avec 12 classes maternelles et 20 classes primaires. Gérer un collège de 450 ou 500 jeunes collégiens n'a rien avoir avec gérer un collège avec 1 200 élèves, même chose pour un lycée... Dans une politique aujourd'hui de reconquête de la vie dans les banlieues les plus difficiles, se dire que dans les cinq ans à venir il n'y aura plus d'écoles maternelles de plus de cinq classes, plus d'écoles primaires de plus de dix classes, plus de collèges de plus de 500 élèves, plus de lycées de plus de 1 000, etc. obligerait à re-réfléchir au découpage des secteurs scolaires, à l'habitat qui s'y trouve, etc. C'est peut-être un des leviers, un des moteurs, y compris de composition urbaine des banlieues les plus difficiles.

En ce qui concerne les politiques de l'espace, on sait que l'espace qui n'est pas privatif est à tout le monde, quel que soit son régime de propriété. Dès 1971, les premières décisions qu'on a prises a été de mettre à la charge de la collectivité l'entretien de tous les espaces de la ville, même si elle n'en était pas propriétaire. On a déclaré que l'entretien allait être collectif et identique pour tout le monde et que les espaces, puisque la collectivité les entretenait, seraient à tous. Mais s'il est à tous, cela veut dire aussi de porter une attention à la façon dont on l'utilise, à ses usages, de façon à ce que ses usages soient respectueux des lieux. Donc l'espace de proximité de la tour ou de la barre HLM où vivent des gens qui cumulent un certain nombre de difficultés a la même qualité d'entretien que l'espace de proximité du pavillonnaire ou des résidences privées qui sont dans le même quartier. À partir de là, il y a une reconnaissance de la qualité de citoyen et du fait qu'on est citoyen à parts égales dans l'espace public qui est important.

On peut développer ainsi un certain nombre de politiques, y compris les politiques culturelles. Les gens ne deviennent pas artistes ou créateurs parce qu'on a décidé que c'est bien de reconnaître la capacité de création de l'ensemble d'une population. Certes des gens ont des choses à apporter à d'autres personnes et cet apport peut être enrichissant mutuellement. Mais cela ne veut pas dire que n'importe qui va pouvoir peindre des fresques sur un mur parce que ce sera une expression culturelle, que n'importe qui va pouvoir écrire des poèmes qu'on va mettre en affiche, etc. Si on est tous égaux, on n'a toutefois pas tous les mêmes capacités d'expression. On a le droit, y compris quand on est habitant ou citoyen, d'être fier, d'apprendre, de reconnaître, d'avoir les yeux écarquillés par rapport aux capacités créatives de quelqu'un qui apporte. Je prends un exemple : le Centre dramatique national de Normandie est au cœur d'Hérouville-Saint-Clair. Pour des raisons diverses et variées, seuls 15 à 20 % des Hérouvillais ont pénétré dans ce théâtre. Mais lorsqu'on a fait des enquêtes pour savoir comment les habitants percevaient ce Centre dramatique, près de 80 % d'entre eux ont dit qu'ils étaient fiers que le Centre dramatique national de Normandie soit dans leur ville.

Quand on a fait appel à Hérouville à des architectes de talent (Jean Nouvel a réalisé trois immeubles, Fuksas une cité universitaire, Portzemparc une école maternelle, Castro un collège-lycée, etc.) et qu'on demandait aux gens : « Ça vous fait quoi que des architectes dont le nom paraît de temps en temps dans la presse, français ou étrangers, viennent construire à Hérouville ? », ils ont répondu : « On n'aime pas, mais c'est quand même vraiment bien que ces architectes viennent faire des choses à Hérouville ».

C'est donc sur la reconnaissance de la qualité de ce que l'on est les uns et les autres qu'on est fondamentalement égaux dans le système, mais qu'on n'occupe pas les mêmes positions, les mêmes capacités. C'est dans la reconnaissance de cela qu'on peut construire un vrai dialogue et une négociation permanente qu'implique la démocratie. Cela me paraît extrêmement important de réaffirmer et de ne pas avoir peur, que l'on soit artiste, professionnel ou politique qu'on est dans une position, certes égale mais qui n'est pas la même et que c'est à partir de la reconnaissance des positions respectives de chacun qu'on peut engager un dialogue.

### *Présentation des interventions par Michèle Sustrac*

Les recherches qui vont être exposées parlent de désir de ville. Si on dit « désir de ville », peut-être que c'est à la fois d'une ville disparue ou d'une ville à venir dont on n'a pas encore les tenants et les aboutissants. C'est peut-être la mixité, c'est peut-être la protection, c'est peut-être le foisonnement, c'est peut-être les deux phases de la ville : mise en danger et accueil, qui sont dans les deux. C'est entre ces deux choses que vont se dérouler les questions. Si on parle investissement, c'est vrai qu'il y a autant d'investissement symbolique que d'investissement spatial que de réinvestissement économique.

Les trois communications qui vont suivre évoquent un peu les offres de la ville et l'urbanité. Dans la première, on partira des espaces publics parce que c'est quand même là que se donne à voir la société. C'est l'offre commune. Cela concerne un quartier de renouvellement urbain, les Minguettes, et qui fait l'objet aussi d'une politique de réaménagement des espaces publics.

Ensuite on verra qu'à partir de deux villes moyennes, qui sont Caen et son agglomération et Saint-Nazaire, où l'on pourrait penser que la pression est moins forte, mais où finalement l'aspiration à la ville est aussi cruciale. Les poches d'exclusion sont peut-être moins visibles mais en fait le désir de ville est aussi fort, et on verra comment pour l'une la désindustrialisation fait qu'il y a une vraie fracture, et que l'autre, au contraire, cherche à conquérir, à comprendre ce qu'elle est dans une vaste agglomération.

Enfin le troisième regard sera le point de vue proposé sur la reconquête de grands pans de la ville qui sont délaissés, que sont les friches, mais qui sont déjà réoccupées, réinvesties par la culture et qui interrogent le rapport d'une part de ces populations à la ville et au centre ville et d'autre part le regard qu'a la ville sur ces lieux-là et comment elle peut en faire projet.

## **La ville « désirée » et l'« offre » en urbanité. Le cas des espaces publics dans le cadre du renouvellement urbain des Minguettes**

**Jean-Yves Toussaint, Marcele Trigueiro et Monique Zimmermann**

INSA Lyon

« Quelle(s) ville(s) désirons-nous ? », « Avons-nous seulement encore des désirs de ville(s) ? Telles étaient les questions de départ qui nous étaient adressées et auxquelles cette réflexion tente de répondre. Ces questions supposent que le *nous* dont il est question ait un choix, et notamment le choix d'une ville selon ses désirs. Dans les faits, cependant, le *nous* n'a guère le choix. Il ne choisit ni la ville ni une ville, il en hérite. En réalité, la ville fait face au *nous* ; la ville fait face au désir de chacun. Le *nous* fait face à une *offre* et la question afférente à son désir devient : « quelle(s) ville(s) s'offre(nt) à son désir ? », autrement dit, « quelle(s) ville(s) construit-on, par qui et pour qui ? ».

Le *nous* qui désire est un collectif auquel fait face un autre collectif, celui qui participe à l'aménagement de la ville et sans doute, plus généralement, à l'institution de la ville comme morphologie sociale. Ce dernier collectif dispose du pouvoir d'offrir la ville : d'un côté, ceux qui *fabricent* la ville et, de l'autre côté, ceux qui en *usent* ; les premiers sont désignés par le terme de « fabricants » ; les seconds, par celui de « publics ». Si problématique de *désir(s)* il y a à propos de l'urbain, qu'il s'agisse de désirer une ville ou d'attendre une ville, cette problématique ne pourrait passer que par cette ligne de démarcation qui sépare les *fabricants de la ville* et les *publics urbains*. Pour illustrer cette problématique, il conviendra ici de se référer à la politique de renouvellement urbain menée dans l'agglomération lyonnaise et, en particulier, à la production d'espaces publics dans le quartier des Minguettes, à Vénissieux.

La présente réflexion se déroulera en trois points et une conclusion. Initialement, il s'agira de rendre compte de la ligne de démarcation entre les collectifs des *fabricants* et des *publics*. En deuxième point, il importera de revenir sur l'*hypothèse* implicite des fabricants, selon laquelle, dans les quartiers dits sensibles, *les liens sociaux sont dissolus*, voire absents. En troisième point, il sera question de se référer aux résultats d'une enquête menée auprès de 200 foyers au sein du grand ensemble des Minguettes : par ces résultats, il conviendra de montrer que, dans ce quartier, *les liens sociaux ne sont pas plus anormaux que partout ailleurs* et même que les solidarités sociales sont très solidement élaborées. Enfin, il importera de conclure par l'équivoque que constitue l'*offre en urbanité* du projet de renouvellement urbain du quartier des Minguettes.

### *Les fabricants de la ville et les publics urbains*

La ville se modifie, se construit, notamment au travers de l'aménagement urbain ; par « aménagement urbain », il faut entendre l'assemblage d'une série d'« objets fabriqués » : par exemple, les immeubles de logements ou de bureaux, la voirie et les réseaux, etc. sont autant d'assemblages d'objets fabriqués. Très généralement, aucune activité sociale ne se déroule sans la mobilisation d'une grande quantité d'objets – le simple fait de s'adonner à ses occupations en ville, c'est, pour chacun, *user* d'une multitude d'objets. Pour distinguer l'ensemble des objets fabriqués nécessaires à la vie en ville de tous les autres objets fabriqués mobilisés ou mobilisables dans l'activité sociale, nous les appellerons « dispositifs techniques et spatiaux de l'urbain » [Toussaint J.-Y., Zimmermann M., 2001 ; Toussaint J.-Y., 2003] comme il est désormais habituels de les nommer au sein de l'équipe de recherche.

L'activité sociale résulte indistinctement de l'activité d'individus et d'objets fabriqués, ou, pour reprendre les catégories chères à Bruno Latour [e2004], les activités sociales sont le fait de l'activité *d'humains* et de *non humains*. L'activité sociale en général et l'activité sociale urbaine en particulier relèveraient de deux formes d'interaction impliquant des humains et des non-humains : ces deux formes d'interaction constitueraient les deux collectifs évoqués en introduction, celui des *fabricants* et celui des *publics*. Le collectif des *fabricants* vise la fabrication et le fonctionnement des dispositifs techniques et spatiaux de l'urbain et lie des organisations et des objets — par « organisation », il faut entendre les élus, les fonctionnaires des collectivités territoriales, les

architectes, les artistes, les chercheurs, les techniciens, les entreprises, etc. Le collectif des *publics* vise l'usage des dispositifs techniques et spatiaux de l'urbain et lie des publics et des objets — par « publics », il faut entendre les habitants, les citoyens, les usagers, les riverains, etc. Les activités de ces collectifs sont complémentaires (*fabriquer / user*). Les fabricants et les publics s'entendent ainsi autour des mêmes objets, mais à partir de visées différentes [Raymond H., 1984] : pour les premiers, il s'agit d'un projet de *fonctionnement* ; pour les seconds, il s'agit d'un projet d'*instrumentation*.

Les espaces publics urbains sont des productions issues des métiers de l'urbain, pouvant réunir en son sein une multitude de dispositifs techniques et spatiaux de l'urbain, dont l'agencement est mis en œuvre par le groupe des *fabricants*. Par leur capacité à offrir des possibilités en pratiques urbaines et à engager le processus d'activation de la multitude d'objets et des usages qui en découlent, les espaces publics urbains sont tenus pour être des *instruments de l'urbanité*. Cette notion d'*instrument* est importante dans la mesure où elle renvoie aux modalités d'effectuation de l'activité sociale et, en l'occurrence ici, de l'effectuation de l'urbanité : l'instrument participe à l'*activité cognitive* de celui qui en use, il permet de produire des *connaissances utiles à l'action*.

Le fonctionnement des dispositifs techniques et spatiaux de l'urbain que fédèrent les espaces publics urbains doit être assuré par les *fabricants* : par ailleurs, il peut être plus ou moins approprié à l'activité des *publics urbains* et, en cela, poser quelques problèmes. De fait, certains aménagements urbains peuvent être de « mauvais instruments » et, se faisant, limiter l'effectuation de l'urbanité ; à l'inverse, certains aménagements peuvent être de « bons instruments » et, se faisant, permettre le plein déploiement de l'urbanité. Il importe ici de bien distinguer l'appropriation *aux* activités des publics de l'appropriation *par* des publics : cette différenciation est fondamentale car si l'instrument n'est pas approprié à l'activité, alors il est l'objet de transformations, de détournements qui peuvent altérer jusqu'à son fonctionnement. L'inappropriation des instruments participe également à l'altération des rapports entre les *fabricants* et les *publics*.

Reste à s'interroger sur les modalités de production des instruments ; ils sont le résultat des projections des fabricants. Ces projections commencent par une projection sociale : les fabricants conçoivent un état de l'activité sociale auquel les instruments se doivent d'être appropriés. C'est en tout cas ce qu'illustre l'expérience du renouvellement urbain dans les quartiers d'habitats sociaux.

#### *Les quartiers dits sensibles et la présupposée anomie*

Les fabricants, en tant que délégués aux affaires urbaines, tendent généralement à justifier leurs activités par l'amélioration de la qualité urbaine. Ils sont, au gré des élections notamment, conduits à faire des offres en aménagements : c'est en ce sens qu'est réalisé, dans l'agglomération lyonnaise, le « Plan de mandat » [Grand Lyon Communauté Urbaine, 2001]. Ces transformations de l'espace conduisent à constituer de nouvelles possibilités en pratiques urbaines et à produire par là même une nouvelle offre en urbanité : c'était typiquement le cas en 1989 à Lyon, quand a été initiée la politique de requalification des espaces publics, et c'est toujours le cas aujourd'hui, où la requalification des espaces publics reste la cheville ouvrière de l'offre en aménagement.

Le raisonnement des fabricants semble suivre une logique qui associe *qualité d'aménagement urbain* et *qualité sociale*. Les espaces publics urbains seraient posés comme l'outil dont la *qualité urbaine des dispositifs techniques* permettrait d'apporter une *qualité en termes de pratiques sociales* : ils seraient ainsi tenus pour être des lieux propices à la rédemption sociale, en permettant notamment la « mise en place d'éléments d'identité collective », en mesure d'évoquer aux urbains les règles de vie commune, pour reprendre les termes de la « Convention particulière de la Ville de Vénissieux du Contrat de Ville de l'agglomération lyonnaise 2000-2006 » qui établit les principes du renouvellement urbain aux Minguettes [Ville de Vénissieux, 2000, p. 39]<sup>39</sup>. Dans les quartiers périphériques d'habitat social, les transformations urbaines doivent conduire à des « transformations d'usage », selon les termes du plan de Mandat 2001-2007 [Grand Lyon

---

<sup>39</sup> Termes de la Convention de Vénissieux, où sont établis les principes du renouvellement urbain des Minguettes : « Ce projet qui ambitionne de permettre la gestion des temps de la ville [...] s'articule principalement autour de la mise en place d'éléments d'identité collective organisés dans les grandes familles d'espaces. Les conditions d'un retour à la normalité urbaine passent par [...] un travail de remaillage de la structure des espaces publics » [Ville de Vénissieux, 2000, p. 39].

Communauté Urbaine, 2001, p. 41]<sup>40</sup>. Autrement dit, les aménagements urbains doivent assurer les conditions d'un « retour à la normalité urbaine » pour reprendre, là encore, les termes de la convention de Vénissieux [Ville de Vénissieux, 2000, p. 39].

Le diagnostic qui conduit à ces projections se fonde sur le postulat de la *distension des liens sociaux*, voire de leur totale déliquescence. Les fabricants plaident pour un *renforcement des liens sociaux*, aujourd'hui véritable credo des politiques urbaines. En partant de ce principe et dans le cadre du renouvellement urbain, il semblerait que les fabricants font, d'une part, l'analyse de la marginalisation de quelques éléments de la société, de son appauvrissement, son exclusion et, par conséquent, de sa « désaffiliation » [Castel Robert, 1995, p. 13, p. 36], en termes de *rupture du lien social*, et, d'autre part, l'analyse des espaces publics aménagés, pris en tant que dispositifs techniques et spatiaux de l'urbain, en termes d'instruments pouvant permettre la *restauration de ce lien*. En diagnostiquant une situation anémique, les fabricants font le procès des grands ensembles périphériques d'habitat social : la crise cyclique de l'urbain, mais également l'affaiblissement du lien social, la décomposition du corps social, la montée de la violence, l'insécurité, etc. sont, au regard des fabricants, autant d'effets de la « désorganisation sociale » [Borlandi M., Boudon R., Cherkaoui M. et al., 2005, p. 169]<sup>41</sup> qu'ils jugent avérée dans ces quartiers.

Seulement, renforcer le lien social peut aller à l'encontre de la ville, définie par Henri Lefebvre [1968] ou Richard Sennett [e1979] comme le lieu par excellence de la rencontre entre étrangers ou inconnus [*id.*, p. 27] — par « étranger » ou « inconnu », il ne faut pas entendre des gens qui viennent d'ailleurs, mais des gens qui n'ont pas besoin de se connaître pour échanger. En effet, les espaces publics urbains apparaissent centraux dans la possibilité de liberté qu'offre la ville : dans la ville, au sens du cosmopolitisme, le lien social est objectivé, autrement dit, il relève du fonctionnement d'objets et de services qui sont en partage. En ce sens, il rend compte d'interdépendances objectives et ouvre au processus d'individuation qui rend possible l'urbanité. Renforcer le lien social peut aller à l'encontre du processus d'individuation et les stratégies qui visent à renforcer le lien social, en assurant les conditions de l'appropriation des espaces publics par les publics ou encore, les conditions de formation des identités de quartier, peuvent aller à l'encontre du plein déploiement de l'urbanité : ces stratégies pourraient conduire à des *dispositifs techniques et spatiaux inappropriés aux activités sociales urbaines*.

#### *Les Minguettes et la force du lien social observable*

Dans les faits, les quartiers dits sensibles ne doivent peut-être pas leur « sensibilité » à la distension du lien social, mais plutôt à l'*inadéquation des instruments de l'urbain* aux activités des publics attachés à ces quartiers.

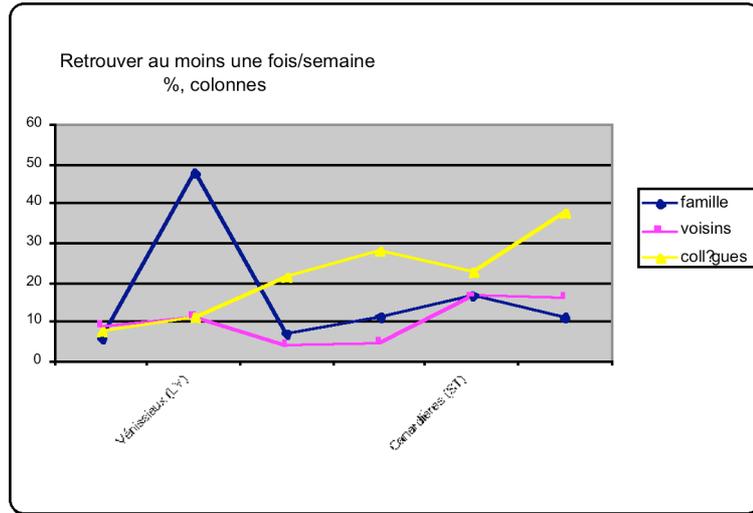
L'enquête<sup>42</sup> menée au Minguettes montre clairement que les *sociabilités diverses ne sont pas plus distendues dans ce quartier qu'ailleurs* et, même, que le *lien social* y apparaît plutôt *plus fort* si l'on se concentre sur la force des *liens familiaux* [cf. Graphique 01] — notamment par rapport à Caluire, l'autre commune lyonnaise enquêtée, réputée plus « sage », qui a servi de référent.

---

<sup>40</sup> Pour reprendre les termes du Plan de mandat 2001-2007 de l'équipe municipale actuelle : « Ces projets de renouvellement urbain devront accroître l'offre de logements et diversifier l'habitat par des démolitions / reconstructions, des transformations d'usage, par la promotion immobilière publique et privée, par la recherche de nouveaux modes de financement favorisant la mixité sociale et fonctionnelle » [Grand Lyon Communauté Urbaine, 2001, p. 41].

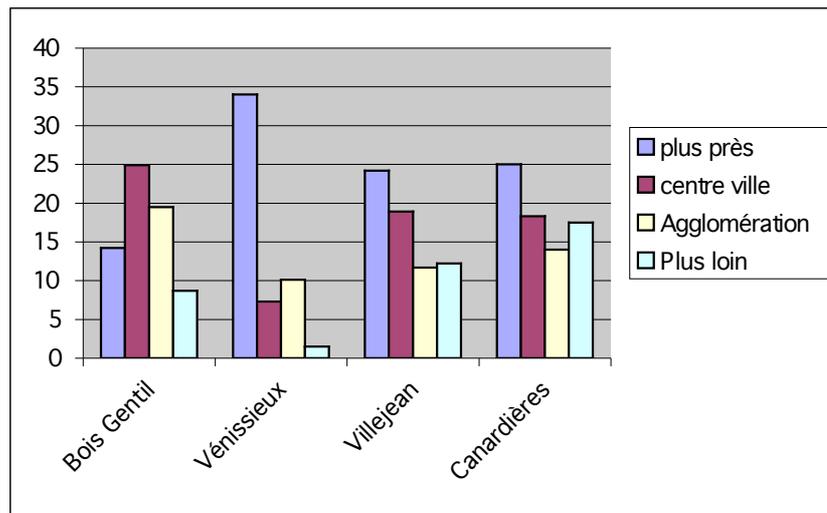
<sup>41</sup> « En s'inspirant des conceptions de l'organisation sociale chez Ch. Cooley, W. I. Thomas et F. Znaniecki forgent la notion de désorganisation sociale pour expliquer la situation des ruraux polonais qui ont émigré aux Etats-Unis. Ils sont menacés de "démoralisation" – ils ne trouvent plus de normes sociales stables et partagées pour guider leurs comportements – parce que leur groupe et leurs familles se trouvent en état de désorganisation sociale : les normes sociales ont perdu leur influence sur le comportement des individus, notamment des plus jeunes. [...] La désorganisation sociale deviendra théorie en s'étendant de la situation des migrants polonais aux problèmes urbains et singulièrement à la délinquance. Si Park n'emploie guère personnellement l'expression, il est persuadé, en tout cas, que la ville dissout les contrôles primaires de proximité, les liens de type communautaire, exposant ainsi les néo-urbains à tous les désordres » [Borlandi M., Boudon R., Cherkaoui M. et al., 2005, p. 169].

<sup>42</sup> Enquête a été réalisée dans le cadre d'un programme de recherche du PUCA intitulé « Habitat et vie urbaine », sous la direction d'André Sauvage (LARES, Université Rennes 2).

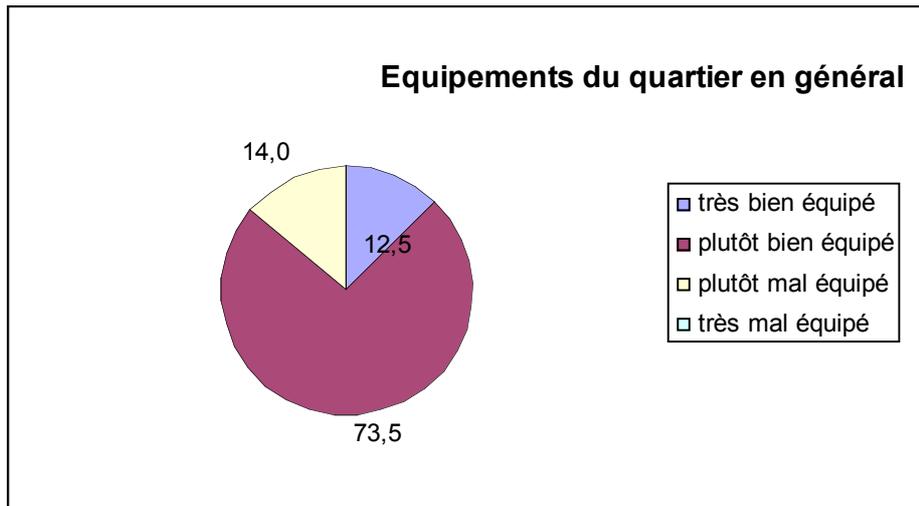


Graphique 01 : **Retrouvailles au moins une fois par semaine**

Cette enquête met en évidence une autre série de constats : les activités sociales quotidiennes des habitants des Minguettes interviewés se déroulent essentiellement dans le quartier [cf. Graphique 02] ; ils apparaissent également tout à fait satisfaits du niveau d'équipements du quartier [cf. Graphique 03].

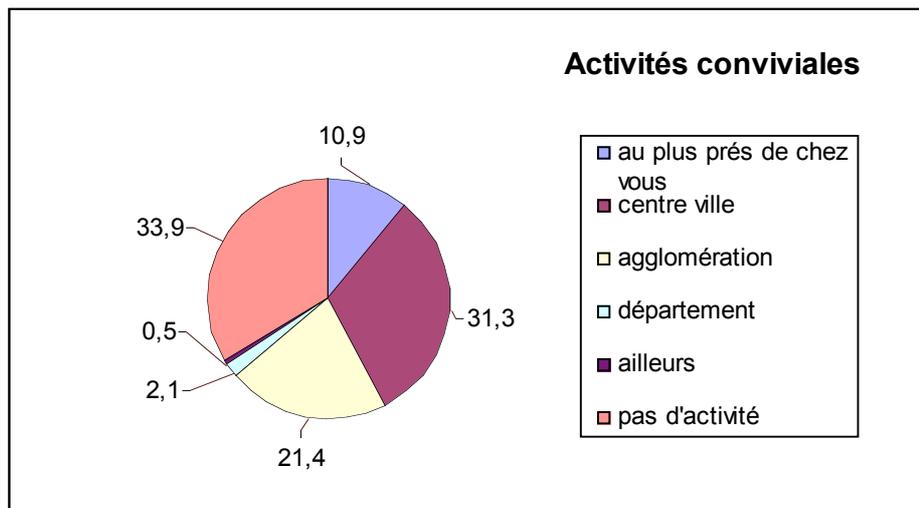


Graphique 02 : **Déroulement des activités quotidiennes dans les quartiers d'habitat social étudiés dans l'enquête HVU**

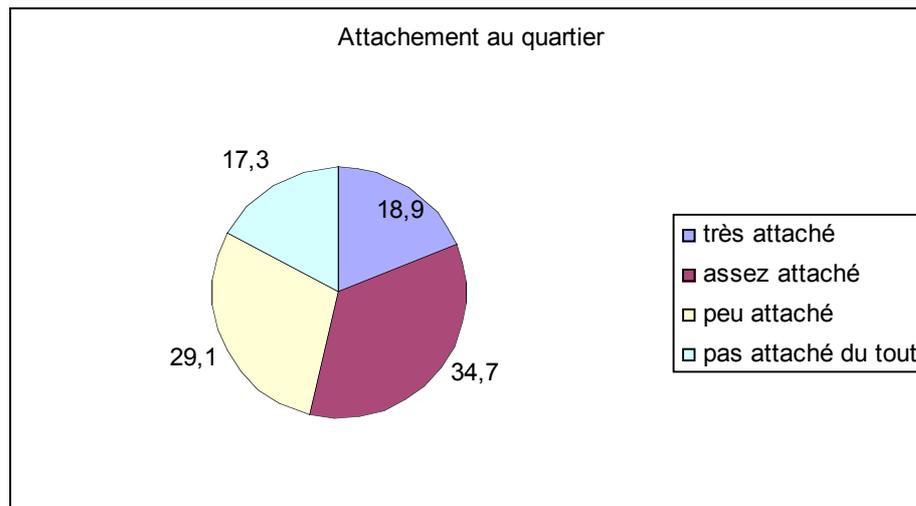


Graphique 03 : **Avis sur les équipements du quartier en général**

Par ailleurs, les enquêtés sont également d'accord pour noter que le quartier est le lieu dans lequel ils se rencontrent et échangent avec les autres, mais la plupart d'entre eux s'accordent aussi pour dire que le quartier ne dispose pas d'espaces urbains qui favorisent la rencontre et la convivialité urbaine [cf. Graphique 04]. Ce constat semble étroitement corrélé avec le faible attachement des enquêtés à leur quartier [cf. Graphique 05].



Graphique 04 : **Activités conviviales**



Graphique 05 : **Attachement au quartier**

Ces observations montrent que même si le quartier des Minguettes est très équipé pour ce qui intéresse l'administration, la police, les commerces alimentaires, les services municipaux, les services sociaux, les équipements scolaires, il n'en demeure pas moins peu convivial, au sens donné à ce mot par Ivan Illich [1973] ; autrement dit, l'aménagement du quartier apparaît peu approprié aux activités sociales urbaines.

Cette faible appropriation des aménagements aux activités urbaines conduirait une partie de la population à « détourner » les espaces existants pour les rendre compatibles avec l'activité urbaine —se réunir, discuter, s'amuser, etc. Ainsi tous notent les difficultés à disposer sur place des lieux de sociabilités urbaines traditionnelles : par exemple, l'absence de places publiques animées à partir de bistrot, café, restaurant, etc. En l'absence de ces lieux, ce sont d'autres lieux destinés à d'autres activités qui sont mobilisés. Ces détournements, ou encore ces catachrèses, sont d'autant plus mal vécus qu'ils provoquent de véritables conflits d'usage, lesquels conduisent à stigmatiser une partie de la population. Les jeunes sont les plus pénalisés par l'absence des lieux de socialisations urbaines : ils sont les plus susceptibles de détourner les espaces pour palier leur absence et, par conséquent, ils sont également les plus touchés par cette stigmatisation. De plus l'absence des lieux de socialisation urbaine ne favorise pas l'apprentissage des dispositions nécessaires pour respecter le fonctionnement des instruments de l'urbanité tel que les espaces publics. Au demeurant, ces conflits d'usage sont identifiés comme autant d'actes d'incivilité, à partir desquels sont constitués les diagnostics d'anomie et de faiblesse des liens sociaux qui conduisent les fabricants à proposer des aménagements alternatifs.

Or le problème c'est que souvent ces aménagements alternatifs fondés sur la réactivation du lien social conduisent à des aménagements contre-productifs et cela pour au moins deux raisons : premièrement, parce qu'ils sont fondés sur des diagnostics erronés d'une situation sociale dite anémique ; deuxièmement, parce qu'en s'appuyant sur le renforcement des liens sociaux, les stratégies d'aménagement ne peuvent pas produire les instruments de l'urbanité et, par conséquent, elles ne peuvent pas produire les instruments appropriés à l'activité sociale urbaine.

#### *L'équivoque de l'offre en urbanité aux Minguettes*

Les stratégies de « résidentialisation » semblent typiques de ces aménagements alternatifs fondés sur l'amélioration urbaine, ainsi que sur la réactivation possible du lien social. Selon la Direction générale de l'Urbanisme de l'Habitat et de la Construction, par « résidentialisation », il faut entendre la « [recomposition] des quartiers d'habitat social, souvent conçus de façon monolithique, en petites "résidences" facilement appropriables par les habitants. Ces unités, clairement définies et limitées dans l'espace, font l'objet d'aménagements qui doivent contribuer à valoriser le quartier et à favoriser leur mutabilité » [DGHHC, 2002, p. 10]. Les espaces publics sont d'autant plus concernés par les modalités urbanistiques préconisées dans le cadre du renouvellement urbain que celles-ci engagent un tel type d'action : en effet, la résidentialisation « s'attache à clarifier les domanialités, c'est-à-dire, en tenant compte des pratiques et des usages

des habitants, à définir le statut de chaque espace, identifié par des limites clairement définies. Tout individu doit ainsi pouvoir reconnaître le statut et les usages autorisés des lieux et percevoir les responsabilités qui s'y appliquent, ainsi que l'identité de celui à qui en incombe la gestion et le contrôle » [ibid.]. Les explications fournies par la DGUHC au sujet des projets de résidentialisation ne laissent pas d'être évocatrices. La résidentialisation mise en place dans le cadre du renouvellement urbain propose un ensemble d'opérations dont les modalités — notamment la sectorisation de l'espace public ou encore la redéfinition de ses domanialités— semblent augurer des transformations en termes de pratiques sociales et usages des espaces : « la sectorisation de l'espace, en particulier, a pour objectif : d'améliorer l'identification de l'espace public "comme lieu de contrôle par une institution qui fait l'objet de règles plus ou moins explicites, mais parfaitement comprises dès que l'on est en situation" » atteste encore la DGUHC [cf. Figures 01, 02].

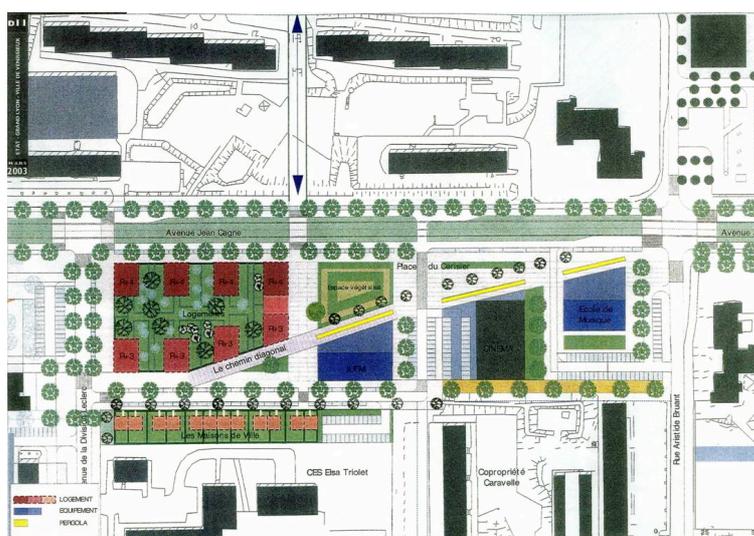


Figure 01 : Résidentialisation du quartier du Cerisier aux Minguettes, dans le cadre du renouvellement urbain

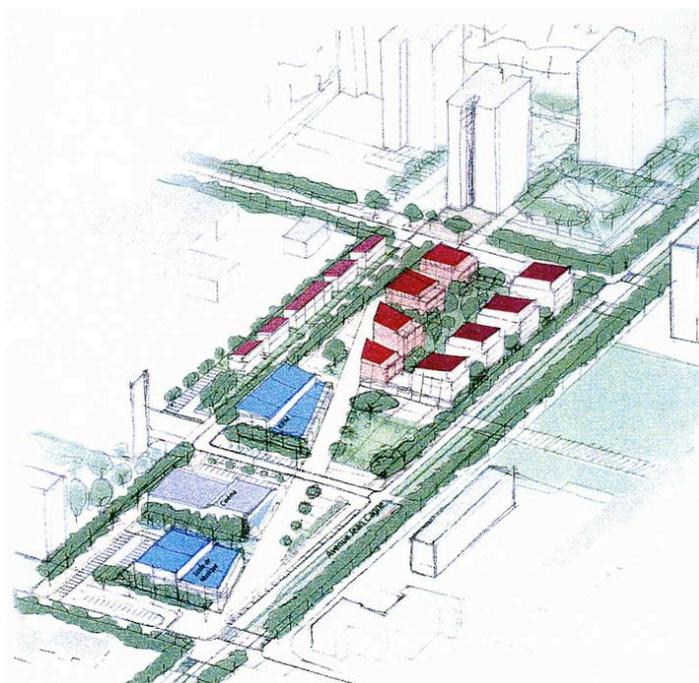


Figure 02 : Perspective du quartier du Cerisier, après résidentialisation

Les projets de résidentialisation tendent à s'appuyer sur des partis pris urbanistiques reposant sur des redéfinitions spatiales et fonctionnelles des composantes urbaines (notamment le traitement d'« espaces publics »), et la programmation des usages qui conduit à des effets de « sur-programmation » dans les aménagements. Les dispositifs techniques et spatiaux sont conçus comme instruments coercitifs, capables d'alerter les utilisateurs sur les usages attendus et les activités *ad hoc* : il en résulte des aménagements urbains sur-programmés et hyper-distincts fonctionnellement [Germain A., 2002] —typiquement des aménagements de voirie niant la mixité des usages au profit d'une répartition fonctionnelle et séparée des modes de mobilités en imposant des couloirs aux bus, des parties de chaussées aux automobiles et aux modes doux, des parties de trottoirs aux piétons et aux activités commerciales. Au final, les aménagements urbains sont fondés sur la mise en place de dispositifs qui ont pour objet non pas de servir la pratique sociale mais de rappeler aux publics l'ordre urbain ; ordre urbain supposé participer de la reconstruction du lien social présumé affaibli ou rompu. Excessivement spéciaux, très spécialisés et fragmentés en multiples fonctions, ils risquent d'être inefficaces en matière de sociabilité urbaine. En prenant ce parti pris urbanistique, les fabricants ne peuvent pas produire les instruments de l'urbanité et, par conséquent, ils ne peuvent pas produire les instruments appropriés à l'activité sociale urbaine. Selon Annick Germain [2002], « la tendance à la sur-programmation peut éventuellement être contre-productive, lorsqu'elle tend à étouffer la sociabilité publique qui se nourrit, rappelons-le, du côtoiement de la diversité et de l'individuation » [*id.*, p. 28].

Pour le cas du quartier périphérique des Minguettes, il s'avère que la résidentialisation limite l'activité urbaine aux activités liées au logement et à la sphère privée. Cette sur-programmation spatiale peut fonctionner relativement bien quand les populations ne sont pas trop captives de leurs quartiers —en effet, dans la répartition fonctionnelle des espaces urbains, la ville recèle des quartiers animés où peuvent se retrouver les populations en quête de formes plus élaborées de socialisation urbaine. Dans le cas des populations des quartiers populaires, cette fonctionnalisation peut poser quelques difficultés liées au coût et à la disponibilité des transports ; dès lors, les formes de socialisation habituelles des quartiers réputés animés, tendent à se dérouler sur place, c'est-à-dire dans des lieux qui ne seront pas conçus pour cela. Selon Madeleine Akrich [1993], « l'utilisateur des dispositifs techniques n'est perçu qu'au travers de sa confrontation avec les objets : soit il correspond aux hypothèses faites lors de la conception, soit il s'en démarque » [*id.*, p. 37] : au demeurant, et dans le deuxième des cas, il se livre à un « détournement d'usage, à une catachrèse » [Toussaint J.-Y., 2003, p. 61]. A terme, cela devrait se traduire par de nouvelles formes de pratiques irrégulières (par rapport à la résidentialisation) ; à nouveau, par le diagnostic d'incivilités et son cortège de mesures correctives et coûteuses ; et, évidemment, par les difficultés pour les habitants d'acquiescer les dispositions nécessaires à respecter le fonctionnement des instruments de l'urbanité.

### Bibliographie

Akrich Madeleine, 1993, « Les objets techniques et leurs utilisateurs. De la conception à l'action », *Raisons pratiques*, thème « Les objets dans l'action. De la maison au laboratoire », Paris : Editions Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, n° 4, pp. 35-57.

Borlandi Massimo, Boudon Raymond, Cherkaoui Mohamed, Valade Bernard (dir.), 2005, *Dictionnaire de la pensée sociologique*, Paris : PUF, coll. « Quadrige », 758 p.

Castel Robert, 1995, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris : Editions Fayard, coll. « L'espace du politique », 490 p.

Direction générale de l'Urbanisme de l'Habitat et de la Construction, 2002, *La résidentialisation : quelle approche pour les DDE ? Actes du séminaire du 16 janvier 2002 [en ligne]*. Paris : DGUHC, septembre 2002, 38 p. Disponible sur :

<[http://www.urbanisme.equipement.gouv.fr/publi/amenagt\\_intervurbaines/doc.pdf/la\\_residentialisation.pdf](http://www.urbanisme.equipement.gouv.fr/publi/amenagt_intervurbaines/doc.pdf/la_residentialisation.pdf)> (consulté le 15.11.2006)

Germain Annick, 2002, « La redécouverte de l'espace public : regards d'architectes et de sociologues », in Tomas François (dir.), *Espaces publics, architecture et urbanité de part et d'autre de l'Atlantique*, Saint-Étienne : Publications de l'université de Saint-Étienne, pp. 25-31.

Illich Ivan, 1973, *La convivialité*, Paris : Editions du Seuil, p. 157.

Latour Bruno, e2004, *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, Paris : éd. La Découverte, 390 p.

Grand Lyon Communauté Urbaine, 2001, *Plan de Mandat 2001-2007 [en ligne]*. Lyon : Grand Lyon Communauté Urbaine, 12 Novembre 2001, 69 p. Disponible sur :

<[http://www.grandlyon.com/fileadmin/user\\_upload/Pdf/institution/Plan\\_mandat/Plan\\_mandat\\_2001\\_2007.pdf](http://www.grandlyon.com/fileadmin/user_upload/Pdf/institution/Plan_mandat/Plan_mandat_2001_2007.pdf)> (consulté le 21.02.2006)

Lefebvre Henri, 1968, *Le droit à la ville*, suivi de *Espace et politique*, 1972, Paris : éd. Anthropos, e1986, coll. « points », 284 p.

Raymond Henri, 1984, *L'architecture, les aventures spatiales de la raison*, Paris: Ed. CCI, Coll. « Alors », 293 p.

Sennett Richard, e1979, *Les tyrannies de l'intimité*, traduit de l'américain par Antoine Berman et Rebecca Folkman, titre original, *The Fall of Public Man*, éd. Alfred A. Knopf, Inc., pour l'édition française, éd. Paris : Editions du Seuil, coll. « La couleur des idées », 288 p.

Sennett Richard, 1992, *La ville à vue d'œil. Urbanisme et société*, 1990 pour la première édition en langue anglaise sous le titre «The Conscience of the Eye. The Design and Social Life of Cities» traduit de l'américain par Dominique Dill, Paris : éd. Plon, 320 p.

Toussaint Jean-Yves, 2003, *Projets et usages urbains. Fabriquer et utiliser les dispositifs techniques et spatiaux de l'urbain*, Habilitation à diriger des recherches, sous la coordination de Yves Grafmeyer, Lyon : Université Lumière Lyon 2 / INSA de Lyon, 263 p.

Toussaint Jean-Yves, ZIMMERMANN Monique, 2001, « De quelques difficultés à prendre en compte les usages dans la conception de produits. Le cas des dispositifs techniques et spatiaux de l'urbain », in PERRIN Jacques (dir.), *Conception entre science et art. Regards multiples sur la conception*, Lausanne : Presses Polytechniques et Universitaires Romandes, pp. 215-238.

Ville de Vénissieux, 2000, *Convention particulière de la Ville de Vénissieux du Contrat de ville de l'agglomération lyonnaise 2000-2006, Grand Projet de Ville*, Lyon : Ville de Vénissieux, novembre 2000, 57 p.

## **Questions-réponses à propos de l'exposé**

Évelyne Perrin demande si, dans la mesure où cette recherche est terminée, l'équipe a déjà ou envisage de rendre compte de ce travail au responsable de l'aménagement urbain de Vénissieux ?

Marcele Trigueiro répond que cela n'a pas encore été fait, mais ce sera fait car, dans le cadre de sa thèse, elle est stagiaire au Grand Lyon et donc elle travaille avec « les fabricants de la ville ». Elle compte leur fournir tous les résultats de l'enquête en espérant qu'ils puissent en faire quelque chose.

Un participant souhaite poser deux questions : d'abord par rapport à ce qui a été dit en introduction avant cette communication, à savoir que les gens ne savent pas nommer les choses, sous-entendu que seuls les scientifiques sauraient nommer les choses, il dit ne pas être d'accord. Est-ce que l'équipe qui vient d'intervenir a senti dans l'enquête que les gens ne savaient pas nommer la situation dans laquelle ils vivaient ou non ?

Sa deuxième question porte sur la rupture faite entre fabricants et les publics (qu'il appellerait plutôt « usagers »). Est-ce que cette rupture brutale qui va peut-être avec ce qu'a dit F. Geindre auparavant sur le fait qu'il y a les politiques qui proposent un projet et ensuite les gens qui éventuellement l'infléchissent, qui suivent ou non le projet politique ? Est-ce qu'on ne pourrait pas, en fin de recherche, changer un peu la donne, dire aux politiques et aux fabricants (administratifs, ingénieurs, etc.) qu'ils doivent tenir compte des modes d'appropriation de la ville, des propositions alternatives faites pour changer la destination de certains lieux, places, monuments ou autres, et réviser un peu le plan qu'il ont conçu ?

Ursula Paravicini dit ne pas avoir compris la relation entre l'objectif de créer un lien social et le concept d'aménagement urbain. Elle souhaiterait que les intervenants reviennent sur les images et expliquent concrètement ce que cela veut dire dans ce projet. Comment est-ce qu'on peut atteindre, à travers l'aménagement urbain, le renforcement du lien social ?

*Renaud Epstein*, en réaction à l'exposé, dit que peut-être il va enfoncer une porte ouverte, mais les chercheurs, quand ils reprennent les catégories de la pensée de l'action publique, les catégories administratives, par exemple lorsqu'ils évoquent « des » quartiers sensibles, il trouve que la montée en généralité autour de cette catégorie est très complexe car cette catégorie n'est pas homogène.

*Jean-Yves Toussaint* lui répond que c'est évident. Ce que l'équipe a voulu reprendre, c'est le mot « sensibilité », c'est le discours des « fabricants ». C'est en cela qu'il est intéressant. La généralité qu'il propose, c'est le rapport entre les dispositifs techniques et les instruments de l'urbanité tels qu'ils sont projetés par les fabricants par rapport à la manière dont les habitants les détournent, les contournent et inventent d'autres choses avec, et comment ils sont qualifiés par ces mêmes fabricants. Mais il est d'accord, il ne faut pas monter en généralité sur ce cas-là.

Sur les rapports entre publics et fabricants, l'un des soucis justement c'est que précisément on observe des stratégies de concertation, de participation, etc. Or visiblement elles ne fonctionnent pas très bien. Il est extrêmement difficile d'instruire un projet d'aménagement à partir de demandes qui sont contradictoires. Il revient à ce que disait Jérôme Boissonade, que souvent les situations d'action sont complexes et surtout contradictoires. Les mêmes personnes peuvent avoir des demandes totalement opposées qui vont dépendre des situations dans lesquelles ils sont. C'est pour cette raison que l'équipe parle d'activité sociale, c'est-à-dire d'activités qui se déploient de manières parfois très différentes selon les contextes dans lesquels on est amené à agir. Ce qu'il faut c'est que les instruments de l'urbanité, c'est-à-dire les espaces publics, les aménagements... soient capables d'être appropriés à différentes modalités d'être dans la ville. Et ils doivent assurer une permanence du fonctionnement. Ils ne doivent pas « dysfonctionner » au sens technique du terme, et supporter en même temps des activités parfois radicalement opposables. Le problème de la prise en compte de la conception dans le projet ou de la remontée d'information des habitants, en fait, serait la meilleure modalité d'instruire ces différentes possibilités de l'activité sociale.

## **Production de l'aspiration à la ville**

**Anne-Marie Giffo-Levasseur et Bernard Vrignon**

*CESUR Nantes*

### **Anne-Marie Giffo-Levasseur**

Le cabinet d'études GERS mène des études de type opérationnel, généralement commandées par les collectivités locales ou des organismes, soit localement soit ailleurs en France, et également participe à des programmes nationaux de recherche qui donnent le temps de la réflexion et le temps de l'échange. Ce colloque est ouvert évidemment aux chercheurs, mais aussi à des politiques, à des étudiants etc. et donc quelquefois les mots qui sont employés ne parlent pas de la même façon à tout le monde. En même temps, c'est assez complexe parce que les mots employés, quelquefois, sont sortis de nos champs disciplinaires, sont partagés, sont remaniés, remâchés, et on ne sait plus trop parfois de quoi on parle. Ils sont également repris par les opérateurs, par les professionnels de l'aménagement et autres, et entre les politiques et les chercheurs, il y a aussi des passages de mots.

L'orientation de notre recherche, la perspective dans laquelle nous nous situons par rapport à nos recherches, c'est l'anthropologie urbaine qui est une manière de prendre les choses que nous avons contribué modestement à développer, avec plus ou moins de succès, avec Gérard Althabe, et d'autres chercheurs dont nous continuons de suivre les travaux. C'est une perspective qui est relativement orpheline et peu développée et qui cherche peut-être un peu ses marques encore aujourd'hui. Je suis ethnologue, mais j'ai toujours travaillé dans mon propre pays et donc sur ma propre société. Ce qui veut dire que la question de la distance à l'objet, de la position est très importante.

Je vais évoquer des réflexions faites à la suite d'études que nous avons menées dans le cadre de ce programme de recherche, notamment sur deux terrains d'étude - j'insiste bien sur la notion de « terrains » au sens anthropologique du terme - dans des villes moyennes. Il s'agit de Saint-Nazaire, connue en raison de l'importance de ses chantiers navals, et de l'agglomération caennaise : Caen, Hérouville dont François Geindre fut le maire et If, une autre commune de cet ensemble.

Dans le premier cas, pour Saint-Nazaire, la recherche, qui date maintenant d'une dizaine d'années, portait sur la constitution du sentiment d'appartenance à la ville. Pourquoi ces questions étaient-elles posées à cette époque-là ? C'était parce que la constitution de l'identité de la ville, de la communauté, le fait de présenter une image relativement cohérente d'une ville, était un sujet, un travail en train de se faire. Cela se poursuit, bien entendu, mais il se posait beaucoup de questions à ce sujet à cette époque. Pour Caen et Hérouville, l'objet de recherche était la co-construction urbaine et culturelle autour du projet de tramway, projet aujourd'hui réalisé qui se plaçait dans une dimension d'intercommunalité et dans une perspective d'avenir de l'agglomération.

Nous allons présenter une rapide synthèse des résultats et évoquer des perspectives nouvelles dans ce type de recherche concernant la place et le rôle des classes moyennes dans la ville actuelle. À l'intérieur de l'anthropologie urbaine, constituer ce champ d'étude, c'était partir de terrains, au sens ethnologique du terme, ayant une autonomie relative. On sait très bien que les terrains que nous enquêtons ne sont pas des isolats, mais ils ont, car ils développent en leur sein un certain nombre de rapports sociaux, une autonomie relative. L'idée est d'analyser la vie sociale de ce champ pour en faire émerger la cohérence interne, et analyser l'articulation entre cette cohérence interne et l'intervention de l'autorité extérieure.

#### *Le terrain de Saint-Nazaire*

L'objet central de l'enquête sur Saint-Nazaire, réalisée il y a plus de dix ans, consistait à mieux comprendre le sentiment d'appartenance à la ville. Au début de l'enquête, la période, localement, était marquée par une profonde transformation économique-sociale. C'était une ville marquée par une mono-industrie – les chantiers navals – qui était en déclin. Et du même coup, l'identité

ouvrière fortement portée dans cette ville était aussi en déclin. Et quand on dit « en déclin », cela veut dire décriée, critiquée, remise en cause.

La municipalité, dans ce contexte – c'était une nouvelle municipalité – décide de manière volontariste, en prenant son rôle politique au sérieux, de changer l'image de la ville mais pas de manière gratuite, avec l'idée que cela entraînerait dans la ville un changement économique avec l'arrivée d'industries nouvelles et de catégories sociales différentes : des cadres, des couches moyennes, des activités de type tertiaire aussi pourraient s'y développer et favoriser l'arrivée de ces couches sociales. Il fallait aussi améliorer le commerce qui était extrêmement faible dans cette ville qui souffre par ailleurs de la proximité de La Baule, très connue pour son aspect ludique, balnéaire, et ses nombreux commerces de luxe.

Il s'agissait donc là d'un remaniement d'identité alors que les historiens locaux proposaient seulement de garder la mémoire de cette ville ouvrière, de ses luttes passées qui l'avaient fait connaître, à la fois en termes de production industrielle, mais aussi de lutte ouvrière. L'idée était donc de créer un écomusée, ce qui d'ailleurs a été fait. Mais l'écomusée a subi de nombreux aléas parce qu'il lui fallait passer de ce premier projet à un projet différent, c'est-à-dire devenir aussi un objet touristique, qui participait en lui-même au tourisme qu'on souhaitait aussi faire venir dans la ville.

Comment changer l'image d'une ville ? La ville de Saint-Nazaire a été, pour une ville de cette taille – 60 000 habitants – un peu en avant-garde par rapport à l'ensemble des villes françaises. C'est la première ville qui a réalisé un grand programme global de développement en faisant appel à des architectes prestigieux, avec une envie de redessiner totalement la ville, etc. Saint-Nazaire n'est pas n'importe quelle ville non plus, c'est une ville de la reconstruction. L'architecture a aussi beaucoup d'importance dans cette histoire. Ce projet urbain ambitieux devait être susceptible d'entraîner les Nazairiens dans cette transformation à la fois urbaine, matérielle, etc, mais aussi dans l'idée, c'est-à-dire dans les pratiques, dans les usages.

Le port par exemple – puisque c'est une ville portuaire – qui avant était consacré au travail, allait prendre un caractère plus ludique avec des illuminations réalisées par Yann Kersalé installées de manière permanente. Il fallait se réapproprier le port, le relier avec la ville, etc. Le rapport à la culture aussi devait se transformer. Saint-Nazaire étant une ville ouvrière avait un certain complexe. Les Nazairiens avaient un complexe par rapport à la culture, disant : « Nous les Nazairiens, nous ne pouvons avoir qu'une culture ouvrière, nous ne pouvons pas accéder à la culture légitime ». Le Centre de culture ouvrière qui existait a été laissé à lui-même et la ville a conquis une scène nationale. Tous ces éléments, à la fois urbanistiques et culturels devaient donc servir cette ambition nouvelle de la ville.

Notre enquête s'est déroulée dans trois quartiers, des quartiers désignés par des Nazairiens comme des lieux différents dans la ville. Le quartier de Méan-Penhoët représentait ou était constitué par un habitat proche des chantiers, faisant corps avec la tradition ouvrière et dont un certain nombre d'associations et de regroupements d'habitants mettait en permanence en valeur le rôle de cette tradition de la ville comme noyau actif et légitime. Du fait de ce passé prestigieux pour les habitants en question, le quartier se trouvait en lien direct avec la municipalité parce qu'il disposait d'élus, de tout temps il y a eu des élus issus de ce quartier.

Le deuxième quartier, La Bouletterie, était constitué d'une cité HLM des années 1970, paupérisée, qui, face à ces transformations urbaines et à ces nouveaux apports d'équipements, culturels et autres, attend d'être prise en compte dans le domaine de l'emploi et du cadre de vie. Tous les habitants rencontrés, en fait, ne portent pas du tout d'attention à ce qui se passe au centre ville et au grand effort fait par la municipalité. La population ne perçoit pas l'intention municipale de ces transformations urbaines du centre ville. Des jeunes y tentent avant tout de s'approprier l'équipement Maison de quartier locale et d'attirer l'attention sur eux pour qu'on prenne en compte leurs désirs.

Le dernier quartier que nous avons étudié, Kerlédé, est un quartier résidentiel, avec un bâti extrêmement divers. Un quartier qu'on pourrait dire aujourd'hui porteur de mixité. Après une période très militante et très remuante, ce quartier est devenu calme et les habitants admettent suivre la dynamique instaurée par la municipalité. Ce quartier représente un mélange social qui a des attraits en raison de sa proximité, de sa position dans la ville, et devient un secteur recherché où les classes moyennes donnent le ton. C'est dans ce quartier qu'on va trouver une adhésion à la politique municipale.

## *L'agglomération de Caen*

### **Bernard Vrignon**

On raconte cela pour montrer, alors que nous avons beaucoup enquêté sur les quartiers populaires, pourquoi on pense maintenant qu'il faut plutôt s'intéresser aux classes moyennes et que cela signifie une nouvelle perspective de recherche.

Par rapport aux enquêtes menées sur les sites de Caen et Hérouville Saint-Clair, ce qui nous a intéressés, c'est la notion de désenclavement urbain et social à l'occasion de l'implantation du tramway, donc d'une opération intercommunale.

En tant qu'anthropologues, c'est la dimension symbolique que nous avons essayé de mettre en évidence. On s'est rendu compte, alors qu'il s'agissait d'un moyen de transport, que quand on examinait les intentions des élus, des acteurs, des fonctionnaires, on se retrouverait avec un discours sur le lien social. Ce tramway appelait le lien, lien que l'on retrouve aussi dans le dossier du GPV, puisque le tramway allait apporter un certain nombre de destructions, et le terme de lien était utilisé de manière polysémique. Il ne s'agissait pas seulement de transport, d'aménagement, mais aussi de social, c'est-à-dire d'une rhétorique urbaine qui consiste en un discours qui essaie de convaincre les citoyens qu'on doit faire la ville par tous et pour tous, rhétorique que nous avons tenté de mettre à l'épreuve de ce travail d'enquête. Toujours en partant de l'analyse de la vie sociale d'abord des terrains, et de voir comment elle rencontre ces intentions des décideurs.

Nous avons au départ trois terrains à Caen : les quartiers de La Guérinière, de La Grâce de Dieu et de La Pierre Heuzé, trois quartiers d'habitat social. On nous avait proposé de participer à des comités de stations : l'équipe DSU avait eu l'idée que, comme il allait y avoir des stations-phares, aux terminus, en centre ville, etc., il pourrait y avoir une sorte d'équilibre à trouver pour que des stations relativement prestigieuses soient aussi présentes en termes d'aménagement dans les quartiers d'habitat social. Pour aménager ces stations, ils proposaient de faire appel à des anthropologues – nous en l'occurrence – pour « saisir » la culture du quartier et faire appel à des artistes qui auraient conçu ces équipements avec les habitants, avec les élus, etc.

Mais l'idée a disparu avec l'arrivée d'un nouveau maire à Caen et nous nous sommes retrouvés en fait à étudier la question de la réception du tramway, avec un discours de rhétorique urbaine dans trois secteurs : les deux quartiers de Caen, la Guérinière et la Grâce de Dieu et à Hérouville Saint-Clair où il allait y avoir un certain nombre de transformations qui, nous a-t-on dit, seraient peut-être intéressantes à étudier de près.

La Guérinière est un ensemble qui compte 56 000 habitants, c'est une vieille cité construite dans les années 1950, qui a résorbé à un moment la population de Tonneauville<sup>43</sup>, c'est-à-dire un habitat insalubre de type cité d'urgence. Le tramway qu'on présente comme lien social était plutôt vécu comme une intrusion, opérant une coupure urbanistique dans le quartier mais vécue aussi comme une coupure sociale. En effet, en même temps que se construisait le tramway, était menée une réhabilitation des équipements (alors qu'il ne s'agissait pas forcément des mêmes fonds), une destruction de bâtiments et s'opérait un tri des habitants : tout le monde n'était pas relogé.

Nous nous sommes aperçus que cette intrusion liée à cette destruction réhabilitation faisait renaître un ancien clivage entre les gens du sud et les gens du nord de La Guérinière. En même temps que cela faisait renaître ce clivage, cela faisait renaître une mise à distance entre des gens qui jusqu'ici étaient relativement liés à l'idée de faire face à un sort commun, et comme beaucoup de populations pauvres, de concevoir le territoire comme un lieu de ressources avec lequel il faut vivre et avec lequel on peut vivre. Cette mise à distance consistait à savoir qui allait être dans les normes sociales et donc du coup, cela faisait resurgir un jugement entre ceux qui étaient capables d'habiter dans des logements rénovés et ceux qui ne l'étaient pas.

Voilà donc une manière de réfléchir à ce qu'on appelle par ailleurs « le lien social ». À la Grâce de Dieu, zone urbaine sensible de 8 000 habitants mais allant jusqu'à 15 000 habitants selon certains, se posait un problème important : quantité de gens n'arrivaient pas à définir ce

---

<sup>43</sup> Tonneauville est le nom donné à un ensemble de logements provisoires construits après la guerre sur l'emplacement actuel du quartier de la Guérinière. Il était constitué de plusieurs rangées d'habitations, de commerces et d'une école. Ce surnom avait été donné par ses habitants à cause de la forme demi cylindrique de ses habitations, cet ensemble a été détruit dans les années 1970.

qu'était le quartier et avaient une grande difficulté à concevoir une identité sociale pour ce quartier. C'est un quartier où avaient été relogés des rapatriés d'Algérie puis des familles immigrées étaient arrivées là lors de regroupements familiaux et le quartier a connu très vite, alors qu'il avait été construit après la guerre d'Algérie, à la fin des années 1960, un processus de dégradation et d'insécurité sociale.

D'une certaine manière, le tramway, qui n'avait jamais été demandé par la majorité de cette population, a été repris dans un système d'inversion. D'abord il y avait eu un référendum, demandé par le maire et qui avait eu un résultat négatif. Le maire n'en a pas tenu compte et a quand même fait le tramway. D'une certaine façon, les habitants considéraient que ce plus proposé, on pouvait le considérer comme un moins. C'était une preuve de mépris supplémentaire dans la mesure où ils se retrouvaient avec des problèmes quotidiens de survie dans des bâtiments délabrés, et avec des relations sociales extrêmement difficiles au quotidien. C'était une manière aussi de parler de ce qu'on appelle « le lien social ».

À Hérouville, pour nous, le « système Geindre » y prévalait, c'est-à-dire un effort remarquable sur le plan politique de ne pas rester dans le cadre de la cité-dortoir. Il s'agissait de concevoir un lieu, aux portes de Caen, comme une ville et, à la limite, de se considérer beaucoup plus comme Hérouvillais que dépendant d'un quartier, soit de PSR – Programme social de relogement – soit d'autres catégories de financement.

Le tramway est arrivé et a quand même transformé beaucoup l'urbain. Il met en cause par exemple un système piétonnier à travers une passerelle – symboliquement c'est considéré comme très important – qui permet de passer du lieu d'habitat au lieu central, et aussi de passer à travers le centre et d'avoir des liaisons avec toutes les autres cités qui composent Hérouville.

Ce projet du maire, très volontariste, est relativement bien suivi, selon notre enquête, par les couches moyennes qui approuvent d'une certaine manière la transformation de la ville, qui considèrent qu'il faut modifier aussi le visage de la ville, qu'elle devienne plus attractive.

Quant aux familles immigrées, elles espèrent bien que le tramway – et c'est le cas pour nombre d'entre elles – apportera du travail à leurs jeunes, parce qu'elles vivent, au moment de l'enquête, avec une société française qui leur apparaît de plus en plus « rejetante ». C'est lié à la crise de l'emploi, et de manière très nette, les gens parlent de rapports qui se tendent, qui deviennent de plus en plus difficiles dans les cages d'escalier : on accuse parfois leurs enfants de provoquer des incendies, etc. Certaines familles envisagent très nettement le retour au pays. Les plus hostiles, mais pas vraiment hostiles au tramway, ont une économie qui consiste à n'aller que dans certains endroits de la ville et le système des bus qui est assez bien organisé, d'une certaine façon, leur suffit.

Les plus hostiles, ce sont les familles assistées qui, de manière symbolique, font une série d'amalgames entre la fin de la protection d'un mode de vie familial et disent : « On ne peut plus passer, on n'est plus protégé, nous et nos enfants, avec la passerelle, le système piétonnier... ». Tout est mis au même niveau, et c'est ce qu'on appelle « faire de l'urbain » et ce n'est pas du tout comme ça en tout cas que ces familles le conçoivent. Elles sentent cela comme la fin d'une protection, qu'elles assimilent aussi au départ du maire qui leur apparaissait comme un père protecteur, ce maire qui faisait un grand effort pour dialoguer avec un certain nombre de familles, y compris celles les plus en difficulté. Et quand on parle de lien social, c'est relativement contradictoire de vouloir remodeler au même niveau les usages de la ville par rapport à des populations qui pensent que cela remet en cause les ressources qu'elles ont dans le quotidien et dans un lieu relativement protégé.

C'est ainsi que nous sommes amenés à parler de ce que représentent les termes « désirs de ville » avec un « s ». Qui désire la ville ? Qui désire le vivre ensemble ? Qui désire faire société ? C'est un point de vue presque ethnocentrique des couches moyennes que nous composons : élus, chercheurs, tous dans cette salle qui voulons faire société, vivre ensemble, etc., à partir d'un certain positionnement. Mais quand on y regarde de près, sur le terrain, les couches les plus populaires restent reliées à l'idée de l'organisation de leur quotidien qu'elles vivent comme une ressource.

Les couches supérieures n'ont pas de problème parce que grâce à leurs revenus, elles peuvent aller habiter où elles veulent, et de toute façon elles s'arrangent, à travers le jeu de la spéculation foncière, pour habiter des endroits qui sont inaccessibles aux autres couches sociales.

Si l'on examine le cas de ceux qui restent entre les deux, ce « tiers-état », comme on l'a dit à une certaine époque, on peut se poser la question : que veulent ces gens-là ? Que signifient des notions comme « mixité » ? N'est-ce pas une notion directement sortie d'une idéologie qui est reliée à la position et à la situation des classes moyennes ? Dans ces classes moyennes, il y en a qui sont dans des franges, il y a plusieurs strates. Il y a une strate supérieure qui se rapproche des couches supérieures. Il y a des strates inférieures qui se rapprochent des couches populaires et qui sont fragilisées actuellement par la situation économique, sociale, etc.

Pour nous, d'une certaine manière, l'évolution de la ville est liée à l'évolution de ces classes sociales. Que vont-elles décider ? Vont-elles décider d'amplifier encore le repli à travers la périurbanisation ? Vont-elles amplifier les phénomènes de gentrification dont on a parlé ? Considèrent-elles qu'une part de leurs intérêts consiste aussi à partager l'idée de la ville ?

Cela nous ramène à l'idée de l'altérité, à autrui. Un philosophe, Emmanuel Lévinas, a beaucoup réfléchi sur ce qu'est « l'autre », l'altérité, et il cite un rabbin qui disait : « Les besoins matériels d'autrui sont pour moi des besoins spirituels ». Qu'est-ce que nous a dit François Geindre tout à l'heure quand il parlait de ces classes moyennes, dont il disait qu'il essayait de les convaincre qu'elles avaient intérêt à être en contact avec des gens différents dans les écoles.

*François Geindre, suite à cet exposé, propose des pistes de réflexion.*

Pourquoi ce dossier du tramway et de grand projet de ville a pu faire son apparition à cette époque ? Il relie cela à des raisons de fond évidentes, mais surtout à la présence de Jean-Louis Guigou à cette époque à la DATAR qui a convaincu l'interministériel de consacrer à la problématique de l'évolution des villes un certain nombre de fonds, qui a fait adhérer le ministère de l'Équipement à cette idée et qui a lancé, pour une quinzaine de villes, des projets expérimentaux, grands projets de villes. Fréquentant ces sphères nationales, François Geindre a entendu parler de ces projets, et a foncé alors voir le maire de Caen pour lui dire : « Il y a une opportunité de se faire financer, en tout cas reconnaître, si on n'est pas en financement direct, pour accéder à d'autres financements, toute une série d'opérations qu'on a envie de réaliser sur le terrain ». Et là, il s'agit de bien préparer un discours, un argumentaire qui sera ensuite repris par tous.

Parmi les pistes d'analyse, François Geindre suggère d'aller étudier, y compris dans l'ensemble des opérations de renouvellement urbain actuellement géré par l'ANRU, la part prise par les discours parce qu'on imagine que c'est ce discours qui va marcher, que c'est avec lui qu'on va obtenir les financements nécessaires. Même si les maires sont porteurs de politiques qui ont leur poids, il serait intéressant d'analyser quelle est la part du discours produit localement, qui n'est en fait produit que pour répondre à l'idée qu'on se fait de ce que, à Paris et dans les commissions de sélection x ou y, les experts, etc., ont envie d'entendre pour être retenue.

## **Pluralité culturelle et pluralité des territoires urbains : des interactions complexes**

**Fabrice Raffin**

*S.E.A Europe*

Je ne vais pas partir de la ville, mais de politiques et de projets culturels pour revenir à la ville, pour essayer, à partir de mes travaux d'une dizaine d'années sur des initiatives culturelles privées installées dans des friches industrielles ou marchandes, à travers l'Europe, m'arrêter sur certains points qui les caractérisent et qui relèvent d'un rapport à l'urbain, d'un rapport à la ville et d'un rapport aussi aux lieux qu'elles occupent. Mais c'est quand même les réduire beaucoup, sachant que ce qui fait l'intérêt de ces initiatives, c'est toujours de mêler à un enjeu esthétique central – et je ne dirai pas « artistique » – des registres d'intérêt multiples. Ces registres sont principalement sociaux, mais aussi des registres économiques et surtout politiques, mais également des registres ludico-festifs ou d'intérêts qui relèvent du quotidien et qui ne sont pas sans importance, notamment dans la construction du rapport à la ville.

En introduction, je reviendrai sur le panorama culturel contemporain et général que l'on peut dresser, notamment à partir des recherches qui ont été faites dans le cadre de ce programme, *Cultures, villes et dynamiques sociales*, du constat d'une rupture qui est une prise de conscience que l'action culturelle, les projets artistiques sont divers et ne constituent pas un champ homogène. C'est un constat de rupture dans les manières d'appréhender l'art et la culture. La prise de conscience aiguë de la pluralité des pratiques culturelles, en termes de qualité esthétique, mais aussi de rôles des artistes et des publics ainsi que des manières de faire et d'appréhender l'acte artistique lui-même, l'acte de création.

Enfin, un point qui me paraît essentiel, c'est la prise de conscience de la diversité des finalités artistiques et culturelles. Cette question de la finalité artistique culturelle n'est jamais posée ou est toujours en suspens dans l'appréhension de la culture. Elle est toujours *a priori* non seulement laissée en suspens, mais en plus déjà réglée à l'avance. Dire que les finalités artistiques et culturelles des projets culturels sont diverses, c'est sortir de la vision d'un art pour l'art, de productions esthétiques ayant une fin en soi, mais aussi d'un art n'ayant pas de valeur économique. Ce sont donc finalités plurielles, qui relèvent de l'ordre social, de l'ordre économique, de l'ordre politique et qui ont un but.

Au cœur de ces buts et de ces registres mobilisés dans l'action artistique, pour certaines d'entre elles, il est apparu au cours de mon travail, de manière récurrente, une finalité urbaine, la mobilisation de ce que j'appelle un registre urbain, qui participait de leur élaboration et de leur mise en œuvre. C'est une dimension spatiale de la culture qui nécessite des précisions. L'idée que je défendrai ici, c'est que la force urbaine de la culture, son interaction avec le territoire, et donc aussi son potentiel en termes de développement local, de développement territorial, renvoie autant à la force des œuvres achevées qu'aux caractéristiques et aux parcours sociaux des individus qui les mobilisent, qui se mobilisent dans leur réalisation. Ce sont les caractéristiques des parcours et de la démarche et du rapport que les acteurs de projets culturels entretiennent eux-mêmes, qu'ils soient artistes ou non, qu'ils construisent avec la ville, de leur relation à la ville au moment de leur engagement dans le processus de création artistique ou dans le projet culturel.

Au cours de mon travail, j'ai visité pendant une dizaine d'années à peu près une vingtaine de lieux, d'anciens lieux industriels reconvertis en lieux de culture, qui avaient un point commun. Ce que je dis ne vaut que pour ces vingt lieux, peut-être qu'on peut faire des élargissements mais c'est très difficile, notamment avec la situation française. Ces vingt lieux sont en Europe et pour ma part, je n'en relie qu'un seul en France à ce processus, c'est celui du Confort moderne à Poitiers. Ce sont des initiatives culturelles privées qui s'installent dans des friches industrielles et qui ont toutes, au moment de leur constitution, un rapport à l'urbain : les acteurs de ces collectifs ont un rapport à l'urbain mobilisé dans le projet culturel qui se définit d'abord par la volonté d'être au centre ville. C'est une spécificité très forte de ces lieux, cette volonté *a priori*, au moment de la constitution des associations et avant d'avoir un lieu, de s'installer dans une friche industrielle en milieu urbain, volonté associée à un projet artistique et culturel. Le projet

n'est pas anodin. Il relève d'une véritable conception de la ville qui est celle d'une ville intégrée, où les fonctions urbaines sont concentrées. Dans leur démarche, il est hors de question de différencier ou de segmenter la fonction résidentielle de la ville, la fonction artistique, évidemment, ou culturelle et la fonction économique quelle qu'elle soit. Je l'appelle donc « représentation de la ville intégrée » dans ce sens-là ou dans le sens où elle intègre la plupart des segments de la vie sociale. Porteur de cette volonté, le projet artistique s'y articule. Il s'agit, avec des actions culturelles, d'utiliser l'acte artistique ou culturel pour accomplir ou pour actualiser cette vision de la ville.

Concernant le Confort moderne évoqué tout à l'heure, il s'agit avant tout d'une perspective d'animation de la ville, dans un centre ville perçu comme moribond, ennuyeux. Je cite souvent l'exemple de Genève qui avait pour slogan : « Genève sans nuits, Genève s'ennuie », qui peut sembler naïf ou puéril et ce peut être une posture qui semble insignifiante mais qui est mobilisatrice d'une action collective, qui en tout cas participe de la construction d'une action collective. De plus, cette dimension d'animation s'articule en l'occurrence dans les lieux que je viens de citer autour d'un intérêt musical.

L'intérêt musical participe d'une conception de la ville et au début, pour les porteurs de projets, il est hors de question de se situer en dehors du centre ville et toute leur démarche va consister dans un premier temps de leur histoire à essayer de se situer dans ce centre, de trouver un lieu. Chacun va le faire à sa manière, révélant ainsi des spécificités urbaines de la ville d'aujourd'hui. Au Confort moderne, ils ont d'abord essayé de travailler avec les structures municipales existantes et l'inadéquation est apparue rapidement en termes technique, d'horaires de fonctionnement, de possibilités de programmation dans des équipements municipaux. Les programmations se font un an à l'avance parfois et eux sont dans des logiques complètement différentes de spontanéité. Un groupe passe près de Poitiers, il sera question de le faire intervenir le soir même, ce qui est impensable avec une structure municipale. On voit donc une incompatibilité de fait avec des lieux de la ville, avec des équipements.

À partir de là, plusieurs solutions s'offrent à eux : le squat, qui est un passage en force, puis la perspective privée que va adopter le Confort moderne, c'est-à-dire la location dans le secteur locatif et enfin une solution plus négociée avec les municipalités. En tout cas, de cette première partie de l'histoire, tous les lieux que je viens de citer sont dans une situation d'échec et se retrouvent expulsés du centre ville, au sens propre et repoussés au mieux à la lisière, au pire, pour eux dans les banlieues les plus lointaines.

Mais la plupart ont réussi quand même à se trouver dans cette lisière du centre ville qu'est le faubourg. Donc l'analyse des lieux étudiés révèle cette situation géographique : le faubourg, défini alors par cette possibilité d'activité qualifiée en termes de possibilité de développer des activités aux nuisances fortes que sont aussi les pratiques artistiques, bruyantes et porteuses éventuelles de souillures, au moment de la création ou du processus de construction. Le faubourg est aussi défini de manière économique par le registre foncier et même, dans les cas où les lieux semblent au centre ville, ce qui est le cas à Genève, une analyse des prix du foncier montre que d'un côté de la rue où ils se situent à l'autre, il y a une variation du prix du foncier qui est de huit fois.

Ces lieux vont profiter par ailleurs du contexte urbain général qui est l'inattention politique portée sur les faubourgs des années 1980, l'attention politique se resserrant sur la requalification des centres ville d'une part et sur les banlieues les plus extrêmes et les problèmes sociaux naissant dans les années 1980 et se poursuivant dans les années 1990. Il s'agit donc de cette espèce de « ventre mou de la ville » – terme qui a été évoqué ce matin – où l'inattention politique se conjugue à un manque d'intérêt économique et où ils vont pouvoir trouver place.

Voilà pour le parcours de ces lieux qui tous se retrouvent à l'extérieur du centre et qui développent une posture de résistance à cette relégation à l'extérieur des centres et en plus des tentatives le plus souvent de reconquête avec le centre. Reconquête qui ne sera pas directe ou très voyante, mais qui passera par les réseaux et par l'infiltration des réseaux.

J'en viens à un deuxième point sur l'immobilisation collective qu'on observe, c'est que ce ne sont pas des parcours d'artistes que je décris là. Les lieux, les friches dont je parle ne sont pas des lieux artistiques au sens où ce sont des artistes qui les tiennent. C'est pour cette raison que c'est très différent de la situation française, qui est bien, en tout cas de manière majoritaire aujourd'hui, le cas de lieux artistiques au sens où ils sont tenus par des artistes et dans un processus strict de création, ou bien largement préoccupés par l'idée de création. On n'est pas

du tout avec des artistes, mais on est avec des publics. Ce sont, à Poitiers, les publics du monde du rock ou les publics du monde de l'art contemporain qui construisent le collectif.

Ces publics ne sont pas non plus n'importe lesquels. Vient de se dérouler un séminaire où l'on a évoqué : « Des collectifs naissent de manière spontanée de nulle part », or, non, ils ne sont pas de nulle part. Ce sont les publics, ce sont les habitants de la ville, ce sont des citoyens habitant de leur ville, qui ont une idée sur l'aménagement qu'il est possible de faire dans leur ville et des volontés très précises. Dans le cas de Genève, la mobilisation collective se fait en réaction à la tertiarisation du centre ville qu'a connue Genève dans les années 1980, mais cette réaction est pensée, elle est exprimée et rédigée sous forme de textes... Cette tertiarisation est non seulement consciente, mais elle est chiffrée. Les gens se mobilisent directement dans le projet culturel pour lutter contre cette tertiarisation. Le projet culturel n'est donc pas neutre. Il a un enjeu politique, un enjeu urbain de reprise du centre ville, de reprise aux acteurs économiques évidemment mais pas seulement, également aux aménageurs officiels que peuvent être les collectivités territoriales, les acteurs publics.

On est dans un système de lutte entre le privé et le public, et les acteurs culturels qui arrivent là comme des acteurs de la ville, et bien décalés de l'image qu'on a de l'artiste que l'on convoque en général comme « pompier du social » ou comme personne ayant la capacité de s'intégrer dans n'importe quel milieu. Là on est avec des gens qui ont non seulement la connaissance du milieu local, la capacité de s'y mouvoir, d'y repérer les acteurs différents mais aussi des enjeux très précis en termes économiques, urbains ou sociaux. Non seulement ces acteurs ne sont pas de nulle part, ils sont des citoyens, ce qui contraste aussi avec la situation parisienne, où souvent les gens sont de l'extérieur. Cela n'empêche pas, quand on vient de l'extérieur, qu'on est un migrant et qu'on arrive dans une ville, qu'on puisse s'attacher à cette ville et vouloir la développer, avoir un discours à son sujet.

Ce projet de ville est d'autant plus important qu'il se construit aussi sur des parcours. Ces publics ne sont pas des individus parachutés, ils ont un parcours. Et s'il est une caractéristique partagée par l'ensemble des protagonistes des seize lieux dont je parle, c'est d'avoir construit dans ce parcours une posture revendicative, une posture critique sur le monde. Donc il y a un côté militant chez tous les protagonistes de ces collectifs. J'ai tracé des figures, des postures de la contestation dans ces milieux qui vont d'une posture de la révolte de l'insoumis, des postures de chercheurs, des postures de l'artiste maudit, des postures de l'entrepreneur culturel, donc un grand nombre de figures. Mais néanmoins, le partage dans tous ces collectifs d'une critique, d'une posture critique sur le monde qui est porteuse de la création d'un militantisme culturel qui varie ou évolue beaucoup par rapport aux années 1970, dans la rupture politique au sens partisan du terme. C'est-à-dire que jamais dans la mobilisation de la culture dans une perspective politique, il n'est question d'associer la posture culturelle à une posture politique radicale, dans le sens révolutionnaire du terme. Par rapport aux années 1970, on a donc dépassé largement les clivages partisans politiques pour arriver à des préoccupations qui relèvent du quotidien et de questions assez précises qui sont associées au projet culturel.

Cette dimension militante permet de faire le lien avec l'occupation du lieu. Les collectifs en question ne sont pas des lieux qui occupent de manière neutre un espace, où l'art qui est produit serait un art dont on relèverait, à la manière de Malraux, la neutralité opératoire. Mais on est dans un art qui qualifie des lieux de manière très forte, qui situent ou permet la situation d'espaces dans l'ensemble urbain de manière extrêmement visible, selon une visibilité le plus souvent de résistance, mais qui sont des espaces où les postures normatives urbaines habituelles sont ouvertes et sont des espaces de liberté, des espaces de retournement normatif ou de déplacement.

La qualification se fait de manière appropriable, ce sont des lieux appropriés. Ce ne sont pas des espaces publics dans le sens où l'identité du groupe est associée à l'espace. On n'entre pas comme ça dans ces lieux, contrairement au fantasme du lieu de la culture idéale des acteurs publics, quantité de marquages y sont faits. Les bâtiments eux-mêmes, industriels, s'ils sont attirants pour certaines populations sont repoussants pour d'autres et après se superposent des marquages esthétiques extrêmement puissants et qui disent ici la dimension territoriale au sens d'appartenance et d'identification entre un groupe, au sens identitaire, entre un groupe et un espace. Pour appréhender de manière complexe le rapport des actions culturelles à des espaces urbains souvent très différents.

Je conclurai en premier lieu sur la nécessité de dépasser le moment de la monstration et de la focalisation sur l'œuvre achevée pour appréhender le projet, non seulement le projet dans sa globalité, mais aussi d'appréhender les qualités mêmes des acteurs. C'est-à-dire cette dimension citadine et le projet qui va avec. Il s'agit d'appréhender le projet pour ce qu'il est, pas de manière idéalisée comme c'est fait souvent vis-à-vis des artistes, comme leur capacité à s'introduire dans le territoire d'une manière neutre et de produire des liens sociaux de manière un peu magique ou religieuse, sur des temporalités en plus longitudinales, parce que tout ce que je viens de dire, évidemment évolue avec le temps. La posture revendicative et contestataire par exemple évolue au fil du temps. Si au départ, elle est à dimension citoyenne et participative, mais avec le temps elle prend des allures aussi différentes.

Il faut donc dépasser les cadres d'identification des critères de subvention habituels pour appréhender la dimension socio-anthropologique des projets culturels et artistiques qui sont aussi reconnaître la dimension identitaire des pratiques artistiques, à la différence d'une perspective universelle et universaliste qui reconnaît à l'art la capacité de parler à tout le monde. Quand on s'engage dans un projet culturel, qu'on donne sa vie, qu'on se construit – la dimension construction de soi est très forte dans ces projets – l'art qu'on produit ou la dimension esthétique, les produits esthétiques qui en sortent ne sont pas neutres. Nous ne parlons pas à tout le monde de la même manière.

## **Débat**

*Évelyne Perrin* demande à *Fabrice Raffin* qu'elle est la réception qu'ont les acteurs municipaux par rapport à ces projets. Est-ce qu'ils les intègrent à leurs propres projets culturels, est-ce qu'ils les rejettent ? On a l'impression que ces acteurs institutionnels font trop souvent preuve d'une grande rigidité. *Fabrice Raffin* dit que ces derniers temps, on s'est focalisé sur les NTA, les projets « qui fonctionnent », mais la majorité des élus ne changent pas la perspective qu'ils ont sur l'art pour appréhender ces projets. Pour lui, il n'est pas question d'art de la manière dont le conçoivent les élus. Dans les friches, on est dans un retournement, avec des formes esthétiques à prétention artistique, mais qui ne vont pas se positionner uniquement dessus, qui ont un discours politique, sur l'urbain, de participation aux actions de la cité. Or la plupart des élus ne sortent pas de cette vision de l'art élitiste et de la démocratisation de la culture, de donner de la dignité aux gens, de vouloir sauver les gens mais sans reconnaître ce qu'ils font sur le terrain.

*Claude Renard* souhaite aborder le sujet de l'attitude des élus face aux initiatives. En observatrice militante des questions des Nouveaux territoires de l'art sur le territoire français, elle constate que les collectivités locales sont plutôt très en pointe pour trouver des outils qui rendent possible l'accompagnement de projets : contrats, conventions, etc. Elle fait à ce sujet référence à des propos tenus<sup>44</sup> par *Edmond Hervé*, maire de Rennes et président de l'Institut des villes, lors d'un colloque au Sénat en février 2006. L'objectif de cette journée était de débattre sur les questionnements, les outils et les propositions qui avaient émergé à l'issue d'une vingtaine d'entretiens réalisés auprès d'élus. Ces élus ont tous témoigné de l'importance des espaces de projets culturels et artistiques dans les enjeux d'attractivité territoriale, dans l'aménagement et le développement social et urbain, ainsi qu'en matière de cohésion sociale et de lutte contre les discriminations.

*Chantal Lamarre* revient sur ce qui a été dit, discours d'ailleurs dénoncé par les artistes eux-mêmes, qui dit que les artistes ne veulent pas être instrumentalisés. Elle dit que ce n'est pas vrai, notamment en ce qui concerne les artistes des spectacles de rue. C'est un discours de techniciens, mais ce n'est pas du tout la réalité concernant des artistes qui ont choisi de s'engager sur des territoires. Dans un territoire de bassin minier comme le Nord-Pas-de-Calais, ou dans des quartiers ou des villes et notamment dans des friches, les artistes qui se sont engagés mènent une action très politique, ils dégagent du sens et s'ils sont là, ce n'est pas par hasard, ils savent

---

<sup>44</sup> Voir à ce sujet l'ouvrage *Nouveaux territoires de l'art - paroles d'élus*, Propos recueillis par *Claude Renard-Chapiro* et *Laurence Castany*. Éditions Sujet/objet, 300 pages.

pourquoi ils le font. Dans les friches en particulier, les équipes projets croient fermement à ce qu'elles font et sont en effet très engagées, comme le disait Fabrice Raffin. Les artistes ne sont pas du tout des réparateurs sociaux. Au contraire, ils vont même jusqu'à amener les gens à prendre conscience de leurs positions, à mieux se représenter au monde et à mieux se représenter face aux autres et également à l'affaire politique. Elle ne peut pas laisser dire cela, et c'est un combat qu'elle mène depuis quinze à vingt ans.

## Table ronde • La dimension culturelle de l'action urbaine

Table ronde animée **Michelle Sustrac**, Puca, avec **Chantal Lamarre**, directrice de Culture commune, **Patrice Vergriete**, directeur de l'agence d'urbanisme de l'agglomération de Dunkerque, **François Geindre**, École d'architecture de Paris Val de Seine

### Michelle Sustrac

Le thème de la table ronde est la dimension culturelle de l'action urbaine et s'interroge sur, quand on fait *projet* ou quand on pense *ville*, est-ce que la ville est un fait de culture ?

Je pose cette question aux intervenants qui vont se succéder. D'abord à Chantal Lamarre qui est directrice de *Culture commune*, scène nationale en bassin minier du Pas-de-Calais, qui va raconter son expérience, parler d'un lieu qui est venu requalifier un territoire en perte - le bassin minier - et dire les limites ou les difficultés de monter une action culturelle qui a une telle emprise sur les lieux.

### Chantal Lamarre

Je dirige *Culture commune*<sup>45</sup>, scène nationale du bassin minier du Pas-de-Calais. C'est une scène nationale particulière puisque c'est une structure intercommunale qui regroupe 34 communes adhérentes sur un territoire de 650 000 habitants. Ces 34 communes adhérentes représentent 350 000 habitants, mais par le jeu des trois nouvelles communautés des agglomérations qui viennent d'être créées, nous travaillons maintenant avec plus de quarante communes. Ces trois communautés d'agglomération : la communauté d'agglomération de Lens – Liévin, celle de l'Artois et celle d'Hénin-Carvin sont situées au nord d'Arras et au sud de Lille. Je suis également présidente d'*Artfactories*<sup>46</sup> et trésorière de *Autre(s)pARTs*, Acteurs Unis pour la Transformation, la Recherche et l'Expérimentation (Sur les relations entre) Populations, Art et Société, qui regroupent une bonne vingtaine de lieux, d'équipes projets, de friches, comme Main-d'œuvre à Saint-Ouen, la Belle de Mai à Marseille, le TNT à Bordeaux... tout ceci situe *Culture commune* dans le mouvement des Nouveaux territoires de l'art.

L'association *Culture commune* a été créée en 1990, suite à une préfiguration en 1989 et une étude que j'ai réalisée en 1988, à la demande du conseil général du Pas-de-Calais qui souhaitait qu'à la fermeture des mines (processus de fermeture qui a duré quarante ans, la dernière ayant fermé en 1990) soit organisé un festival dans le bassin minier parce qu'il ne se passait rien dans le Valenciennois. Un essai de création de communauté urbaine avait échoué et on s'est dit « pourquoi ne ferait-on pas quelque chose dans le domaine de la culture ? ».

J'avais répondu non à cette demande, pensant qu'il fallait faire une étude de faisabilité d'un projet de développement artistique et culturel dans le cadre d'un projet de développement local où convergeraient développement artistique et culturel, développement économique, développement social, développement urbain, développement écologique, développement éducatif... Ce qu'on appellerait aujourd'hui un projet de développement durable, qui ne serait pas un festival qui amènerait des gens de l'extérieur, mais qui travaillerait à la transformation et à l'évolution du territoire, en dégageant une ambition pour les hommes et les femmes de ce territoire.

Il n'y a pas rien sur ce territoire, il y a de la culture, il se passe toujours quelque chose sur un tel territoire, mais il est vrai que la chape de plomb d'un siècle et demi d'exploitation charbonnière avait amené une certaine stigmatisation de l'ensemble de la population de ce territoire. Mais très objectivement on peut dire aussi que c'est un pays qui subit encore de

<sup>45</sup> Pour en savoir plus : [www.culture-commune.asso.fr](http://www.culture-commune.asso.fr).

<sup>46</sup> *Artfactories* est une plate-forme internationale de ressources pour les lieux de culture et d'art nés de projets artistiques citoyens et fondés sur un engagement avec des populations sur des territoires (centre de ressources en ligne : [www.artfactories.net](http://www.artfactories.net)).

grandes difficultés, qui s'aggravent d'ailleurs, avec une population qui se paupérise et beaucoup de chômage, malgré quantité de changements et de transformations.

La situation de ce bassin minier est bien connue, surtout avec le centenaire de la catastrophe de Courrières <sup>47</sup> qui a largement été médiatisée et qui a donné l'occasion d'en reparler. J'insisterai plutôt sur cette notion de stigmatisation qui a donné quelque chose d'important, c'est que les mineurs étaient considérés comme l'avant-garde du prolétariat, des rebelles, des combattants qui ont conduit à de nombreux acquis sociaux et qui ont été aussi, au moment de la bataille du charbon ou après la bataille du charbon, sacrés premiers ouvriers de France.

À partir de 1950, les fermetures de mines commencent avec une accélération dans les années 1960-70 et à ce moment-là, tout bascule. L'image des habitants du bassin minier bascule, elle passe de premier ouvrier de France, avant-garde du prolétariat, à une image d'une population peu mobile, manquant d'initiatives, peu créative, peu éduquée, sans formation, enfin porteuse des pires qualificatifs, et de plus vit dans un territoire glauque, gris, avec des maisons sans confort. Ce qui est vrai d'ailleurs puisque les 200 000 ou 250 000 logements miniers avaient pris trente ans de retard comme tout le territoire puisque, les mines fermant, il n'y a eu aucun investissement au moment des trente glorieuses. Alors que toutes les villes se modernisent, à ce moment-là dans cette région on en est resté au *statu quo*.

De plus, l'héritage minier est un héritage de problèmes et presque de malédictions, car le sous-sol est absolument miné, avec de l'eau polluée, des affaissements, des routes non goudronnées, des voiries et des réseaux manquants, des problèmes de lycées où l'on forme des gens pour des métiers qui n'existent plus, etc. Tout était à faire et les seuls retours d'image que les gens avaient en permanence de la part des médias, c'est quand passaient des reportages sur le bassin minier pour évoquer un cas social, et quand il ne le trouvent pas, ils le construisent... Cela s'est calmé parce qu'il y a eu de la rébellion, c'étaient des images très dures à vivre pour les gens. Ils ont été stigmatisés et il s'est créé une forme de complexe « d'infériorité », en tout cas, quand on parle aux gens de l'extérieur, parce que entre soi, on ne se sent pas inférieurs.

Tout l'enjeu pour nous, à la création de *Culture commune*, a été de développer un projet qui fasse sens pour la population. Mais pour que cela ait un certain sens pour la population, il fallait d'abord convaincre les élus, et tous ceux qui agissent auprès de, avec, pour, la population : la puissance publique mais aussi les associations, etc. C'était un travail de titan, une utopie, et cela reste encore une utopie. Mais cette utopie nous donne la direction que nous ne changeons pas, en partant en plus sur les valeurs qui étaient et qui sont toujours fortement intégrées, intériorisées par la population, à savoir celle de solidarité. Ce projet s'est construit sur un projet dit de solidarité et on l'a très vite mis en œuvre. Solidarité entre l'État, la région, les départements et les communes (à 25 % chacun). Les mots clés sont : intercommunalité, solidarité, complémentarité, mutualisation.

Pendant près de vingt ans, on a expérimenté toutes les formes de mutualisation entre les professionnels de la culture, les artistes, les associations... et surtout, et c'est important, entre les communes, en donnant à l'intercommunalité une dimension d'intercommunalité de projet et non pas de gestion.

L'important pour nous aussi, c'était de mener un combat pour la dignité, et ce, avec beaucoup d'humilité, parce que nous avions affaire à des gens qui ne se sont jamais sentis légitimes pour accéder à l'art et à la culture. Ils le disent eux-mêmes en permanence avec des expressions comme : « c'est pas pour nous, on n'y comprendrait rien, on a peur de pas comprendre ». On répondait, « c'est parce que vous vous référez à la culture dite officielle. Il y a des artistes, des auteurs, des écrivains qui peuvent vous toucher ». Et c'est ce que nous avons fait. Nous avons travaillé beaucoup aussi sur la transmission de la mémoire et la création artistique parce que nous avons observé qu'il y avait une rupture de la transmission. Il ne s'agissait pas pour nous de transmettre une mémoire passéiste ou mythifiée (le mythe du mineur), mais une mémoire individuelle et subjective, comme matériaux accaparés par les artistes pour en faire des œuvres qui partent de l'intime, donc des gens, et de l'intime de l'artiste pour arriver à une universalité qui

---

<sup>47</sup> Le 10 mars 1906 a eu lieu la plus importante catastrophe minière d'Europe (officiellement 1099 morts), dite catastrophe de Courrières du nom de la compagnie minière qui exploitait alors le gisement de charbon du Pas-de-Calais aux alentours de Courrières, à côté de Lens. Cet accident provoqua une crise politique et un mouvement social qui déboucha sur l'instauration du repos hebdomadaire (source Wikipedia : <http://fr.wikipedia.org>).

touche les personnes sur le territoire dans lequel on travaille, mais qui touche aussi les ouvriers à Washington ou en Italie.

J'évoque là notamment le travail d'une personne qui est la figure de proue à *Culture commune*, qui est notre artiste associé qui s'appelle Guy Alloucherie, qui dirige la compagnie Hendrick Van Der Zee, qui a fait un spectacle qui s'appelle *Les Sublimes*, de forme esthétique qui n'entre pas dans les normes narratives classiques, où le corps est fortement engagé, et il y parle de son père qui était mineur et de lui, fils de mineur, devenu metteur en scène, et donc toute sa problématique vient de la question : « dois-je renier d'où je viens ? ». Est-ce que c'était si mauvais, comme on le lui a dit pendant toute son enfance : « il faut que tu travailles pour t'en sortir, te sortir de là. Est-ce que de là où je viens c'est si mal, c'est si mauvais que je doive m'en sortir et en sortir ? ». C'est la question qu'il pose dans ses spectacles.

On a développé un grand nombre de projets par le biais de commandes à des artistes, qui vont des veillées avec Guy Alloucherie, en passant par des résidences en ancienne Chartreuse, ou encore les *Rendez-vous Cavaliers*<sup>48</sup> que nous avons organisés dans le cadre de Lille 2004, projets où se rencontraient à la fois des problématiques d'aménagement de territoire et d'évolution urbaine, de trame verte, avec les cavaliers des mines dans le cadre du grand corridor écologique, du bassin minier et avec des problématiques de rénovation et de réhabilitation urbaine d'anciennes cités minières. Tout ceci avec évidemment une création artistique, des résidences d'artistes pendant un an et des rendez-vous réguliers avec la population, avec la mise en place d'une multitude d'ateliers de pratiques artistiques, un travail avec les services des agglomérations et de la région...

Cette expérimentation a été fabuleuse. Notre travail à *Culture commune* est basé sur des enjeux de transformation, de révolution même, et je pense que c'est ce qui nous anime d'une certaine manière. Tout ce que nous faisons, nous le faisons avec les gens, nous le co-réalisons, cela prend certes du temps. Nous n'avons pas de lieu de spectacle à nous, nous avons un lieu de fabrication, un lieu de vie, un lieu de rencontres entre les artistes, la population et les professionnels du social, de la santé, etc.

Nous jouons les spectacles dans les villes avec qui nous les co-réalisons, nous les menons en concertation, et tout ce travail invisible à 80 % n'est pas médiatisé. Nous pouvons mettre plusieurs années pour construire un véritable partenariat avec des associations, des assistantes sociales des unités territoriales, etc. Mais quel bonheur ensuite quand nous avons échangé nos cultures professionnelles, quand nous avons partagé le sens et nous arrivons à créer des actions qui déclenchent quantité de choses.

*Michelle Sustrac* demande quelles sont les limites de projet et à quel moment il bute sur le territoire.

*Chantal Lamarre* répond qu'il y a une multitude de limites. La première vient de ce que ce travail est un engagement humain, qui a donc sa limite en termes de personnes : on est cinq, dix, vingt... À un moment, il y a la limite budgétaire qui ne permet pas d'aller au-delà de tant d'artistes ou au-delà dans la commande. Par exemple, pour les *Rendez-vous cavaliers*, il y a eu une recherche-action comme on n'en mènera jamais plus, l'expérience est allée très loin et les résultats sont fabuleux. Les *Rendez-vous cavaliers* ont permis des transformations, des créations d'associations d'habitants, un lieu comme la Chartreuse de Gosnay est devenu un équipement communautaire aujourd'hui rénové, où des habitants très à l'écart, des rejetés, font partie du comité de pilotage. Il s'y passe plein de choses, une fête est organisée tous les ans à la Chartreuse avec l'association et la communauté d'agglomération, avec des résultats tels parce qu'on en a eu les moyens.

Côté politique, cela fait bien plus de quinze ans que je dis aux élus que pour que la culture soit dynamique, elle doit être volontariste et également pensée par rapport à une transformation et à une évolution du territoire. Si vous rénovez votre ville, s'il y a des problèmes particuliers avec telle population par exemple, pourquoi ne pas y travailler ? Il faut y travailler avec un projet à long terme de développement de pratiques artistiques et culturelles, de rencontres avec les

---

<sup>48</sup> Les *Rendez-vous Cavaliers* sont des randonnées spectaculaires sur les anciens cavaliers des mines, organisées dans le cadre de Lille 2004.

artistes, de spectacles, mais aussi de commandes artistiques, et y travailler surtout avec les urbanistes, les agents de développement urbain, les agents sociaux.

Ce discours de transversalité a encore du mal à se concrétiser. Des choses ont pourtant considérablement évolué, mais les cultures professionnelles sont des freins, les cultures de chaque profession qui agit dans la puissance publique sont autant de freins. Le politique est complètement en capacité de l'entendre, mais les cultures professionnelles n'évoluent pas suffisamment en général.

*Claude Rouot* précise que *Chantal Lamarre*, dans son travail, prend non pas un public (elle n'en a *a priori* pas), mais des populations, et travaille avec elles. Elle souhaiterait savoir comment elle a fait. N'est-ce pas un peu comme un tonneau des Danaïdes que mener ce type d'action ?

*Chantal Lamarre* répond qu'au démarrage de *Culture commune*, il a fallu montrer ce qu'était une pièce de théâtre professionnelle, ou un spectacle de cirque contemporain puisque tout est axé sur le contemporain, sur ce qui parle de la société d'aujourd'hui, et qui présente des esthétiques d'aujourd'hui. Cette acculturation progressive, dire aux gens « venez au théâtre, venez voir de la danse contemporaine... » n'était pas du tout une chose évidente.

Il y avait des actions très ciblées pour créer des « pools » de spectateurs, faire venir des publics qui deviennent des relais. Au fil du temps, ces actions ont été approfondies avec les élus, des démarches artistiques et culturelles ont été organisées dans les quartiers, dans les territoires, là où cela faisait enjeu sur le territoire, et ce qui a aidé, c'est la Politique de la ville. La Politique de la ville a ouvert un champ intellectuel dans le bassin minier, en termes de réflexion urbaine, de population en marge, d'inclusion sociale, etc. Cela a été très bénéfique et à partir de ce moment-là, on a pu utiliser le mot *population*.

Mais quand on mène des actions, on ne cherche pas à ce que les gens deviennent des spectateurs à tout prix. En revanche, il y a des processus, et il est sûr que les spectacles, les créations, les rencontres avec les artistes sous toutes les formes doivent toucher, et quand elles touchent, elles peuvent toucher des personnes de manière forte et qui se mettent en route, qui entrent dans un processus de curiosité, et qui vont s'abonner à la comédie de Béthune, au théâtre de Liévin (car *Culture commune* n'a pas de lieu).

De plus, l'association est en permanence dans la quête du nomadisme, d'aller chercher les gens qui, quand ils ont la révélation, s'abonnent ailleurs. Ce qui est important, ce n'est pas d'en faire des spectateurs c'est qu'à un moment donné, chaque personne qu'on cherche à toucher puisse être bouleversée dans sa trajectoire déterminée, puisse vivre l'expérience de l'œuvre, une expérience forte, émotionnelle aussi de la rencontre avec des artistes.

Après, ce que cela va déclencher, on ne le sait pas toujours. Il faut être humble, parce que plein de choses se passent dans la vie d'une personne. Si tel spectacle, à tel moment, avec telle rencontre donne quelque chose, tant mieux. Après plus d'une décennie d'activité, on a quand même des retours de personnes qui ont eu la vie bouleversée, transformée par ces actions, mais cela va pas nécessairement jusque-là à chaque fois.

C'est en effet un peu le tonneau des Danaïdes parce que, de toute façon, on n'arrivera jamais à toucher tout le monde et il y a aussi une question de génération. Cette action a démarré à une certaine époque, maintenant des actions se généralisent en direction de la petite enfance, de la famille, du jeune public pour amener les familles à prendre en compte la nécessité d'une trajectoire artistique et culturelle, par des pratiques artistiques, des sorties au spectacle pour le développement individuel de l'enfant et aussi son développement collectif. Les projets sont nombreux, des projets de groupe, avec des artistes, etc.

*Michelle Sustrac* passe la parole à *Patrice Vergriete* précisant qu'il est directeur de l'agence d'urbanisme de Dunkerque et que, à ce titre, il va peut-être dire comment une agence d'urbanisme qui a la complexité de tous les problèmes urbains à résoudre prend finalement à bras le corps cette question de la créativité dans la ville.

## Patrice Vergriete

Tout d'abord je dois dire qu'au cours de cette journée, j'ai entendu énormément de choses intéressantes. En fait, j'ai ici deux casquettes, je suis directeur d'une agence d'urbanisme mais également élu local puisque je suis adjoint au maire de Dunkerque, chargé de la jeunesse. Mais c'est au titre de directeur d'agence d'urbanisme que j'interviendrai, même si forcément, il y a des passerelles entre mes activités.

Tout d'abord, pour rebondir sur le débat précédent, au sujet des passeurs entre les « fabricants », ceux qui sont responsables de la fabrication de la ville et les chercheurs, y compris artistes, je voulais souligner qu'il n'y a aujourd'hui ici que deux représentants d'agences d'urbanisme alors qu'il y a une cinquantaine d'agences en France. C'est peu et ce n'est pas normal qu'elles soient si peu présentes dans un tel débat. Il y a un effort à faire de la part du monde de la recherche vers les agences d'urbanisme. Et réciproquement, les agences d'urbanisme ont envie, aujourd'hui, de faire un effort vers le monde de la recherche. Des initiatives sont prises en ce sens par la Fédération nationale des agences d'urbanisme. Les agences d'urbanisme pourraient jouer ce rôle de passeur, notre mission de base étant d'apporter de la pensée à la fabrication opérationnelle de la ville.

À ce propos, j'évoquerai un projet à Dunkerque, qui pour le moment s'appelle modestement la *Halle au sucre*. C'est un lieu qui vise à rassembler, à mener des actions en commun, entre des professionnels de la ville, les agences d'urbanisme, des chercheurs et des artistes. On essaie de créer ce lieu un peu unique qui devrait favoriser des transversalités fortes.

Je reviens sur la fabrication de la ville et à ce à quoi l'agence d'urbanisme est confrontée. Sur le plan politique, le plus souvent, la commande émane de l'État, c'est-à-dire de la puissance publique. On demande à l'agence d'urbanisme de fonctionner, d'implanter des logements si c'est nécessaire, de faire que les flux et la circulation fonctionnent bien, etc. Enfin d'avoir une vision fonctionnaliste de la ville.

Il y a une autre idéologie qui veut que l'individu s'émancipe, que chaque individu y trouve son compte. J'ai le sentiment que c'est cette ville qu'on nous demande de fabriquer. Le projet politique n'est donc pas très riche en règle générale. Mais même quand il y a un projet politique, cela ne suffit pas, le projet politique est une contribution au projet collectif. Je distingue en effet le projet collectif du projet politique. Le projet collectif, c'est une contribution, il a donc quelque chose en plus. Dans ce colloque, quasiment tout le monde a utilisé le terme *approprié*, or un projet politique n'est pas forcément approprié, il s'agit donc après de voir comment on construit un projet collectif à partir du projet politique s'il existe, et quand il n'existe pas, il faut quand même construire un projet collectif.

C'est fondamentalement le travail d'une agence d'urbanisme d'essayer de faire émerger des projets collectifs à partir d'un projet politique ou sans projet politique. Lors d'un colloque récemment tenu à Grenoble, une personne m'a demandé : « à quoi ça sert que la population s'approprie un projet urbain ? À quoi sert la participation des habitants ? ». Spontanément j'ai répondu qu'il se trouve que je suis Dunkerquois, outre le fait que je suis directeur de l'agence d'urbanisme, j'ai vécu très longtemps à Dunkerque. Or cette ville a été rasée à 80 % pendant la guerre et son centre a été reconstruit. On ne peut même pas dire qu'à l'époque il y n'avait pas de participation des habitants. La question n'était même pas évoquée, tout le monde se moquait éperdument de l'avis, non seulement de la population, mais même de celui des élus locaux. La ville a donc été complètement reconstruite sur un modèle totalement plaqué. Or aujourd'hui encore, soixante ans après, les enquêtes menées montrent que la majorité de la population ne s'est toujours pas approprié le centre ville et continue à le rejeter. Pourtant ce centre ville n'est pas inintéressant sur le plan urbanistique ou architectural. Tout professionnel qui vient de l'architecture ou de l'urbanisme le trouve même très intéressant. Il y a donc eu un projet politique après la guerre, mais pas de projet collectif, et travailler dans une ville où plus de la moitié de la population rejette son centre, c'est compliqué.

Maintenant Dunkerque fait beaucoup de choses en matière de participation, des ateliers de travail urbain aux ateliers dits de quartier. Pour illustrer le travail de l'agence, je vais exposer comment on croise cette dimension culturelle de la ville et d'autres dimensions.

En ce moment même, dans un des ateliers de quartier, des habitants, des techniciens, des élus sont arrivés à l'idée d'un travail sur la couleur, à l'idée que ce quartier, pour être mis en valeur, devait être coloré. Cela a généré toute une dynamique, avec une exposition, etc. Aujourd'hui, un

artiste, technicien coloriste, travaille avec les habitants ; une maison de quartier encadre le projet de construire un projet de colorisation du quartier. Ce n'est donc pas quelque chose de plaqué, l'artiste construit le projet avec les habitants, avec leurs valeurs, avec l'image qu'ils ont envie de renvoyer du quartier, vis-à-vis de l'extérieur.

Autre exemple, et là je prends ma casquette de maire adjoint chargé de la jeunesse. Avec les habitants, on a fait des choses assez originales en direction de la jeunesse. En travaillant avec les jeunes, on est arrivé à l'idée d'un squat officiel, le squat d'une friche par la mairie (ce qui, d'ailleurs, sur le plan juridique, a engendré des problèmes). C'est parti d'une initiative des jeunes qui ont proposé un squat, officialisé par la municipalité par une sorte de bail à négocié, ce qui juridiquement semble limite parfois, mais j'en portais la responsabilité. Ce qui était intéressant, c'est que cela peut générer des formes nouvelles d'appropriation de l'espace ou d'appropriation d'un lieu à partir de la concertation et à partir de la participation.

Un deuxième axe de travail sur cette question, c'est de savoir comment on fait un projet collectif. Il y a eu un gros travail de l'agence sur les représentations. Je suis assez critique sur la Politique de la ville et la façon dont sont réalisés les diagnostics (urbain ou social) en vue des Grands projets de ville (GPV). À partir de ces diagnostics, on nous plaque un GPV, et entre le diagnostic et le projet urbain, on ne sait pas ce qui se passe... il manque un chaînon. Si, aujourd'hui, les actions des quartiers sont relayées, c'est parce qu'il y a une question de représentation. C'est parce qu'à un moment donné, la population des autres quartiers du territoire en a une représentation négative, et cette représentation finit par avoir des conséquences objectives. Le rejet du quartier a des conséquences en termes de politique de l'habitat et de peuplement. À Dunkerque, c'est incroyable de voir comment la géographie de la Politique de la ville se dégageait directement de ces représentations.

On a donc travaillé sur les questions de représentation et essayé de travailler le projet urbain en lien avec ces aspects positifs, plutôt que de plaquer un projet urbain venu de l'extérieur, on a appuyé les représentations dans le bon sens. Dunkerque a une image plutôt négative à l'échelle nationale, et on a fait faire une étude à ce sujet. On s'est aperçu que la culture était le levier le plus intéressant pour transformer l'image de la ville dans la presse nationale. Pour travailler sur ces changements de représentation, notamment dans les quartiers, on a associé des artistes qui réinterrogent les représentations extérieures du quartier et, dans le projet urbain, on a tenté d'intégrer des éléments de transformation de représentation.

Un autre élément sur lequel on travaille dans cette dimension culturelle de l'action urbaine, c'est de dégager ce qui fait les spécificités d'un territoire ou plutôt la culture territoriale à un moment donné, à l'échelle d'un quartier ou d'un territoire beaucoup plus large, non pas pour essayer de la figer dans le temps, mais pour repérer les mouvements. Cela permet de mieux apprécier ce qui émerge et de mettre en valeur les cultures émergentes par opposition au réflexe ou au repli identitaire en allant chercher le passé.

En faisant un travail avec les habitants, on met actuellement en débat une réflexion sur la culture territoriale, et on s'est aperçu qu'il y avait un réflexe de non standardisation. Ce réflexe se traduit de deux manières : d'une manière positive avec de la créativité et de la culture émergente qu'on pouvait soutenir, mais aussi avec un repli identitaire. Comme il n'y a rien en catalogue de créativité, on va chercher ce que les territoires étaient il y a cent ou deux cents ans. Et c'est la culture d'il y a cent ou deux cents ans qui ressort, ce qui nous permettait de voir l'évolution des valeurs dominantes sur le territoire, ce qui était de l'ordre de la culture émergente et ce qui était vraiment du réflexe identitaire.

Je finirai mon intervention sur les attentes des professionnels par rapport au monde de la recherche. Je me mets dans la catégorie des fabricants, je suis en relation régulière avec le politique. Je m'estime même d'ailleurs plutôt traducteur politique que technique et donc je ne suis pas du tout du monde de la recherche. Mais je pense qu'ensemble, chercheurs et fabricants, on pourrait faire des choses parce qu'on a un vécu, une représentation des choses qui est différente. Mais se pose alors la question des moyens. Depuis trois ans je dis à des chercheurs que l'agence d'urbanisme de Dunkerque est prête à payer des recherches mais pas un chercheur ne m'a contacté. J'attends du monde de la recherche des éclairages sur l'appropriation par la population des transformations urbaines. Dans le cadre du projet de la Halle au sucre, l'agence d'urbanisme et la communauté urbaine se sont engagées à développer cette dimension, on attend donc une offre à ce sujet.

La question qui se pose sur le lien entre les représentations et le développement urbain m'intéresse. J'aimerais savoir le lien existant entre une représentation d'un quartier par exemple, et le développement de ces quartiers. De la même manière, j'aimerais connaître le lien existant entre la représentation des territoires et le développement des territoires. Ce sont des thèmes qui nous intéressent.

## **Débat**

*Claire Gillio* dit souhaiter apporter une nuance concernant l'opposition penseurs et acteurs, entre ceux qui pensent et les fabricants de la ville. Elle pense qu'il ne faut pas les opposer, il s'agit de deux systèmes de pensées différents, l'un qui serait plus orienté vers la connaissance, l'autre vers l'action.

*Patrice Vergriete* lui répond que ses propos méritent des nuances, mais que, franchement, c'est pauvre dans le domaine de la fabrication, notamment dans le cas d'aménagements ordinaires. Quand on travaille dans un petit quartier classique qui ne pose pas de problème majeur comme par exemple une zone pavillonnaire, la pensée qui accompagne l'action ne vole vraiment pas très haut... C'est assez indigent en terme de pensée. En France, même dans l'agglomération dunkerquoise, on implante des logements au milieu d'une zone d'activité (en 2006), sans penser le rapport à la centralité, sans penser à rien d'ailleurs, simplement parce qu'il y a du foncier disponible à cet endroit !

*Jérôme Boissonade* dit être aussi un peu critique sur cette dichotomie entre les fabricants et le public. Même, si cela peut être utile parfois de mettre les choses dans des cases pour faciliter la compréhension, mais il croit que là, on va quand même un petit peu loin. La catégorie de fabricants n'est pas une. Par rapport à la situation de Dunkerque, deux chercheurs de l'université du Littoral, Marion Segaud et Olivier Ratouis, avaient parlé de *collectives dénonciations* en reprenant les travaux de Deleuze. Il lui semble qu'on est plus proche de la réalité même si cela peut être critique. On peut critiquer une vision un peu idyllique de la ségrégation de la ville à travers cette typologie des *collectives dénonciations* qui verrait une espèce de mayonnaise prendre entre des acteurs avec des proximités plus ou moins fortes.

Mais, la catégorie de la recherche, aussi, est un peu abusive, de même que celle du public, évidemment. Il y a plusieurs types de recherches : en sciences dures, avec la recherche appliquée et la recherche fondamentale, mais aussi en sciences humaines, il y a de la recherche appliquée et de la recherche fondamentale. Peut-être que Dunkerque est un des cas de figure assez typique lié à l'opération Université 2000, à une configuration locale très particulière qui fait que la recherche, à un moment donné, a des visées domestiques et non plus des visées peut-être plus fondamentales.

*Claude Rouot* déclare qu'il y a des endroits où des choses plus subtiles se jouent. Récemment, Paris a reçu une leçon lorsque la ville a postulé pour les Jeux olympiques et qu'elle n'a pas été retenue. Ce qui lui a été reproché, semble-t-il, c'est d'avoir joué l'attractivité culturelle avec des arguments très classiques « bien de chez nous », or ce qui plait, c'est une autre sorte d'attractivité culturelle reposant sur la capacité d'un pays comme l'Angleterre à faire vivre ensemble une diversité culturelle mieux réussie qu'en France. Cela signifie qu'il faut réaliser un travail fin d'ajustement entre culture et projet pour travailler l'image.

*Claude Renard* aborde le sujet des diagnostics de GPV, car elle a en mémoire une analyse performante des limites du diagnostic du GPV de Bordeaux réalisée par un ancien DRAC. Il mettait en évidence à quel point, à force de stigmatiser des situations, juste pour essayer d'obtenir des financements, on n'avait pas mis en évidence les aspects positifs comme les compétences multiculturelles des habitants. Et au final, ce qui était proposé en terme culturel sur ces quartiers ou cette agglomération, c'était une salle de sports et une salle de congrès. Au vu du diagnostic, l'idée qui surgissait était qu'il fallait que les classes moyennes viennent dans le quartier

et donc, pour elles, il fallait une salle des congrès et après on verrait quoi faire comme animations pour y attirer ces classes moyennes. C'est ainsi effectivement « qu'on construit » la ville.

Comment se fait-il qu'on n'arrive pas à faire au moins qu'un travail commun soit conduit avec des chercheurs et les consultants à qui les villes passent commande ? Cela éviterait le côté quasi obligé d'une commande instrumentalisée par les consultants qui vont répondre ce qu'on a envie qu'ils répondent. Pourquoi n'est-ce pas possible de faire collaborer des chercheurs ou quelqu'un comme Chantal Lamarre, issue du milieu artistique et culturel, qui puisse contrebalancer ces diagnostics négatifs qui conduisent à des formatages monstrueux ? C. Renard est pour un travail plus accroché de la « recherche » et pour ne pas laisser seuls les consultants conduire les projets.

*Nathalie Incorvaia* rebondit sur ce qui a été dit par rapport aux responsabilités politiques. C'est vrai qu'il y a eu des créations de ghettos, et le silence des politiques et de certains urbanistes au cours des années 1960 et 1970 a été évoqué. Mais elle veut parler plutôt du courage d'un certain nombre d'entre eux qui inventent au quotidien, qui ne chassent pas les pauvres et qui font avec les contradictions d'un territoire qui est souvent ingérable. Or c'est souvent dans ces territoires paradoxaux, qu'on invente. C'est dans ces marges que se fabrique la société de demain, parce qu'on focalise dans ces marges des choses qui sont moins évidentes ailleurs. On ne peut donc pas dire, ce que qu'elle vient d'entendre, qu'on fait du « bidouillage » par rapport à des engagements aussi forts de la part d'un certain nombre de personnalités que l'on peut croiser tous les jours. Elle souhaite tout simplement rendre hommage à ces gens-là.

*Laurence Mayeur* souhaite revenir, autrement, à ces logiques d'acteur transversales qui pourraient inventer des solutions, en reprenant la question posée auparavant sur le rapprochement entre représentation et développement urbain. Elle pense qu'il y a eu des travaux dans le domaine scolaire qui ont très bien démontré que les collèges, par exemple (parce que c'est plus facile dans les collèges à partir du moment où ils subissent des représentations dévalorisantes), il y a un évitement des classes moyennes qui renforce encore plus la ségrégation, y compris des publics du FASILD pour ne pas les nommer. Or cela pose une autre question intéressante qui est : comment peut-on faire si on est un politique ? Il faut des agents publics, il faut des élus, il faut partout des gens qui travaillent ensemble pour limiter la casse.

Cela pose aussi la question du périmètre : quel est le bon périmètre pour agir ? Et là, on se heurte à des logiques d'acteurs qui peuvent être antagonistes ou tout simplement contradictoires. Par exemple, si on pose la question dans le domaine scolaire, jusqu'où faut-il aller dans la concertation entre plusieurs municipalités de plusieurs quartiers, y compris jusqu'à l'académie, pour repenser la carte scolaire et avec des acteurs consentants ! Ce n'est pas sûr qu'ils partagent les mêmes valeurs, y compris celle « du lien social » quels que soient ses défauts et ses limites parce que cela se heurte, en caricaturant, au fait qu'il y a un lycée d'excellence d'un côté et, de l'autre, quatre collèges « poubelles ».

*Jérôme Boissonade* veut revenir sur la notion de réparation évoquée. Ce n'est pas contradictoire d'avoir à la fois des engagements forts, sincères pour intervenir sur des territoires qui ont été « abîmés » et faire se développer des logiques de réparation, c'est-à-dire des logiques qui visent à faire retrouver une identité à des personnes qui ont vu leur identité stigmatisée.

Il dit avoir mené un travail sur le projet de Neptune <sup>49</sup>. Le projet Neptune, projet pilote, a été fabriqué par un architecte-urbaniste mondialement connu et par une série d'acteurs « savants », seuls ont été exclus les habitants puisqu'il n'y en avait pas sur la zone du chantier naval, et le secteur privé qui ne pouvait se prévaloir d'un intérêt public. Ce qui est remarquable dans ce projet, c'est que les chantiers navals ont presque disparu de la surface physique, c'est-à-dire qu'en fait quasiment tout a été détruit. Ensuite la réalité proche n'a pas été retravaillée par le projet

---

<sup>49</sup> Dunkerque veut reconquérir ses quais les plus anciens qui faisaient autrefois partie de la ville-centre. La dernière guerre et l'industrialisation ont opéré une véritable séparation entre la cité et ses bassins qui sont sa raison d'être. Aujourd'hui, le projet Neptune veut en reprendre possession afin de développer un centre-ville devenu trop exigu. Une équipe constituée de Richard Rogers and Partnership et de l'agence d'urbanisme locale (AGUR) a défini le projet au début des années 1990. Ce projet urbain doit s'étaler sur plusieurs décennies [source : <http://devosfab.club.fr/pres.html>].

urbain, et il semble que c'est dans ce sens qu'il faut le placer dans une logique de réparation. D'une certaine manière, il semble logique de mettre sous le boisseau un passé douloureux pour pouvoir avancer vers un modèle post-industriel.

C'est un peu comme ça qu'il s'explique la réticence des collectivités qu'évoquait Chantal Lamarre. Ce n'est pas simplement un défaut de passeurs, mais c'est pour qu'une information passe entre la recherche et des acteurs publics, pour qu'elle se transmette aussi d'un passé douloureux à un avenir qu'on veut plus radieux. Les contenus qui sont proposés, à la fois par les chercheurs et par l'histoire, peuvent déranger et c'est souvent ces contenus qui font que des projets ne sont pas acceptés par les acteurs publics. Ce n'est donc pas simplement une histoire de passeurs, une histoire de défaut de transmission, c'est aussi une histoire de contenu des recherches, de contenu d'une histoire particulière qui fait qu'à un moment donné, elle ne se transmet pas.

Pour *Laurent Devisme*, la notion de recherche appliquée, en opposition aux recherches fondamentales, est particulièrement pertinente dans les sciences humaines et sociales, elle n'est pas une recherche d'institution et se caractérise par son sens critique.

Les interpellations régulières envers les chercheurs supposent qu'ils fassent déjà mieux connaître un certain nombre de revues, de lieux dans lesquels sont travaillées sur le fond des questions posées dans un colloque de manière toujours trop rapide. Même en dehors de ce programme de recherche, et y compris même dans celles du programme, il y a une série de réflexions qui font beaucoup de liens dans ce qu'il a entendu et qui supposent du temps de lecture. Il croit donc qu'on a des exigences symétriques à s'impliquer.

*Jérôme Boissonade* ne croit pas que penser la ville et le vivre-ensemble puissent s'organiser à partir des marges. Il ne partage pas cet avis, surtout dans un contexte où l'on note un fort basculement structurel de la société sur le plan économique pris dans le cadre de la mondialisation. On se tromperait si on restait collé à cette échelle de compréhension.

Il ajoute que, concernant le travail de Chantal Lamarre ou d'autres personnes comme elle, pour lesquelles il a beaucoup d'estime, il ne faut pas se tromper sur ce qu'il a dit. Il a dit que ce n'était pas du bidouillage social, que cela pouvait avoir un caractère de réparation sociale, y compris légitime. En tant que chercheur, quand on pédale, on ne peut pas se voir pédaler. D'une certaine façon, il est d'accord sur les discours prononcés par les artistes, par les acteurs culturels dans leur sincérité pour essayer de créer des liens avec des populations ; il ne met pas cette sincérité en doute, mais il pense que là aussi un travail d'évaluation doit pouvoir se dérouler de l'extérieur.

*François Geindre* est d'accord qu'il faut des passeurs entre chercheurs et professionnels, mais il pense qu'il faut aussi lire la production, s'informer sur ce qui existe. On peut avoir des passeurs, puis des passeurs de passeurs qui passeront... mais il faudra bien qu'à un moment, il y ait quelqu'un qui lise, qui s'informe des productions. Il y a aussi des chercheurs qui ne disent pas ce qui fait plaisir. Il y a des registres différents, celui de l'action, celui de l'émotion et celui de la réflexion, et on ne peut pas tout confondre.

Tout d'abord, il faut, à son avis, que le chercheur accepte qu'il y ait un travail de vulgarisation de ses travaux, parce qu'on ne peut pas demander à des acteurs, et en particulier aux acteurs politiques, de rentrer de plain-pied dans la lecture des travaux de recherche. Il y a aussi un problème de vérification : il ne suffit pas qu'une équipe, à laquelle on a commandé une recherche, la publie pour qu'elle soit bonne et qu'elle soit utilisable au stade de l'action. Se pose la question de l'évaluation, de la vérification. Dans le domaine des sciences dures, on voit à peu près comment est effectuée cette évaluation, même si c'est parfois avec quelques erreurs ; en sciences humaines, en recherche urbaine, c'est plus difficile de savoir comment cette évaluation est réellement réalisée.

En conséquence, il n'est pas favorable à ce qu'on associe des chercheurs dans des équipes de conception. Autant il pense qu'il faut structurer des chaînes de transmission, autant il ne pense pas qu'il faille que les chercheurs soient présents au sein des équipes de conception d'un projet

urbain par exemple. On est là dans la confusion des métiers. C'est un débat qu'il a déjà eu avec André Bruston à plusieurs reprises.

## **La recherche et la fabrication de la ville • Propos conclusif**

**André Bruston**

*Président du programme de recherche Cultures, villes et dynamiques sociales*

Je ne ferai pas de synthèse des travaux, beaucoup trop de choses ont été dites pour qu'on puisse les restituer en si peu de temps. Je voudrais juste souligner la richesse des propos, mais aussi les contradictions - parce qu'il y en a eu bien sûr - et cela va être là-dessus qu'on pourra réfléchir avec le plus de « performances » ou de fructifications. Ce sont à partir de ces contradictions qu'on pourra retirer différents éléments et pistes de réflexion.

Ma première réaction portera sur ce je viens d'entendre, sur le fait que le chercheur a ses exigences, intellectuelles, etc. que les autres ne comprennent peut-être pas toujours, et de l'autre, celle de François Geindre qui me retourne la question de la vulgarisation. Or, je ne connais pas beaucoup d'autres réponses que celle du face à face. Effectivement, vulgariser ne veut pas dire que le chercheur puisse ou soit capable de se mettre dans la peau de l'autre, et du même coup à sa place, de penser ce dont il aura besoin dans la recherche qu'il est en train de faire. Les chercheurs ne savent pas le faire et il n'y a pas de raison de leur demander, puisque on vient de nous le dire : « on ne se regarde pas, les chercheurs non plus ne se regardent pas chercher », ou bien, quand il le fait, cela le bloque et il tombe du vélo.

On admettra donc avec François Geindre, qu'il faut vulgariser et que la vulgarisation se fait autrement. Elle se réalise dans un face à face, dans lequel il y a effectivement quelqu'un qui attend quelque chose ou plus exactement qui estime que, sur ce qu'il pense lui et veut savoir ou comprendre, il y a peut-être quelque chose à apprendre du chercheur. Il a ses exigences, elles sont non seulement légitimes, mais elles sont fortes. En face, il y a le chercheur, dont le métier ne devient pas de se mettre à la place, mais de débattre dans le face à face, jusqu'à ce qu'il soit clair qu'il y avait bien dans la recherche quelque chose qui puisse concerner celui à qui on parle. Sinon, il n'y a aucune chance qu'il y ait vulgarisation.

Vous nous appelez à la lecture, mais on ne peut pas demander aux acteurs de lire les travaux de recherche. On ne peut pas leur demander d'être des lecteurs, on ne peut pas non plus leur demander de regarder des bibliographies.

J'entends autour de moi des universitaires et des chercheurs qui se plaignent à longueur d'année de ce qu'il y a trop d'enseignement, qu'ils ne lisent plus... et vous voudriez que les maires lisent à raison de trois cents à quatre cents ouvrages par an. Cela n'a pas de sens ; ce qui a du sens, c'est que le jour où ce face à face a lieu, alors il y ait lecture, et à ce moment-là seulement la lecture aura du sens.

Je vais maintenant émettre quelques remarques personnelles sur ce que vous avez appelé la fabrication de la ville, et je vais dire des villes, le faire et le savoir.

Tout d'abord, concernant la ville : je suis frappé de ce que, par commodité et cela se comprend, mais peut-être aussi parce que les sujets ne nous ont pas conduits à l'éclairer complètement, une partie de ce que nous considérons comme un acquis très clair des recherches qui ont été effectuées, seuls les différents programmes successifs comme celui-ci, n'ont pas traité en fait de la ville. Elles ont clairement indiqué la ville, qui en français vient de la *villa*, donc de la colonie. Je tiens à rappeler ce détail au passage, que la villa romaine, c'est une colonie isolée, c'est donc un ensemble construit. Il se trouve que du point de vue des significations, tout ce qu'on retrouve dans les recherches précédentes comme dans celles-ci, c'est qu'il s'agit beaucoup plus l'*urbs* et beaucoup plus de la cité. Il n'y a qu'à voir dans l'ouvrage coordonné par Jean Métral où la question de la combinaison ou du rapport de l'*urbs* et de la cité était la question centrale. Il l'avait d'ailleurs clairement explicité dans son avant-propos.

Je reviens sur ce fait juste que pour rappeler que cela posait les figures des citadins et des citoyens qu'on n'a pas reprises, mais elles étaient latentes en permanence depuis deux jours. Le fait qu'on ne les ait pas reprises veut dire que lorsqu'on a dit la ville ou la fabrication de la ville, on est renvoyés à la nature du faire. Si l'on dit fabriquer la ville, qu'est-ce que c'est que cela fabrique ? C'est la fabrication de la *villa* ou est-ce que c'est le faire de l'*urbs* et de la cité ?

J'ai une vieille habitude, quand je ne sais plus, je me réfère au latin, bon. Or, il y a dans le faire le verbe *fabricare*, qui veut dire fabriquer, et fabriquer veut dire faire *avec des outils*, donc cela concerne tous ceux qui d'une manière ou d'une autre ont des outils entre les mains, quels que soient les outils en question, que ce soit des outils matériels de la mécanique, des outils financiers, des outils du pouvoir, ou des outils de sa libre décision ; ce sont des fabricants d'une manière ou d'une autre.

Par conséquent, quant on oppose les fabricants aux autres, il faut être prudent et savoir ce qu'on veut dire parce qu'on peut faire aussi le pari que dans la ville tout le monde est fabricant. Or si tout le monde est fabricant, cela se fait dans des rapports, des conflits réels, des rapports de domination. Il y a des gens plus fabricants que d'autres au sens où ils imposent leur mode de fabrication aux modes de fabrication des autres, ce qui ne veut pas dire que cela prive les autres d'exister en tant que fabricants. Cela veut dire simplement qu'ils sont dans la contradiction, qu'ils sont dans le conflit, et qu'ils le subissent et par conséquent on ne peut pas ne faire une liste des fabricants dans le cas où on ne mettrait que les dominants. Autrefois, dans l'approche du pavillonnaire, on a vu que les propriétaires avaient des petites capacités de fabrication qui n'étaient pas inutiles. Il n'y avait pas que Le Corbusier qui était capable de fabriquer quelque chose. C'est donc plus fin, et cela nous pose des questions tout à fait intéressantes, y compris sur la matérialité avec les outils de la fabrication.

Deuxième remarque : cela vient de *fabricare* mais aussi de *facere*. *Facere*, c'est le faire global en tant que cela prend en compte l'*urbs* et la cité. Le processus d'urbanisation est fait par tous, on y est tous dedans. On est tous concerné par processus de construction de production de la cité. On en est tous des co-auteurs, et être les co-auteurs de ce processus veut dire aussi qu'il y a des rapports entre nous tous qui sommes aussi des agents économiques.

En tant qu'agents économiques (les populations dont on parle dans la cité, dans la ville, dans l'*urbs*, dans l'urbanisation), un certain nombre accumulent, épargnent, se construisent un mode de rapport à l'espace urbain qui passe par toute leur vie, leur vie de consommation, leur vie d'épargne, leur vie de construction de rapport à l'emploi au salariat... Cela fait partie fondamentalement de la conception que l'on a de faire la ville, de faire la cité. Les élus le savent bien, ils savent bien qu'avec ceux qu'ils ont en face d'eux, ils ont cette espèce de capacité de détermination et d'action du quotidien sur lesquelles ils ne sont nullement les déterminateurs.

*Suite à cette remarque, François Geindre réplique, reprenant sa casquette d'élu, dit que les élus ne sont pas en face d'eux, mais parmi eux. Élu ou non, on n'est jamais que l'un d'entre eux, dit-il. Cela l'énerve d'entendre parler de société civile, comme si parce qu'un jour on a été élu au suffrage universel, on quitte la société civile pour revêtir je ne sais quel uniforme. D'ailleurs on est tous des habitants, on habite au milieu d'eux, avec eux, etc. Et l'élu n'est jamais qu'un habitant comme les autres auxquels le suffrage universel dans le système démocratique a donné des responsabilités qu'il a choisi d'assumer, dont il a à rendre compte, non pas en fin de mandat mais en permanence.*

Je suis d'accord. J'ajoute simplement que dans les discussions en début de ce colloque, lors du débat sur *D'ici et d'ailleurs*, on a évoqué le rôle des marges et des centres. Bien sûr, il y a des marges productives, cela ne signifie pas qu'il y ait ignorance radicale de l'intégralité du système, ce serait aberrant. Simplement, il faut peut-être insister sur une chose, c'est qu'en disant, *d'ici et d'ailleurs* on a une tendance forte à construire une vision spatialisée de ce *D'ici et d'ailleurs*, alors qu'on pouvait aussi en avoir une vision temporelle.

Notamment quand on parle des immigrés, on a bien montré qu'ils sont là, ils sont et ils se construisent vers un futur dont toute la communauté d'accueil est quelque part les garants. Donc l'avant, le pendant et l'après sont complètement liés dans cette approche, et c'est la même chose que l'on pourrait dire de toute une partie de ce qui a été dit sur les jeunes, qui ont quand même cette extraordinaire caractéristique d'être pour nous totalement *d'ici* parce que c'est ici qu'ils sont nés, pour l'immense majorité d'entre eux, en dehors des jeunes immigrants primo arrivants, bon. L'immense majorité d'entre eux sont bel et bien *d'ici*, et ne pas les reconnaître comme *d'être de l'un entre nous et d'être entre nous*, c'est évidemment socialement terrible. Sans doute parce que de l'autre partie du jeu, ils sont *d'ailleurs* au sens où ils sont de demain et que ce qui est pour eux *l'ailleurs*, c'est-à-dire le vrai *ailleurs*, le demain de l'avenir, est quelque chose qui

quelque part nous conduit à en avoir une inquiétude telle que le fait qu'ils soient d'ici et qu'ils soient d'entre nous nous, est presque difficile à accepter et à vivre.

Donc, on a bien vu qu'il y a une série de rapports à se faire la ville qui était parfaitement sensible et qui concerne l'immense majorité des populations auxquelles on pense. On n'a pas simplement pris le temps de les détailler toutes parce que ça nous mènerait fort loin. Ça ne peut pas ne pas nous poser des questions sur ce que c'est que l'espace des politiques publiques.

À plusieurs reprises dans ce colloque, on a situé la question du territoire : le territoire constitue bien sûr la nature des politiques publiques, mais aussi les politiques publiques font des territoires qui leur sont propres. Or je suis un peu plus réticent, je pense qu'il faut être prudent avant d'aller jusqu'aux territoires. Si l'on dit qu'il y a un espace des politiques publiques, c'est déjà une première approche qu'il faut éclairer à fond parce que si on dit qu'il y a un espace des politiques publiques, c'est parce que l'on admet qu'il y a des de nombreux autres espaces, des différentes formes du collectif, et à chacun de ces collectifs on renvoie des réalités communautaires ou on se contente de le renvoyer à des rassemblements temporaires, quand on estime que cela correspond à une petite partie de la vie des gens ou à une part considérable de leur propre construction de soi. Dans tous les cas nous savons où sont dans les sociétés dans lesquelles les collectifs sont tous séquents.

Les collectifs séquents renvoient à des multiplicités, à des diversités qu'on a appelées culturelles, mais qui ont aussi d'autres conséquences dans tous les domaines. Le fait d'avoir des politiques publiques qui disent qu'elles vont se saisir des espaces tant qu'elles peuvent s'exercer par exemple à l'échelle urbaine, cela peut vouloir dire soit qu'elles tentent de recouvrer les espaces de ces mêmes collectifs. Collectif par collectif, cela ferait une politique par collectif si j'ose dire, soit elle s'attaque à la question des espaces séquents, et elle considère que c'est là que se situent les rôles de régulation qui leur reviennent, là où les gens se croisent, là où les gens se passent, de manière presque synoptique entre deux neurones, là où on peut exister autrement que par l'autorité recouvrante, où on peut gérer ou vivre autrement.

Il me semble qu'on a à plusieurs reprises touché à des questions de cet ordre, comme pour expliciter beaucoup plus longuement, mais qui m'avaient conduit récemment dans un topo au ministère de la culture à expliquer que de mon point de vue, la question de l'aménagement du territoire ou de l'aménagement de l'espace devenait aujourd'hui celui de l'aménagement ou du rapport à l'espace des interactions. Vous vous en souvenez, dans ce programme, on avait mis en première ligne qu'on travaillerait sur les interactions. Il se trouve que les interactions ont des espaces et que peut-être que c'est une question tout à fait passionnante qui n'est pas celle des territoires pour le coup, qui est d'une autre nature.

Enfin, l'un des points que je voulais évoquer, c'est sur le *penser* la ville. Le *penser* n'est pas quelque chose de simple, cela vient d'ailleurs encore du latin, de *spendere*. Or *spendere* veut dire deux choses : connaître, juger, peser, comme la justice pèse (sa balance). Si donc penser est ça, cela renvoie les chercheurs à deux mécaniques intellectuelles différentes. La première qui est de savoir ce que l'on considère comme étant dans le champ du cognitif, ce qu'on est apte à produire comme connaissances dans un champs typiquement et clairement cognitif. Et la deuxième, c'est de savoir si on est en situation de produire de quoi juger, non pas qu'en tant que chercheur on ait à juger, mais que si effectivement on n'est pas en situation de produire qui permette à d'autres ou à tout le monde, et au plus grand nombre de juger, alors c'est qu'on ne fait pas son boulot, cela revient un peu à ce qui a été dit.

Or, on n'est pas du point de vue des chercheurs dans le champ de la croyance, on est dans le champ de la production cognitive, et quand on est dans le champ du jugement, on n'est pas non plus dans la simple croyance, on n'est pas dans la religion, dans le religieux, on est dans le peser le pour et le contre. Ce qu'on a évoqué tout à l'heure, l'espoir devant la recherche, c'est être efficace dans notre chambre, et si la recherche peut continuer à vivre ça, à se donner un objectif clair de production cognitive, à se donner une obligation de neutralité du jugement, et en même temps de production de ce qui permettra le jugement, cela veut dire que cette même recherche se met en situation citoyenne par certains côtés, mais aussi en situation de vie de son propre collectif.

C'est son propre collectif qui est aussi l'enjeu de la production cognitive, ce qu'on appelle traditionnellement la communauté des pairs. Cette communauté de pairs signifie qu'il y a là un collectif qui a pour rôle, d'une certaine manière, de vérifier, de faire vivre un autocontrôle collectif sur la qualité scientifique de la production. La question tout à l'heure, c'est celle-là, ce

n'est pas, on n'a pas d'autres moyens dans le milieu scientifique que de vérifier, si ce que l'on dit aura valeur cognitive que de vérifier à l'intérieur du comité scientifique si oui ou non, c'est non seulement acceptable, mais qu'on a quelque part les éléments d'administration de la preuve. Je ne veux pas entrer dans le débat étymologique, mais je veux pas dire par là que c'est la preuve intrinsèque, ce serait un débat étymologique, non c'est la preuve extratrinseque, c'est-à-dire telle qu'elle est reconnue.

On a à ce sujet normalement dans le milieu de la recherche de quoi le faire. Non pas parce qu'il y aurait un écart entre la recherche en science sociale et la recherche en science dure. En science dure, on a renoncé à séparer la recherche fondamentale et la recherche appliquée, et dans la recherche fondamentale en science dure se fait des instruments de l'instrumentation aujourd'hui, elles sont inextricablement liées, les technologies et l'exercice de la science.

Dans d'autres disciplines c'est pareil, ils sont inextricablement liés. En fait, nos propres modes de fonctionnement, nos propres instruments, nos propres appréhensions du réel et notre conception scientifique. En revanche, si effectivement on doit répondre aux objectifs qu'on a situés, alors je dis - mais c'est un pari que je vous lance - que toutes nos visions de la ville, si elles sont vraiment remplacées par une vision de la cité lors du processus d'urbanisation, telle que Françoise Navez-Bouchine a été extrêmement claire là-dessus.

Cela veut dire que ce sont les villes concrètes, une par une, sur lesquelles on peut dire un certain nombre de choses, et c'est le processus d'urbanisation générale et planétaire qui en est une autre. Et que, pris entre l'exigence de travailler à l'échelle planétaire, ce qui fait les points communs de l'approche des processus d'urbanisation, et de l'autre l'exigence d'aller chercher dans la ville concrète, dans la ville à tel endroit ce qu'il s'y passe très concrètement pour y trouver des micro mécanismes d'interaction qui permettent de travailler à l'échelle des interactions, alors nous mettons en cause une partie de nos modèles nationaux qui imaginaient être le seul lieu de lien entre les deux.

Nos modèles nationaux étatiques sont donc mis en cause comme l'a rappelé à sa manière Renaud Epstein. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de place pour le national, mais que très probablement, il faudra bien qu'il accepte un jour qu'il soit redéfini à la fois par le micro local et par le planétaire au lieu d'en être ou d'espérer en être le producteur.

Face au souci que nous avons aujourd'hui de sortir de ce programme national, dans les meilleures productions possibles, l'idéal serait que nous ayons, tant à l'échelle européenne qu'internationale de quoi développer un certain nombre de réflexions et de travaux de fond qui soient faits en coopération au bon niveau. Et je m'adresse à toutes les institutions présentes pour qu'elles veuillent bien prendre en charge cet objectif de fond.

D'un autre côté, dans des recherches à caractère territorialisé, il s'agit de débattre sur comment on peut à la fois avoir la proximité de la ville concrète et la distance intellectuelle qui y correspond : jeu de la proximité, jeu de la distance proximité des acteurs, distance intellectuelle et distance scientifique.

**ANNEXE**



## Liste des participant-e-s au colloque

ALBE	Séverine	IAURIF
AUDOUBERT	Alain	Maire de Vitry
BANCEL	Nicolas	Association ACHAC
BATAILLE	Jean-Marie	Ville de Bagneux Service jeunesse
BATTEGAY	Alain	ARIESE Université Lyon II
BAYTOK	Gökce	Ville d'Épinal Affaires culturelles
BAZIN	Hugues	Chercheur indépendant
BEAUFORT	Antoine	Projet Conteners
BLANCHARD	Pascal	Association ACHAC
BOBES	Alexandra	INJEP
BOCOUM	Aboubakri	DIV
BOISSONADE	Jérôme	Université du Littoral
BOTEA	Bianca	Université Lyon 2
BOUBEKER	Ahmed	Université de Metz
BRUSTON	André	Président du comité de programme Culture & Ville
CALOGIROU	Claire	CNRS Centre d'ethnologie française
CANNOODT	Stéphanie	Les musiques de la boulangère
CHAINTREAU	Jean-François	Ministère de la Culture DDAI
CHATEAU	Philippe	Grande halle de La Villette
COTTANCEAU	Hélène	Ville de Saint-Ouen
COUTANT	Pascale	CNHI Centre national de l'histoire de l'immigration
CROMBACK	Philippe	Ministère de l'Équipement PUCA
DARMAGNAC	André	Association mémoire Ville nouvelle
DARRAS	Franck	Mairie du XVIII <sup>e</sup> Affaires culturelles
DAUMAS	Élisabeth	Ministère de la Culture / DDAT
DE BECDELIÈVRE	Florent	Réseau URBAN
DE CHASTENET	Cedissia	Ville de Paris Direction de l'urbanisme
DE LINARES	Chantal	INJEP Unité de Recherche et de Formation
DE VILLANOVA	Roselyne	CNRS IPRAUS Un.Nanterre Paris X
DELÉPINE	Amélie	Mairie du XVIII <sup>e</sup> Affaires culturelles
DESSAUX	Christophe	Ministère de la Culture MRT
DEVISME	Laurent	Ecole d'Architecture de Nantes LAU
DIAMANT-MARTIN	Dominique	INJEP Unité de Recherche et de Formation
DINH	Bernard	FASILD
DRUART	Marion	Ville de Saint-Ouen
EPSTEIN	Renaud	Centre d'Analyse des Politiques Territoriales
FABRE	Alexia	MAC/VAL
FARAUT	François	DRAC Île-de-France
FEFFER	Alain	Association D'ici là
FOURNIER	Danielle	Mairie du XVIII <sup>e</sup> Adjointe au maire
GARIN-FERRAZ	Ghislaine	Cité +
GEINDRE	François	École d'architecture de Paris Val de Seine
GELAS	Orla	Doctorante Arts
GIFFO-LEVASSEUR	Anne-Marie	CESUR Nantes
GILLIO	Claire	Ministère de l'Équipement PUCA
GOUDET	Françoise	Ministère de l'équipement PUCA
GRIFFATON	Christian	INJEP
GRUSON	Luc	CNHI Centre national de l'histoire de l'immigration
GUERIN	Aline	Conseil général du Val de Marne
GUIGNARD-HAMON	Claire	Conseil régional IdF

GUINCHARD	Christian	INTER-UNEC association
GUIZIOU	Katell	CNHI
HAUMONT	Antoine	CRH École d'archi Paris Val-de-Seine
HERBERT	Fanny	Étudiante Université Lumière Lyon 2
HURSTEL	Jean	Banlieues d'Europe
INCORVAÏA	Nathalie	Villes d'Aubervilliers Vie des quartiers
KELLENBERGER	Sonia	Université Paris 10 IPRAUS
LACROIX	Sophie	Ville de Lyon Affaires culturelles
LAÏB	Naïma	INJEP Pôle Culture
LAMARRE	Chantal	Culture commune
LETELLIER	Pascal	Locus Solus
MAHMOUDI	Aline	
MARIE-JEAN-ROBERT	Josette	Ministère de l'Équipement PUCA
MAYEUR	Laurence	FASILD
MÉNARD	François	DIV
MEYER	Vincent	Université de Metz Faculté de Sciences humaines CREM
MILLIOT	Virginie	Maison de l'archéologie et de l'ethno Univ. Paris 10
MOISSINAC	Christine	Alphaville
MOREL	Alain	Ministère de la Culture
MOUILLON	Philippe	Plasticien
NAVEZ-BOUCHANINE	Françoise	CRH CRESSAC
PAQUIN	Claude	Tertius conseil
PARAVICINI	Ursula	Architecte
PERRIN	Évelyne	Ministère de l'Équipement PUCA
PERRIN-JAQUET	Roger	Ministère de l'Équipement PUCA
PIETTRE	Jean-Hugues	Ministère de la Culture
POINSOT	Marie	CNHI Centre national de l'histoire de l'immigration
PONCZNER	Marie-France	Grande halle de La Villette
PORTET	François	DRAC Rhône-Alpes
PROUVOST	Véronique	Ministère de la Culture MRT
PRYEN	Stéphanie	CLERSÉ CNRS Lille IFRESI
RAFFIN	Fabrice	S.E.A Europe
RENARD	Claude	Institut des villes NTA
RENAULT	Stéphanie	CAUE de Seine-St-Denis
RICHEZ	Jean-Claude	INJEP Unité de Recherche et de Formation
ROSSIGNOL	Béatrice	Agence d'urbanisme de la région Flandre
ROUOT	Claude	Ministère de la Culture Recherche & technologie
SIMON	Patrick	INED
SUSTRAC	Michelle	Ministère de l'Équipement PUCA
SUZANNE	Gilles	Transverscité
TARTIER	Valérie	
THEILLAC	Mercedes	
THURIOT	Fabrice	Université de Reims CRDT
TILMONT	Michèle	Ministère de l'Équipement PUCA
TOUSSAINT	Jean-Yves	INSA Lyon
TRIGUEIRO	Marcele	INSA Lyon
VERGRIETE	Patrice	Agence d'urbanisme de la région Flandre
VIGNAL	Pierre	DDE 77
VINCENT	Jacques	Ministère de la Culture / DDAT
VRIGNON	Bernard	CESUR Nantes
WAEILLISCH	Ulrike	Étudiant
WALTER	Jacques	Université de Metz UFR Sciences humaines et arts CREM
ZOÏA	Geneviève	IUFM Montpellier